

- > Lait
- > Produits aquatiques
- > Viandes

> février 2015

Données et bilans

Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2014

Perspectives 2015



FranceAgriMer



FranceAgriMer

Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2014 / Perspectives 2015

Produits aquatiques	p. 7
Viandes rouges	
Gros bovins	p. 19
Veau	p. 41
Ovins	p. 47
Équins	p. 59
Produits tripiers	p. 65
Cuirs et peaux	p. 73
Viandes blanches	
Porcins	p. 79
Volailles de chair	p. 91
Lait	
Vache	p. 111
Brebis	p. 137
Chèvre	p. 145
Annexes	p. 155

produits aquatiques



Le marché des produits aquatiques

› Une production mondiale toujours en hausse et une modification de la structure des marchés

Selon la FAO, la production mondiale poursuit sa croissance, pour atteindre 166 millions de tonnes en 2014, soit une hausse de 1,9 % par rapport à 2013. Les captures sont stables autour de 92 millions de tonnes, tandis que la production aquacole mondiale est toujours en augmentation (+ 4,9 %) et s'élèverait à 74 millions de tonnes. Les échanges de produits aquatiques auraient progressé de 6,6 % en valeur (145 milliards de dollars), mais seraient restés quasiment stables en volume équivalent poids vif en 2014 (59,4 millions de tonnes). La consommation mondiale de produits aquatiques pour l'alimentation humaine s'élèverait en 2014 à près de 145 millions de tonnes, soit 20,0 kg par habitant et par an (+ 1,4 % par rapport à 2013), dont plus de la moitié provient désormais de l'aquaculture.

Sur les marchés internationaux des produits aquatiques, l'année 2014 a été marquée par un ralentissement de la demande dans deux des trois plus importants marchés de consommation : l'Europe et le Japon. À l'inverse, aux États-Unis, la reprise économique a permis une relance des importations de produits aquatiques. Au Brésil, le ralentissement économique a entraîné une baisse des importations, en particulier de saumon en provenance du Chili. Par ailleurs, suite aux tensions politiques autour de la situation en Ukraine, la Russie a mis en place en août 2014 un embargo sur les produits alimentaires en provenance de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Norvège. L'arrêt des importations de produits aquatiques de la Russie, important marché de consommation qui achète chaque année plus de 3 milliards de dollars de produits aquatiques, a modifié la structure des marchés internationaux. Les marchés les plus impactés ont été ceux du saumon, du cabillaud et des petits pélagiques. En effet, la Russie a réorienté une part importante de ses captures de cabillaud sur son marché intérieur et a changé de fournisseurs pour ses achats de saumon et de petits pélagiques. Néanmoins, les marchés semblent avoir bien absorbé ces bouleversements. Enfin, le niveau des captures d'anchois du Pérou, très impacté par El Niño, a induit une baisse de la production de farines et un accroissement des coûts de production dans les fermes piscicoles.

› En France, une amélioration de la valeur des ventes en halle à marée, grâce à une augmentation du prix moyen

Après deux années de recul, la valeur des ventes déclarées en halle à marée repart légèrement à la hausse en 2014 (+ 1 % par rapport à 2013), et s'élève à plus de 630 millions d'euros. La hausse du prix moyen à la première vente (3,03 €/kg, + 1 %) explique cette amélioration du chiffre d'affaires, les débarquements étant inférieurs de 1 % à ceux de 2013. Si les volumes de produits mis en vente ont relativement peu évolué, les proportions des différentes catégories d'espèces ont été modifiées : les volumes de poissons fins, petits pélagiques et surtout céphalopodes ont diminué, tandis que ceux de poissons blancs ont augmenté. Le taux d'invendus a été divisé par 3, et s'élève à moins de 1 % des débarquements, suite à l'arrêt du mécanisme de retrait indemnisé fin 2013.

Les apports de poissons blancs ont augmenté de 3 % par rapport à 2013, du fait d'importants débarquements entre mars et juin. Les volumes de merlu (+ 36 %) et de lieu jaune (+ 16 %) enregistrent les plus fortes hausses. À l'inverse, les apports de cabillaud (- 25 %) et d'églefin (- 27 %), déjà fortement en recul en 2013, continuent de décroître, suivant la réduction de leur quota. Le prix moyen des poissons blancs est donc en baisse pour la majorité des espèces, à l'exception du cabillaud (+ 1 %) et de l'églefin (+ 6 %), qui subissent néanmoins la concurrence des produits d'importation. Les apports de poissons fins déclarés en halle à marée reculent de 2 % par rapport à 2013. Les débarquements de toutes les espèces sont en baisse, sauf ceux de rouget barbet, qui, après plusieurs années de régression, repartent à la hausse (+ 60 % par rapport à 2013). Le prix moyen à la première vente des espèces fines recule de 1 % et la valeur des ventes régresse de 2 %. Les captures de petits pélagiques sont en repli de 3 %, et la répartition des espèces a été modifiée, avec une forte hausse du volume d'anchois (+ 37 %) et une importante réduction du volume de hareng (- 42 %). L'augmentation de la part d'anchois entraîne une hausse de 4 % du prix moyen des petits pélagiques, et le chiffre d'affaires des ventes s'améliore de 3 %. Les captures de céphalopodes ont encore reculé de 10 % en 2014, malgré la forte progression des débarquements sur le dernier trimestre. Les débarquements de calmar ont progressé de 30 %, mais ceux de seiche ont régressé de 25 %. Logiquement, le prix moyen du calmar a diminué de 19 % ; celui de la seiche a augmenté de 25 %. La valeur des ventes de céphalopodes est stable. Le début de la campagne coquille St-Jacques (octobre à décembre 2014) est marqué par une baisse des apports (- 21 % sur les 3 premiers mois). La demande se maintient, et le prix à la première vente est élevé (3,16 €/kg en moyenne, + 17 % sur 3 mois).

À l'échelle des façades maritimes, les apports sont en baisse sur tout le littoral, à l'exception de l'Atlantique où les débarquements ont augmenté de 12 %. Le prix à la première vente progresse ainsi sur toutes les façades, sauf sur la façade Atlantique. Au final, la valeur des ventes se dégrade sur les façades Manche (- 3 %), Bretagne Sud (- 3 %) et Méditerranée (- 3 %), elle est stable sur la façade Nord/Pas-de-Calais, et progresse sur la façade Atlantique (+ 13 %) grâce à l'accroissement du volume des ventes.

Le prix du carburant dans les ports a été stable entre 65 et 70 centimes par litre au cours du premier semestre, puis a fortement diminué pour passer sous les 50 centimes en fin d'année.

Toutefois, ces évolutions ne tiennent pas compte des ventes hors halle à marée (non déclarées dans le RIC), qui représentent, au niveau national, environ 250 000 tonnes.

› Des importations en repli en volume, comme en valeur

En 2014, les importations françaises de produits aquatiques ont reculé de 2 % en volume (de poids net), et de 1 % en valeur. Les importations de saumon, qui représentent, toutes présentations confondues, près de 20 % du volume total des importations de produits aquatiques destinés à la consommation humaine (hors thon), ont diminué pour la deuxième année consécutive (- 6 % sur 12 mois à fin octobre 2014, par rapport aux 12 mois précédents). Les volumes de poissons entiers (environ deux tiers des volumes de produits de saumon) ont reculé de 8 %, mais la valeur des importations est restée stable, car, dans le même temps, le prix moyen progressait de 8 %. En mars 2014, le prix à l'importation du saumon entier réfrigéré d'origine Norvège a atteint son plus haut niveau en dépassant 7 €/kg. A l'inverse, la demande en cabillaud, déjà très soutenue en 2013, s'est encore accrue en 2014. Les disponibilités sur le marché international ont été très élevées et les produits, en particulier les découpes (dos de cabillaud), sont très recherchés par les consommateurs français. Ainsi, les volumes de poissons entiers (+ 17 % sur 12 mois à fin octobre 2014, par rapport aux 12 mois précédents), de découpes réfrigérées (+ 9 %) et de découpes congelées (+ 4 %) ont été supérieurs à ceux de 2013.

Concernant les produits de l'aquaculture, les importations de daurade royale réfrigérée, en forte hausse en 2013, se sont stabilisées (- 1 % en volume et - 3 % en valeur), mais celles de bar réfrigéré (- 10 % en volume et - 7 % en valeur) sont en repli. Les volumes de crevettes tropicales congelées importées ont également reculé (- 8 %), en raison de la flambée des cours mondiaux. Le prix moyen à l'importation a ainsi grimpé de 19 % en moyenne toutes provenances. Les importations de St-Jacques sont toujours en baisse : St-Jacques réfrigérées (- 4 % et - 6 % en provenance du Royaume Uni), St-Jacques congelées (- 18 %), et pectinidés sud-américains congelés (- 6 %), mais les volumes en provenance du Pérou repartent à la hausse (+ 44 %). Concernant les échanges de thon, les volumes mis en œuvre sont croissants, et les importations de conserves sont stables (en forte hausse en provenance d'Espagne, en repli en provenance de Côte d'Ivoire), alors que le prix moyen recule (- 9 %).

Les volumes de produits aquatiques totaux exportés en 2014 sont en hausse par rapport à 2013, en raison de l'augmentation des volumes de thon mis en œuvre et des échanges de produits non-alimentaires (farines, graisses et huiles). Les volumes de produits aquatiques destinés à la consommation humaine (hors thon) exportés sont revanche en repli de 5 % (sur 12 mois à fin octobre 2014, par rapport aux 12 mois précédents). Les volumes de produits issus de la pêche fraîche sont ainsi en baisse : seiche réfrigérée - 29 % (suite à la chute des captures), sole réfrigérée (- 3 %), baudroie réfrigérée (- 2 %) et bar réfrigéré (- 21 %) ; ceux de saumon fumé reculent de 14 %. Les volumes d'huître exportés, en revanche, progressent de 6 %. La valeur des exportations reste, quant à elle, stable.

› Un ralentissement de la consommation de produits aquatiques des ménages qui se poursuit et touche tous les segments de produits

En 2014, d'après le panel consommateurs Kantar Worldpanel, les achats de produits aquatiques des ménages pour leur consommation à domicile ont reculé en volume par rapport à ceux de 2013, alors que, dans le même temps, le prix moyen d'achat progressait. En effet, alors que l'indice Insee global des prix à la consommation a progressé de 0,5 %, celui des poissons et crustacés frais est en hausse de 1,7 %.

L'ensemble des segments de produits est concerné par une baisse des volumes achetés. Les achats de poisson frais des ménages reculent de 3 % (sur 12 mois à fin novembre 2014, en comparaison des 12 mois précédents), en raison de l'érosion des ventes de saumon (- 16 %), les achats de l'ensemble poisson frais hors saumon étant stables. À l'inverse, les achats de cabillaud, deuxième espèce phare du rayon marée, ont beaucoup progressé (+ 8 %), jusqu'à dépasser la part des achats de saumon dans le total poisson frais sur le premier semestre 2014. Ces évolutions s'expliquent par le maintien à un niveau élevé du cours du saumon au niveau international et inversement par la baisse du cours du cabillaud permise par le fort accroissement des disponibilités.

Les autres segments de produits sont également impactés par une baisse des volumes achetés : - 2,9 % pour les produits traiteur (sur 12 mois à fin novembre 2014, en comparaison des 12 mois précédents), - 3,8 % pour les produits surgelés (sur les 12 mois à fin septembre 2014 par rapport aux 12 mois précédents), et - 1,0 % pour les conserves (sur la même période).

Volumes mis en vente en halle à marée, par espèce

Tonnes	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Total	209 037	216 826	217 147	210 918	209 325	-1%
merlu	8 331	8 420	9 922	12 990	17 615	36%
sardine	17 766	16 998	13 735	19 047	17 111	-10%
coquille St-Jacques	14 753	16 925	17 062	15 603	14 850	-5%
baudroie	11 604	12 412	13 647	13 583	13 271	-2%
merlan	11 780	12 471	10 240	9 064	9 310	3%
maquereau	8 326	7 883	8 125	6 965	7 405	6%
seiche	9 372	10 933	12 015	8 696	6 506	-25%
sole	5 672	6 407	6 075	6 382	6 060	-5%
lieu noir	3 885	5 750	6 745	6 615	5 769	-13%
anchois	7 279	5 426	7 586	4 138	5 673	37%
églefin	5 782	7 582	10 771	7 410	5 436	-27%
calmar	5 319	5 374	6 094	4 029	5 241	30%
bar	4 406	4 195	4 330	4 382	3 818	-13%
lingue franche	3 223	3 612	3 582	3 543	3 816	8%
lieu jaune	2 691	3 160	2 670	3 118	3 632	16%
cabillaud	2 966	4 459	5 689	4 272	3 213	-25%
langoustine	4 127	3 869	2 749	2 697	2 948	9%
rouget barbet	2 690	2 656	1 895	1 235	1 976	60%
St-Pierre	1 593	1 244	1 257	1 459	1 429	-2%
turbot	494	577	605	573	567	-1%

Source : Ric / FranceAgriMer

Valeur des ventes en halle à marée, par espèce

1 000 €	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Total	590 582	659 227	641 666	621 402	630 643	1%
baudroie	63 610	67 888	69 965	70 674	68 501	-3%
sole	68 090	76 316	71 049	67 820	63 922	-6%
bar	41 395	43 035	42 838	44 773	44 025	-2%
merlu	23 939	24 031	25 399	32 444	43 486	34%
coquille St-Jacques	32 588	40 038	39 604	37 265	39 567	6%
langoustine	36 900	38 231	30 167	29 715	32 956	11%
calmar	26 284	32 889	32 833	26 499	27 891	5%
seiche	25 583	36 007	34 275	24 560	22 921	-7%
merlan	15 689	18 613	16 470	15 711	16 566	5%
St-Pierre	16 588	14 509	13 659	14 802	14 537	-2%
lieu jaune	10 792	12 914	11 272	12 866	14 248	11%
sardine	9 476	10 769	11 053	13 980	13 270	-5%
rouget barbet	17 260	17 199	14 238	10 742	11 608	8%
maquereau	8 561	10 873	10 144	9 624	10 301	7%
cabillaud	10 625	15 449	17 942	13 423	10 220	-24%
églefin	8 153	9 485	13 483	12 809	9 978	-22%
anchois	10 953	7 877	13 189	7 489	9 033	21%
lieu noir	6 226	9 278	10 120	8 713	8 740	0%
lingue franche	7 179	8 589	8 154	8 255	8 081	-2%
turbot	6 835	8 358	7 984	8 079	7 993	-1%

Source : Ric / FranceAgriMer

Volumes mis en vente en halle à marée, par nom de halle à marée

Tonnes	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Total	209 037	216 826	217 147	210 918	209 324	-1%
Façade Nord-Pas de Calais	33 410	33 253	32 280	26 992	26 802	-1%
Dunkerque	928	917	1 046	1 378	1 131	-18%
Boulogne-sur-Mer	32 482	32 336	31 234	25 614	25 671	0%
Façade Manche	62 112	67 100	66 846	65 116	63 100	-3%
Dieppe	3 002	3 491	3 157	2 942	3 161	7%
Fécamp	374	2 132	2 542	2 939	3 274	11%
Port-en-Bessin	6 891	7 566	8 266	7 622	9 006	18%
Grandcamp	1 862	1 605	1 838	2 481	1 666	-33%
Cherbourg	5 648	5 195	5 975	5 691	5 735	1%
Granville	12 350	11 735	9 813	10 930	8 026	-27%
Cancale	238	268	432	336	137	-59%
Saint-Malo	1 456	1 543	1 521	1 449	1 198	-17%
Erquy	10 182	11 986	12 491	12 225	12 553	3%
Saint-Quay-Portrieux	10 789	11 259	10 939	10 299	10 528	2%
Loguivy	1 309	1 405	502			-
Roscoff	6 421	7 089	7 648	6 614	6 354	-4%
Brest	1 589	1 827	1 721	1 588	1 461	-8%
Façade Bretagne Sud	67 376	71 373	68 102	67 251	63 680	-5%
Douarnenez	5 413	5 065	5 269	6 519	4 656	-29%
Audierne	847	980	929	972	1 151	18%
Saint-Guénolé	14 912	13 953	11 481	11 674	9 762	-16%
Le Guilvinec	16 571	18 722	18 757	18 378	17 664	-4%
Loctudy	2 958	3 289	3 145	2 963	2 875	-3%
Concarneau	7 217	8 687	7 013	5 823	5 613	-4%
Lorient	18 204	19 484	20 460	19 911	20 901	5%
Quiberon	1 255	1 192	1 047	1 012	1 058	5%
Façade Atlantique	34 461	35 027	40 605	40 970	45 766	12%
La Turballe	7 004	6 034	7 374	7 173	8 659	21%
Le Croisic	1 694	1 634	1 520	1 570	1 691	8%
Noirmoutier	1 668	1 928	2 046	1 894	1 860	-2%
Ile d'Yeu	1 202	1 029	950	922	977	6%
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	4 143	3 090	3 645	3 771	3 377	-10%
Les Sables d'Olonne	4 948	6 587	7 279	7 190	8 246	15%
La Rochelle	2 051	2 090	2 437	2 467	2 167	-12%
Oléron	5 307	5 148	5 468	5 134	5 074	-1%
Royan	746	921	859	841	976	16%
Arcachon	1 850	2 193	2 626	2 075	2 045	-1%
Saint-Jean-de-Luz	3 849	4 373	6 401	7 934	10 693	35%
Façade Méditerranée	11 676	10 073	9 315	10 589	9 976	-6%
Port-Vendres	447	801	664	399		-
Port-la-Nouvelle	1 890	1 373	1 116	1 529	1 909	25%
Agde	1 424	1 572	1 333	1 565	1 526	-3%
Sète	4 466	3 551	2 965	2 851	2 842	0%
Le-Grau-du-Roi	2 144	2 151	2 704	3 226	3 000	-7%
Port-de-Bouc	1 306	625	534	1 019	698	-31%

Source : Ric / FranceAgriMer

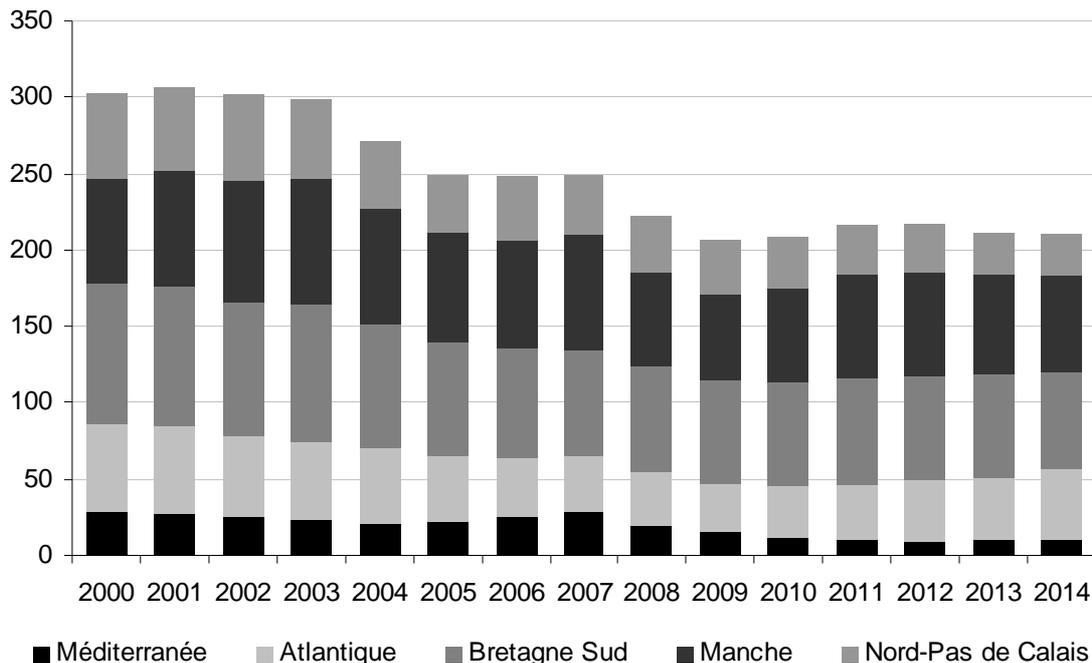
Valeur des ventes en halle à marée, par nom de halle à marée

1 000 €	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Total	590 582	659 227	641 666	621 402	630 643	1%
Façade Nord-Pas de Calais	75 021	75 379	71 022	56 082	60 559	8%
Dunkerque	5 970	5 648	6 103	6 678	6 267	-6%
Boulogne-sur-Mer	69 051	69 731	64 919	49 404	54 292	10%
Façade Manche	146 785	169 953	167 214	161 549	160 959	0%
Dieppe	7 857	9 513	8 205	7 655	9 016	18%
Fécamp	991	5 662	6 169	6 770	8 145	20%
Port-en-Bessin	15 774	18 973	19 103	18 399	21 899	19%
Grandcamp	4 832	4 909	4 692	4 963	3 473	-30%
Cherbourg	13 542	13 700	14 671	14 228	14 451	2%
Granville	18 612	19 430	18 459	17 940	15 243	-15%
Cancale	526	823	1 161	781	464	-41%
Saint-Malo	3 349	3 592	3 473	3 425	3 175	-7%
Erquy	26 699	31 493	32 104	32 917	31 576	-4%
Saint-Quay-Portrieux	22 464	25 368	24 793	23 337	24 425	5%
Loguivy	2 618	2 816	1 025			-
Roscoff	22 094	24 971	25 296	23 538	22 175	-6%
Brest	7 424	8 702	8 063	7 596	6 917	-9%
Façade Bretagne Sud	186 255	209 261	199 717	197 628	192 623	-3%
Douarnenez	2 715	3 330	4 875	5 261	4 285	-19%
Audierne	5 175	5 962	5 918	6 249	6 882	10%
Saint-Guérolé	25 322	26 903	24 917	23 873	19 010	-20%
Le Guilvinec	57 961	67 036	64 567	65 888	64 844	-2%
Loctudy	11 556	11 805	10 244	9 930	10 701	8%
Concarneau	22 629	26 703	23 879	22 400	21 377	-5%
Lorient	56 017	62 282	60 653	59 445	61 286	3%
Quiberon	4 881	5 239	4 665	4 583	4 238	-8%
Façade Atlantique	143 571	167 924	170 517	172 796	179 981	4%
La Turballe	21 140	20 340	21 182	20 822	20 353	-2%
Le Croisic	9 493	10 368	10 112	10 616	11 203	6%
Noirmoutier	10 648	13 534	12 472	12 271	12 008	-2%
Ile d'Yeu	7 461	7 187	6 349	5 996	6 625	11%
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	7 591	7 395	8 248	6 838	6 299	-8%
Les Sables d'Olonne	24 125	34 304	34 707	36 569	38 364	5%
La Rochelle	7 838	9 226	9 526	10 141	9 872	-3%
Oléron	25 177	27 466	26 564	26 153	26 171	0%
Royan	6 090	7 823	7 076	7 074	8 070	14%
Arcachon	13 299	15 127	16 297	13 158	13 442	2%
Saint-Jean-de-Luz	10 708	15 154	17 984	23 158	27 574	19%
Façade Méditerranée	38 951	36 711	33 196	33 347	36 522	10%
Port-Vendres	794	1 061	1 133	358		-
Port-la-Nouvelle	6 135	5 054	3 847	4 268	5 539	30%
Agde	5 297	5 976	4 752	4 873	5 668	16%
Sète	14 679	12 715	10 338	9 266	10 794	16%
Le-Grau-du-Roi	10 300	11 021	12 347	13 151	13 461	2%
Port-de-Bouc	1 746	883	779	1 431	1 059	-26%

Source : Ric / FranceAgriMer

Volumes mis en vente en halle à marée, par façade

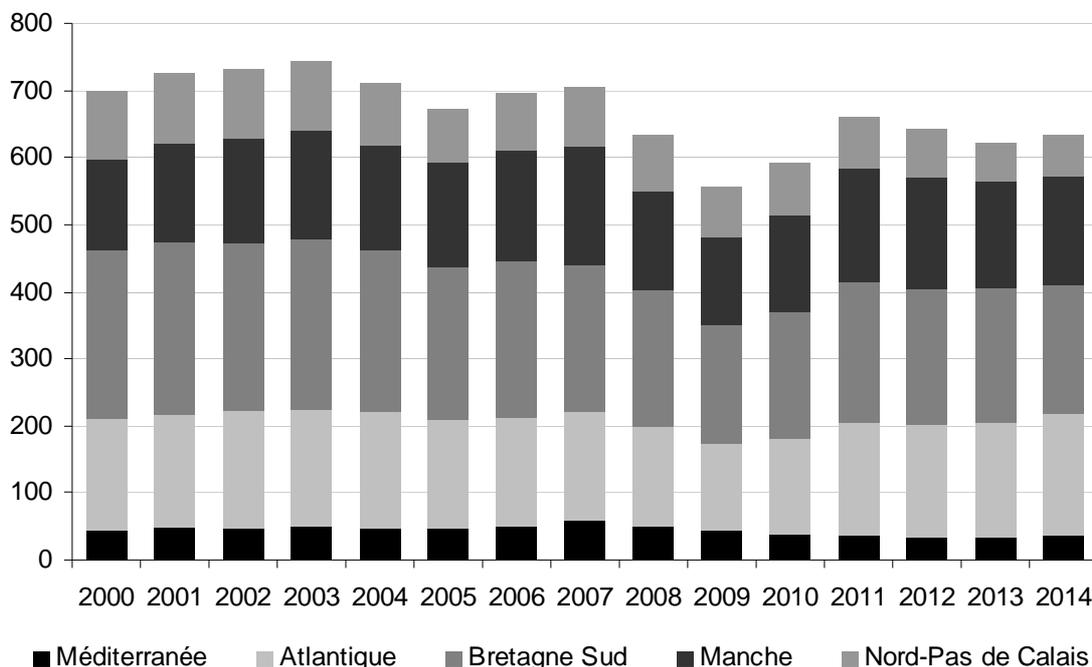
1 000 tonnes



Source : Ric / FranceAgriMer

Valeur des ventes en halle à marée, par façade

millions €



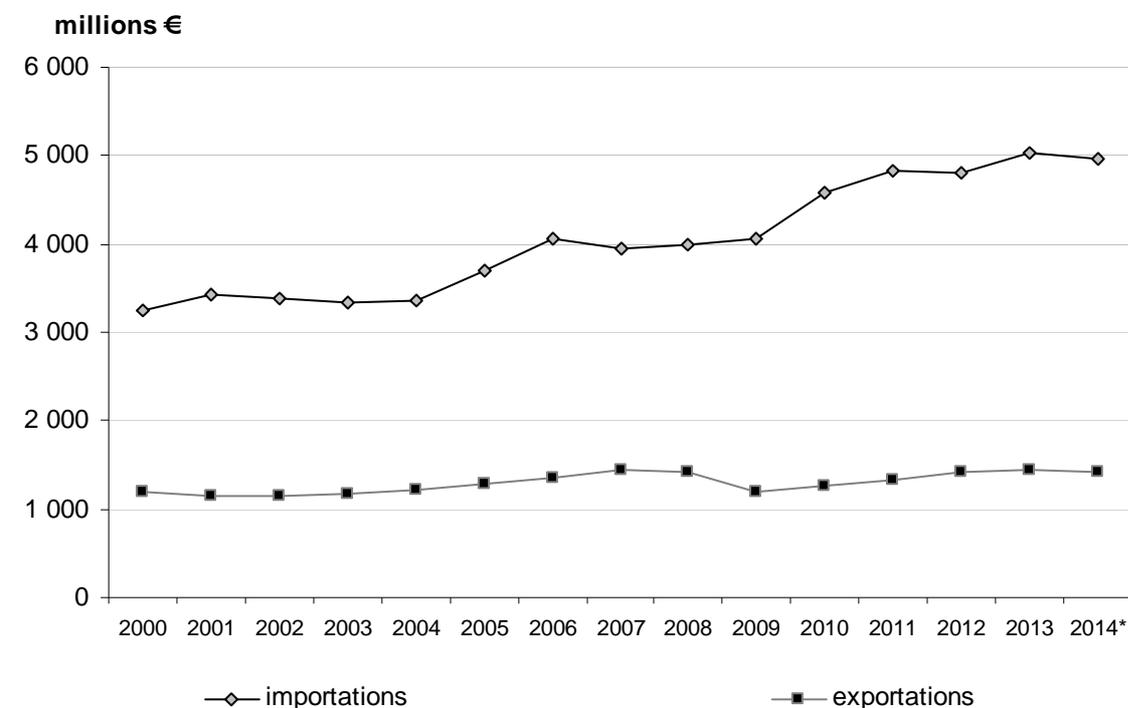
Source : Ric / FranceAgriMer

Bilan financier du commerce extérieur dans le secteur des produits aquatiques

Millions d'euros	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
EXPORTATIONS	1 273,8	1 323,7	1 424,0	1 444,9	1 428,0	-1%
Poissons marins	606,9	645,8	720,3	713,5	693,0	-3%
Poissons amphibiotiques et d'eau douce	181,6	190,0	205,5	226,8	233,0	3%
Coquillages et céphalopodes	214,1	228,0	224,0	214,1	200,0	-7%
Crustacés	158,8	152,3	150,1	164,4	172,0	5%
Autres	112,5	107,5	124,0	126,0	130,0	3%
IMPORTATIONS	4 573,0	4 832,8	4 796,7	5 023,1	4 963,0	-1%
Poissons marins	1 965,1	2 112,1	2 166,4	2 261,2	2 164,0	-4%
Poissons amphibiotiques et d'eau douce	981,8	990,3	961,6	1 106,4	1 091,0	-1%
Coquillages et céphalopodes	543,4	612,6	540,6	509,4	482,0	-5%
Crustacés	951,3	987,9	977,9	1 003,0	1 084,0	8%
Autres	131,6	129,8	150,2	143,1	142,0	-1%
SOLDE	-3 299,2	-3 509,1	-3 372,7	-3 578,2	-3 535,0	

* Estimations basées sur le taux d'évolution du cumul janvier à octobre 2014 par rapport au cumul janvier à octobre 2013
Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

Commerce extérieur du secteur des produits aquatiques



* Estimations
Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

Échanges dans le secteur des produits aquatiques

1 000 tonnes poids net	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
EXPORTATIONS	340,8	314,2	353,0	327,7	345,4	5%
Poissons marins	182,7	175,7	202,6	182,3	203,0	11%
vivants, réfrigérés entiers	45,1	48,5	51,4	48,0	53,5	11%
réfrigérés filets	4,8	4,7	4,7	4,2	5,0	17%
congelés entiers	98,8	87,3	109,9	94,9	115,4	22%
congelés filets	10,4	9,9	13,3	11,8	12,3	5%
séchés, salés, fumés	1,5	1,5	1,3	0,8	0,8	3%
conserves	22,1	24,0	21,9	22,7	20,0	-12%
Poiss. amphib., eau douce	25,2	26,2	30,3	34,2	32,8	-4%
vivants, réfrigérés entiers	9,8	9,8	10,5	10,2	11,7	14%
réfrigérés filets	4,8	5,2	6,9	7,8	6,6	-16%
congelés	5,5	6,0	6,5	9,9	9,0	-9%
séchés, salés, fumés	3,8	3,8	4,5	4,5	3,8	-15%
conserves	1,3	1,5	1,9	1,7	1,7	3%
Coquill. et céphalopodes	47,4	43,7	40,5	37,9	31,6	-17%
vivants, réfrigérés	29,5	27,2	24,4	24,7	20,8	-16%
congelés	10,5	9,5	10,3	8,2	6,3	-23%
séchés, salés	3,3	2,8	2,6	1,8	1,1	-35%
conserves	4,1	4,1	3,3	3,2	3,5	9%
Crustacés	21,0	18,6	17,4	18,5	17,7	-4%
vivants	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	-6%
réfrigérés	4,5	4,3	3,6	3,5	3,7	6%
congelés	12,0	10,5	10,2	11,4	10,5	-9%
conserves	3,9	3,4	3,1	3,1	3,2	3%
Autres	64,4	50,0	62,3	54,8	61,9	13%
IMPORTATIONS	1 150,1	1 147,8	1 114,0	1 106,7	1 082,8	-2%
Poissons marins	569,3	582,2	548,7	568,8	563,5	-1%
vivants, réfrigérés entiers	114,9	104,7	97,8	103,6	106,2	3%
réfrigérés filets	32,0	32,4	32,6	34,4	36,1	5%
congelés entiers	58,7	63,3	57,7	49,4	48,2	-3%
congelés filets	188,3	197,8	181,8	189,2	181,4	-4%
séchés, salés, fumés	13,2	13,1	14,8	18,3	18,1	-1%
conserves	162,2	170,9	164,1	173,9	173,4	0%
Poiss. amphib., eau douce	193,1	195,3	207,8	200,1	184,3	-8%
vivants, réfrigérés entiers	114,8	112,5	127,1	115,6	107,9	-7%
réfrigérés filets	16,2	17,7	26,1	26,1	21,5	-18%
congelés	51,8	54,2	42,7	46,2	44,8	-3%
séchés, salés, fumés	7,7	8,3	9,6	9,1	7,8	-14%
conserves	2,5	2,7	2,4	3,0	2,2	-26%
Coquill. et céphalopodes	153,6	147,9	128,3	126,1	122,2	-3%
vivants, réfrigérés	68,5	60,2	55,5	56,3	51,8	-8%
congelés	51,3	53,1	48,0	46,6	44,7	-4%
séchés, salés	3,3	3,4	2,2	2,4	3,0	25%
conserves	30,4	31,2	22,6	20,8	22,6	8%
Crustacés	153,0	145,4	143,5	139,0	134,6	-3%
vivants	3,9	4,1	4,0	4,1	4,2	2%
réfrigérés	19,2	15,9	16,1	15,5	15,7	1%
congelés	109,2	105,8	105,4	102,1	97,0	-5%
conserves	20,7	19,6	18,1	17,2	17,7	3%
Autres	81,1	77,0	85,6	72,6	77,5	7%
SOLDE	-809,3	-833,6	-761,0	-779,0	-737,3	

* Estimations basées sur le taux d'évolution du cumul janvier à octobre 2014 par rapport au cumul janvier à octobre 2013
Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

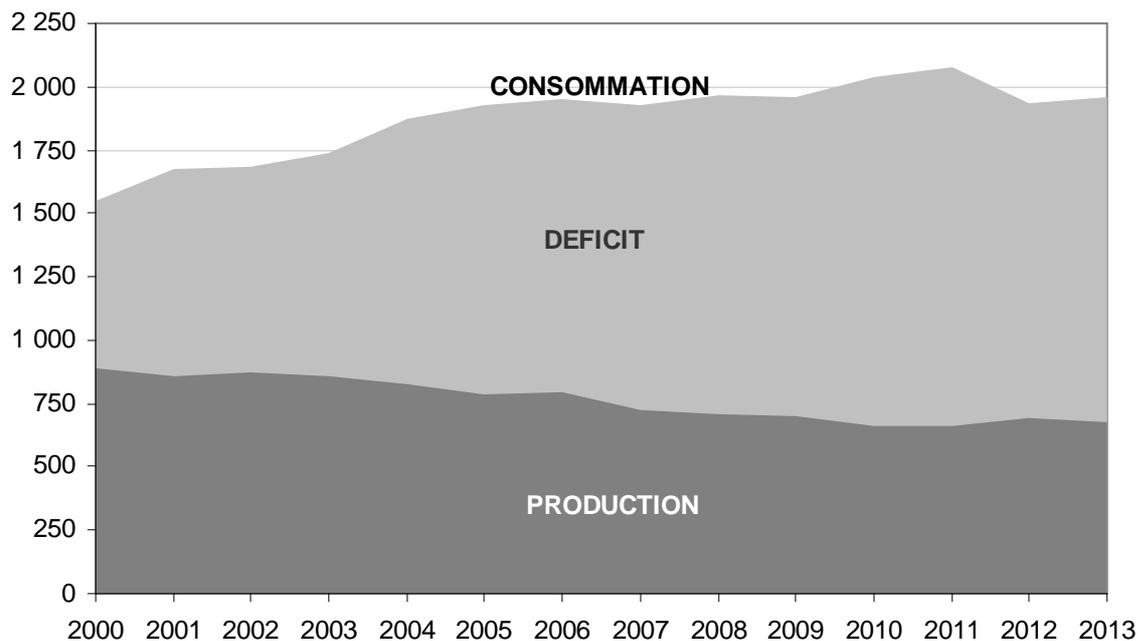
Relevé des prix de détail* des produits frais

€/kg	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
bar élevage entier France	12,13	12,43	13,59	14,22	13,93	-2%
bar élevage entier import	10,05	10,60	11,67	11,47	11,29	-2%
bar de chalut entier	15,75	16,43	16,48	18,72	20,62	10%
bar de ligne entier	23,32	29,98	24,29	27,99	27,42	-2%
cabillaud dos				18,58	17,31	-7%
cabillaud filet	14,31	14,62	14,55	14,30	13,73	-4%
noix St-Jacques coraillée	26,32	29,29	29,42	29,73	31,38	6%
coquille St-Jacques entière	5,71	6,19	6,30	6,39	7,30	14%
huître creuse fine de claire cal.3-4-5	6,67	8,11	9,06	9,35	9,37	0%
langoustine crue	16,10	18,04	18,18	19,17	19,09	0%
langoustine cuite	19,55	21,40	23,55	22,83	22,15	-3%
lieu noir filet	9,53	10,16	9,81	9,39	9,95	6%
lotte queue - de 3 kg	20,45	20,65	20,30	20,32	20,13	-1%
merlan filet	14,85	15,20	15,40	15,21	15,31	1%
merlu darne	15,02	14,15	13,94	13,88	14,86	7%
merlu entier + de 1 kg	9,38	9,11	9,38	9,30	9,66	4%
merlu entier - de 1 kg	8,22	9,11	10,21	9,89	10,00	1%
moule France	3,61	3,70	3,80	3,90	4,08	5%
moule import	3,25	3,39	3,51	3,40	3,47	2%
raie aile pelée	13,34	14,10	13,92	14,51	13,96	-4%
saumon élev. darne	14,30	14,55	13,29	15,32	15,34	0%
saumon élev. entier - 4 kg	8,43	8,69	7,66	9,24	9,29	1%
saumon élev. filet	13,86	13,93	12,75	14,72	14,74	0%
saumon élev. pavé	16,05	16,14	15,17	17,09	16,90	-1%
sole taille 4-5-6	21,97	22,17	21,47	20,23	20,16	0%
truite élev. portion vidée	8,73	9,39	9,76	10,11	10,39	3%

* Échantillon de 130 à 150 hyper et supermarchés
Source : RNM / FranceAgriMer

Production et consommation de produits aquatiques

1 000 tonnes



Source : FranceAgriMer, d'après DPMA, et Douanes françaises

viandes rouges



Le marché des gros bovins en France

› Broutards : des marchés historiques en repli

Amorcé depuis 2012, le recul des exportations de bovins (de plus de 80 kg) destinés à l'engraissement s'est poursuivi en 2014 (- 2,3 %, soit - 22 800 têtes 2014/13). Les marchés historiques sont en repli dont le plus important, l'Italie (- 4,3 %, soit - 33 600 têtes). Dans une moindre mesure, le bovin maigre français a également perdu des parts de marché en Allemagne (- 18,4 %, soit - 2 000 têtes) et en Grèce (- 2,8 %, soit - 200 têtes). Seule la demande espagnole a été soutenue. Au total, 152 000 têtes de bovins maigres de plus de 80 kg ont été exportés sur ce marché (+ 7,9 %, en têtes). L'Espagne est essentiellement un demandeur de bovins maigres, contrairement au marché italien qui est à la fois acheteur de gros bovins maigres et finis. Cette année le coût faible des aliments a très certainement favorisé les importations de broutards français, pour intégrer la filière espagnole du bovin gras.

Les exportations de bovins destinés à l'engraissement sont fortement liées au prix des aliments. Ainsi, comme en 2012, les ventes de broutards légers (80-300 kg) ont été privilégiées aux dépens des broutards lourds (> à 300 kg). Le déséquilibre offre-demande a conduit à un décrochage des prix des bovins maigres français, fortement influencés par les prix des bovins maigres italiens. Ce repli a été plus marqué pour les mâles charolais que pour les mâles limousins. Comparativement à 2013, le prix moyen du charolais a fini l'année (semaine 52) en baisse de 9 centimes et celui du limousin de 7 centimes.

Les pays tiers restent des marchés de niche pour le marché du broutard français, en particulier ceux du pourtour méditerranéen. Les exportations des bovins ont repris, fin 2014, sur ces marchés dont le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Il est possible que sur le marché algérien une hausse des importations intervienne, dès le premier trimestre 2015, suite à l'ouverture des contingents à droits nuls entrés en vigueur pour le 1^{er} janvier 2015 (sur la base de 5 000 tonnes d'animaux vifs).

› Femelles : repli des abattages d'allaitantes en faveur des abattages de laitières

Le cheptel de vaches allaitantes a augmenté tout au long de l'année 2014. Cette situation peut s'expliquer en partie par la recherche d'une référence historique dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle prime PAC au maintien du troupeau allaitant (PMTVA) en 2015. Au 1^{er} novembre 2014, les effectifs de femelles allaitantes de plus de 24 mois ont progressé de 67 000 têtes par rapport au 1^{er} novembre 2013.

Pour le cheptel laitier, le phénomène de recapitalisation, amorcé depuis 2012, s'est poursuivi. D'après l'extraction de base BDNI en mai 2014, l'effectif des vaches laitières a augmenté de 2,0 % (en têtes). Les effectifs de génisses laitières de plus de 2 ans atteignent + 0,9 % (en têtes). Certains éleveurs français, notamment ceux de l'ouest et du nord, ont accru leur cheptel de femelles dans une conjoncture plutôt favorable du marché des produits laitiers depuis 2013 (marché du lait rémunérateur pour les producteurs, implication des collecteurs pour la mise en place des contrats dans le cadre de la sortie des quotas laitiers, etc.). Au 1^{er} novembre 2014, le cheptel de femelles de plus de 24 mois s'établissait ainsi à + 0,5 %, soit + 23 500 comparativement à 2013.

D'après SSP-Agrete, les abattages de vaches ont augmenté de 2,7 % en têtes, soit + 44 200 têtes, et de 3,2 % en tec, soit + 18 800 tec entre 2014 et 2013. Une offre abondante en vaches laitières et allaitantes, plus lourdes qu'en 2013, en est la principale raison. L'Ipampa de l'aliment production de viande bovine (indice Insee/Institut de l'Élevage) a baissé cette année (- 6%, 2014/13) et les producteurs ont pu compléter les rations de leurs vaches avec plus de concentrés, pour les animaux en lactation ou en finition. Pour les races allaitantes, majoritairement nourries avec du fourrage, la pousse de l'herbe a été particulièrement bonne cette année, limitant le recours aux concentrés. Ces éléments peuvent expliquer la hausse des poids carcasses des vaches globalement constatée sur l'année 2014 (+ 0,5 kg/tête). Toutefois, les abattages de vaches laitières ont connu un rebond en fin d'été, lié à la dégradation du marché mondial du lait et pour certains producteurs une réalisation relativement importante du quota laitier pendant la première partie de la campagne.

Par contre, les abattages de génisses ont régressé, entre 2014 et 2013, de 0,1 % en têtes. En volume, la tendance est inversée, + 2,3 % en tec, le poids carcasse étant en augmentation de 2,4 kg/tête (2014/13).

› Mâles : un marché export limité pour les jeunes bovins

En 2014, la filière des gros bovins mâles finis (de plus de 300 kg) a une nouvelle fois été fortement marquée par le repli des exportations (- 13,9 %), réduction déjà amorcée en 2013. Dans les meilleures années, la France a pu exporter environ 150 000 têtes de mâles finis de plus de 300 kg. En 2014, 40 800 mâles (plus de 300 kg), destinés à la boucherie, ont été exportés. Le développement d'opportunités ponctuelles, en particulier sur les pays tiers, avait permis d'atteindre ces chiffres. Les pays tiers concernés étaient en particulier la Turquie, l'Algérie et le Liban. Pour des raisons de contraintes douanières (taxes à l'importation), sanitaires ou épidémiques certains marchés ont été fermés aux opérateurs français. Ainsi, les autorités turques ont imposé des conditions d'importation sanitaires empêchant les ventes de bovins français (depuis décembre 2012). Ce marché représentait en 2012 60 % de l'exportation française de bovins finis toutes destinations confondues. À la fin du premier semestre 2014, le marché algérien a été également fermé pour des raisons d'épizooties de fièvre aphteuse en Algérie, puis ré-ouvert en novembre 2014. Le principal client européen de gros bovins finis, l'Italie, a également été en régression. Dans une moindre mesure, dans l'Union européenne, les importations belges et grecques, et pour les pays tiers, libanaises ont augmenté au total de 700 têtes (2014/13).

Sur le marché français comparativement à 2013, les cotations des jeunes bovins R3 et U3 ont fini l'année 2014 (semaine 52) en baisse soit - 15 centimes pour le R3 et - 12 centimes pour le U3. Malgré ces prix en repli, les abattages de jeunes bovins ont régressé de 2,7 % têtes et - 2,1 % tec, (- 28 500 têtes et - 8 900 tec, entre 2014 et 2013). La baisse des abattages est due en effet à un marché suffisamment approvisionné en viande d'origine laitière moins onéreuse.

Concernant la production de bœuf, les volumes ont été équivalents à ceux de 2013. Globalement pour l'année 2014 les abattages ont atteint 178 300 têtes, soit 68 800 tec. Cette stabilité fait suite à une baisse structurelle de plusieurs années (fermeture des ateliers de production de bœufs ou reconversions en ateliers de jeunes bovins).

› Commerce de viande bovine : des résultats contrastés en 2014

Le solde du commerce de viande bovine s'est de nouveau dégradé en 2014. Les exportations n'ont pas compensé les importations. Les importations totales de viande bovine ont diminué de 3,5 % (- 13 300 tec) entre 2014 et 2013, du fait d'un marché local déjà suffisamment approvisionné en viandes françaises. Les exportations ont baissé, correspondant à un repli de - 5,4 %, soit - 12 900 tec (2014/13). La diminution des exportations concerne en particulier les viandes fraîches/réfrigérées (- 9,4 %, en volume) qui représentent près de 90% des volumes. Les expéditions de viandes fraîches ont diminué vers l'Union européenne, principal débouché pour les opérateurs français. Elles ont décliné de 8,7 % en volume (- 17 900 tec) par rapport à 2013.

Malgré un contexte peu favorable, sur fond d'embargo russe (7 août 2014), les ventes de viandes congelées et de produits transformés français ont été dynamiques en 2014. Les exportations vers les pays européens ont également progressé avec une croissance respectivement de 24,4 % (congelés) et 6,4 % (transformés) soit au total + 3 700 tec.

› Consommation : les viandes hachées toujours plébiscitées par les français

En 2014, la consommation totale française, calculée par bilan, est à nouveau croissante (+ 1,0 %, en volume). La consommation hors foyer semble avoir été mieux orientée que celle à domicile. Les ménages français ont consommé plus de viande hachée fraîche (+ 4,8 %, en volume, 2014/13) et surgelée (+ 1,4 %, en volume 2014/13) bien que leur prix ait augmenté respectivement de 2 %, soit + 21 centimes et de 0,9 %, soit + 6 centimes. Ces produits restent les produits plébiscités par les français, notamment lors des repas pris dans les chaînes de restauration rapide.

› Prévisions 2015

La tendance à la recapitalisation du cheptel de femelles laitières semble s'infléchir sur la fin de l'année 2014 et pourrait s'inverser dans un contexte de marché mondial des produits laitiers moins porteur (déséquilibre offre-demande au niveau des principaux pays exportateurs) avec, d'une part, une collecte abondante aux États-Unis (+ 2 %), en Nouvelle Zélande (+ 12 %) et dans l'Union européenne (+ 5 %) et, d'autre part, une demande en recul en particulier asiatique et sur fond d'embargo russe

(depuis août 2014). Cette situation pourrait se traduire par une hausse des réformes (+ 3,6 %, en volume 2015/14).

Pour la filière allaitante, la stabilité ou la baisse du cheptel va dépendre de plusieurs facteurs : des modalités d'octroi de la PMTVA dans le cadre de la nouvelle PAC et de la demande de brouards sur le marché italien.

L'offre en jeunes bovins sera probablement en augmentation au 4^e trimestre 2015. Des débouchés limités en brouards, en particulier sur le marché transalpin en septembre et octobre 2014, ont probablement conduit à une augmentation du nombre d'animaux mis à l'engraissement en France sur la fin de l'année. Ces animaux une fois engraisés devraient abonder l'offre en viande bovine sur la fin de l'année 2015.

La production de bœuf, qui a atteint un niveau relativement bas ces dernières années et s'avère plus ou moins stable, pourrait se maintenir en 2015.

La production de viande de femelles devrait être en hausse et contribuer plus largement qu'en 2014 à l'approvisionnement du marché français. Néanmoins, le facteur prix du lait et donc l'intérêt à produire au-delà du volume de base seront deux éléments prépondérants dans la stratégie de production des viandes (de vaches de réforme ou de génisses).

Dans ce contexte d'offre fournie et répondant à la demande des abatteurs (vaches laitières de réforme) les importations de viande devraient à nouveau reculer.

Les exportations de viande sont également prévues à la hausse, grâce à la production en jeunes bovins en croissance. De nouvelles perspectives de marché s'ouvrent pour les opérateurs français, avec Hong Kong, où la France vient d'être autorisée à exporter des viandes bovines réfrigérées et congelées. Toutefois, la viande française sera en concurrence avec celles des autres pays producteurs, notamment le Brésil ou l'Inde.

Sur le marché intérieur, le niveau de consommation de viande sera un élément déterminant des volumes de viande écoulés. Dans un contexte d'offre plutôt fournie, une croissance de la consommation calculée par bilan peut être envisagée (+ 0,8 %).

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

	2013		2014*		%14*/13	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	têtes	tec
Production contrôlée	3 366,3	1 237,9	3 384,7	1 250,7	0,5	-6,0
Commerce extérieur						
Animaux vivants						
Exportations (1)	54,6	12,4	45,8	10,4	-19,2	-62,0
Importations (1)	21,3	2,4	9,1	1,0	-133,9	-34,4
SOLDE	33,2	10,1	36,7	9,4	9,4	-65,4
Abattages contrôlés	3 333,0	1 227,8	3 348,1	1 241,3	0,4	-4,7
Commerce extérieur						
Viande et conserves (2)						
Exportations		239,3		226,4		-10,4
Viande fraîche		209,7		190,0		-9,9
Viande congelée		17,8		22,6		-1,7
Conserves		11,7		13,7		-27,7
Importations		377,5		364,2		-1,1
Viande fraîche		271,8		261,7		0,8
Viande congelée		88,9		85,3		-6,2
Conserves		16,9		17,2		-4,0
SOLDE		-138,3		-137,9		20,5
Consommation contrôlée		1 366,1		1 379,2		-2,6
SOLDE (Prod - Cons)		-85,7		-128,5		

* Estimations

(1) Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

(2) inclus la viande de veau

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes, PVE

Prévisions 2015

Prévisions de production

1 000 tec	2012	2013	2014*	2015**	%15**/14*
Jeunes bovins	393,8	421,9	413,0	421,3	2,0
Bœufs	79,0	68,8	68,8	69,5	1,0
Femelles	815,4	737,1	759,5	805,0	6,0
Gros Bovins	1 288,2	1 227,8	1 241,3	1 303,4	5,0

* Estimations, ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Réactualisation des données avant 2013

1 000 tec	2011	2012	2013	2014*	2015**	%15**/14*
Production	1 404,6	1 317,3	1 237,9	1 250,7	1 295,8	3,6
Abattages	1 364,4	1 288,2	1 227,8	1 241,3	1 286,0	3,6
Export viandes	315,0	267,0	239,3	226,4	229,3	1,3
Import viandes	370,8	381,8	377,5	364,2	331,5	-9,0
Consommation	1 420,2	1 403,0	1 366,1	1 379,2	1 388,2	0,8

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes, PVE

Réactualisation des données avant 2013

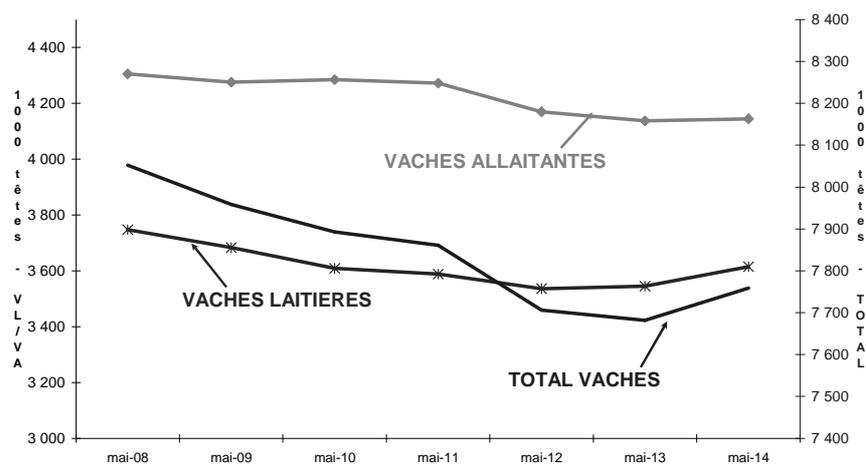
Cheptel bovin
- enquêtes de mai -

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Vaches laitières	3 608	3 589	3 536	3 545	3 615	2,0
Vaches allaitantes	4 284	4 272	4 170	4 137	4 144	0,2
Total vaches	7 893	7 860	7 706	7 682	7 759	1,0
Génisses laitières de 1 à 2 ans	1 115	1 090	1 078	1 111	1 107	-0,3
Génisses laitières de plus de 2 ans	736	749	710	679	685	0,9
Génisses allaitantes de 1 à 2 ans	925	983	950	989	974	-1,6
Génisses allaitantes de plus de 2 ans	1 037	952	885	938	967	3,1
Total bovins souche	11 705	11 634	11 330	11 398	11 492	0,8
Autres femelles	1 023	945	964	872	878	0,7
de 1 à 2 ans	463	451	460	429	426	-0,9
de plus de 2 ans	560	493	504	442	452	2,2
Mâles de 1 à 2 ans	1 024	978	964	999	969	-3,0
de type "laitier"	382	330	309	311	316	1,6
de type "viande"	642	647	655	689	654	-5,1
Autres mâles (plus de 2 ans)	502	458	422	413	418	1,2
Autres bovins (moins de 1 an)	5 747	5 701	5 602	5 497	5 530	0,6
TOTAL BOVINS	20 001	19 714	19 281	19 179	19 286	0,6

Source : SSP d'après BDNI

Cheptel de vaches en France

Enquête de mai



Source : FranceAgriMer d'après SSP

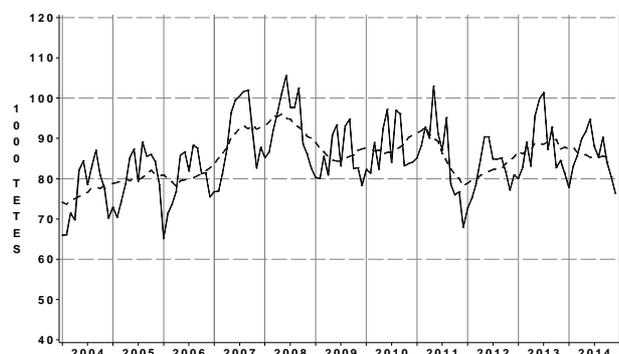
Abattages contrôlés de gros bovins

	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Abattages (1 000 têtes)						
Vaches	1 811,7	1 951,6	1 845,8	1 659,0	1 703,1	2,7
Génisses	477,3	489,5	471,0	434,9	434,6	-0,1
Jeunes Bovins	1 052,8	1 031,8	986,4	1 060,5	1 032,1	-2,7
Bœufs	248,4	239,4	202,2	178,7	178,3	-0,2
TOTAL	3 590,2	3 712,2	3 505,4	3 333,0	3 348,1	0,5
Abattages (1 000 tec)						
Vaches	641,9	690,3	648,2	583,5	602,3	3,2
Génisses	168,9	174,2	167,2	153,6	157,1	2,3
Jeunes Bovins	415,5	407,1	393,8	421,9	413,0	-2,1
Bœufs	96,2	92,8	79,0	68,8	68,8	0,0
TOTAL	1 322,4	1 364,4	1 288,2	1 227,8	1 241,3	1,1
Poids moyens (kg / tête)						
Vaches	354,3	353,7	351,2	351,7	353,7	0,5
Génisses	353,8	355,9	354,9	353,1	361,6	2,4
Jeunes Bovins	394,6	394,6	399,2	397,8	400,2	0,6
Bœufs	387,2	387,5	390,7	385,2	386,1	0,2
Ensemble gros bovins	368,3	367,5	367,5	368,4	370,8	0,6

Source : FranceAgriMer d'après SSP

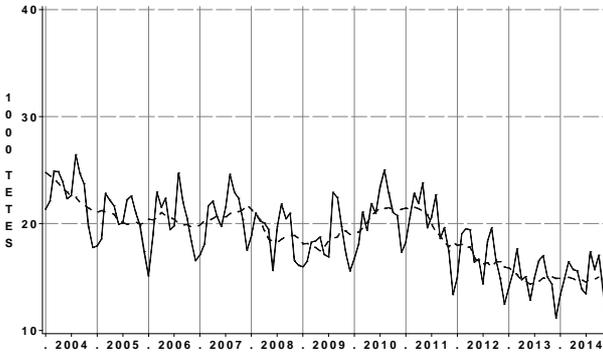
Réactualisation des données avant 2013

Abattages de jeunes bovins



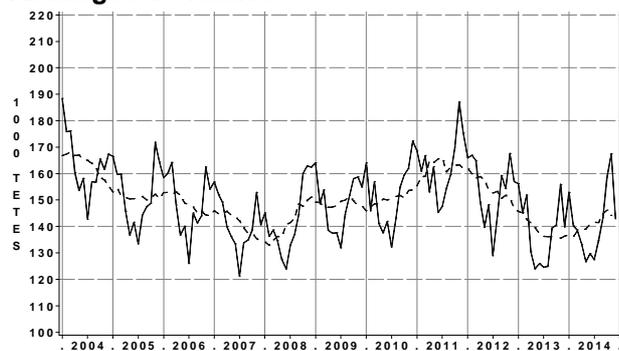
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de bœufs



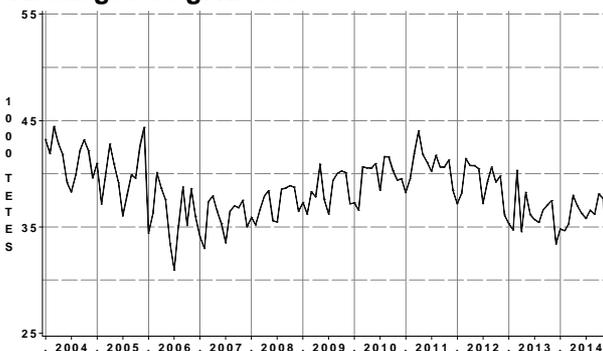
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de vaches



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Bilan financier du commerce extérieur dans le secteur bovin

Millions d'euros	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
EXPORTATIONS	2 196,7	2 522,6	2 406,1	2 138,5	2 028,5	-5,1
Animaux vivants	1 164,3	1 326,3	1 286,0	1 119,9	1 097,3	-2,0
<i>Gros bovins</i>	851,8	957,5	1 043,1	883,6	848,6	-4,0
<i>Veaux</i>	312,5	368,8	242,8	236,3	248,7	5,3
Viandes fraîches	937,5	1 085,7	1 009,8	919,3	827,5	-10,0
Viandes congelées	60,6	59,1	50,3	54,1	56,2	3,8
Viandes transformées	34,3	51,5	60,0	45,3	47,6	5,2
IMPORTATIONS	1 389,7	1 447,6	1 578,7	1 604,3	1 471,8	-8,3
Animaux vivants	53,0	55,4	50,1	58,5	37,4	-36,0
<i>Gros bovins</i>	18,4	17,8	16,4	34,3	15,8	-54,1
<i>Veaux</i>	34,6	37,6	33,7	24,2	21,7	-10,4
Viandes fraîches	1 044,0	1 068,4	1 142,3	1 179,5	1 097,5	-7,0
Viandes congelées	201,5	223,0	280,8	266,4	236,0	-11,4
Viandes transformées	91,2	100,8	105,4	99,9	100,9	1,0
SOLDE	807,0	1 075,0	827,4	534,2	556,7	

* Estimations

Réactualisation des données avant 2013

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 80 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations totales	1 057,6	1 145,8	997,0	994,0	971,2	-2,3
Union européenne 27/28	1 046,9	1 110,5	974,2	947,9	919,9	-3,0
<i>Italie</i>	852,6	878,0	825,3	776,2	742,6	-4,3
<i>Espagne</i>	159,2	202,0	124,8	140,8	152,0	7,9
<i>Grèce</i>	14,9	12,2	6,1	6,7	6,5	-2,8
<i>Allemagne</i>	5,4	7,4	8,7	11,1	9,1	-18,4
Pays tiers	10,8	35,3	22,8	46,1	51,3	11,3
<i>Algérie</i>	4,4	12,7	11,3	32,5	26,8	-17,4
Importations totales	5,4	1,8	1,1	1,7	1,6	-7,3
Union européenne 27/28	5,4	1,8	1,1	1,7	1,6	-7,4
<i>Pays-Bas</i>	0,6	0,5	0,0	0,0	0,0	-
<i>Belgique</i>	1,4	0,7	0,3	0,4	0,6	73,0
<i>Espagne</i>	1,1	0,4	0,2	0,6	0,0	-91,6
<i>Allemagne</i>	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2	8,2
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	1 052,2	1 144,0	995,9	992,3	969,7	

* Estimations

Réactualisation des données avant 2013

Source : FranceAgriMer d'après Douanes (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations totales	723,6	744,6	747,9	743,9	718,3	-3,4
Union européenne 27/28	718,2	722,1	731,3	704,3	680,8	-3,3
<i>Italie</i>	661,6	668,7	690,6	656,2	633,2	-3,5
<i>Espagne</i>	25,3	27,2	19,7	22,0	27,3	24,2
<i>Grèce</i>	13,1	10,9	5,5	5,9	5,7	-4,4
<i>Allemagne</i>	5,1	6,7	7,2	8,6	5,9	-31,4
Pays tiers	5,4	22,6	16,6	39,5	37,4	-5,3
<i>Algérie</i>	2,9	11,1	8,2	28,8	24,5	-14,9
<i>Maroc</i>	0,0	1,5	0,8	1,8	2,9	56,2
Importations totales	4,1	0,8	0,4	1,3	1,4	6,0
Union européenne 27/28	4,1	0,8	0,4	1,3	1,4	5,8
<i>Belgique</i>	1,1	0,5	0,3	0,3	0,4	21,5
<i>Espagne</i>	1,0	0,3	0,0	0,3	0,0	-82,4
<i>Allemagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	10,8
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	719,6	743,8	747,5	742,5	716,9	

* Estimations

Réactualisation des données avant 2013

Source : FranceAgriMer d'après Douanes (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations totales	134,4	183,6	137,9	54,6	45,8	-16,1
Union européenne 27/28	74,9	78,1	37,2	31,1	24,4	-21,3
<i>Italie</i>	58,5	55,7	30,4	25,6	20,4	-20,4
<i>Allemagne</i>	3,6	11,8	2,1	1,6	0,7	-54,8
<i>Belgique</i>	8,7	2,1	1,5	2,6	2,7	4,1
<i>Grèce</i>	1,6	1,4	0,5	0,3	0,4	52,1
Pays tiers	59,5	105,5	100,7	23,5	21,3	-9,2
<i>Liban</i>	44,2	37,1	7,4	10,6	11,1	4,4
<i>Algérie</i>	7,1	13,9	9,9	11,4	2,5	-78,4
<i>Turquie</i>	0,0	50,9	82,5	0,0	0,0	-
Importations totales	10,2	14,2	15,6	21,3	9,1	-57,2
Union européenne 27/28	10,2	14,2	15,6	21,3	9,1	-57,2
<i>Belgique</i>	3,9	3,2	4,5	2,1	2,0	-3,7
<i>Espagne</i>	6,3	7,3	8,1	15,7	2,0	-87,0
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	124,2	169,4	122,3	33,2	36,7	

* Estimations

Réactualisation des données avant 2013

Source : FranceAgriMer d'après Douanes (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
VIANDE FRAICHE						
Exportations totales	247,7	275,5	232,6	209,7	190,0	-9,4
Union européenne 27/28	242,1	251,0	228,1	206,3	188,4	-8,7
<i>Italie</i>	92,2	93,7	93,9	88,3	83,1	-6,0
<i>Allemagne</i>	40,9	47,6	39,7	38,1	35,4	-7,0
<i>Grèce</i>	74,2	71,9	62,3	55,9	50,8	-9,2
Pays tiers	5,7	24,5	4,5	3,4	1,6	-52,5
<i>Turquie</i>	3,2	17,5	0,0	0,0	0,0	-
Importations totales	301,7	270,7	269,5	271,8	261,7	-3,7
Union européenne 27/28	300,2	269,9	268,8	271,1	260,7	-3,8
<i>Pays-Bas</i>	83,2	77,6	74,2	80,5	75,6	-6,0
<i>Allemagne</i>	70,1	56,8	54,1	51,2	51,0	-0,5
<i>Irlande</i>	44,0	40,0	36,3	33,8	37,4	10,7
<i>Italie</i>	32,6	26,1	26,1	25,4	24,1	-5,1
Pays tiers	1,5	0,8	0,7	0,7	1,0	36,9
Solde	-54,0	4,8	-36,9	-62,1	-71,7	
VIANDE CONGELÉE						
Exportations totales	27,4	25,0	18,1	17,8	22,6	26,9
Union européenne 27/28	22,2	18,6	14,0	13,5	16,8	24,4
<i>Belgique</i>	6,7	6,9	5,0	4,9	5,6	13,4
Pays tiers	5,1	6,4	4,1	4,4	5,9	34,7
<i>Russie</i>	1,9	2,6	0,4	0,6	1,4	121,1
Importations totales	86,2	83,0	94,7	88,9	85,3	-4,0
Union européenne 27/28	84,4	81,2	93,9	87,9	82,6	-6,0
<i>Allemagne</i>	20,0	15,8	16,7	15,6	14,0	-10,6
<i>Pays-Bas</i>	19,9	18,6	13,4	10,1	9,8	-2,2
<i>Irlande</i>	15,3	16,1	21,5	25,6	22,6	-11,9
<i>Italie</i>	16,4	15,0	20,1	15,9	11,3	-28,6
Pays tiers	1,8	1,8	0,8	1,0	2,7	174,5
Solde	-58,8	-58,0	-76,6	-71,0	-62,7	
VIANDE TRANSFORMÉE						
Exportations totales	10,1	14,4	16,2	11,7	13,7	16,6
Union européenne 27/28	6,8	10,6	11,3	7,0	7,4	6,4
Pays tiers	3,3	3,8	5,0	4,7	6,2	31,8
Importations totales	18,9	17,1	17,6	16,9	17,2	2,1
Union européenne 27/28	14,2	13,2	14,4	13,4	13,6	1,8
Pays tiers	4,7	3,9	3,2	3,5	3,6	3,2
Solde	-8,9	-2,7	-1,4	-5,1	-3,6	
EXPORTATIONS	285,2	315,0	267,0	239,3	226,4	-5,4
IMPORTATIONS	406,8	370,8	381,8	377,5	364,2	-3,5
SOLDE	-121,6	-55,9	-114,8	-138,3	-137,9	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Réactualisation des données avant 2013

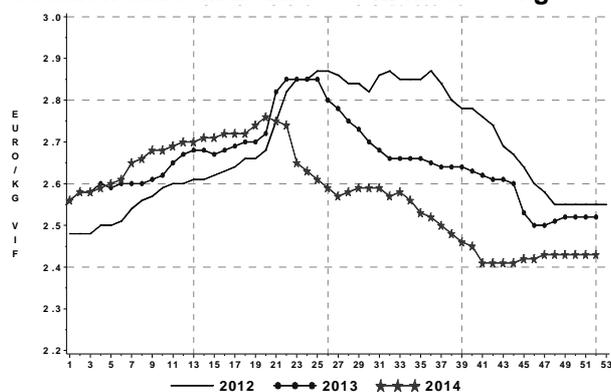
Évolution annuelle des cotations des gros bovins

	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Animaux maigres (6-12 mois) en €/kg vif						
Mâle Limousin U3	2,57	2,54	2,88	2,83	2,86	1,1
Mâle Charolais U3	2,54	2,50	2,81	2,78	2,73	-2,1
Mâle Croisé R3	2,23	2,23	2,45	2,32	2,39	3,0
Femelle Charolais U3	2,02	2,07	2,33	2,48	2,46	-0,7
Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse)						
Prix moyen pondéré	2,96	3,21	3,67	3,95	3,70	-6,3
Bœufs U3	3,51	3,67	4,08	4,52	4,32	-4,4
Bœufs R3	3,15	3,35	3,85	4,21	3,91	-7,0
Jeunes Bovins U3	3,40	3,69	4,02	4,06	3,96	-2,3
Jeunes Bovins R3	3,14	3,47	3,85	3,89	3,78	-2,8
Génisses U3	3,87	4,00	4,32	4,93	4,79	-2,8
Génisses R3	3,28	3,45	3,98	4,46	4,16	-6,7
Vaches R3	3,19	3,37	3,92	4,37	4,02	-7,9
Vaches O3	2,65	2,93	3,41	3,63	3,33	-8,2

Source : FranceAgriMer

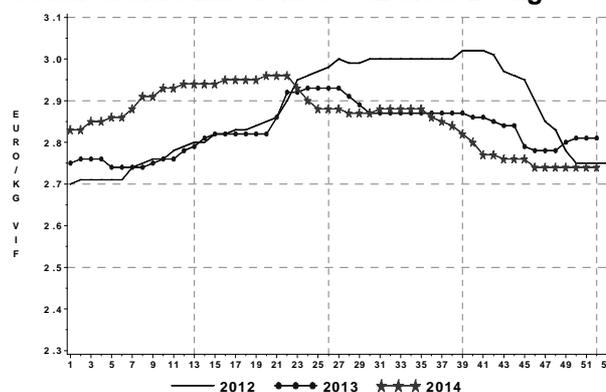
Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir de la semaine 3 de 2012.

Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg



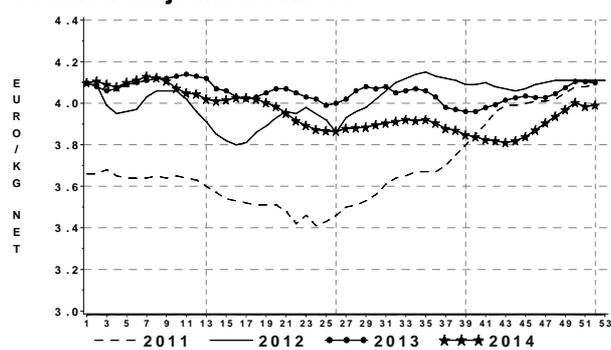
Source : FranceAgriMer

Cotation mâle limousin U 6/12 mois 290kg



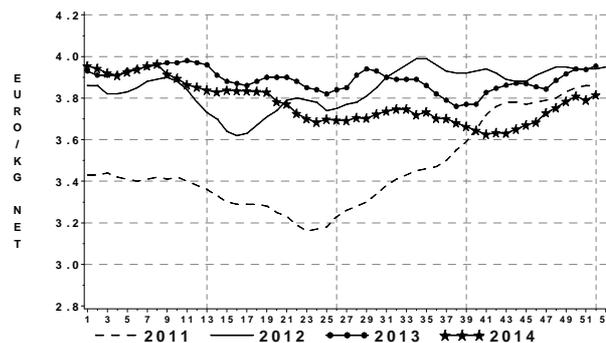
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin U3



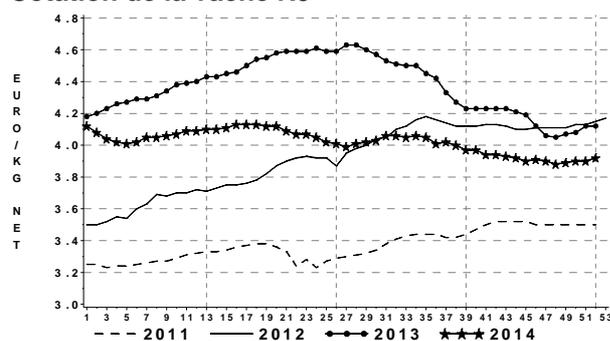
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin R3



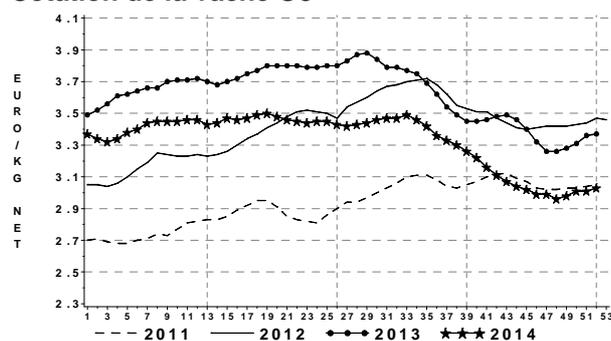
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache R3



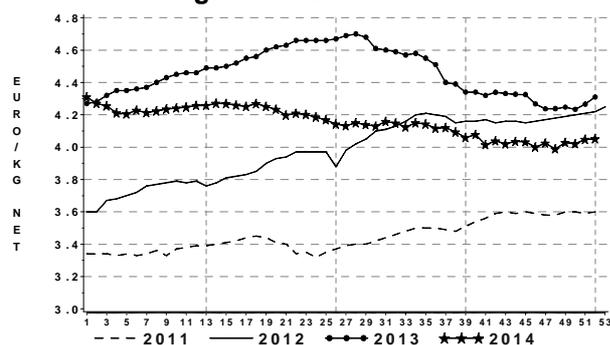
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache O3



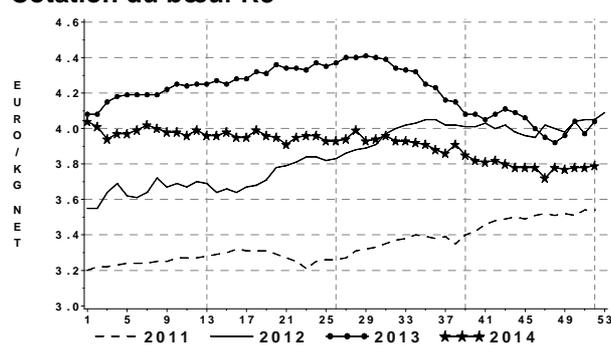
Source : FranceAgriMer

Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat des ménages de la viande de bœuf

€/kg	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Viande de bœuf	12,51	12,94	13,58	14,13	14,28	1,1
dont à griller	15,10	15,46	16,27	16,72	16,81	0,6
dont à bouillir	6,68	6,89	7,56	8,10	8,16	0,8
Viande de bœuf hachée (frais)	9,30	9,62	9,97	10,52	10,73	2,0

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Consommation de viande bovine (inclus viande de veau)

	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Consommation par bilan (1000 tonnes)	1 444,0	1 420,2	1 403,0	1 366,1	1 379,2	1,0
Consommation par habitant (kg / hab)	22,3	21,9	21,5	20,8	20,9	0,5

* Estimations

Réactualisation du nombre d'habitants avant 2014

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes, PVE

Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

› Femelles : un développement du cheptel allaitant et laitier à deux vitesses

D'après l'enquête de cheptel de mai réalisée dans les différents États membres sur l'année 2014, le cheptel de bovins européens (UE 28) a augmenté de 0,9 %, soit de 809 400 têtes. Cette hausse est consécutive à la recapitalisation du cheptel laitier, amorcée depuis 2012 dans l'Union européenne, dans le cadre de la sortie du régime des quotas laitiers qui va intervenir le 1^{er} avril 2015. Les plus fortes progressions ont été enregistrées en Espagne (+ 6,5 %, en têtes), en Irlande (+ 5,4 %) et en Italie (+ 3,2%).

A contrario, les effectifs de vaches allaitantes ont régressé en 2014 de 1 % (- 122 400 têtes), ce qui correspond à un repli de 1,5 % dans l'UE à 15. Entre les principaux pays européens producteurs de vaches allaitantes, les résultats sont contrastés sur l'année 2014. En France, le cheptel de femelles allaitantes est relativement stable, comparativement à 2013 (+ 0,2 %). Au Royaume-Uni et en Irlande, la tendance est plutôt à la décapitalisation (environ - 2 % chacun). En Espagne, le cheptel de vaches allaitantes a quasiment atteint son niveau de 2011 (+ 3,8 %, 2014/13). Concernant la France, l'année 2014 a été une année de transition avec la constitution d'une référence historique dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle prime PAC au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) applicable en 2015. En Espagne, la baisse du coût de l'aliment a redonné un peu de vigueur à la filière du bovin fini.

› Mâles : augmentation des abattages en jeunes bovins et bœufs

Globalement sur l'année 2014, le cheptel de bovins mâles de 1 à 2 ans a diminué comparativement à 2013 (- 1,5 % pour l'UE 28, soit - 102 600 têtes d'après l'enquête de cheptel de mai). Ce résultat est corrélé à des abattages en hausse de jeunes bovins et de bœufs sur certains marchés européens. Les abattages en jeunes bovins sont en croissance de 1 % en Allemagne (en têtes, 2014/13) et de 0,4 % en Espagne. La hausse des abattages de bœufs est plus marquée en Irlande (+ 12,9 %, en têtes) et au Royaume-Uni (+ 7,7 %, en têtes). La production des mâles castrés irlandais a été stimulée par la « Prime Cattle » (prime accordée aux viandes de bœufs et de génisses certifiées de haut de gamme).

Sur le marché italien, les abattages de jeunes bovins sont restés en repli sur l'année 2014 (- 3 %, en têtes 2014/13). Au total 36 100 têtes de moins ont été abattues. Les difficultés économiques rencontrées par la filière d'engraissement sont à l'origine de la baisse. A cela s'est ajouté un marché transalpin plus fortement approvisionné en viande polonaise, suite à la crise de la viande chevaline de 2013 et à l'embargo russe d'août 2014, limitant par conséquent les importations en provenance d'autres pays. De plus, la crise économique a modifié les comportements des consommateurs italiens avec une augmentation de la part des achats en GSM aux dépens des artisans bouchers. La viande bovine de jeune bovin charolais est progressivement délaissée en faveur de viandes moins coûteuses.

Dans ce contexte morose, les importations italiennes de bovins maigres diminuent en provenance des principaux fournisseurs, dont la France. Les opportunités des marchés européens pour écouler les flux de bovins maigres sont restreintes. Le développement de marchés du bovin maigre sur les pays tiers permet aux pays européens d'expédier quelques milliers de têtes (vers la Russie, le Maroc, la Lybie, etc.).

› Commerce de viande : nouvelle dégradation non compensée par les échanges sur les pays tiers

Le commerce intra-communautaire de viande bovine a légèrement reculé en 2013 (environ - 1,2 % en volume, d'après le calcul réalisé sur les données d'importation). La décroissance s'est poursuivie en 2014. Or, cette année, l'Union européenne présentait une bonne disponibilité en viande avec des abattages de gros bovins en augmentation de 3 % (en volume) dans un contexte de baisse de consommation, favorisée par la crise économique. Cette situation de difficile équilibre de l'offre a été accentuée suite à la mise en œuvre d'un embargo par la Russie en août 2014.

En ce qui concerne le commerce européen avec les pays tiers, l'année 2014 a été marquée par une forte croissance à l'exportation. La hausse des expéditions européennes vers les pays tiers est de 25,2 %, soit

+ 64 400 tec entre 2013 et 2014. La baisse des prix des gros bovins européens, en moyenne de 5,8 % en 2014, a pu faciliter le commerce des viandes vers les pays tiers.

Dans ce contexte de marché intra-communautaire largement approvisionné en viandes, s'est ajouté un flux d'importations important. Ces viandes proviennent principalement d'Amérique du Sud (dont le Brésil) et d'Océanie (dont l'Australie). Les viandes brésilienne et australienne restent compétitives, tout particulièrement l'Australie qui a bénéficié d'un taux de change euros – dollars australien avantageux. En novembre 2014, 0,84 \$AUD s'échangeait contre 0,70 €.

En 2014, les importations totales en viandes fraîches et congelées ont ainsi dépassé de 41 100 tec les exportations. Il en résulte un solde négatif des échanges européens de viandes. Ce résultat négatif observé en 2014 est toutefois moins marqué qu'en 2013 (- 94 700 tonnes).

› **Consommation : un bilan mitigé**

Après avoir été légèrement déficitaire en 2013 (99,5 %), l'Union européenne est à nouveau autosuffisante (100,5 %). En 2014, la consommation indigène brute est en hausse de 1,1 % (en volume). Pour l'UE à 15, ce résultat est en recul de 0,7 %.

Pour l'Union à 15, la baisse de la consommation par habitant est plus marquée. Elle passe de 0,7 %, en volume à 3,4 % (par habitant). Pour l'UE à 28, la hausse de la consommation est de 1,1 %, en volume, et 0,7 % par habitant.

› **Prévisions 2015**

Pour le commerce du vif, les débouchés en broutards étant en repli sur l'année 2014, une augmentation des disponibilités en jeunes bovins au second semestre 2015 est attendue.

Si le prix des matières premières reste orienté à la baisse, l'activité d'engraissement sera favorisée.

Dans un contexte de maintien ou de réouvertures de marchés potentiels du vif, tels que la Turquie ou l'Algérie, les ventes de gros bovins finis ou semi-finis pourraient progresser. La production bovine turque est alimentée principalement par la filière laitière (ratios équivalents races pures et croisées). Ce marché est fortement lié au marché du lait dont la hausse pourrait impacter les prix des viandes turques (à la hausse). Dans ce contexte, les importations de bovins finis ou de viandes étrangères pourraient être privilégiées.

Pour le commerce des viandes, l'offre dépendra pour les deux tiers de l'offre de la filière laitière. La plupart des pays du nord de l'Union européenne ont réalisé leur quota voire le dépasse. En 2015, les abattages devraient être relativement identiques à ceux de 2014 (- 0,8 %, en volume 2015/14). Au final, l'offre européenne devrait rester relativement stable mais orientée à la baisse, pour atteindre - 1 % (en volume), soit une perte estimée à 67 400 tec.

Les importations en viandes sur le marché des pays européens devraient se maintenir à un niveau équivalent à celui de 2014 (285 200 tec). Le Brésil restera le fournisseur privilégié. L'Australie se présente également comme un fournisseur potentiel du marché UE (en particulier sur le marché du bœuf).

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

1 000 tec	UE 27/28			
	2012	2013	2014*	%14*/13
Production indigène brute	6 719,5	6 377,3	6 578,7	3,2
Commerce extérieur animaux vivants ⁽¹⁾				
Exportations	135,8	64,6	75,5	17,0
Importations	0,0	0,0	0,0	-
Solde	135,8	64,6	75,5	
Abattages	6 583,7	6 312,8	6 503,2	3,0
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	245,6	190,7	244,2	28,0
Importations	286,7	285,5	285,2	-0,1
Solde	-41,1	-94,7	-41,1	
Consommation indigène brute	6 624,8	6 407,5	6 544,2	2,1
Auto-provisionnement (%)	101,4	99,5	100,5	

* Estimations

Réactualisation des données avant 2013

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

Prévisions 2015

1 000 tec	UE 28			
	2013	2014*	2015**	%15**/14*
Production indigène brute	6 377,3	6 578,7	6 512,9	-1,0
Commerce extérieur animaux vivants ⁽¹⁾				
Exportations	64,6	75,5	78,4	3,8
Importations	0,0	0,0	0,0	-
Solde	64,6	75,5	78,4	
Abattages	6 312,8	6 503,2	6 451,2	-0,8
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	190,7	244,2	259,6	6,3
Importations	285,5	285,2	285,2	0,0
Solde	-94,7	-41,1	-25,7	
Consommation indigène brute	6 407,5	6 544,2	6 476,8	-1,0
Auto-provisionnement (%)	99,5	100,5	100,6	

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Allemagne	12 810	12 563	12 477	12 587	12 702	0,9
Autriche	2 019	1 982	1 957	1 939	1 937	-0,1
Belgique	2 593	2 560	2 484	2 455	2 521	2,7
Danemark	1 642	1 645	1 629	1 603	1 585	-1,1
Espagne	6 277	6 048	6 003	5 822	6 008	3,2
France	20 001	19 714	19 281	19 179	19 286	0,6
Irlande	6 607	6 493	6 754	6 903	6 926	0,3
Italie	6 056	5 790	5 914	6 053	6 197	2,4
Pays-Bas	3 970	3 868	3 879	4 000	4 067	1,7
Royaume-Uni	10 115	9 933	9 900	9 843	9 829	-0,1
UE 15	76 706	75 091	74 766	74 858	75 509	0,9
Pologne	5 724	5 762	5 777	5 860	5 920	1,0
R. tchèque	1 392	1 354	1 374	1 355	1 366	0,8
Roumanie	2 501	2 113	2 063	2 054	2 069	0,7
NEM 12/13	13 337	12 915	12 921	13 450	13 608	1,2
UE 27/28	90 043	88 006	87 687	88 308	89 117	0,9

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Cheptel animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Allemagne	1 075	1 017	982	1 031	1 026	-0,5
Autriche	177	168	163	165	161	-2,9
Belgique	127	127	129	130	134	3,1
Danemark	42	40	37	39	38	-2,6
Espagne	155	245	257	235	234	-0,6
France	1 024	978	964	1 000	969	-3,0
Irlande	761	674	770	873	821	-6,0
Italie	685	583	510	524	528	0,8
Pays-Bas	60	53	52	55	56	1,8
Royaume-Uni	1 071	1 042	1 021	1 060	1 016	-4,2
UE 15	5 589	5 326	5 257	5 489	5 358	-2,4
Pologne	602	615	621	681	702	3,1
R. tchèque	116	117	109	112	114	2,2
Roumanie	90	80	74	78	70	-10,7
NEM 12/13	1 049	1 046	1 019	1 157	1 186	2,5
UE 27/28	6 638	6 373	6 275	6 647	6 544	-1,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
VACHES LAITIÈRES						
Allemagne	4 183	4 185	4 191	4 223	4 311	2,1
Autriche	535	532	529	524	534	2,0
Belgique	521	508	509	510	522	2,5
Danemark	574	575	582	576	563	-2,3
Espagne	837	851	836	823	876	6,5
France	3 608	3 589	3 536	3 545	3 615	2,0
Irlande	1 093	1 139	1 141	1 163	1 226	5,4
Italie	1 851	1 718	1 800	1 989	2 053	3,2
Pays-Bas	1 510	1 463	1 484	1 553	1 572	1,2
Royaume-Uni	1 847	1 814	1 812	1 782	1 828	2,6
UE 15	17 655	17 410	17 443	17 700	18 118	2,4
Pologne	2 538	2 473	2 441	2 361	2 310	-2,1
R. tchèque	381	372	371	364	372	2,2
Roumanie	1 431	1 181	1 188	1 208	1 207	-0,1
NEM 12/13	5 834	5 489	5 457	5 556	5 489	-1,2
UE 27/28	23 489	22 899	22 899	23 256	23 607	1,5
VACHES ALLAITANTES						
Allemagne	717	699	673	673	670	-0,4
Autriche	264	260	253	245	236	-3,7
Belgique	528	521	525	539	449	-16,7
Danemark	112	110	106	102	101	-1,0
Espagne	1 992	1 882	1 803	1 772	1 840	3,8
France	4 284	4 272	4 170	4 137	4 144	0,2
Irlande	1 137	1 102	1 149	1 150	1 129	-1,8
Italie	397	388	367	392	329	-15,9
Pays-Bas	80	105	99	84	82	-2,4
Royaume-Uni	1 657	1 675	1 657	1 611	1 578	-2,0
UE 15	11 982	11 805	11 612	11 518	11 348	-1,5
Pologne	118	153	137	170	169	-0,7
R. tchèque	182	176	193	186	188	1,2
Roumanie	16	14	18	13	14	4,7
NEM 12/13	543	592	615	666	713	7,1
UE 27	12 525	12 396	12 226	12 184	12 061	-1,0
TOTAL VACHES						
UE 15	29 638	29 215	29 055	29 218	29 467	0,9
NEM 12/13	6 377	6 081	6 071	6 222	6 202	-0,3
UE 27/28	36 014	35 296	35 126	35 440	35 668	0,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Attention, l'enquête italienne a changé entre 2012 et 2013, les données ne sont donc pas comparables.

Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Allemagne	1 134,9	1 106,1	1 081,0	1 051,0	1 073,1	2,1
Autriche	217,0	213,4	213,9	220,2	219,3	-0,4
Belgique	207,3	219,4	209,7	195,6	205,1	4,9
Danemark	101,8	105,9	98,9	97,8	102,7	5,0
Espagne	448,5	444,0	440,4	338,7	337,0	-0,5
France	1 297,5	1 333,3	1 260,5	1 193,8	1 204,6	0,9
Irlande	558,1	545,5	494,6	516,7	584,4	13,1
Italie	937,3	880,4	854,1	745,2	700,5	-6,0
Pays-Bas	168,8	165,4	161,1	156,7	157,0	0,2
Royaume-Uni	922,3	932,9	879,0	843,5	878,1	4,1
UE 15	6 305,1	6 258,6	5 983,3	5 673,7	5 772,2	1,7
Pologne	371,6	379,0	379,0	381,0	477,0	25,2
R. tchèque	73,4	71,3	64,9	64,1	65,5	2,1
Roumanie	23,3	21,7	21,7	22,2	22,1	-0,4
NEM 12/13	617,0	614,3	600,5	639,0	731,0	14,4
UE 27/28	6 922,1	6 872,9	6 583,7	6 312,8	6 503,2	3,0

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Abattages de vaches						
France	1 814,1	1 953,2	1 847,5	1 655,9	1 700,6	2,7
Allemagne	1 328,4	1 302,1	1 278,0	1 215,0	1 274,7	4,9
Italie	524,5	516,4	561,0	538,6	506,3	-6,0
Pays-Bas	465,3	468,9	446,6	435,6	457,0	4,9
Abattages de génisses						
Royaume-Uni	774,4	789,8	714,9	722,6	728,0	0,8
Italie	662,0	635,0	660,3	546,5	506,0	-7,4
Irlande	515,8	484,9	427,1	458,9	489,6	6,7
Allemagne	507,3	509,2	485,0	471,0	474,7	0,8
Abattages de jeunes bovins						
Italie	1 730,6	1 567,3	1 422,3	1 203,7	1 167,6	-3,0
Allemagne	1 516,7	1 461,9	1 421,0	1 408,0	1 422,1	1,0
France	987,1	954,8	915,5	980,6	954,3	-2,7
Espagne	663,5	618,0	567,7	567,6	569,9	0,4
Abattages de bœufs						
Royaume-Uni	1 016,4	1 017,0	964,1	914,0	984,1	7,7
Irlande	665,3	579,8	470,4	533,0	601,8	12,9
France	248,8	239,7	203,8	178,9	178,5	-0,2

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Attention: 2014, problème de statistiques pour les données italiennes (Istat). Les chiffres de la BDNI, plus stables, ont été utilisés pour corriger les estimations italiennes de 2014.

Échanges intra communautaires de viande bovine fraîche en 2013

1 000 tec

vers/de	FR	NL	DE	IT	UK	IR	DK	ES	BE	AUT	Hong	POL	UE 15	NEM 13	UE 28
FR		80	51	25	12	34	6	16	32	5	0	7	263	8	271
NL	6		62	14	33	25	5	6	42	14	7	50	207	74	281
DE	36	80		9	6	13	28	1	15	19	1	38	209	41	250
IT	85	62	48		6	25	12	18	13	20	0	61	289	66	355
UK	1	13	4	3		158	2	1	1	1	0	8	184	8	193
DK	0	33	34	2	2	9		0	0	3	1	9	84	12	96
ES	6	14	13	3	1	9	10		2	3	0	19	66	19	85
BE	6	13	4	1	7	4	0	1		0	0	1	36	1	37
POR	5	15	2	0	1	1	2	52	0		0	4	79	4	84
GR	54	11	9	10	0	0	2	3	2	1	0	6	92	6	99
Hong	0	0	1	0		0		0		2		1	3	1	5
POL	0	0	1	0	1	2	0	0	0	0	0		5	4	9

UE 15	202	354	254	70	87	298	75	99	112	65	12	210	1 626	252	1 878
NEM 13	1	13	6	3	2	5	1	0	0	7	1	18	39	29	68
UE 28	202	367	260	73	88	303	76	99	112	72	12	228	1 665	281	1 946

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Échanges intra communautaires de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2013

têtes

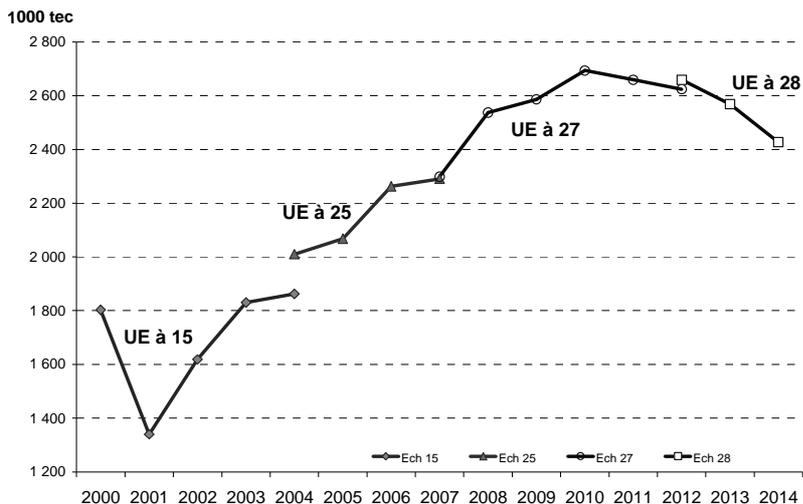
vers/de	FR	NL	DE	IT	ES	BE	IR	AUT	R.Tch	Hong	POL	Sloe	UE 15	NEM 13	UE 28
FR			1 142		15 731	2 128							19 001	0	19 001
NL	2 592		7 498			15 277			884		1		25 371	942	26 313
DE	607	2 609		90		1 619		1 606	20 180	410	425		9 816	21 202	31 018
IT	84 796		1 238		5 233	11	1 987	770	166	532	438	8 400	94 035	13 502	107 537
ES	8 267		0				1 131						15 876	0	15 876
BE	4 048	1 030	2 156	27									8 306	51	8 357
UK							21 244						21 244	0	21 244
GR	2 252			159					57	1 715	1 291		2 411	4 776	7 187
AUT	623		0	73					54 021	19 849		18 284	696	109 763	110 459
R.Tch													0	469	469
Hong	942		278					7	247			704	1 273	6 467	7 740
POL		69											69	13 481	13 550

UE 15	103 185	3 639	12 235	412	23 613	20 767	24 362	2 376	75 308	22 506	2 155	26 684	203 919	150 257	354 176
NEM 13	1 684	69	278	288	0	0	0	428	54 815	19 898	2 309	18 988	3 022	135 867	138 889
UE 28	104 246	3 708	12 513	627	23 613	20 767	24 362	2 804	76 209	23 858	4 490	27 388	206 245	177 797	384 042

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Remarque : Source EUROSTAT d'après douanes de chaque Etat. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un Etat et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations

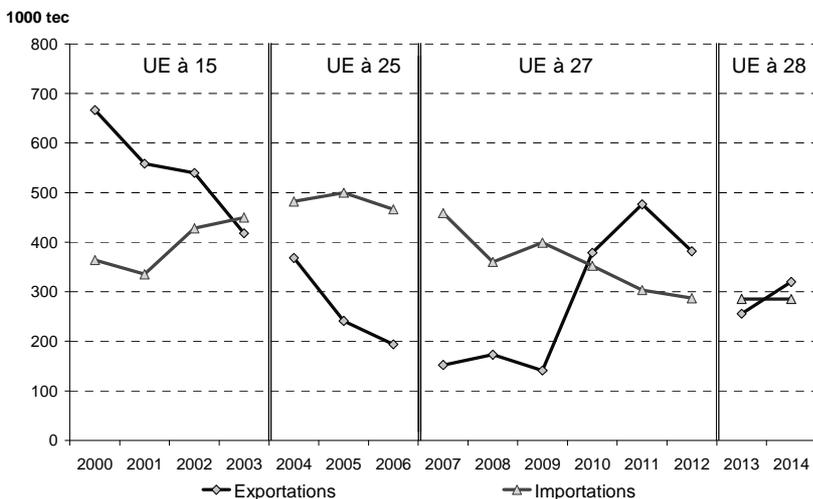
Échanges intra-communautaires de viandes bovines



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

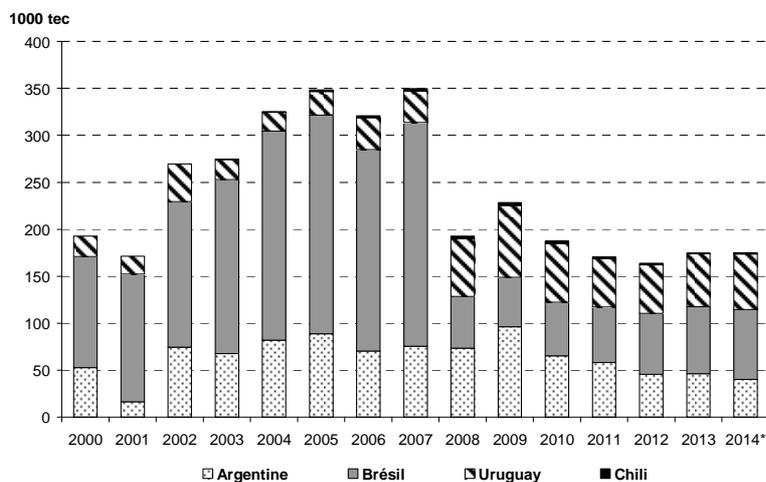
Commerce extérieur de l'Union européenne



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Importations européennes de viande fraîche et congelée en provenance d'Amérique du Sud



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Prix des gros bovins dans l'Union européenne

	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Allemagne	272,75	315,78	356,28	346,97	324,20	-6,6
Autriche	283,64	318,95	353,18	348,32	333,78	-4,2
Belgique	252,64	278,50	311,56	309,56	280,55	-9,4
Danemark	268,66	303,86	336,70	336,30	308,87	-8,2
Espagne	292,84	327,08	356,59	360,38	352,46	-2,2
France	289,13	315,16	362,76	386,05	360,54	-6,6
Irlande	276,99	329,31	372,53	387,93	347,75	-10,4
Italie	336,53	361,74	393,16	396,82	386,56	-2,6
Pays-Bas	225,85	258,34	295,00	291,64	260,94	-10,5
Royaume-Uni	294,09	335,48	397,55	420,11	395,40	-5,9
Hongrie	206,22	244,07	262,63	237,74	203,62	-14,3
Pologne	222,43	269,85	308,00	290,21	278,22	-4,1
République tchèque	243,36	269,92	293,82	282,50	259,99	-8,0
Union européenne	283,00	317,85	357,85	365,21	343,91	-5,8

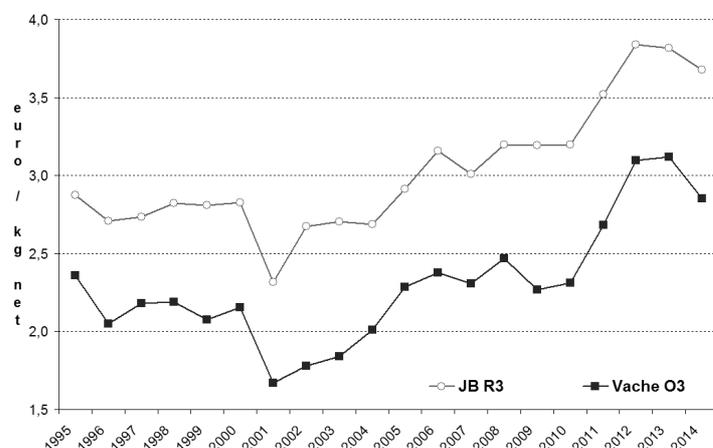
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des gros bovins dans l'Union européenne à 28

	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Année
2010	282,19	279,11	279,78	290,93	283,00
2011	306,37	311,01	319,39	334,64	317,85
2012	348,99	355,09	364,12	363,21	357,85
2013	370,73	372,46	363,96	353,69	365,21
2014	335,74	350,82	349,44	339,94	343,91
%11/10	8,6	11,4	14,2	15,0	12,3
%12/11	13,9	14,2	14,0	8,5	12,6
%13/12	6,2	4,9	0,0	-2,6	2,1
%14/13	-9,4	-5,8	-4,0	-3,9	-5,8

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Allemagne	1 045	1 084	1 073	1 059	1 075	1,5
Autriche	148	145	149	149	146	-1,5
Belgique	127	128	123	119	130	9,2
Danemark	123	122	117	122	123	1,0
Espagne	468	455	446	344	342	-0,7
France	1 616	1 584	1 560	1 513	1 522	0,6
Irlande	89	90	91	92	93	1,1
Italie	1 393	1 290	1 262	1 121	1 073	-4,3
Pays-Bas	277	224	231	268	284	6,1
Royaume-Uni	1 170	1 142	1 134	1 104	1 118	1,2
UE 15	7 172	6 960	6 872	6 609	6 564	-0,7
Pologne	85	101	90	68	178	163,5
R. tchèque	96	92	83	84	89	5,9
Roumanie	36	27	24	30	36	20,4
NEM 12/13	370	366	329	362	485	33,8
UE 27/28	7 542	7 326	7 202	6 972	7 050	1,1

* Estimations

Réactualisation des données avant 2013

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kg/hab/an	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Allemagne	12,8	13,3	13,1	13,1	13,3	1,2
Autriche	17,6	17,2	17,8	17,6	17,2	-2,1
Belgique	11,7	11,6	11,1	10,6	11,6	8,8
Danemark	22,2	22,0	20,9	21,8	21,9	0,6
Espagne	10,2	9,9	9,5	7,4	7,3	-0,2
France	25,0	24,4	23,9	23,1	23,1	0,2
Irlande	19,9	19,7	19,9	20,0	20,2	0,8
Italie	23,1	21,3	20,7	18,8	17,6	-6,1
Pays-Bas	16,7	13,4	13,8	15,9	16,9	5,8
Royaume-Uni	18,9	18,3	17,9	17,3	17,4	0,6
UE 15	18,0	17,4	17,1	16,5	16,3	-3,4
Pologne	2,2	2,6	2,3	1,8	4,6	163,8
R. tchèque	9,1	8,8	7,9	8,0	8,5	5,9
Roumanie	1,7	1,3	1,2	1,5	1,8	21,1
NEM 12/13	5,0	4,9	4,4	4,6	6,2	34,1
UE 27/28	16,0	15,5	15,1	14,6	14,7	0,7

* Estimations

Réactualisation du nombre d'habitants avant 2014

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Le marché du veau en France

› Veaux de boucherie : une production en repli dans un contexte de débouchés limités

En 2014, les mises en place des veaux de 8 jours dans les ateliers d'engraissement ont été relativement stables d'après le nœud focal (système d'informations collectif de suivi des entrées et sorties des veaux en ateliers d'engraissement), le repli a été de 0,4 % (en têtes, 2014/13). Elles ont été globalement en recul sur les premiers mois, mais plus dynamiques entre septembre et décembre 2014. En décembre, les entrées de veaux dans les ateliers ont été en forte progression : + 10,6 % soit + 7 900 têtes (2014/13), résultant probablement d'une forte disponibilité en veaux laitiers dans le contexte de la sortie des quotas laitiers et d'un prix peu élevé.

D'après les données du nœud focal, les sorties des veaux engraisés ont été orientées à la hausse (+ 1,6 % en têtes, 2014/13), soit sur l'année 2014 environ + 14 700 têtes (sur un total de 918 000 têtes).

Toutefois, d'après les données du SSP, sur l'année 2014, la production de veaux finis est en repli de 1,9 % en têtes et 0,8 % en tec (2014/13). Cette situation est corrélée à la baisse des abattages (- 1,7 % en têtes et - 0,7% en tec, 2014/13) ainsi qu'aux débouchés en vif français en recul de 0,5 % (en têtes, 2014/13).

La hausse des ventes de veaux finis de 80 à 300 kg vers les pays tiers (+ 53,1 %, soit + 750 têtes 2014/13) ainsi que la demande espagnole (+ 14,5 %, soit + 660 têtes 2014/13) en veaux gras n'ont pas suffi à tirer à la hausse les exportations françaises (- 0,5 %), en raison d'un net recul des expéditions sur l'Italie (- 27,2 %, soit - 1 390 têtes) qui était encore en 2013 le premier débouché, aujourd'hui reléguée au second rang, derrière l'Espagne

En 2014, le poids des veaux gras a augmenté de 1,1 % (2014/13) pour un poids moyen de 137,5 kg/tête.

› Une consommation morose

Comme les années précédentes, la consommation française de veau par les ménages a connu un nouveau repli en 2014 (- 5,3 %, en volume d'après le panel Kantar Worldpanel). Les consommations de porc frais (+ 1,3 %, en volume 2014/13), de viande de boucherie (+ 1,1 %) et de charcuterie (+ 0,1 %), ont été privilégiées par les ménages français, viandes relativement moins coûteuses que celle de veau.

D'après Kantar Worldpanel, le veau à bouillir/braiser a été nettement moins consommé par les ménages (- 8,6 %, en volume) que le veau à griller/rôtir (- 3,2 %, en volume). L'évolution des habitudes de consommation peut expliquer en partie ces résultats. Les ménagères recherchent de plus en plus des plats rapides à préparer et ainsi délaissent de plus en plus les pièces à bouillir.

› Veaux de 8 jours : un solde positif du commerce extérieur

Cette année le cheptel de veaux de 8 jours est en augmentation de 1,5 % (2014/13) pour un total de 7,2 millions de têtes. Cette croissance concerne les races, laitières (+ 1,5 %) et allaitantes (+ 1,8 %). Une plus forte progression est néanmoins constatée pour les veaux laitiers. Ce résultat est corrélé à une forte disponibilité de femelles de races laitières de plus de 24 mois dans un contexte de préparation de la sortie des quotas laitiers. Sur l'ensemble de l'année 2014, cela représente environ 24 000 têtes en plus, de femelles laitières, qu'en 2013.

La forte disponibilité en petits veaux se traduit sur le marché français par des importations en décroissance des veaux de moins de 80 kg (- 42,8 %, en têtes 2014/13). Il en découle un prix moyen pondéré à la production en repli de - 4,2 % (en têtes) pour une moyenne de 155,1 €/tête. Ce contexte a facilité les exportations des veaux de 8 jours sur le marché européen (+ 4,4 %), notamment vers l'Espagne (+ 12,3 %).

Les éleveurs français ont écoulé un nombre plus important de veaux de 8 jours, le solde du commerce extérieur s'est amélioré (+ 98 900 têtes en 2014 contre + 77 100 têtes en 2013).

› Prévisions 2015

L'évolution du marché du veau devrait dépendre en 2015 de l'évolution de la consommation. Actuellement la demande est orientée à la baisse, la viande vitelline étant l'une des plus onéreuses et le contexte économique étant difficile.

Dans un contexte d'un marché sans croissance pour les veaux de boucherie, et ce malgré des prix observés à la baisse pour l'aliment veau sur les derniers mois 2014, conséquence d'une offre en beurre et en poudre supérieure à la demande sur le marché mondial, les intégrateurs pourraient rester prudents sur les mises en engraissement de veaux.

La forte disponibilité en vaches laitières constatée en fin d'année 2014 va venir abonder les effectifs de petits veaux et ainsi conduire à un repli des importations sur l'année 2015.

Ainsi en moyenne sur l'année 2015, la production et les abattages pourraient être en baisse (- 2 %, en volume).

Bilan dans le secteur du veau

	2013		2014*		%14*/13	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	têtes	tec
Abattages contrôlés	1 330,6	180,9	1 307,6	179,7	-1,7	-0,7
Commerce extérieur						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	116,0		121,1		4,4	
Importations	38,9		22,2		-42,8	
SOLDE	77,1		98,9			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	11,2		11,1		-0,5	
Importations	18,6		20,6		10,7	
SOLDE	-7,4		-9,4			
Production de veaux finis	1 323,3	181,1	1 298,2	179,7	-1,9	-0,8
Importations de viande des Pays-Bas (1 000 tonnes)		32,0		nc		-

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes et PVE

Attention : Aucune donnée d'importations en provenance des Pays-Bas en 2014.

Prévisions 2015

1 000 tec	2014*	2015**	%15**/14*
Production	179,7	176,1	-2,0%
Abattages	179,7	176,1	-2,0%
Importations veaux finis (vifs)	1,9	2,1	12,0%

* Estimations, ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

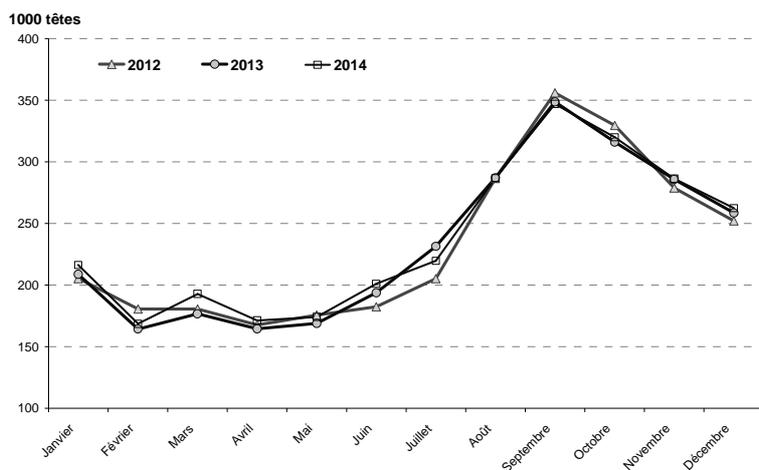
Naissances de veaux

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Races allaitantes	3 400,7	3 397,8	3 366,3	3 259,5	3 317,3	1,8
Races laitières	2 769,9	2 794,6	2 800,5	2 804,6	2 846,0	1,5
Races croisées	1 062,4	1 055,3	1 024,3	994,0	1 001,1	0,7
TOTAL	7 233,0	7 247,6	7 191,1	7 058,1	7 164,4	1,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Naissances de veaux laitiers en France



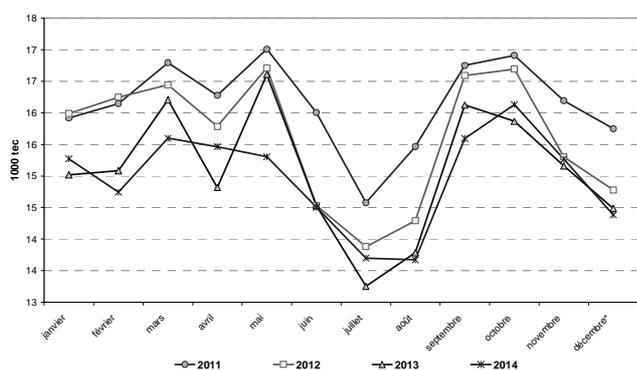
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Abattages de veaux de boucherie

	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
1 000 têtes	1 465,4	1 440,0	1 380,8	1 330,6	1 307,6	-1,7
1 000 tec	197,0	193,8	187,2	180,9	179,7	-0,7
Poids moyen (kg/tête)	134,4	134,6	135,6	136,0	137,5	1,1

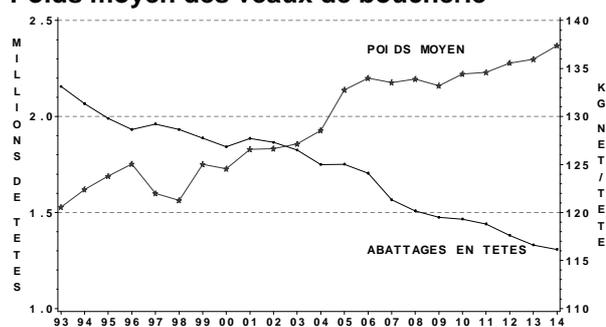
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages contrôlés de veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Effectifs de veaux de boucherie abattus Poids moyen des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Commerce extérieur de veaux

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
VEAUX DE MOINS DE 80 kg						
Exportations totales	96,1	120,2	125,3	116,0	121,1	4,4
Union européenne 27/28	96,1	120,1	125,1	116,0	121,1	4,4
<i>Espagne</i>	72,9	96,7	109,0	105,2	118,2	12,3
<i>Italie</i>	21,1	23,4	16,0	10,6	7,1	-32,9
Pays tiers	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	-
Importations totales	84,2	48,4	99,1	38,9	22,2	-42,8
Union européenne 27/28	68,4	37,6	89,3	38,9	22,2	-42,8
<i>Allemagne</i>	9,4	3,3	0,0	10,0	6,4	-36,2
<i>Pays-Bas</i>	6,7	2,5	57,8	7,5	7,6	0,9
<i>Espagne</i>	50,1	31,0	31,4	16,2	4,5	-72,0
Pays tiers	15,8	10,8	9,8	0,0	0,0	-
SOLDE	+11,9	+71,8	+26,2	+77,1	+98,9	
VEAUX FINIS DE 80-300 kg						
Exportations totales	31,5	39,0	13,0	11,2	11,1	-0,5
Union européenne 27/28	29,3	37,1	11,6	9,8	9,0	-8,2
<i>Italie</i>	21,2	25,1	5,3	5,1	3,7	-27,2
<i>Espagne</i>	6,1	8,7	5,9	4,6	5,2	14,5
Pays tiers	2,2	1,9	1,4	1,4	2,2	53,1
Importations totales	54,3	43,8	31,9	18,6	20,6	10,7
Union européenne 27/28	54,2	43,8	31,9	18,6	20,6	10,7
<i>Pays-Bas</i>	11,1	9,4	5,9	3,3	1,1	-66,6
<i>Espagne</i>	24,7	5,0	0,0	0,6	1,2	86,0
<i>Belgique</i>	7,5	7,9	9,4	6,9	13,1	91,2
<i>Allemagne</i>	8,7	15,1	12,0	6,4	2,5	-60,3
Pays tiers	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	-22,8	-4,9	-19,0	-7,4	-9,4	

* Estimations

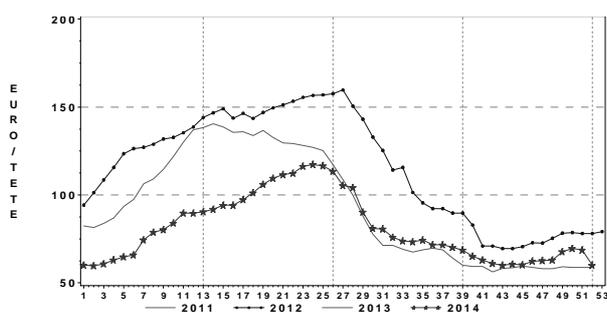
Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Prix à la production

	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Veaux de 8 jours en €/tête						
Engraissement mâles 45-50 kg	114,9	114,7	116,0	93,5	80,5	-13,9
Élevage mâles croisés légers	275,5	271,4	308,8	321,5	334,5	4,0
Prix moyen pondéré	162,1	161,7	173,8	161,9	155,1	-4,2
Veaux de boucherie en €/kg net						
Prix moyen pondéré	5,7	6,1	6,2	6,2	6,2	-0,3
Veaux sous la mère en €/kg net						
Prix moyen pondéré	7,4	7,6	7,7	8,5	8,9	3,9

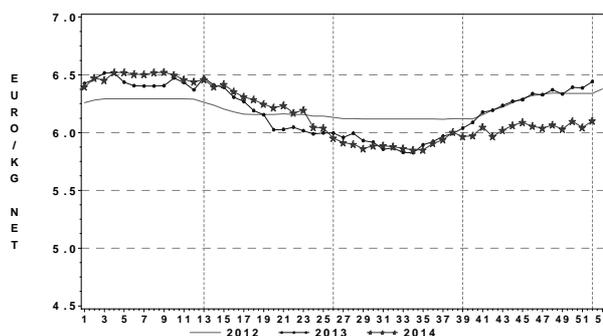
Source : FranceAgriMer

Cotation de veaux de 8 jours à 3 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat des ménages de la viande de veau

€/kg	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Viande fraîche	14,5	14,8	15,2	15,6	15,7	1,1
dont viande à griller	16,2	16,5	16,9	17,4	17,5	0,7
dont viande à bouillir	11,7	12,0	12,5	12,8	12,9	0,8

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le marché des ovins et caprins en France

› Moindre baisse de la production malgré une nouvelle contraction du cheptel

L'enquête cheptel de décembre 2013 montre une baisse du cheptel ovin allaitant de 2,5 % due à un recul du nombre de brebis allaitantes de près de 84 000 têtes. Cette contraction du cheptel s'explique par des cessations d'activité d'un nombre important d'élevages et par l'envolée des coûts de production en 2012-2013 qui ont contraint les éleveurs à décapitaliser. Parallèlement, la production d'ovins n'a diminué que de 0,2 % en volume en 2014. Les bonnes conditions climatiques au printemps ont garanti de bonnes disponibilités fourragères et la baisse du prix de l'aliment acheté a réduit les coûts de production. Ce contexte favorable a permis à la fois une amélioration du poids des agneaux produits, qui atteint 17,3 kg en moyenne, et une meilleure valorisation bouchère des brebis de réforme dont le poids progresse de 2,5 % par rapport à 2013.

En têtes, la baisse de la production est plus marquée : - 1,4 % pour les agneaux et - 5,0 % pour les brebis. Malgré cela la productivité numérique apparente s'améliore en 2014 à 0,69 agneau par brebis (agneau produit par rapport au cheptel reproducteur) contre 0,68 en 2013. Le ralentissement du déclin de la production semble résulter avant tout d'une amélioration de la situation conjoncturelle plutôt que d'une réelle inversion de la tendance baissière.

› Les importations en vif sont venues compléter l'offre française au moment des fêtes de Pâques et de l'Aïd

En cumul sur l'année 2014, les importations d'ovins vivants sont stables en têtes, résultant d'une baisse des importations d'agneaux en cumul sur l'ensemble de l'année mais d'une augmentation des importations de brebis de réforme en provenance d'Espagne, qui poursuit sa décapitalisation cette année dans des proportions moindres.

Les importations d'agneaux vivants ont progressé fortement au premier semestre pour alimenter les outils d'abattages à Pâques qui ont eu à faire face à un manque d'offre nationale puis ont ralenti au second semestre malgré un rebond au moment des fêtes de l'Aïd. Le principal fournisseur d'agneaux vivants vers la France reste l'Espagne (plus de la moitié des importations d'agneaux vivants) mais ses exportations sont en baisse du fait de la chute de la production espagnole. La hausse des importations à Pâques résulte d'une augmentation des envois des petits exportateurs, Hongrie, Pays-Bas, Allemagne, qui ont tiré profit du manque de disponibilité en agneaux français.

Parallèlement, les exportations d'ovins vivants français ont reculé de près de 11 % en 2014 du fait d'une faible demande sur les principaux marchés (Espagne et Italie). Comme en 2013, la France a exporté d'avantage d'animaux vers les pays tiers du pourtour méditerranéen mais les volumes échangés avec ces marchés sont encore trop faibles pour pouvoir compenser la baisse des exportations vers l'Union européenne.

Conséquence d'un recul du solde de commerce d'animaux vivants, les abattages d'agneaux en France progressent de 0,9 % en volume en 2014.

› La France reste un marché attractif pour les principaux exportateurs de viande ovine

La France fait figure d'exception au sein de l'Union européenne, elle est l'un des rares pays à avoir augmenté ses importations de viande ovine en provenance des pays tiers. La France reste un marché rémunérateur pour les principaux exportateurs. En 2014, la Nouvelle Zélande a augmenté ses envois vers la France de 4,8 % et l'Australie a presque multiplié par deux ses exportations de viande ovine même si ce pays reste un fournisseur marginal. En conséquence, les importations de viande ovine congelée sont en hausse pour la première fois depuis 5 ans du fait de l'augmentation des parts de marché des pays tiers. Parallèlement, les marchés irlandais et britannique ont privilégié cette année leurs marchés intérieurs et les exportations vers l'Asie au détriment du marché français. Les importations françaises de viande ovine en provenance de l'Union européenne reculent de 2,6 %.

Au global, les importations françaises de viande ovine et caprine ont diminué de seulement 0,8 % en 2014.

› Un cours de l'agneau qui progresse pour la cinquième année consécutive

Les faibles disponibilités sur le marché français en début d'année ont provoqué une hausse des prix à la production qui ont atteint leur niveau maximum à 6,46 €/kg début avril, avant Pâques, au moment où la demande est la plus forte et les disponibilités réduites. La progression du cours de l'agneau s'est ensuite atténuée au second semestre, pendant la période de moindre demande en été, avant de s'orienter de nouveau à la hausse à la fin de l'année au moment des fêtes de l'Aïd puis de Noël.

En cumul sur l'ensemble de l'année 2014, le prix moyen pondéré de l'agneau de boucherie en France était de 6,35 €/kg soit une progression de 1,8 % par rapport à 2013. Parallèlement en 2014, les coûts de production sont orientés à la baisse : l'indice Ipampa perd 3 points en moyenne par rapport à 2013. Les meilleures conditions fourragères cette année ont conduit à une diminution du coût de l'aliment acheté et la baisse du prix du carburant a également participé à la baisse des coûts de production.

› Un prix de la viande dissuasif pour les ménages français

La consommation calculée par bilan est quasiment stable par rapport à 2013 à 182 000 tec du fait du maintien des disponibilités grâce à la production nationale stable et aux importations de vifs et de viande. Toutefois la consommation des ménages mesurée par le panel Kantar Wordpanel montre un recul de 6 % en cumul sur l'ensemble de l'année 2014. La légère hausse de la consommation à Pâques n'a pas permis d'inverser la tendance. Le recul des achats des ménages concerne toutes les pièces, des plus nobles aux bas morceaux, et ce sont le gigot, l'épaule, la viande surgelée et les abats qui enregistrent les plus forts reculs. Les achats de côtes qui avaient tendance à se maintenir au cours des dernières années ont reculé cette année du fait d'une météo peu favorable aux grillades cet été. Comparativement, les achats des ménages pour l'ensemble des viandes de boucherie ont diminué de 1 % en cumul de janvier à décembre 2014.

Ce recul des achats des ménages est lié à une hausse des prix d'achat de la viande ovine de 5,2 %, soit un prix moyen de 14,02 €/kg en 2014. Dans un contexte de baisse de la demande, la viande ovine est la seule viande de boucherie dont le prix continue à progresser. L'essentiel des achats des ménages en viande ovine a lieu dans les hypermarchés (environ la moitié des volumes) où ils sont en légère baisse par rapport à 2013 (-1 %). L'essentiel de la baisse de la consommation de viande ovine s'observe à travers le recul des achats dans les supermarchés et dans les boucheries qui représentent à eux deux 45 % des achats des ménages en viande ovine.

› Prévisions 2015

Il a pu être constaté en 2014 une stabilisation du nombre d'agneaux produits et une baisse des sorties d'ovins de réforme alors que le cheptel était plus bas que les années précédentes. En considérant que la hausse de la production d'agneaux résulte d'une amélioration de la productivité numérique et non d'un moindre renouvellement dans les élevages, on peut prévoir pour 2015 une baisse du cheptel légèrement plus modérée que les années précédentes.

Le prix élevé de l'agneau à la production, la baisse des coûts de production et les bonnes conditions climatiques et fourragères en 2014 pourraient maintenir la productivité début 2015 à un niveau stable et ainsi limiter la baisse de la production d'agneaux pour la seconde année consécutive.

Dans un contexte de production nationale quasiment stable, les importations de viande et de vif, qui viennent compléter l'offre française principalement aux moments de Pâques et de l'Aïd, devraient diminuer en 2015. De plus, la demande toujours croissante de l'Asie, en viande, et du Proche et Moyen Orient, en vif, pourrait détourner davantage les principaux exportateurs du marché français comme ce fut le cas dans le reste de l'Europe en 2014. Dans ces conditions, la consommation calculée par bilan de viande ovine et caprine diminuerait d'environ 1 % en France en 2015.

Bilan prévisionnel - France

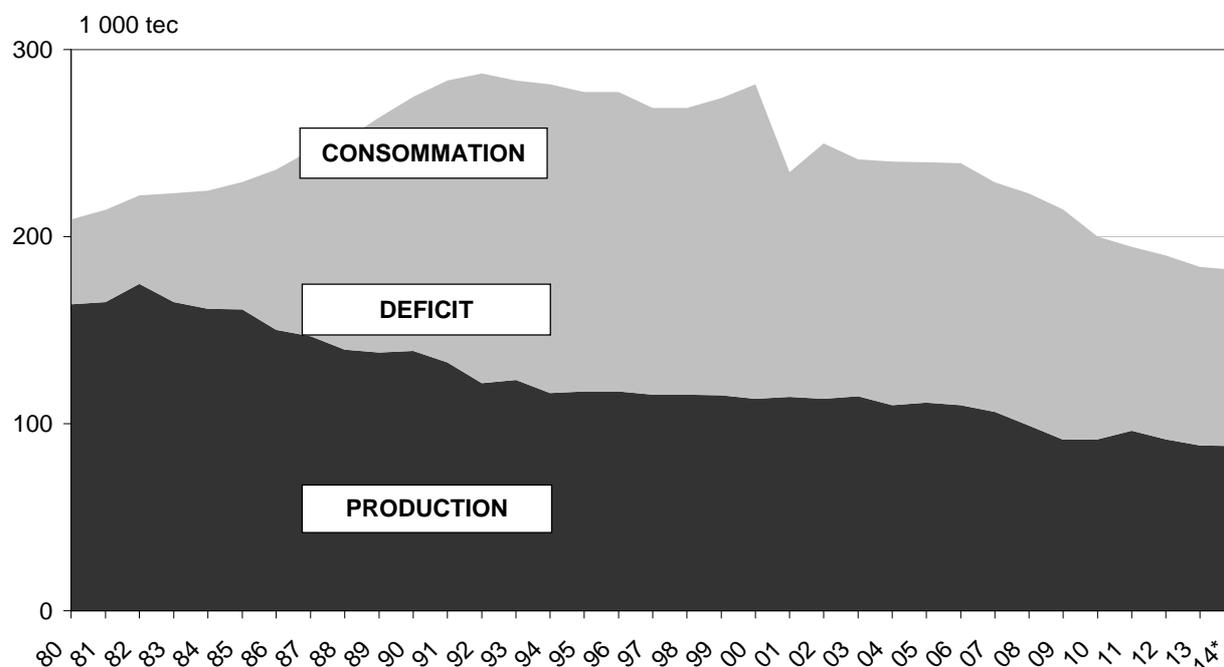
1 000 tec	2014*	2015**	% 15** / 14*
Production ovine et caprine contrôlée	88,0	88,1	0,1
<i>dont production d'agneaux</i>	66,2	66,2	0,1
Importations (vif et viande)	110,0	107,8	-2,0
Exportations (vif et viande)	15,8	15,3	-2,7
Consommation contrôlée	182,3	180,6	-0,9

* Estimations

** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes françaises

Production et consommation françaises



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Cheptel ovin français : enquêtes de décembre

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Brebis laitières	1307	1324	1298	1291	1239	-0,5
Brebis viande	3740	3981	3811	3714	3630	-2,5
Total Brebis	5046	5305	5109	5005	4869	-2,0
Agnelles saillies	723	782	726	709	666	-2,3
Total femelles saillies	5769	6087	5835	5714	5535	-2,1
Agnelles non saillies	307	370	377	358	381	-5,0
Autres ovins	1452	1466	1406	1390	1358	-1,2
TOTAL Ovins	7528	7922	7618	7462	7274	-2,0

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Cheptel caprin français : enquêtes de décembre

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Femelles saillies	1 132	1 224	1 170	1 117	1 091	-2,3
Autres caprins	186	223	211	189	191	1,1
TOTAL Caprins	1 318	1 438	1 381	1 306	1 283	-1,8

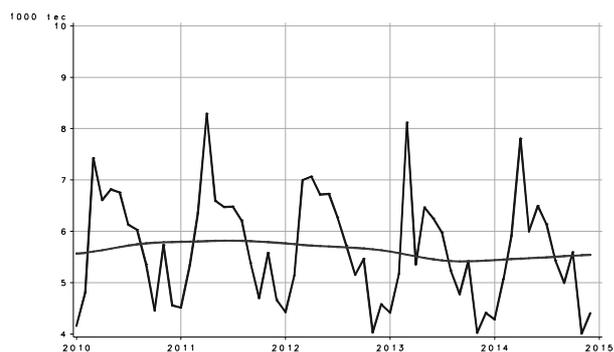
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages et production estimés

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Abattages Contrôlés (A)						
Agneaux	3 860	3 966	3 793	3 681	3 686	0,1
Brebis	546	572	559	565	545	-3,6
Caprins	818	864	824	779	715	-8,3
Total	5 207	5 225	5 402	5 176	5 025	-1,6
Importations vifs (B)						
Agneaux	403	319	322	332	319	-4,1
Brebis	53	28	44	40	54	33,7
Caprins	12	7	1	1	1	99,1
Total	468	355	367	373	373	0,0
Abattages d'origine française (A-B)						
Agneaux	3 458	3 647	3 471	3 348	3 367	0,6
Brebis	493	544	516	525	491	-6,5
Caprins	806	857	823	779	714	-8,3
Total	4 757	5 048	4 809	4 652	4 572	-1,7
Exportations vifs (C)						
Agneaux	643	638	537	528	456	-13,7
Brebis	103	112	74	69	73	6,4
Caprins	2	2	7	8	10	31,0
Total	749	752	618	605	553	-8,6
Production contrôlée française (A-B+C)						
Agneaux	4 101	4 284	4 008	3 876	3 823	-1,4
Brebis	596	656	589	594	564	-5,0
Caprins	808	859	830	786	724	-8,0
Total	5 506	5 799	5 427	5 257	5 125	-2,5

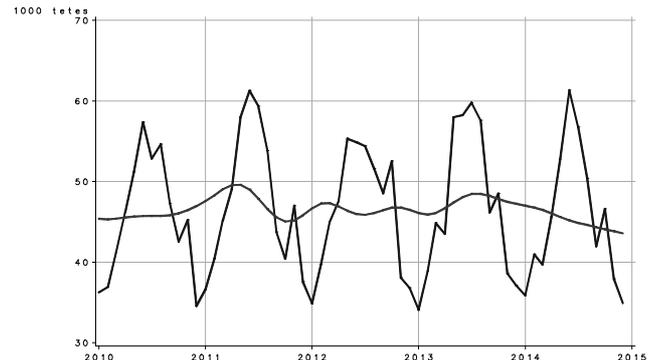
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Abattages contrôlés d'agneaux en France C.V.J.A



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages contrôlés d'ovins de réforme en France C.V.J.A



Source : FranceAgriMer d'après SSP

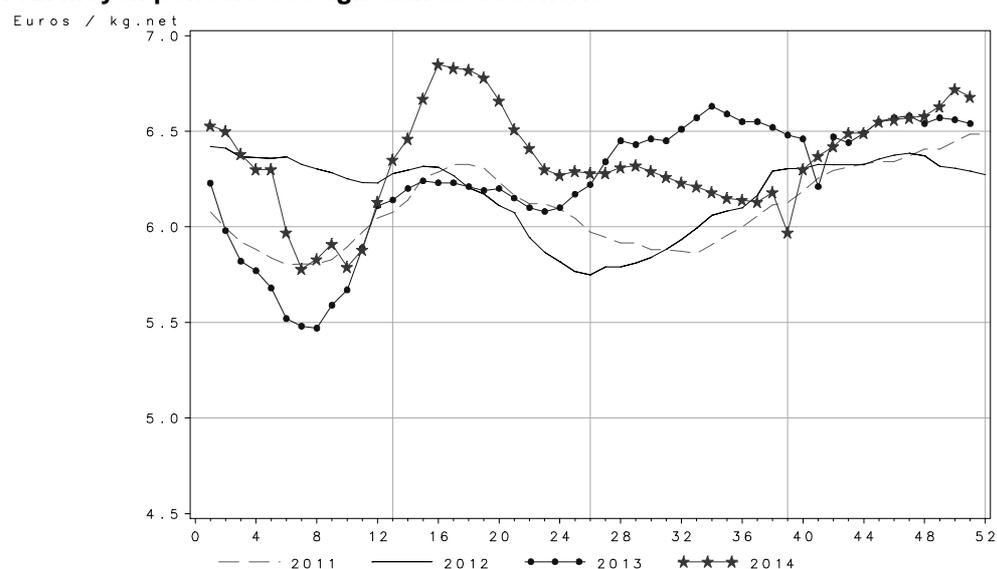
Les prix à la production

€/kg net	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Agneaux						
Prix moyen pondéré	5,81	6,10	6,18	6,24	6,35	1,8
PMP Rungis*	6,07	6,12	6,42	6,12	6,21	1,5
Brebis 22-27 kg / R3	1,88	2,06	2,25			
Brebis - de 30 kg/ R3				2,37	2,47	4,3

* Cotation RNM

Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des agneaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

Bilan du secteur ovin et caprin

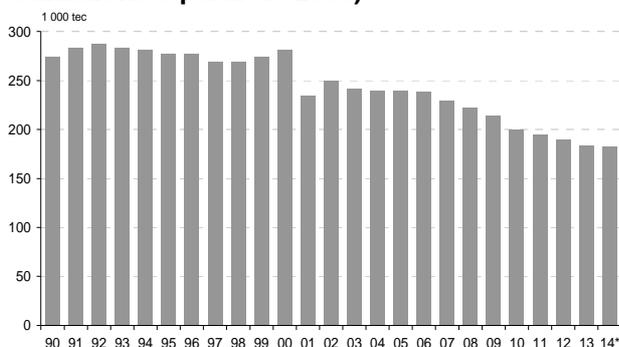
	2013		2014*		%14*/13	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Production contrôlée	5 256,5	88,4	5 125,0	88,0	-2,5	-0,5
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	604,9	5,6	552,8	5,3	-8,6	-4,7
Importations	373,3	3,9	373,2	3,9	0,0	0,0
Solde	231,6	1,7	179,6	1,5	-22,5	-15,2
Abattages contrôlés	5 024,9	86,7	4 945,4	86,6	-1,6	-0,2
Commerce extérieur viande						
Exportations		9,9		10,4		5,2
Importations		107,0		106,1		-0,8
Solde		-97,1		-95,7		-1,4
Consommation contrôlée		183,9		182,3		-0,8
Solde (production-consommation)		-95,4		-94,3		-1,2
Auto-apvisionnement** (%)		48,1		48,3		0,4

* Estimations

**Calculé à partir de la production et de la consommation contrôlées

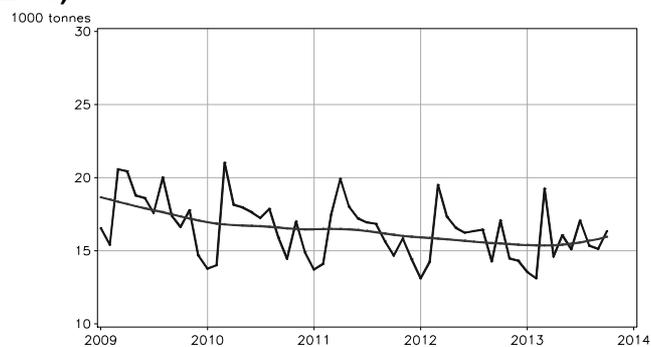
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Consommation annuelle de viande ovine et caprine en milliers de tec (calculée par bilan, estimations à partir de 2005)



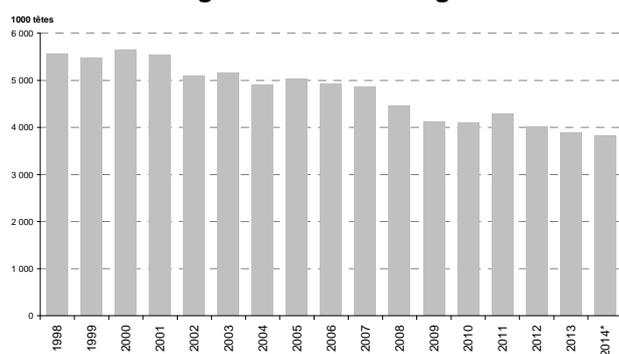
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Consommation ovine et caprine contrôlée (calculée par bilan, estimations à partir de 2005)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Production indigène contrôlée d'agneaux



Dernier trimestre 2013 : estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Le marché des ovins et caprins dans l'Union européenne

› Baisse des disponibilités dans l'UE à 15 principalement

L'enquête cheptel de décembre 2013 montre une stabilisation du cheptel européen d'ovins à près de 63 millions de têtes qui s'explique par une contraction du cheptel dans l'UE à 15 et une hausse des effectifs de brebis allaitantes dans les nouveaux États membres.

La production européenne de viande ovine et caprine a reculé de 8 000 tec (- 0,9 %) avec une dichotomie entre l'UE à 15, qui assure 90 % de la production européenne avec des volumes en régression, et les nouveaux États membres dont la production de viande ovine et caprine progresse de plus de 20 %. Les diminutions les plus importantes s'observent en Italie qui subit les conséquences de la FCO de 2013, en Espagne où la forte décapitalisation de 2012/2013 a amputé les capacités de production et en Grèce touchée par un épisode de FCO cette année. À l'inverse, l'Irlande et le Royaume Uni ont augmenté leur production de viande ovine cette année du fait de bonnes conditions climatiques et fourragères à partir du second semestre. Le taux d'agnelage et le poids des agneaux ont été particulièrement élevés dans ces deux pays en 2014.

› Baisse des importations européennes de viande ovine face à la demande asiatique

Les importations de l'Union européenne en provenance des pays tiers ont reculé de près de 4 % en 2014. La Nouvelle Zélande a utilisé moins de 70 % de son quota cette année, dans un contexte de recul de l'offre. Le pays a réduit ses exportations vers l'UE pour privilégier le marché asiatique où la demande continue de progresser fortement en 2014. À l'inverse, l'Australie a profité des parts de marché délaissées par la Nouvelle Zélande en Europe pour augmenter ses envois vers cette destination.

La demande asiatique, et plus particulièrement chinoise, impacte également le commerce intra-communautaire. Le Royaume-Uni, qui est le principal exportateur de viande ovine à destination des États membres, a envoyé des volumes significatifs de viande vers Hong Kong, pour la seconde année consécutive au déclin du marché européen. Les importations intra-communautaires de viande ovine sont en recul de 2 %.

Dans ce contexte d'offre limitée sur les marchés européens et mondiaux, le prix des agneaux lourds dans l'UE a progressé de 4,2 % pour atteindre 4,73 €/kg.

› Un contexte peu favorable à la consommation de viande ovine dans l'UE

Face à la baisse des abattages et des importations européennes de viande ovine, la consommation de viande ovine et caprine a reculé de 2,6 % en 2014 dans l'Union européenne. Le recul des importations étant plus fort que la baisse de la production, le taux d'auto-provisionnement s'est amélioré mécaniquement en 2014 pour atteindre 89 %.

› Prévisions 2015

En 2015, la situation pourrait rester semblable à cette année. Les disponibilités devraient s'améliorer au Royaume-Uni et en Irlande où les cheptels sont en hausse d'après l'enquête de juin 2014, sans pouvoir compenser la baisse de la production dans les pays du sud (Espagne, France). Les importations des pays tiers pourraient de nouveau être contraintes du fait de la forte demande asiatique mais les disponibilités océaniques devraient reculer plus faiblement que les années précédentes limitant la baisse des envois vers l'Europe. La consommation devrait ainsi se stabiliser et, sans hausse de la demande, les exportations à destination de l'Asie en viande et du Proche et Moyen-Orient en vif pourraient augmenter légèrement.

Bilan prévisionnel – Union européenne

1 000 tec	2014*	2015**	% 15**/14*
Production (PIB)	799,3	798,5	-0,1
Importations	184,9	184,9	0,0
Exportations	85,4	86,3	1,0
Consommation (CIB)	898,7	897,1	-0,2

*Estimations

**Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

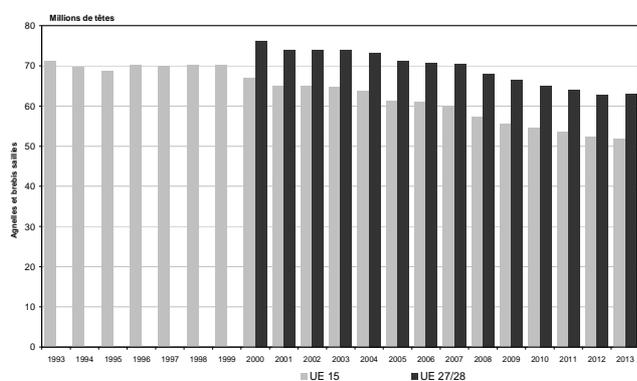
Cheptel de reproductrices (brebis mères et agnelles saillies) dans l'Union européenne - enquêtes de décembre

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013	% 13/12
Allemagne	1 339	1 309	1 178	1 170	1 116	-4,6
Autriche	215	224	226	221	218	-1,2
Espagne	15 357	14 254	13 037	12 328	11 899	-3,5
France	5 769	6 087	5 835	5 713	5 535	-3,1
Grèce	6 552	6 594	6 619	6 966	6 752	-3,1
Irlande	2 369	2 350	2 451	2 501	2 473	-1,1
Italie	7 101	7 089	7 123	6 297	6 323	0,4
Pays-Bas	526	598	559	570	573	0,5
Portugal	1 902	1 791	1 740	1 675	1 632	-2,6
Royaume-Uni	13 842	13 860	14 208	14 265	14 849	4,1
Suède	242	292	326	281	282	0,3
UE 15	55 416	54 643	53 492	52 172	51 836	-0,6
Roumanie	7 818	7 338	7 441	7 695	8 103	5,3
Bulgarie	1 178	1 136	1 238	1 144	1 250	9,3
Hongrie	968	844	821	836	889	6,3
NEM 12	10 919	10 279	10 442	10 618	11 159	16,1
UE 27/28	66 335	64 922	63 935	62 791	62 995	0,3

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Commission européenne

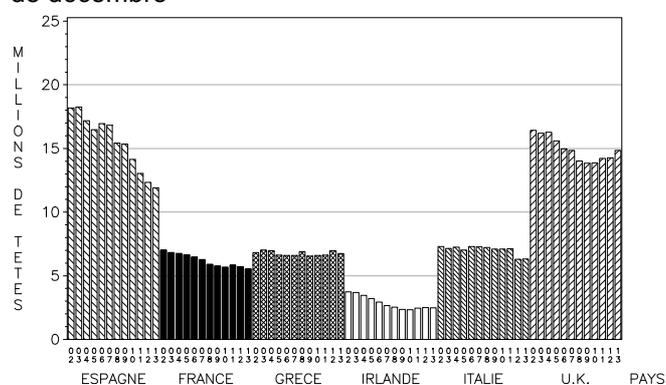
Le cheptel reproducteur de l'Union européenne



UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Évolution du cheptel reproducteur ovin dans les principaux pays reproducteurs – enquêtes de décembre



UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Production contrôlée de viande ovine et caprine dans l'Union européenne

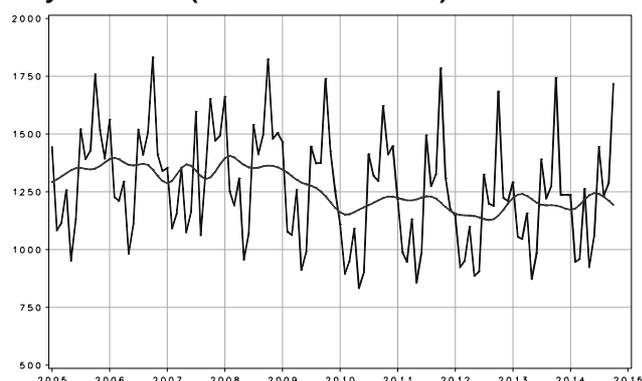
1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Allemagne	40	42	39	37	36	-3,7
Autriche	8	9	9	9	8	-4,8
Espagne	149	149	136	148	133	-9,9
France	110	112	113	106	105	-0,6
Grèce	104	104	99	84	77	-7,4
Irlande	41	39	45	50	52	5,0
Italie	32	31	31	20	14	-30,0
Pays-Bas	17	17	17	16	17	1,8
Portugal	20	20	18	18	18	-1,0
Royaume-Uni	290	298	284	299	304	1,6
UE 15	820	827	797	793	772	-2,6
Bulgarie	10*	13*	11*	10*	15*	42,8
Roumanie	24*	26*	30*	35*	42*	21,2
Hongrie	10	10	10	9	9	-0,5
NEM 12/13	49*	55*	58*	61*	74*	20,8*
UE 27/28	869*	882*	855*	854*	846*	-0,9*

* Estimations

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

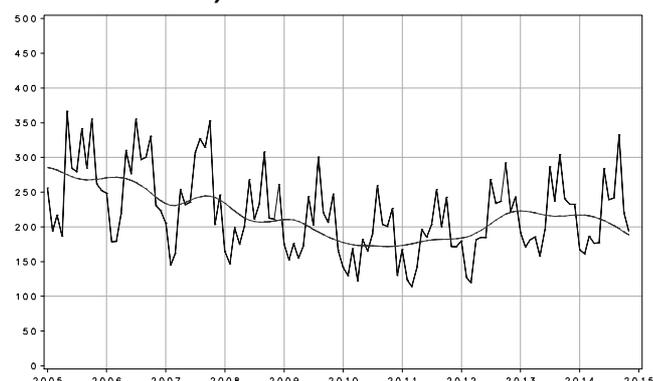
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et comité d'experts européens

Abattages mensuels contrôlés d'ovins au Royaume-Uni (en milliers de têtes)



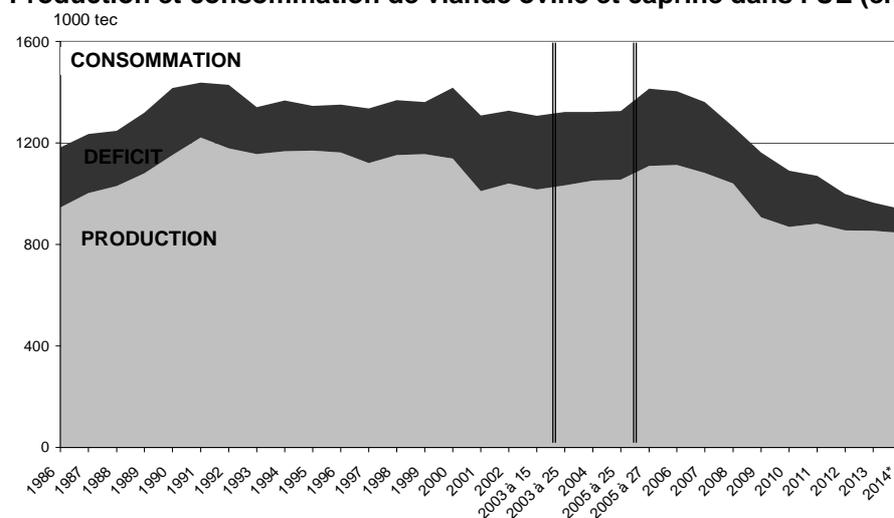
Source : FranceAgriMer d'après Bord Bia

Abattages mensuels d'ovins en Irlande (en milliers de têtes)



Source : FranceAgriMer d'après Bord Bia

Production et consommation de viande ovine et caprine dans l'UE (en milliers de tec)



*Estimations

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Importations de l'Union européenne de viande ovine et caprine en provenance des pays tiers

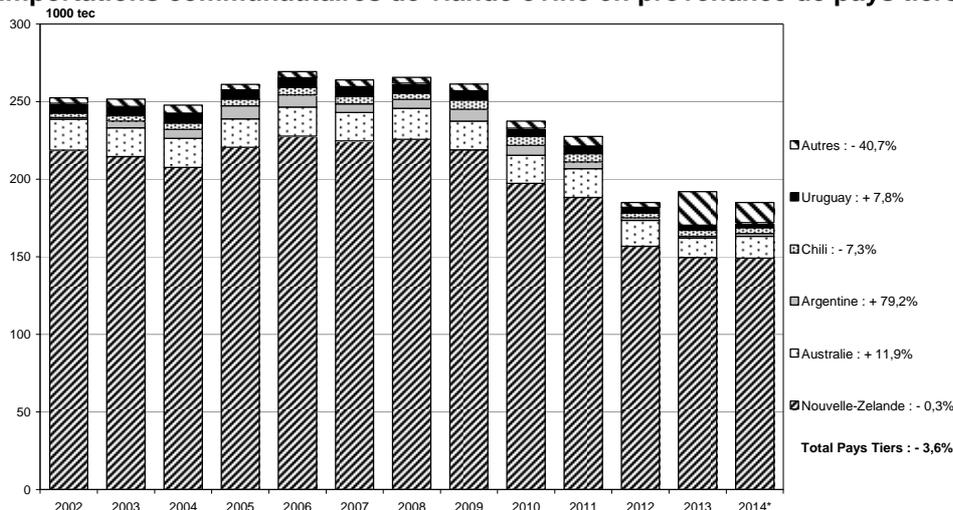
1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	14*/13
Total Pays Tiers	237,4	227,5	185,0	191,8	184,9	-3,6
Nouvelle Zélande	197,3	188,2	156,9	149,5	149,1	-0,3
Australie	18,0	18,6	16,5	12,6	14,1	11,9
Chili	6,0	5,4	3,2	4,0	3,7	-7,3
Argentine	6,5	4,2	1,8	1,0	1,7	79,2
Uruguay	5,0	5,1	3,6	3,2	3,4	7,8

*Estimations

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

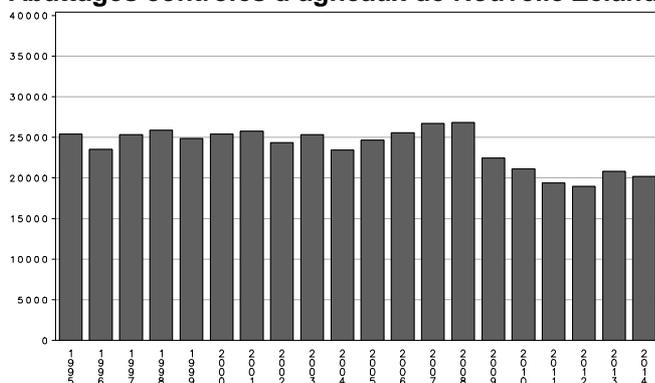
Importations communautaires de viande ovine en provenance de pays tiers



UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

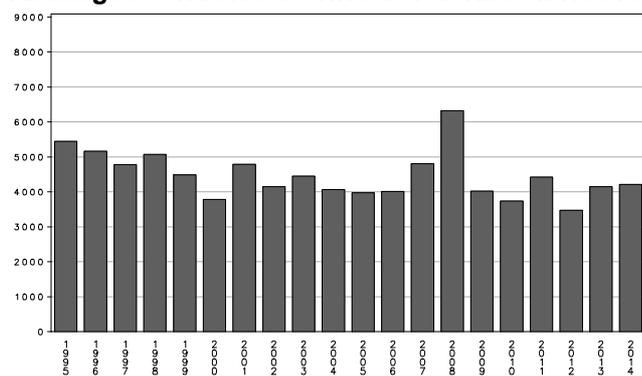
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Abattages contrôlés d'agneaux de Nouvelle Zélande (en milliers de têtes)



Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

Abattages contrôlés d'ovins de réforme en Nouvelle Zélande (en milliers de têtes)



Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

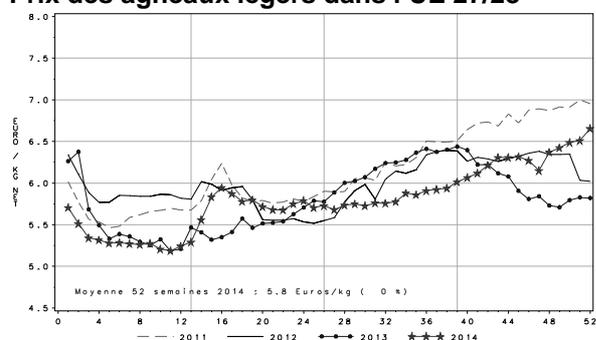
Prix à la production des agneaux dans l'Union européenne

€/100 kg net	2009	2010	2011	2012	2013	2014	% 14/13
Agneaux lourds							
Royaume-Uni	401,4	453,1	496,6	502,9	489,8	518,8	5,9
Irlande	360,4	425,8	468,0	447,0	439,3	453,7	3,3
France	581,7	581,3	610,6	618,1	622,0	635,0	2,1
UE 25	444,5	473,5	514,4	500,0	487,4	508,3	4,3
Roumanie	182,3	190,3	234,8	234,5	237,5	245,6	3,4
UE 27/28	410,0	436,2	477,7	465,1	454,5	473,7	4,2
Agneaux légers							
Espagne	702,5	644,7	691,2	710,3	686,2	680,0	-0,9
Grèce	541,1	543,8	555,1	521,7	503,2	497,1	-1,2
Italie	613,5	524,5	515,6	603,3	632,5	625,9	-1,0
UE 25	637,4	589,3	614,2	599,4	580,7	580,6	0,0

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

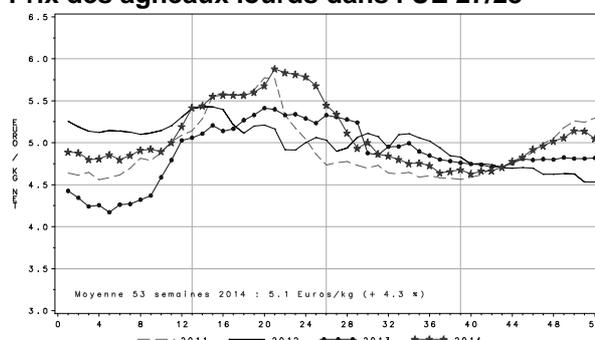
Prix des agneaux légers dans l'UE 27/28



UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

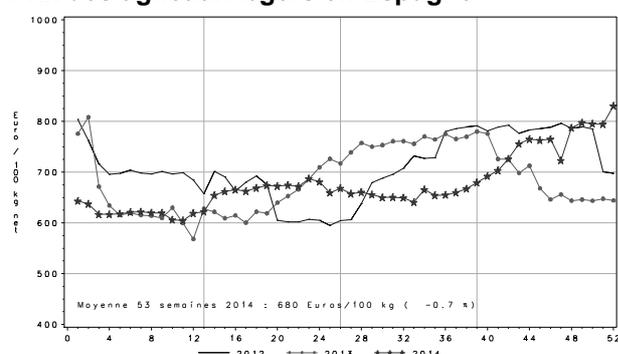
Prix des agneaux lourds dans l'UE 27/28



UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

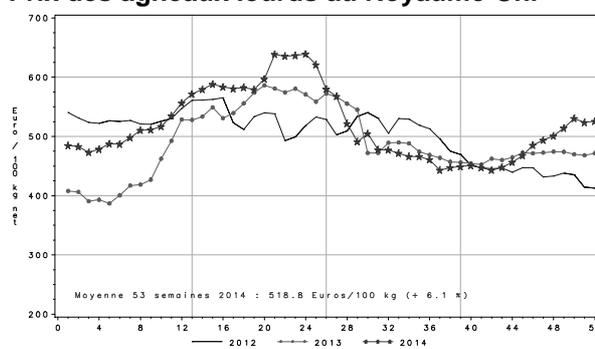
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux légers en Espagne



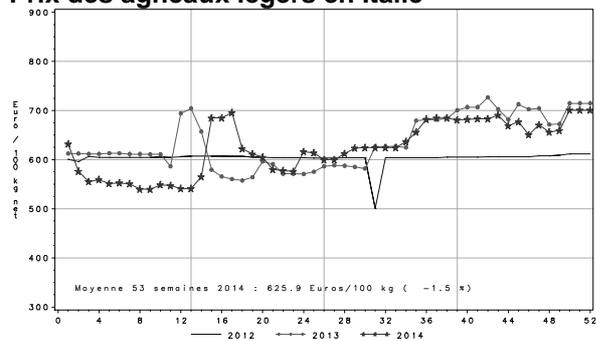
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux lourds au Royaume-Uni



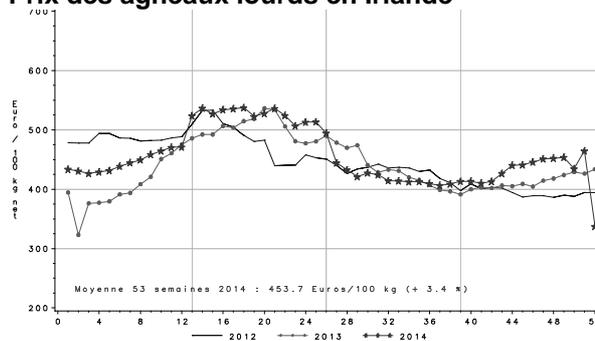
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux légers en Italie



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux lourds en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Consommation de viande ovine et caprine dans l'Union européenne, calculée par bilan

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	14*/13
Allemagne	74	85	71	71	69	-1,6
Belgique-Lux	17	20	15	9	9	-4,7
Espagne	129	128	99	96	83	-13,1
France	218	211	212	201	201	-0,2
Grèce	114	113	103	90	84	-6,2
Irlande	16	15	16	15	16	4,0
Italie	78	74	70	59	55	-7,0
Pays-Bas	23	23	23	23	23	0,0
Portugal	27	25	23	23	21	-7,4
Royaume-Uni	295	279	268	285	284	-0,2
UE 15	1 021	1 001	929	899	872	-3,0
Roumanie	45*	44*	41*	40*	38	-2,9
Bulgarie	10*	11*	13*	12*	15	22,1
Hongrie	3	3	3	3	3	2,5
NEM 12/13	70*	70*	69*	65*	67	3,1
UE 27/28	1 091*	1 071*	998*	965*	940	-2,6

* Estimations

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Faute de donnée, certains pays ont dû faire l'objet d'extrapolations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et comité experts européens

Bilan dans le secteur ovin-caprin

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Production indigène (1)	793,2	810,5	791,0	798,8	799,3	0,1
Exportations animaux vivants (2)	12,6	27,0	32,7	40,3	50,6	25,5
Importations animaux vivants (2)	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	292,5
<i>Solde</i>	<i>12,5</i>	<i>26,5</i>	<i>32,7</i>	<i>40,3</i>	<i>50,6</i>	
Abattages (1)	780,6	784,0	758,3	758,5	748,7	-1,3
Exportations viandes	12,4	14,6	24,7	34,8	34,8	0,1
Importations viandes	237,4	227,5	185,0	191,8	184,9	-3,6
<i>Solde</i>	<i>-225,1</i>	<i>-212,9</i>	<i>-160,3</i>	<i>-157,0</i>	<i>-150,1</i>	
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Consommation indigène (1)	1 005,7	996,9	918,6	915,5	898,7	-1,8
Auto-provisionnement (%)	78,9	81,3	86,1	87,3	88,9	

* Estimations

(1) Contrôlés depuis 2009 suite à la modification des enquêtes statistiques sur les abattages

(2) Extrapolations FranceAgriMer

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et comité experts européens

Le marché des équins en France

› Stabilisation du cheptel de chevaux lourds en 2013

L'enquête de décembre 2013 du SSP¹ montre une stabilisation du cheptel de chevaux lourds, orienté à la baisse depuis plusieurs années. À l'inverse, le secteur loisir/sport/course continue de décapitaliser et le troupeau de chevaux de selle recule de 2 %. Au total, le cheptel équins dans les exploitations françaises s'élève à 440 000 têtes en 2013.

› Une production en baisse après cinq années de hausse

En 2014, la production de viande chevaline a diminué de plus de 8%. La hausse des cinq dernières années résultait davantage d'une sortie de chevaux de réforme des secteurs loisir et course que d'une réelle production bouchère. Après 5 années de décapitalisation, les effectifs de chevaux de selle ont fortement diminué dans les élevages et les sorties d'animaux diminuent en conséquence.

De plus, les importations de vifs sont orientés à la baisse depuis plusieurs années et la tendance se confirme en 2014. Les chevaux polonais et belges sont de moins en moins nombreux à alimenter les abattoirs français du fait d'une offre moins abondante et d'une réglementation du commerce en vifs plus contraignante.

Enfin, depuis 2013, l'application plus stricte et rigoureuse de la directive CE 504/2008 sur les documents d'identification des équidés crée un stock de chevaux dont les propriétaires souhaiteraient se séparer mais qui ne sont pas éligibles à l'abattage en raison de leur feuillet médicamenteux qui ne respecte pas les conditions requises. Ces animaux constituent un manque pour les abattoirs français.

› Commerce de viande chevaline : changement de stratégie des exportateurs français

Les exportations de viande ont fortement reculé notamment vers l'Italie et la Belgique qui importent plus de 85 % des volumes de viande chevaline française destinés à l'exportation. Cela s'explique en partie par un changement de stratégie de l'Italie. Une part de plus en plus importante des chevaux français destinés au marché italien sont exportés en vif vers l'Espagne où ils sont abattus à moindre coût et ensuite expédiés sous forme de viande vers l'Italie.

Enfin, les importations française de viande de cheval régressent de 7 % en 2014 en provenance du Canada, du Mexique, d'Argentine, du Royaume-Uni et de Belgique, ses principaux fournisseurs. Cela s'explique à la fois par une offre limitée chez les principaux producteurs et une demande en baisse en France.

› La reprise de la consommation en 2013 n'est pas confirmée en 2014

La consommation de viande chevaline calculée par bilan a reculé de 10 % en 2014 du fait à la fois d'une baisse de la production nationale et d'une baisse des importations de viande. Cette baisse est confirmée par les chiffres du panel Kantar Wordpanel qui montrent un recul des achats des ménages en viande chevaline de 8 % en cumul sur l'ensemble de l'année 2014. En 2013, la médiatisation de la filière par le scandale de la viande de cheval avait entraîné un rebond de la consommation de viande chevaline en France qui ne s'est pas confirmé en 2014. Les volumes achetés sont les plus bas depuis cinq ans.

Contrairement à l'année précédente, les prix à la distribution de la viande de cheval sont en hausse cette année ce qui pourrait expliquer en partie la baisse des achats des ménages. La viande de cheval est la plus chère du rayon boucherie, elle atteint 15,52 €/kg en moyenne sur 2014 (+ 2,7 % par rapport à 2013).

› Prévisions 2015

Le stock de chevaux non éligibles à l'abattage du fait du durcissement de l'application de la réglementation sur l'identification des équidés pourrait continuer de grossir en 2015, faisant diminuer encore le nombre de chevaux abattus. De plus, la forte dépendance de la filière française au marché italien et la baisse de la demande chez celui-ci n'est pas un signal encourageant pour les acteurs de la filière.

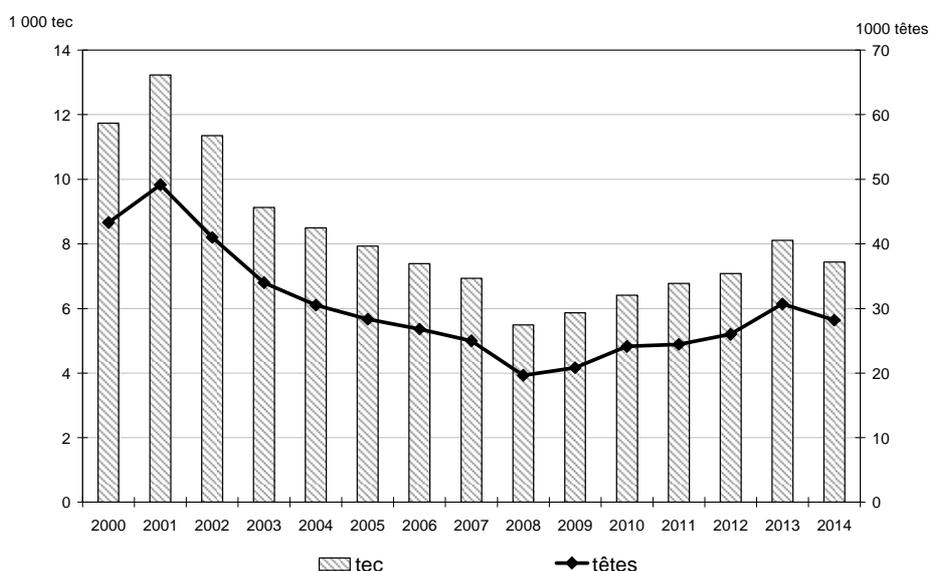
¹ Ne sont pris en compte que les chevaux détenus par des exploitations agricoles.

Le cheptel équin français : enquête de décembre

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Chevaux de selle, sport, loisirs et course	358,5	359,7	361,4	352,4	345,8	-1,9
Chevaux lourds	66,2	63,2	63,2	62,5	62,5	0,0
Ânes, baudets, mules, mulets et bardots	31,6	32,6	32,8	31,1	31,0	-0,5
Ensemble Équidés	456,3	455,5	457,4	446,0	439,2	-1,5

Source : FranceAgriMer d'après SSP

La production chevaline française



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Les prix à la production

€/kg	Animaux jeunes			Chevaux d'âge	
	Laitons extra	Poulains lourds extra	Poulains lourds bon	Races lourdes extra	Races légères extra
2009	2,37	2,53	2,23	1,73	2,45
2010	2,36	2,40	2,20	1,64	2,38
2011	2,47	2,59	2,28	1,59	2,45
2012	2,63	2,61	2,31	1,56	2,45
2013	2,46	2,53	2,21	1,51	2,36
2014	2,68	2,46	2,13	1,55	2,33
%14/13	9,1	- 2,8	- 3,7	2,5	- 1,4

Source : FranceAgriMer

Commerce extérieur de chevaux vivants

Têtes	2010*	2011	2012	2013	2014*	%13/14*
EXPORTATIONS	11 236	10 027	10 442	13 263	13 433	1,3
Union européenne	10 372	9 221	9 190	11 720	11 685	- 0,3
<i>Italie</i>	7 140	6 662	5 350	7 540	8 369	11,0
<i>Espagne</i>	2 308	2 122	2 662	2 976	2 528	- 15,0
Pays tiers	864	806	1 252	1 543	1 748	13,3
<i>Suisse</i>	397	356	390	348	479	37,7
IMPORTATIONS	4 220	2 656	2 968	3 108	2 372	- 23,7
Union européenne	3 810	2 370	2 670	2 670	2 080	- 22,1
<i>Belgique</i>	1 610	1 240	1 930	1 641	1 338	- 18,5
<i>Pologne</i>	1 177	659	655	775	686	- 11,5
<i>Espagne</i>	518	221	62	212	18	- 91,4
Pays tiers	410	286	298	438	292	- 33,4
<i>Suisse</i>	224	185	192	200	202	1,1
<i>Argentine</i>	19	10	0	10	10	0
SOLDE	7 016	7 371	7 474	10 155	11 061	

* Estimations : les données ont été retraitées compte tenu d'aberrations constatées pour le Royaume-Uni en 2010, l'Italie en 2014. UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur de viande chevaline

Tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%13/14*
EXPORTATIONS	6 468	5 872	5 525	4 379	4 058	-7,3
Union européenne	6 314	5 639	5 127	3 858	3 597	-6,8
<i>Belgique</i>	3 475	2 857	2 566	2 422	2 257	-6,8
<i>Italie</i>	2 682	2 640	2 233	1 355	1 267	-6,5
Pays tiers	154	233	398	521	461	-11,5
IMPORTATIONS	21 423	19 006	16 912	15 970	14 828	-7,2
Union européenne	7 202	7 339	6 352	6 952	6 530	-6,1
<i>Belgique</i>	2 281	2 122	2 090	1 841	1 687	-8,4
<i>Royaume-Uni</i>	2 315	2 432	2 020	1 858	1 772	-4,6
Pays tiers	14 221	11 668	10 560	9 018	8 298	-8,0
<i>Canada</i>	6 008	4 644	4 113	3 303	3 066	-7,2
<i>Mexique</i>	1 940	1 744	1 776	1 945	1 791	-7,9
<i>Argentine</i>	3 278	2 542	1 742	2 374	2 195	-7,5
<i>Uruguay</i>	1 944	1 843	1 730	1 114	984	-11,7
<i>Brésil</i>	245	96	116	61	59	-3,3
<i>États-Unis</i>	3	5	8	10	9	-10,0
SOLDE	-14 955	-13 135	-11 387	-11 591	-10 770	

* Estimations

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Remarque : De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État et ceux déclarés importés par la France. Le tableau a été construit à partir des importations françaises, les données sont à utiliser avec précaution.

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

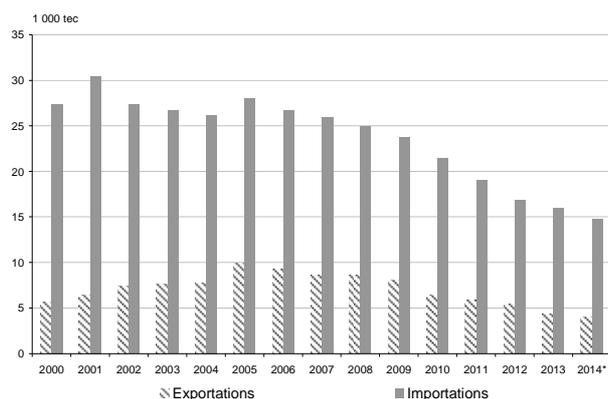
Bilan annuel du secteur chevalin

	2013		2014*		% 14*/13	
	têtes	tec	têtes	tec	têtes	tec
Production totale	30 705	8 113	28 136	7 409	-8,4	-8,7
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	13 263	3 070	13 433	3 070	1,3	0,0
Importations	3 108	720	2 372	540	-23,7	-25,0
SOLDE	10 155	2 350	11 061	2 530	8,9	7,7
Abattages	20 550	5 763	17 075	4 879	-16,9	-15,3
Commerce extérieur viandes						
Exportations		4 379		4 058		-7,3
Importations		15 970		14 828		-7,2
SOLDE		-11 591		-10 770		-7,1
Consommation totale		17 354		15 649		-9,8
Solde Product. Consom.		-9 241		-8 240		-10,8
Auto-provisionnement. (%)		46,7		47,3		

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

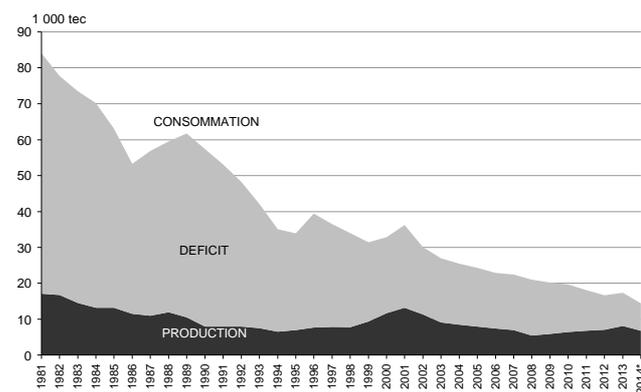
Commerce extérieur de viande chevaline en volume



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Production et consommation de viande chevaline



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Le marché des équins dans l'Union européenne

› Vers un ralentissement des décapitalisations en Europe de l'Ouest ?

La production de viande chevaline dans l'Union européenne est stable en 2012 à 70 000 tec après une légère baisse en 2011. La production de viande progresse dans les pays de l'UE à 15 comme l'Espagne, la France, l'Irlande et l'Italie, malgré un cheptel en baisse, du fait de la décapitalisation dans le secteur loisir et course dans un contexte de crise économique forte. Toutefois, la tendance semble se ralentir et certains pays d'Europe de l'Ouest stabilisent leur production de viande équine comme le Royaume-Uni.

La situation est différente dans les nouveaux États membres. La production de viande chevaline diminue fortement en Pologne pour la troisième année consécutive. Les disponibilités dans les élevages sont moindres et le cheptel continue de régresser. De plus, l'Italie est le premier acheteur de viande polonaise, or la demande italienne est en forte baisse ces dernières années.

› Les États-Unis redeviennent le principal fournisseur de viande équine de l'UE

Les importations de viande chevaline de l'Union européenne sont en hausse de 13 % en 2014 principalement du fait d'une hausse des importations en provenance des États-Unis qui ont ré-autorisé l'abattage de chevaux, depuis 2012. Simultanément, les importations du Canada et d'Amérique du Sud sont en baisse du fait du moindre apport de chevaux américains vers les abattoirs de ces deux régions. Les États-Unis sont ainsi redevenus en 2014 le premier exportateur de viande de cheval devant l'Argentine et le Mexique.

Les exportations européennes de viande de cheval vers les pays tiers sont très restreintes et en baisse, les principales destinations sont la Suisse, le Kazakhstan et le Japon.

Cette année encore, les échanges intra-communautaires de chevaux vivants ont diminué du fait du durcissement des réglementations sur les conditions de transport des animaux vivants. L'Espagne fait exception, ses importations de chevaux vivants ont progressé de 80 % en 2014 principalement en provenance du Portugal, de France et d'Irlande. Les outils d'abattages espagnols étant compétitifs, de plus en plus de chevaux sont abattus en Espagne avant que leur viande soit expédiée, vers l'Italie principalement.

Les flux intra-communautaires de viande équine sont difficiles à appréhender car une grande partie de la viande en circulation est en fait du réexport de viande issue de pays tiers et arrivée en Europe par des points d'entrée comme les ports néerlandais et belges ou les aéroports de Roissy et de Francfort. En 2014, les échanges intra-européens semblent être en légère baisse du fait d'une moindre demande.

Commerce extérieur de viande chevaline de l'Union européenne

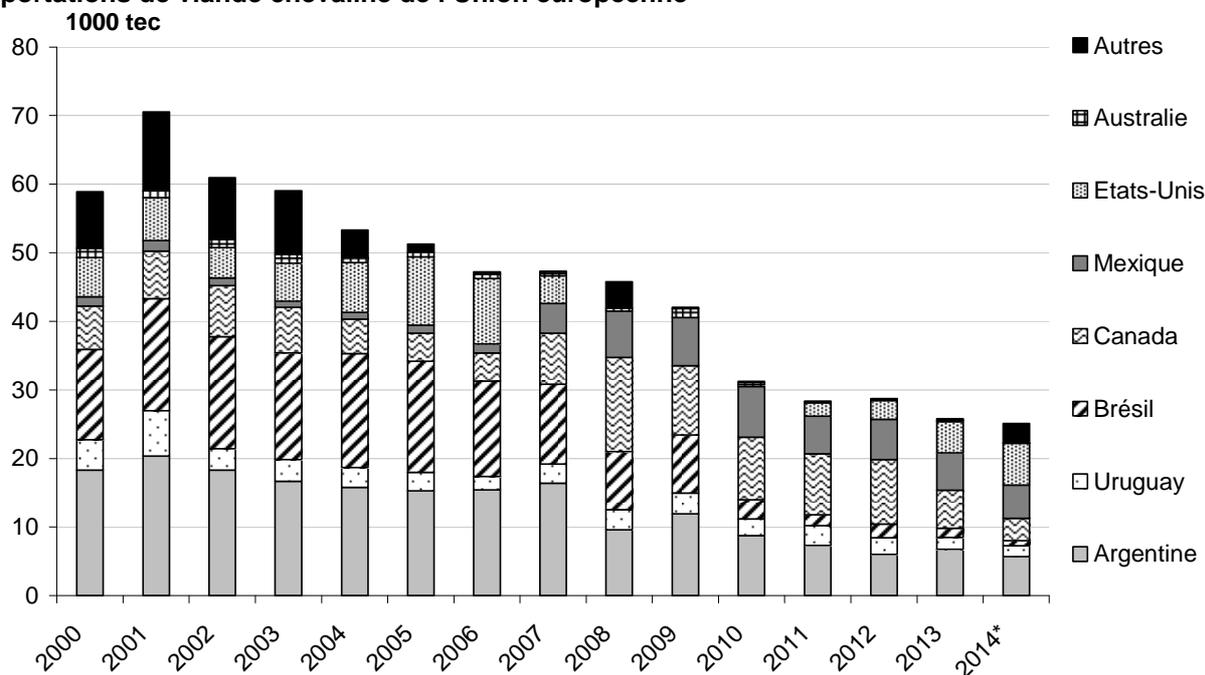
Tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
EXPORTATIONS	960	2 371	3 283	2 622	4 040	54,1
Suisse	258	367	714	661	695	5,1
Kazakhstan	555	1 769	1 158	605	416	-31,3
Japon	103	132	159	320	416	29,7
IMPORTATIONS	31 204	28 332	28 714	25 813	29 191	13,1
Canada	9 126	8 915	9 414	5 547	3 244	-41,5
Mexique	7 404	5 476	5 864	5 481	4 843	-11,6
Brésil	2 774	1 577	1 955	1 337	742	-44,5
Uruguay	2 422	2 871	2 456	1 700	1 601	-5,8
Argentine	8 767	7 317	5 995	6 766	5 676	-16,1
Australie	324	120	170	241	53	-78,0
Nouvelle-Zélande	150	64	120	139	61	-55,7
Etats-Unis	211	1 984	2 737	4 532	6 097	34,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat
UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Remarque : De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État et ceux déclarés importés par l'Union européenne. Le tableau a été construit à partir des importations européennes, les données sont à utiliser avec précaution.

Importations de viande chevaline de l'Union européenne



* Estimations

UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché des produits tripiers en France

› Une production relativement stable en 2014

En 2014, la production théorique de produits tripiers d'animaux de boucherie, estimée à partir des abattages contrôlés, a diminué de 0,2 % par rapport à 2013. Cette stabilité a été atteinte par la hausse de la production de gros bovins qui a compensé la baisse des volumes dans les trois autres espèces (ovin, veau et porc) :

Elle s'est établie à 353 900 tonnes (poids brut non paré) dont :

- 157 600 tonnes de produits tripiers de porcs (- 0,3 %)
- 151 400 tonnes de produits tripiers de gros bovins (+ 0,2 %)
- 25 700 tonnes de produits tripiers de veaux (- 1,7%)
- 19 200 tonnes de produits tripiers d'ovins (- 1,2 %).

La production française de produits tripiers de bovins a stoppé sa décroissance entamée il y a une dizaine d'années. Si la production de produits tripiers de gros bovins a légèrement progressé en 2014 sous l'effet d'une croissance marquée des abattages de vaches (+ 5,9 %), la production de produits tripiers de veaux poursuit sa décroissance du fait de la réduction des mises en place par les intégrateurs de veaux de boucherie au rythme de 1 à 2 % par an. En ce qui concerne les ovins, depuis la fin des années 1980, les effectifs de brebis reculent chaque année d'environ 2 %. Enfin, la production de produits tripiers de porcs est relativement stable, elle n'a perdu que 0,3 %, soit 300 tonnes.

› Une forte demande asiatique en produits tripiers de porc

L'année 2014 a été marquée par un fort développement des exportations de produits tripiers pour toutes les espèces (bovins : + 27,7 %, ovins : + 26,9 %, porcins : + 6,9 %), soit une croissance de 12,2 % essentiellement portée par ceux de porcins (74,1 % des tonnages). Les importations ont également progressé de 61,7 %, du fait d'une croissance soutenue des achats d'abats de porc (+ 147,9 %). Jusqu'à présent relativement stables, elles ont plus que doublé en 2014. Ainsi, malgré la hausse des exportations, le solde du commerce extérieur s'est dégradé passant de 76 300 tonnes en 2013 à 50 300 tonnes en 2014.

Les ventes de produits tripiers de bovins ont le plus fortement progressé, avec + 27,7 %. Les exportations sont autant destinées au marché des pays tiers (24 000 tonnes) que de l'Union européenne (23 000 tonnes). Celles destinées à l'Union européenne ont plus faiblement progressé (+ 16,2 %) que les volumes exportés vers les pays tiers (+ 41,1 %), avec une forte croissance vers la Côte d'Ivoire (+ 58 %), première destination depuis 2008, devant Hong-Kong (+ 58 %). Jusqu'en août, avant la mise en place de l'embargo, les exportations vers la Russie ont progressé d'un tiers environ. Elles ont diminué d'un quart en septembre et octobre, avant d'être nulles en novembre.

Les ventes de produits tripiers de porcs sont pour plus de 86 % destinées au marché des pays tiers. Les ventes ont été quasiment nulles en 2014 à destination de la Russie en raison de la mise en place d'un embargo sanitaire depuis la fin janvier (cas de peste porcine africaine en Estonie). Elles ont, en revanche, fortement progressé vers l'ensemble Chine/Hong-Kong et les Philippines. Ces trois destinations représentent désormais, à elles seules, trois quarts des débouchés vers les pays tiers. Enfin, la Côte d'Ivoire est devenue l'une des toutes premières destinations. Les opérateurs français sont parvenus à trouver en Asie et en Afrique de l'Ouest des débouchés alternatifs à ceux de la Russie. Les évolutions sont beaucoup moins nettes sur le marché communautaire (+ 2,4 %). Toutefois, les ventes ont bien diminué en direction de la Belgique, mais progressé vers l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas, qui ont pu servir de point d'exportation vers les pays tiers.

Les exportations de produits tripiers d'ovins restent très marginales (1 300 tonnes), elles sont pour les trois quarts destinées au marché européen.

Les importations de produits tripiers bovins ont reculé de 1,2 %. Elles proviennent essentiellement de l'Union européenne. Si les achats ont fortement diminué en provenance d'Allemagne (- 13,5 %), ils ont progressé depuis l'Espagne (+ 15,7 %) et les Pays-Bas (+ 8,4 %) et dans une moindre mesure d'Irlande (+ 2,6 %).

Les importations de produits tripiers de porcs ont atteint 74 100 tonnes, soit plus qu'un doublement des volumes. Cette évolution est le fait des importations en provenance d'Espagne qui ont quadruplé en un an (39 500 tonnes).

Les importations de produits tripiers d'ovins sont relativement modestes et proviennent essentiellement de l'Union européenne, notamment d'Irlande.

› **Des prix de gros sur le marché de Rungis en hausse pour les abats d'ovins**

L'indice de valorisation des produits tripiers d'animaux de boucherie, calculé par FranceAgriMer à partir des cotations du RNM Rungis, a enregistré une progression de 2,3 % par rapport à l'année 2013. Cette évolution est la conséquence directe d'une meilleure valorisation des produits tripiers de gros bovins et de veaux. Pour les gros bovins, quatre produits ont été commercialisés à des prix supérieurs à ceux de l'année dernière : la joue, la langue, la queue et le rognon. Pour les veaux, les prix du foie et du ris sont en augmentation sur la fin de l'année.

› **La consommation des ménages enregistre une nouvelle baisse**

D'après le panel Kantar Worldpanel, la consommation des ménages français est en recul en 2014 avec une baisse beaucoup plus marquée des produits tripiers (- 4,9 %) par rapport à viande de boucherie (- 1,1 %). Cette baisse est constatée aussi bien sur les abats frais que sur les abats surgelés, avec un repli respectivement de 4,8 % et de 13,3 %.

Dans cette période de crise économique et baisse du pouvoir d'achat, les consommateurs se sont probablement tournés vers des abats bon marché, d'où la stabilisation des tonnages de produits tripiers de porc plutôt que ceux plus onéreux (ovins et veau).

Bilan dans le secteur des produits tripiers bovins et ovins

1 000 tonnes	2013	2014*	%14*/13
Production	196,6	196,2	-0,2
Produits tripiers de gros bovins	151,0	151,4	0,2
Produits tripiers de veaux	26,1	25,7	-1,7
Produits tripiers d'ovins	19,4	19,2	-1,2
Commerce extérieur			
Exportations	37,8	48,3	27,7
Importations	41,6	41,4	-0,3
Disponibilité intérieure (brut non paré)	200,4	189,4	-5,5

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Bilan dans le secteur des produits tripiers bovins de porcs

1 000 tonnes	2013	2014*	%14*/13
Production	158,1	157,6	-0,3
Commerce extérieur			
Exportations	109,9	117,5	6,9
Importations	29,9	74,1	147,9
Disponibilité intérieure (brut non paré)	78,1	114,2	46,3

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Production de produits tripiers ⁽¹⁾

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Gros bovins	166,3	172,5	159,6	151,0	151,4	0,2
Veaux	28,8	28,3	27,1	26,1	25,7	-1,7
Ovins	20,2	20,9	20,0	19,4	19,2	-1,2
Porcs	166,1	165,4	160,7	158,1	157,6	-0,3
TOTAL	381,4	387,1	367,4	354,7	353,9	-0,2

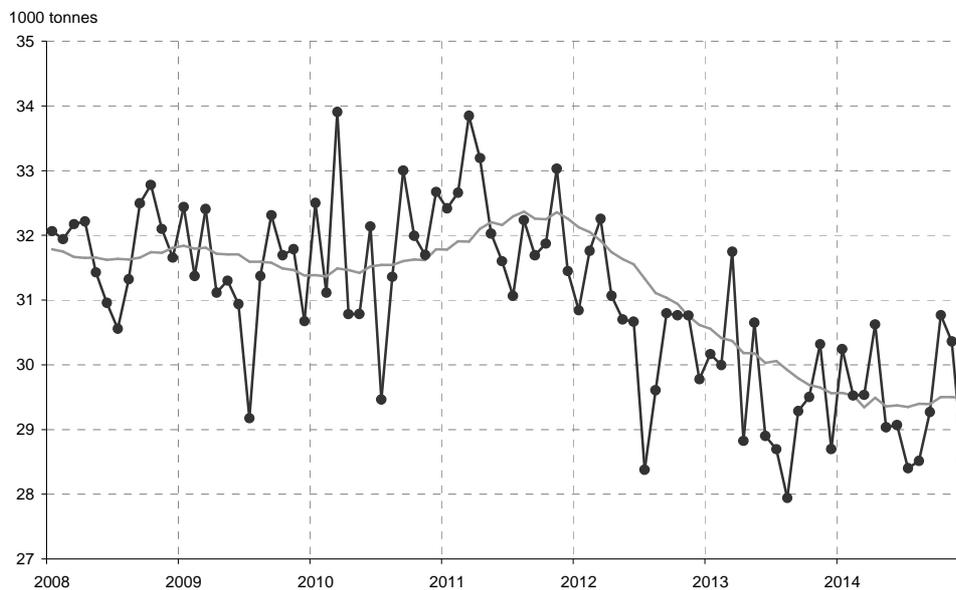
* Estimations

⁽¹⁾ Estimation à partir des abattages contrôlés par application de poids forfaitaires par animal :

- bœuf et vache : 50 kg, taurillon et génisse : 41,4 kg, veau : 19,65 kg, ovin : 3,87 kg, porc : 6,66 kg.

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Production brute totale de produits tripiers



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Commerce extérieur de produits tripiers de boucherie par espèce

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	142,2	149,3	147,0	147,8	165,8	12,2
Bovins	27,6	31,6	33,4	36,8	47,0	27,7
Ovins	0,9	0,8	0,8	1,0	1,3	26,9
Porcs	113,7	116,9	112,8	109,9	117,5	6,9
Importations	76,2	64,6	73,7	71,5	115,5	61,7
Bovins	39,4	37,0	40,2	38,9	38,4	-1,2
Ovins	2,9	2,3	2,6	2,7	3,0	12,6
Porcs	33,9	25,2	30,9	29,9	74,1	147,9
SOLDE 1000 tonnes	66,0	84,7	73,3	76,3	50,3	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Commerce extérieur de produits tripiers de bovins

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	27,6	31,6	33,4	36,8	47,0	27,7
Union européenne 27/28	16,1	16,9	19,4	19,8	23,0	16,2
<i>Belgique</i>	0,7	1,5	2,3	3,2	3,5	8,5
<i>Italie</i>	2,4	2,8	2,7	2,6	2,8	9,9
<i>Espagne</i>	2,0	2,1	2,3	2,8	3,1	8,0
<i>Allemagne</i>	2,6	2,4	2,1	1,3	1,3	0,5
Pays Tiers	11,5	14,6	14,0	17,0	24,0	41,1
<i>Russie</i>	3,1	4,0	4,2	4,3	5,0	15,7
Importations	39,4	37,0	40,2	38,9	38,4	-1,2
Union européenne 27/28	38,8	36,5	39,8	38,6	38,2	-1,0
<i>Belgique</i>	2,2	2,2	2,4	2,3	2,3	-0,3
<i>Pays-Bas</i>	11,6	9,8	9,8	9,6	10,4	8,4
<i>Espagne</i>	1,7	1,7	3,2	3,6	4,2	15,7
<i>Allemagne</i>	8,7	7,7	7,9	8,9	7,7	-13,5
<i>Irlande</i>	8,0	7,7	7,2	6,2	6,4	2,6
Pays Tiers	0,5	0,6	0,4	0,3	0,2	-27,1
SOLDE	-11,8	-5,5	-6,8	-2,1	8,5	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Commerce extérieur de produits tripiers d'ovins

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	0,9	0,8	0,8	1,0	1,3	26,9
Union européenne 27/28	0,9	0,8	0,8	0,8	1,0	16,6
Pays Tiers	0,1	0,0	0,1	0,2	0,3	70,8
Importations	2,9	2,3	2,6	2,7	3,0	12,6
Union européenne 27/28	2,7	2,1	2,4	2,6	2,9	12,7
Irlande	0,9	0,7	0,7	0,8	1,0	37,4
Royaume-Uni	1,4	1,0	1,1	1,3	1,1	-17,0
Pays Tiers	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	9,1
Nouvelle-Zélande	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	9,1
SOLDE	-2,0	-1,5	-1,8	-1,6	-1,7	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Commerce extérieur de produits tripiers de porcs

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	113,7	116,9	112,8	109,9	117,5	6,9
Union européenne 27/28	36,9	33,2	36,1	31,9	32,7	2,4
Allemagne	2,0	0,8	0,8	0,6	1,0	61,5
Royaume-Uni	1,9	2,3	2,7	1,9	1,5	-20,5
Belgique	7,6	7,1	8,6	7,8	6,1	-22,1
Pays-Bas	2,5	2,0	2,7	4,7	5,5	15,8
Espagne	14,5	13,3	13,4	12,8	13,2	3,2
Danemark	3,8	4,1	3,3	0,6	1,1	78,1
Pays Tiers	76,8	83,8	76,7	78,0	86,1	10,4
Russie	13,5	8,4	7,1	5,9	0,0	-100,0
Côte d'Ivoire	3,2	5,9	6,2	7,5	11,4	53,1
Philippines	0,0	8,8	5,3	6,5	10,7	63,9
Chine	31,5	39,3	39,9	39,2	39,6	0,8
Hong-Kong	11,8	12,5	9,9	11,7	12,3	5,2
Importations	33,9	25,2	30,9	29,9	74,1	147,9
Union européenne 27/28	33,8	24,6	30,1	29,1	73,3	152,0
Belgique	5,1	4,1	3,5	3,7	4,5	21,1
Pays-Bas	4,7	3,1	5,2	8,0	7,7	-3,1
Espagne	14,0	9,3	6,8	8,4	39,5	371,7
Italie	1,9	1,5	1,3	1,3	4,1	215,8
Pays Tiers	0,1	0,6	0,8	0,8	0,8	-2,6
SOLDE	79,8	91,7	81,9	80,1	43,4	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Indice de valorisation des produits tripiers au stade de gros

	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Prix de gros Rungis (indice base 100 en 1994)						
Abats de gros bovins	136,7	137,3	134,8	142,1	151,2	6,4
Abats de veaux	141,0	148,7	144,2	148,4	149,0	0,4
Abats d'ovins	143,9	143,9	143,9	143,9	143,9	0,0
Abats de porcs	125,1	126,6	127,1	127,1	127,1	0,0
TOTAL	139,0	143,7	140,3	145,1	148,5	2,3

Source : FranceAgriMer d'après SNM Rungis

Prix moyen d'achat des ménages de produits tripiers

€/kg	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Abats de gros bovin	6,20	6,20	6,50	6,90	6,90	0,0
Abats de veau	16,30	17,00	17,50	17,10	17,40	1,8
Abats d'ovin	9,40	9,70	10,00	10,50	10,70	1,9
Abats de porc	4,10	4,20	4,60	4,80	7,50	56,3
Total abats frais	8,40	8,60	8,90	9,20	9,20	0,0
Abats surgelés	15,60	18,20	21,00	19,20	19,30	0,5
Total abats	8,50	8,70	9,03	9,34	9,30	-0,4
Viandes de boucherie	9,80	10,00	10,40	10,80	10,80	0,0

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Achats des ménages de produits tripiers

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Abats de gros bovin	19,2	18,3	17,2	16,2	15,3	-5,8
Abats de veau	10,7	10,4	9,9	10,4	9,6	-7,4
Abats d'ovin	2,6	2,5	2,5	2,4	2,1	-10,8
Abats de porc	10,2	10,5	10,6	10,1	10,2	0,7
Total abats frais	43,2	42,2	40,4	39,4	37,5	-4,8
Abats surgelés	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	-13,3
Total abats	43,6	42,5	40,8	39,8	37,9	-4,9
Viandes de boucherie	940,9	915,6	901,5	895,8	886,3	-1,1

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le marché des cuirs et peaux en France

› Une production de cuirs et peaux bruts en repli

La baisse structurelle de la production française de cuirs et peaux bruts s'est poursuivie en 2014 et toutes les filières ont été concernées du fait d'une réduction des abattages pour chacune des espèces. C'est la production de peaux brutes de veaux qui a enregistré la régression la plus marquée.

Elle s'est établie à :

- 107 100 tonnes pour les gros bovins (- 0,2 %)
- 15 700 tonnes pour les veaux (- 1,7 %)
- 14 900 tonnes pour les ovins (- 1,2 %)

La production française de peaux brutes de gros bovins, de veaux et d'ovins, liée aux abattages, est en baisse depuis plusieurs années. Il convient de noter que la diminution en 2014 est moins marquée par rapport aux années précédentes en raison d'une offre fournie en vaches laitières au quatrième trimestre.

› Commerce de cuirs et peaux bruts et tannés

Les exportations de cuirs et peaux bruts de gros bovins se font principalement vers les pays de l'Union européenne. L'Italie reste le principal client de la France, mais une concentration de ces exportations a été observée sur trois pays de l'Union européenne (Italie, Espagne, Allemagne). Les exportations sont en progression sur les pays tiers (+ 18,4 %) notamment sur la Chine. Les importations proviennent principalement de l'Union européenne et sont en forte augmentation en provenance des pays tiers (+ 34,4 %) dont le Canada.

Les ventes de cuirs tannés de gros bovins ont fortement progressé, avec + 21,4 %. Destinées à l'Union européenne, elles sont stables alors que les ventes sur les pays tiers ont doublé. Les importations ont augmenté de 10 % et proviennent principalement des pays de l'Union européenne, dont l'Espagne, le principal fournisseur.

Les ventes de cuirs bruts d'ovins sont en augmentation sur les pays de l'Union européenne (+ 33,7 %) sur trois pays, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. Pour les pays tiers, la Turquie reste le principal client de la France. Les importations sont marquées par une très forte baisse pour des cuirs bruts d'ovins en provenance de l'Union européenne (- 6,7 %). Les achats sur les pays tiers proviennent principalement de Nouvelle Zélande.

Les exportations de cuirs tannés d'ovins sont en augmentation de 4,8 % principalement sur l'Union européenne (Italie, Espagne) et en forte baisse sur les pays tiers (- 53,4 %) dont la destination principale est la Turquie. Les importations proviennent principalement de l'Union européenne, l'Espagne et l'Italie sont les principaux clients de la France. Issues des pays tiers, les importations ont diminué de moitié, elles proviennent principalement des pays du Maghreb (Maroc, Tunisie, Algérie). Plus aucun achat n'a été réalisé en provenance de Nouvelle Zélande, premier fournisseur international sur le marché français.

Production de peaux brutes ⁽¹⁾

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Gros bovins	118,1	121,5	111,7	107,4	107,1	-0,2
Veaux	17,6	17,3	16,6	16,0	15,7	-1,7
Ovins	15,7	16,2	15,5	15,1	14,9	-1,2

* Estimations

⁽¹⁾ Estimations par application de poids moyen forfaitaires par catégorie d'animal

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Commerce extérieur de cuirs bruts de bovins

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	147,2	140,9	134,1	128,2	123,3	-3,8
Union européenne 27/28	134,4	128,1	117,2	115,5	108,3	-6,2
<i>Italie</i>	113,8	109,3	102,6	101,1	95,4	-5,7
<i>Allemagne</i>	8,7	9,6	7,1	5,9	4,4	-25,5
<i>Espagne</i>	6,6	4,4	4,8	5,0	5,1	1,5
<i>Belgique</i>	1,7	1,1	0,5	0,3	0,6	75,5
Pays tiers	12,8	12,8	16,8	12,7	15,0	18,4
<i>Chine</i>	7,6	8,9	12,5	9,5	11,3	18,9
Importations	26,2	21,5	16,7	15,1	14,0	-7,4
Union européenne 27/28	22,5	17,7	13,3	11,2	8,8	-21,9
<i>Italie</i>	4,2	3,7	2,8	2,7	2,3	-13,5
<i>Allemagne</i>	6,1	5,8	5,6	4,7	3,4	-26,5
<i>Pays-Bas</i>	1,2	0,5	0,2	0,3	0,5	54,6
<i>Espagne</i>	4,7	4,9	2,2	1,0	0,5	-51,2
Pays tiers	3,6	3,8	3,4	3,9	5,3	34,4
<i>Canada</i>	0,8	1,2	0,9	1,0	2,3	137,4
SOLDE	121,1	119,4	117,3	113,0	109,3	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Commerce extérieur de cuirs tannés de bovins

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	6,0	6,1	6,0	6,1	7,4	21,4
Union européenne 27/28	4,1	4,2	4,1	4,8	4,8	-1,1
<i>Belgique</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	-65,9
<i>Italie</i>	3,5	3,5	3,3	3,6	0,4	-89,7
<i>Espagne</i>	0,3	0,5	0,8	1,0	1,1	5,2
<i>Allemagne</i>	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	36,1
Pays tiers	1,9	1,8	1,8	1,2	2,6	108,2
<i>Chine</i>	0,5	0,1	0,6	0,5	0,1	-80,0
Importations	8,6	5,9	3,9	3,4	3,7	10,0
Union européenne 27/28	8,5	5,8	3,9	3,3	3,6	10,9
<i>Belgique</i>	0,5	0,2	0,5	0,5	0,4	-34,5
<i>Pays-Bas</i>	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1	-32,0
<i>Espagne</i>	7,7	5,2	3,1	2,4	2,5	6,7
<i>Allemagne</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	85,7
<i>Italie</i>	0,5	0,2	0,5	0,5	0,4	-34,5
Pays tiers	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	-15,3
SOLDE	-2,6	0,1	2,0	2,7	3,6	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Commerce extérieur de peaux brutes d'ovins

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	19,6	13,2	11,7	13,9	11,8	-15,4
Union européenne 27/28	7,6	4,1	4,5	4,1	5,5	33,7
<i>Italie</i>	1,5	0,4	0,9	1,0	1,4	40,0
<i>Espagne</i>	4,3	2,8	2,9	2,4	2,9	22,8
<i>Pays-Bas</i>	1,1	0,5	0,5	0,5	1,1	101,3
Pays tiers	12,0	9,2	7,2	9,8	6,3	-35,8
<i>Turquie</i>	3,2	3,4	4,0	4,6	3,7	-18,4
<i>Chine</i>						
Importations	12,0	4,5	4,8	5,1	4,8	-4,7
Union européenne 27/28	8,8	2,3	2,3	2,4	2,2	-6,7
<i>Italie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	37,3
<i>Espagne</i>	8,6	2,1	2,1	2,2	2,1	-4,4
<i>Belgique</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-37,3
<i>Pays-Bas</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,4
Pays tiers	3,1	2,2	2,6	2,7	2,6	-2,9
<i>Nouvelle Zélande</i>	2,3	1,7	2,0	2,1	2,3	5,5
SOLDE	7,6	8,7	6,8	8,8	6,9	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Commerce extérieur de peaux tannées d'ovins

Tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	507,8	317,2	285,1	198,2	207,7	4,8
Union européenne 27/28	443,2	281,9	232,2	113,1	168,1	48,6
<i>Italie</i>	26,0	95,4	19,0	24,3	16,4	-32,7
<i>Espagne</i>	179,9	10,1	28,5	17,1	2,6	-84,8
<i>Pays-Bas</i>	3,3	0,5	0,0	0,1	0,1	0,0
Pays tiers	64,6	35,3	52,9	85,1	39,6	-53,4
<i>Turquie</i>	0,4	12,5	13,1	13,5	15,8	17,2
<i>Chine</i>	9,0	0,0	0,2	22,0	0,0	-100,0
Importations	1 452,8	676,8	740,8	866,7	546,2	-37,0
Union européenne 27/28	1 234,3	486,6	526,9	623,5	428,5	-31,3
<i>Italie</i>	31,2	35,5	78,5	72,0	196,2	172,5
<i>Espagne</i>	1 182,4	443,3	441,3	539,5	234,2	-56,6
<i>Belgique</i>	0,4	0,0	0,5	0,4	2,5	512,5
<i>Pays-Bas</i>	0,0	0,0	1,4	11,2	0,0	-100,0
Pays tiers	218,5	190,2	213,9	243,2	117,7	-51,6
<i>Nouvelle Zélande</i>	4,5	22,1	57,8	58,2	0,0	-100,0
SOLDE	-945,0	-359,6	-455,7	-668,5	-338,5	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

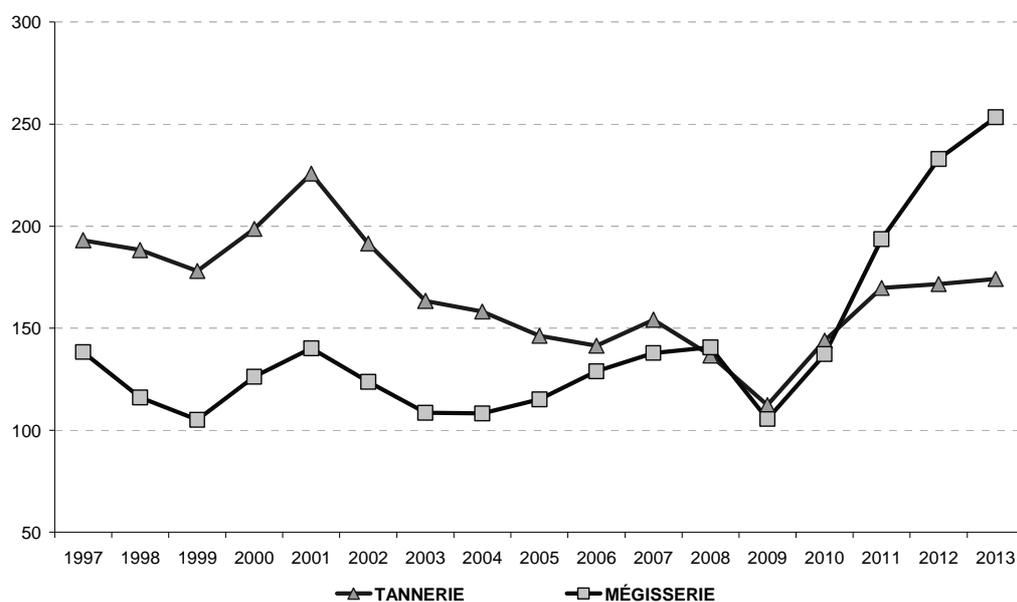
Chiffre d'affaires des secteurs d'activité cuirs et peaux

Millions euros	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Tannerie	112,3	143,9	169,7	171,6	174,2	1,5
Mégisserie	105,5	137,3	193,6	232,9	253,3	8,8
Chaussure	853,2	898,7	860,2	889,4	923,6	3,8
Maroquinerie	1 595,3	1 812,1	2 082,3	2 286,7	2 543,0	11,2

Source : Conseil national du cuir

Évolution du chiffre d'affaires des secteurs tannerie et mégisserie

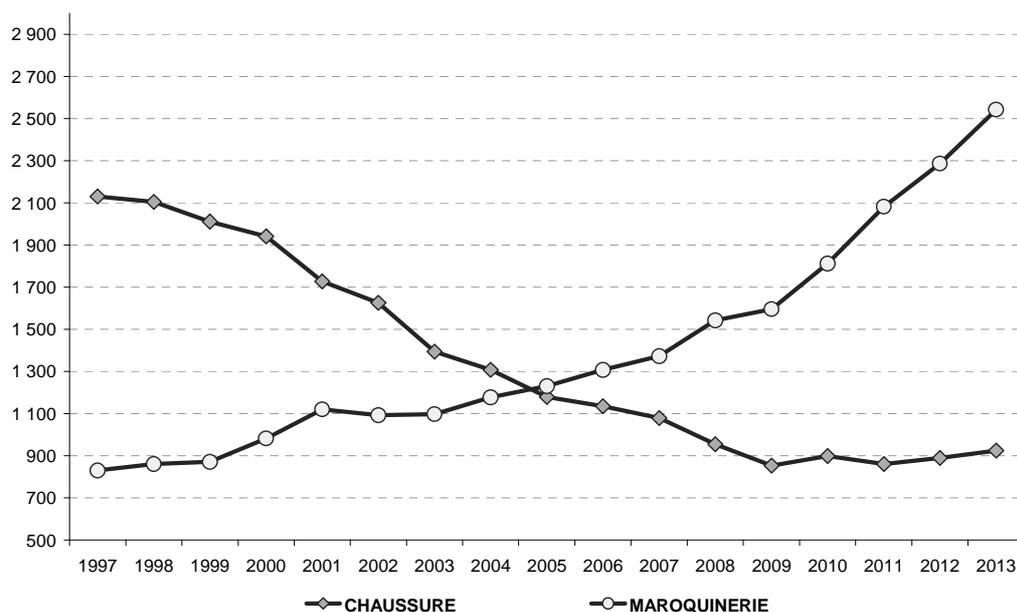
Million d'euros



Source : FranceAgriMer d'après Conseil national du cuir

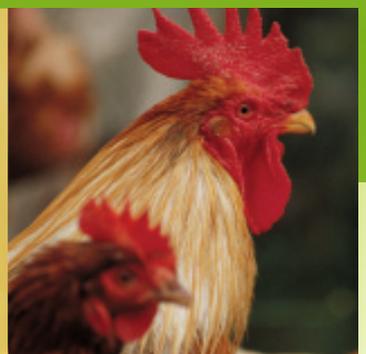
Évolution du chiffre d'affaires des secteurs chaussure et maroquinerie

Million d'euros



Source : FranceAgriMer d'après Conseil national du cuir

viandes blanches



Le marché du porc en France

› Une production porcine stable en 2014, malgré le recul du cheptel porcin

La productivité numérique des truies continue de progresser en 2014 (+ 1,5 % de porcs abattus par truie). Une hausse significative, mais qui ne permet cependant pas de compenser le recul des effectifs de truies de 2013. Pour la quatrième année consécutive, les abattages en têtes en France reculent (- 0,9 %, soit - 212 000 porcs). Depuis 2010, les abattages en France ont reculé de 5,1 %, soit 1,2 million de porcs de moins abattus en 4 ans. Cette baisse d'activité dans les abattoirs nuit à la rentabilité des outils industriels. Un des deux abattoirs de l'opérateur GAD a fermé fin 2013 et l'activité du second a été réduite après son rachat cette année par SVA – Jean Rozé (filiale d'Intermarché).

En 2014, une hausse significative du poids d'abattage a permis de compenser le recul des abattages. La production française est restée relativement stable en 2014 à 2,2 millions de tec (- 0,2 %) comme chez le leader allemand à 5 millions de tec. La France reste le troisième producteur européen, derrière l'Espagne où la production a atteint un nouveau record à 3,6 millions de tec (+ 3,1 %). Le développement des exportations tire la production espagnole.

Après les restructurations des élevages liées aux investissements de mises aux normes pour la conduite des truies, la réduction du cheptel français se poursuit. En 2014, selon les données de l'enquête cheptel du mois de mai, la baisse des effectifs reproducteurs continue sur un rythme élevé. La filière française a perdu 18 000 truies, soit 1,7 % de son cheptel reproducteur. C'est une tendance de long terme qui se poursuit (- 33 000 truies en décembre 2013, - 23 000 truies en mai 2013). L'effectif porcin total est également en repli de 1,7 % (- 228 000 têtes), nettement plus marqué qu'en mai 2013 (- 0,6 %, - 86 000 têtes).

› Les exportations françaises ont été pénalisées par la fermeture du marché russe

Les volumes exportés par la France ne devraient pas dépasser 700 000 tec en 2014. Le recul des exportations est estimé à 6 %, soit une perte de près de 44 000 tec par rapport à 2013 (730 000 tec).

La France n'exporte plus vers la Russie depuis février 2014 en raison de la suppression de l'agrément de l'Union européenne par les autorités russes après la découverte de cas de peste porcine africaine dans l'est de l'UE. La Russie représentait en 2013 le troisième marché d'exportation pour les opérateurs français avec 69 000 tec, soit 9,5 % des exportations françaises (31 000 tec de viandes congelées, 32 200 tec de graisses et 5 900 tec d'abats). Cette fermeture dès le début de l'année 2014 a obligé les opérateurs à retrouver de nouveaux débouchés, notamment en dehors de l'UE où le marché a été encombré des reports de produits européens destinés au marché russe.

La conjoncture favorable en Asie, avec une demande en hausse, a permis à la France de développer ses ventes de viandes et d'abats vers le Japon (+ 74 %), la Corée du Sud (+ 82 %), les Philippines (+ 43 %). Les opérateurs ont également nettement progressé sur l'Afrique de l'Ouest (+ 43 %). Les industriels européens ont bénéficié d'une concurrence américaine moins forte du fait d'un prix du porc exceptionnellement élevé aux États-Unis en raison de l'épidémie de diarrhée épidémique porcine (DEP). Le prix des viandes européennes, en baisse, était très compétitif sur le marché mondial.

Au final, les ventes des opérateurs français n'ont reculé que de 3,8 % en volume pour les viandes (- 18 800 tec), alors que celles d'abats ont progressé de 9 % (+ 8 200 t). Le commerce des graisses a été beaucoup plus difficile. Les exportations de graisse ont reculé d'un tiers (- 18 000 tec) malgré une hausse des exportations sur les Philippines. À défaut de pouvoir se vendre en Russie, la plupart des volumes s'est retrouvée sur les marchés communautaire et national. Les pièces ont été stockées ou vendues pour être transformées dans les fondoirs, au tiers de leur valeur de 2013.

Globalement, le chiffre d'affaires à l'exportation de la France est estimé à 1,3 milliard d'euros en 2014, soit un recul de 124 millions d'euros (- 9 %) par rapport à l'année 2013. Cette baisse est la conséquence à la fois d'une baisse des volumes et du recul des prix du porc en Europe. Seules les exportations d'abats progressent en valeur. Cette diminution de la valeur des exportations impacte négativement la balance commerciale française et creuse son déficit qui devrait dépasser 300 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2014. Cela représente un quasi doublement du déficit en valeur. Toutefois le solde

commercial de la France en volume devrait rester positif à + 61 000 tec, mais avec une baisse de 43 % par rapport à 2013. L'autosuffisance évaluée à 105 % en 2013 diminuerait à 103 % en 2014.

› Les importations françaises stables en 2014

Les volumes importés en France progressent peu en 2014. Ils sont estimés à 625 000 tec (+ 0,3 %). L'Espagne reste le principal fournisseur du marché français avec 61 % des volumes devant l'Allemagne (21 % des volumes importés).

En 2014, les opérateurs espagnols ont exporté 296 000 tec de viandes fraîches et congelées, essentiellement du jambon désossé et de la poitrine (- 5 000 tec), 41 000 tec de produits transformés (+ 4 000 tec), 7 000 tec de graisses (+ 1 400 tec) et 39 000 t d'abats en forte progression (+ 30 000 t). Les importations en provenance d'Allemagne, second fournisseur, progressent légèrement à 132 000 tec (+ 4 000 tec). Les exportations allemandes de viandes (53 000 tec) et de produits transformés (65 000 tec) sont relativement stables, essentiellement du jambon cuit et des saucisses. Elles progressent sur les abats (+ 5 500 t) et les pièces grasses (+ 2 000 tec).

La France importe majoritairement des produits à haute valeur ajoutée, des pièces dont la découpe est très avancée à destination des industriels français de la charcuterie et des produits transformés prêts à être consommés vendus en GMS et en RHF. On note en 2014 un fort développement des importations d'abats (+ 40 000 t), venant majoritairement d'Espagne et probablement destinés à l'industrie de l'alimentation pour animaux domestiques.

La valeur totale des importations françaises est estimée à 1,6 milliard d'euros en 2014, en légère progression sur un an (+ 0,9 %).

› Hausse de la consommation en France en 2014

La consommation estimée par bilan est en hausse de près de 2 % en 2014. C'est une augmentation significative après plusieurs années de diminution. Ce résultat doit toutefois être relativisé. Il est probable qu'une partie de cette évolution ne corresponde pas à une croissance de la consommation réelle. La fermeture du marché russe et la baisse des exportations ont entraîné une augmentation des stocks congelés dans les abattoirs, notamment sur les pièces grasses, voire une transformation dans les fondoirs pour une utilisation hors consommation humaine.

Selon les données du panel d'achats des ménages de Kantar Worldpanel, la hausse des achats est plus modeste. Les achats sont stables (+ 0,1 %) sur les produits de charcuterie, qui représentent deux tiers des volumes consommés et en hausse sur la viande de porc (+ 1,3 %) et les saucisses fraîches à cuire (+ 2,9 %). Le prix de la viande porcine est resté relativement stable (- 0,2 %) alors que celui des autres viandes et de la volaille progressait de 1 à 2 %. Le porc est la seule viande dont les achats ont progressé en 2014.

Depuis dix ans, la consommation moyenne de porc par habitant en France diminue régulièrement. En 2014, elle a augmenté de 0,5 kg/hab pour atteindre 32,5 kg/hab/an. La baisse de la consommation par habitant atteint sur 10 ans 2,5 kg alors que, dans le même temps, la consommation de volaille par habitant progresse de 2,8 kg.

› Léger recul du prix de l'aliment en 2014

Le prix de l'aliment en France, calculé par l'IFIP selon une formule « porc en croissance », a été en moyenne de 250 €/tonne sur l'année 2014. Par rapport à 2013, cela représente une baisse de l'ordre de 15 %. Les importantes récoltes de céréales aux États-Unis et en Europe ont entraîné une baisse significative des cours pendant l'été. Le cours du maïs a décroché et est repassé en-dessous des cours du blé en raison des fortes disponibilités.

Toutefois, une partie de ces baisses a été annulée par la brusque remontée des cours au quatrième trimestre. Des inquiétudes sur les récoltes de l'hémisphère sud et l'avancée des semis aux États-Unis et en Russie ont réorienté à la hausse le cours des céréales sur le marché mondial. De plus, l'annonce prochaine par la Russie de restrictions sur les exportations des céréales a accentué cette évolution.

Le cours du tourteau de soja a également connu une baisse au troisième trimestre, suivie d'une hausse qui a maintenu son prix à un niveau élevé, autour de 390 €/t, en raison d'une forte demande chinoise. La baisse de l'euro entraîne également un renchérissement du prix des tourteaux de soja importés.

› Un prix du porc qui chute fortement au second semestre.

Le prix moyen du porc classe E en 2014 est de 1,50 €/kg, soit une baisse de 0,14 €/kg par rapport à 2013. Au premier semestre, le prix est resté proche de celui de 2013, malgré la fermeture du marché russe. La forte demande en Asie a permis de contenir la baisse liée à l'arrêt des ventes vers la Russie. Au cours de l'été, le pic de prix saisonnier ne s'est pas produit en raison d'une météo estivale médiocre. Au second semestre, le cours a fortement reculé 0,40 €/kg, en raison d'une hausse significative de la production européenne, en particulier en Espagne.

Le prix des pièces de transformation a été directement impacté par l'embargo russe, avec respectivement une baisse de près de 20 % sur la bardière et de 12 % sur le hachage. Les pièces destinées au marché russe se sont reportées sur le marché national et ont fait chuter les cours. La réduction de la production en France et la demande dynamique sur les viandes fraîches ont soutenu les cours des autres pièces. Les prix sont restés relativement stables sur le jambon (- 2,6 %), la poitrine (- 1,8 %) et la longe (- 1,0 %).

› Prévisions 2015

Le cheptel français a continué de reculer en 2014. La baisse de la production française devrait donc se poursuivre en 2015 de l'ordre de 1 %. Dans un contexte de hausse de la production dans l'UE à 28, la baisse de l'offre nationale ne devrait pas orienter le prix français à la hausse.

La concurrence sur le prix sera forte sur le marché communautaire avec une offre européenne soutenue. Sur les marchés des pays tiers, la viande française devrait rester compétitive face à un prix américain élevé et au recul de l'euro face au dollar. Une levée de l'embargo semble possible sur les pièces de transformation et devrait permettre une revalorisation de leurs prix. Toutefois, la baisse de production en France limite les volumes potentiellement exportables par les opérateurs dans un contexte où la consommation nationale se maintient.

Le prix de l'aliment porc pour les éleveurs devrait rester élevé au 1^{er} semestre. Les cours des céréales et du tourteau de soja exprimés en euros sont remontés. La baisse prévisible du prix du porc en 2015 pourrait générer des difficultés de trésorerie dans les élevages. Pour le secteur de l'abattage, la baisse de la production en France devrait engendrer une diminution de l'activité et pénaliser leur rentabilité par l'augmentation des charges fixes, dans un contexte de fortes concurrences sur le prix des pièces en France, en Europe et dans le monde.

Bilan du secteur porc (hors abats)

	2013		2014*		%14*/13	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
Production contrôlée	24 471,0	2 210,8	24 297,3	2 208,5	-0,7	-0,1
Commerce extérieur						
Animaux vivants de boucherie						
Exportations	650,1	63,4	634,4	61,9	-2,4	-2,4
Importations	74,7	5,3	30,7	2,3	-58,9	-56,6
SOLDE	+575,4	+58,1	+603,7	+59,6		
Abattages contrôlés	23 895,6	2 152,7	23 693,5	2 148,9	-0,8	-0,2
Commerce extérieur						
Viandes fraîches et congelées						
Exportations		495,8		477,0		-3,8
Importations		411,1		409,1		-0,5
SOLDE		+84,7		+67,9		
VSSF et conserves						
Exportations		114,4		109,3		-4,5
Importations		176,7		181,8		2,9
SOLDE		-62,3		-72,5		
Graisses						
Exportations		56,3		37,9		-32,7
Importations		28,6		29,3		2,4
SOLDE		+27,7		+8,7		
Variation de stock (stockage privé)		0,0		0,0		
Consommation contrôlée		2 102,5		2 144,8		2,0
Auto-apvisionnement %		105,1		103,0		

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP – Douanes françaises

Prévisions 2015

1 000 tec	2014*	2015**	%15**/14*
Production	2 208,5	2 186,4	-1,0
Importations	622,5	634,3	1,9
Exportations	686,2	660,1	-3,8
Consommation	2 144,8	2 160,6	0,7

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

Commerce extérieur du secteur porcin

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	750,8	759,7	730,7	730,0	686,2	-6,0
Porcs vivants	68,2	60,5	62,4	63,4	61,9	-2,4
Viandes fraîches et cong.	500,9	508,6	496,1	495,8	477,0	-3,8
<i>carcasses</i>	111,8	96,5	84,6	85,0	86,9	2,2
<i>pièces</i>	389,2	412,1	411,4	410,8	390,1	-5,0
Prépa. et Conserves+VSSF	113,1	121,6	114,5	114,4	109,3	-4,5
Graisses	68,6	69,0	57,7	56,3	37,9	-32,7
Importations	590,4	590,9	611,5	621,8	622,5	0,1
Porcs vivants	8,1	6,9	7,4	5,3	2,3	-56,6
Viandes fraîches et cong.	405,9	395,7	401,7	411,1	409,1	-0,5
<i>carcasses</i>	2,4	2,7	2,8	2,7	2,8	3,7
<i>pièces</i>	403,5	393,0	398,9	408,4	406,3	-0,5
Prépa. et Conserves+VSSF	142,1	160,6	174,2	176,7	181,8	2,9
Graisses	34,3	27,8	28,2	28,6	29,3	2,4
SOLDE	+160,4	+168,8	+119,1	+108,2	+63,7	
Porcs vivants	+60,1	+53,7	+55,0	+58,1	+59,6	
Viandes fraîches et cong.	+95,0	+112,9	+94,4	+84,7	+67,9	
<i>carcasses</i>	+109,4	+93,8	+81,9	+82,3	+84,2	
<i>pièces</i>	-14,4	+19,1	+12,5	+2,4	-16,3	
Prépa. et Conserves+VSSF	-29,0	-39,0	-59,7	-62,3	-72,5	
Graisses	+34,3	+41,2	+29,5	+27,7	+8,7	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations totales	500,9	508,6	496,1	495,8	477,0	-3,8
Union européenne à 28	397,0	384,3	390,7	386,9	380,8	-1,6
<i>Italie</i>	143,0	129,1	121,8	123,2	121,1	-1,7
<i>Royaume-Uni</i>	42,4	45,1	42,2	43,0	41,9	-2,6
<i>Grèce</i>	41,7	37,9	35,7	32,0	30,5	-4,7
<i>Allemagne</i>	20,9	18,5	23,9	25,6	22,3	-12,9
<i>Pays-Bas</i>	15,7	13,5	15,8	14,2	8,7	-38,7
<i>Espagne</i>	28,4	29,0	25,8	32,9	25,6	-22,2
<i>Bulgarie</i>	13,1	19,0	18,5	19,4	28,6	47,4
Pays tiers	104,0	124,3	105,4	108,9	96,2	-11,7
<i>Russie</i>	32,2	35,0	25,3	31,2	2,1	-93,3
<i>Corée du Sud</i>	14,8	16,9	12,5	7,0	12,5	78,6
<i>Japon</i>	14,1	13,6	11,5	10,0	16,9	69,0
<i>Philippines</i>	12,9	12,9	13,3	13,7	18,3	33,6
<i>Chine+HK</i>	10,5	23,0	20,5	26,8	21,0	33,6
Importations totales	405,9	395,7	401,7	411,1	409,1	-0,5
Union européenne à 28	405,9	395,5	401,6	411,0	409,1	-0,5
<i>Espagne</i>	288,1	278,3	289,5	301,5	296,6	-1,6
<i>Danemark</i>	10,5	17,3	14,8	12,0	21,9	82,5
<i>Pays-Bas</i>	25,5	17,3	16,1	12,4	8,8	-29,0
<i>Belgique</i>	21,5	19,6	16,9	18,8	17,3	-8,0
<i>Allemagne</i>	45,5	50,7	53,2	55,0	53,6	-2,5
Pays tiers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-100,0
SOLDE	+95,0	+112,9	+94,4	+84,7	+67,9	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Solde financier du commerce extérieur dans le secteur porcin

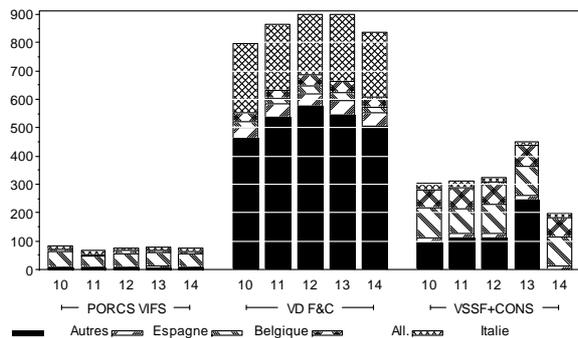
1 000 €	2010	2011	2012	2013	2014*	14*-13
Porcelets	-4,0	-4,5	-5,2	-2,2	-6,6	-4,4
Animaux de boucherie	92,0	78,2	92,5	96,9	71,6	-25,3
Viandes fraîches et congelées	38,4	101,9	73,7	6,1	-67,7	-73,7
Conserves et VSSF	-193,0	-250,5	-283,9	-311,1	-343,6	-32,5
Graisses	20,4	35,5	29,5	24,6	4,6	-19,9
SOLDE	-46,2	-39,3	-93,3	-185,8	-341,7	-155,9

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Répartitions des exportations par pays

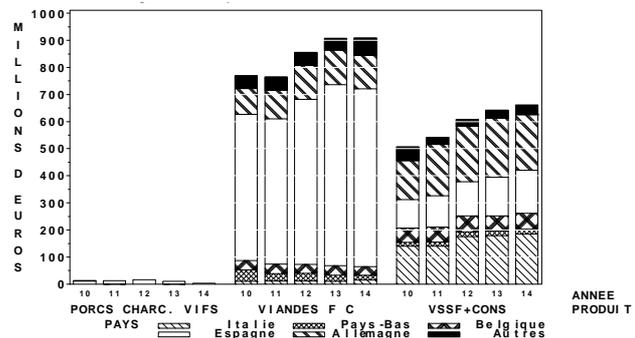
Millions d'€



Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Répartitions des importations par pays

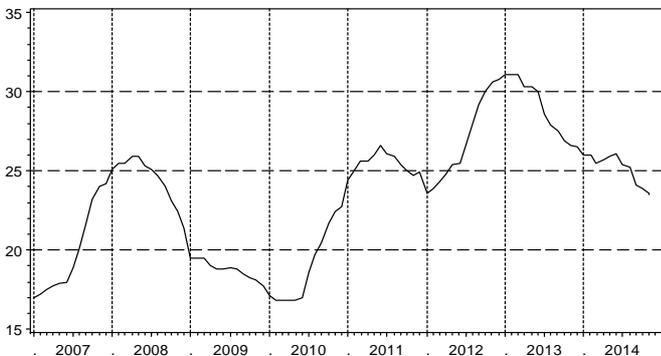
Millions d'€



*2014 estimée

Le prix de l'aliment selon la formule porc en croissance IFIP

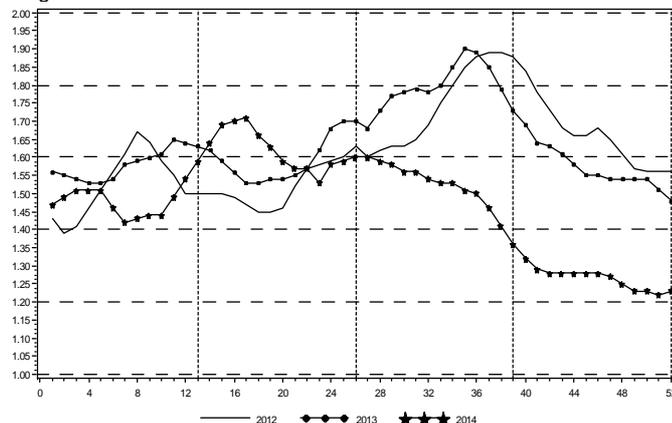
€/100kg



Source : Institut du Porc IFIP

Prix du porc charcutier classe E

€/kg carcasse



Source : FranceAgriMer

Le marché du porc dans l'Union européenne

› Évolution à la hausse de la production européenne en 2014

La production européenne a progressé en 2014 de l'ordre de 1 % par rapport à 2013. Une amélioration des performances techniques dans les élevages et une hausse du poids d'abattage des porcs ont compensé la baisse importante du cheptel reproducteur recensée fin 2013 (- 1,8 %). Cette augmentation fait suite à deux années (2012 et 2013) de baisse de production de près de 3 % au total sur 2 ans, en lien avec la mise en conformité des élevages pour respecter l'évolution de la réglementation sur le bien-être des truies. Cette évolution annonce un retournement de cycle de production en Europe. Cette hausse de l'offre est intervenue au 3^e trimestre, où les abattages ont nettement dépassé ceux du 3^e trimestre 2013 (+ 3,2 %), après un premier semestre déficitaire de - 1,5 % par rapport à l'année 2013.

Les 200 000 tec de production supplémentaires représentent près de 2 millions de porcs de plus abattus et rehaussent la production européenne à 22,8 millions de tec, un volume supérieur à l'année 2012. Dans l'UE à 15, les abattages ont fortement augmenté en Espagne (+ 2,8 %), au Portugal (+ 2,7 %), aux Pays-Bas (+ 4,3 %), au Royaume-Uni (+ 2,8 %) et compensent la baisse marquée de la production en Italie. En raison d'un prix de l'aliment particulièrement élevé depuis 2011, la production de porcs lourds, qui représente une part importante de la production italienne, est en crise et en pleine restructuration. Les abattages en poids sont stables en Allemagne (- 0,4 %), au Danemark (+ 0,1 %) en France (- 0,2 %) malgré une baisse en têtes, grâce à une augmentation des poids d'abattage.

Le rebond de la production est beaucoup plus fort dans les nouveaux États membres (+ 5,4 %). La hausse est particulièrement marquée en Pologne, le principal pays producteur de l'Est de l'UE, où la croissance dépasse 9 %. Le retournement de cycle de production y est intervenu plus tôt, dès le second semestre 2013.

L'évolution du cheptel européen confirme une nouvelle phase de croissance de la production européenne. L'enquête cheptel de mai 2014 présente une hausse du cheptel reproducteur de 1 % par rapport à mai 2013, soit un effectif supplémentaire de 110 000 truies. Avec une évolution continue des performances techniques, la production devrait s'orienter significativement à la hausse pour l'année 2015.

› Baisse des exportations malgré un prix compétitif en raison de l'embargo russe

Les exportations européennes hors abats ont reculé de 12 % en 2014. La Russie, premier marché d'exportation des européens, a été fermée aux opérateurs européens fin janvier 2014. La découverte d'animaux atteints de peste porcine africaine en Pologne et dans les États baltes a entraîné une suspension immédiate des exportations par les autorités russes. Cet embargo a été renforcé au mois d'août par les sanctions économiques décidées par le gouvernement russe en raison du conflit en Ukraine. En 2013, les volumes exportés vers la Russie avaient représenté 800 000 tonnes, dont un tiers de pièces grasses (~ 60 000 t exportés en 2014 tous produits porcins).

En parallèle, les européens ont bénéficié d'une conjoncture favorable sur les marchés asiatiques. Les États-Unis, principaux concurrents de l'UE, ont été fortement impactés dans leurs élevages par l'épizootie de diarrhée épidémique porcine (DEP). La forte mortalité des porcelets a entraîné une chute de la production et une flambée historique du prix du porc à des niveaux nettement supérieurs aux prix européens. Avec un cours en baisse de 10 % sur le marché communautaire en 2014, le prix de la viande européenne est resté inférieur au prix américain pendant la majeure partie de l'année. Cette situation a permis aux opérateurs européens d'augmenter leurs parts de marché en Asie où la demande progresse et de compenser une partie de leurs pertes sur la Russie.

L'Union européenne a compensé en partie la baisse des volumes vers la Russie (- 90 %) sur d'autres destinations : Japon (+ 40 %), Philippines (+ 103 %), Corée du Sud (+ 104 %), États-Unis (+ 43 %), Australie (+ 36 %), Taiwan et Singapour. Toutefois, le recul du chiffre d'affaires des exportateurs européens a atteint 10 %, soit une diminution de 600 millions d'euros par rapport à 2013. Les pièces grasses, dont le débouché principal était la Russie, sont majoritairement restées au sein du marché communautaire avec un prix divisé par 3.

En Chine, malgré la croissance de la production (+ 2,9 %), le pays reste déficitaire et accroît ses importations (+ 5,2 % hors abats). Les exportations européennes progressent de 4 % en 2014 avec un fort

développement du commerce d'abats (+ 15 %). Aux Philippines, une croissance de la consommation (+ 2,3 %) plus rapide que la production (+ 1,6 %) accroît le déficit structurel du pays et les besoins en viandes importées (+ 5,3 %). L'Union européenne, avec un prix compétitif, réussit à doubler ses volumes sur cette destination, avec 100 000 t de viandes et 100 000 t de gras et abats.

La DEP a également frappé le Japon, la Corée du Sud et Taiwan et entraîné une baisse de la production porcine. En Corée du Sud, la production affiche une baisse de 5,6 %. Les effets de l'épizootie se sont cumulés à la décapitalisation du cheptel reproducteur. Les importations coréennes progressent de 13,4 %. Les opérateurs européens bénéficient de prix compétitifs et prennent des parts de marché à leurs concurrents nord-américains avec un doublement des volumes exportés, soit 200 000 tonnes, majoritairement sur des pièces à forte valeur ajoutée.

Au Japon, la baisse de production liée au développement de la PED dans les élevages représente 2,8 %. La forte hausse du prix aux États-Unis a entraîné un report des importateurs sur la viande européenne. Les exportations européennes ont progressé de près de 40 % (+ 80 000 t).

› Des importations européennes de viande porcine stables

Avec un volume inférieur à 40 000 t par an, les volumes importés par l'Union européenne représentent une part négligeable de l'offre sur le marché communautaire (< 0,1 %). Les volumes en provenance du Chili, fournisseur historique, reculent fortement (- 47 %) en 2014 et sont remplacés par des importations en provenance de Norvège (+ 38 %) et de Serbie (+ 21 %). Les 40 000 t de contingents d'importations à droits nuls octroyés à l'Ukraine n'ont pas été utilisés.

› Nette hausse du commerce intra-communautaire en 2014

Les échanges de viandes fraîches et congelées au sein du marché communautaire ont progressé de 100 000 t en 2014, soit une hausse de 2 % par rapport à 2013. La fermeture du marché russe fin janvier a entraîné un report important de viandes sur le marché communautaire. Le commerce intra-communautaire s'est nettement accru au 1^{er} semestre. Puis progressivement, au cours de l'année, les exportateurs européens ont su trouver de nouveaux débouchés vers les pays tiers et l'intensité du commerce intra-communautaire est revenue au niveau de 2013 au second semestre.

L'Allemagne reste de loin le principal exportateur sur le marché communautaire avec 26 % des volumes échangés. L'Espagne et Danemark maintiennent leurs parts de marché avec respectivement 14 % des volumes chacun. La baisse de la production aux Pays-Bas, en Belgique et en France entraîne une diminution de leurs exportations sur le marché communautaire. Les volumes exportés par la France ont baissé de 10 000 t, ce qui représente une baisse de 0,3 % des parts de marché des exportateurs français sur le marché communautaire.

L'Italie est le premier importateur européen de viande porcine avec 18 % des volumes échangés. La forte baisse de la production nationale a été compensée par une hausse des importations de 10 % (+ 70 000 t). Les volumes importés par l'Allemagne restent relativement stables par rapport à 2013 et représentent 16 % des volumes. Leader des exportations et second importateur européen, l'Allemagne est à la première place du marché du porc en Europe. La France reste le quatrième pays importateur avec des achats à hauteur de 6,7 % des volumes échangés, en légère baisse.

› Une consommation européenne estimée par bilan en hausse

Après plusieurs années de baisse régulière, la consommation 2014 estimée par bilan affiche une croissance de l'ordre de 2 % par rapport à 2013 et revient au niveau des années 2010-2011. Toutefois, il est possible que la consommation réelle n'ait pas évolué dans de telles proportions. La baisse des exportations liée à la fermeture de la Russie a généré des volumes significatifs de stocks dans les abattoirs et le traitement d'une partie des graisses dans les fondoirs. Si on exclut les graisses du bilan français, la consommation porcine ne progresse que de 1,1 % en 2014 par rapport à 2013.

Relativement stable dans l'UE à 15 (+ 0,4 %), la croissance de la consommation a été très marquée dans les nouveaux États membres avec une hausse supérieure à 7 %. Une telle croissance de la consommation apparente plaide pour le développement de stocks dans les abattoirs ou le traitement en

fondoires. La consommation moyenne par habitant aurait progressé de 2,9 kg en un an (+ 7,7 %), une évolution difficilement concevable sur un an dans le contexte actuel.

La consommation moyenne par habitant au sein de l'UE à 28 est de 39,6 kg/an, en hausse de 500 g par rapport à 2013.

› La fermeture du marché russe au 1^{er} semestre et une production orientée à la hausse au second semestre ont fait chuter les cours du porc

La baisse des cours est restée modeste au 1^{er} semestre (- 5,5 %, soit - 0,10 €/kg) malgré la fermeture du marché russe qui représentait près de 30 % des débouchés européens sur le marché mondial. Les opérateurs européens ont profité d'une conjoncture favorable sur le marché asiatique et d'une compétitivité accrue, liée à la flambée des cours américains, pour développer leurs exportations vers l'Asie.

Toutefois, la hausse de la production porcine et une consommation médiocre pendant l'été au second semestre a entraîné une chute rapide des cours. Le prix du porc a baissé de près 0,40 €/kg entre le mois de juillet et le mois de décembre pour atteindre son cours le plus bas depuis 2010.

› Prévisions 2015

Le cycle du porc s'oriente vers une hausse significative de la production européenne en 2015. Les abattages ont déjà progressé au second semestre 2014. Le cheptel reproducteur au mois de mai 2014 est plus élevé qu'en mai 2013 (+ 0,9 %). L'augmentation du nombre de truies est plus particulièrement localisée dans les élevages de l'UE à 15 (+ 1,2 %). Les nouveaux investissements liés à la mise en conformité des exploitations porcines avec la réglementation bien-être sont rentrés en production et ont permis une nette amélioration de la productivité des élevages. La croissance de la production européenne pourrait dépasser les 2 % en 2015.

La production américaine est attendue en hausse en 2015. Il semble que la filière soit capable de maîtriser l'épidémie de DEP et le cheptel reproducteur est en augmentation. Le prix devrait baisser pour revenir à des niveaux moins exceptionnels et redonner de la compétitivité aux opérateurs américains en Asie.

Si la Russie reste fermée aux viandes européennes et américaines la concurrence sera forte sur les marchés asiatiques pour les opérateurs européens. Toutefois, la forte baisse de l'euro devrait permettre de maintenir les volumes d'exportation de l'Union européenne sur le marché mondial au niveau de 2014.

Dans un contexte de consommation peu dynamique en Europe et de croissance de l'offre, le prix du porc dépendra fortement de l'évolution de la situation sur le marché mondial. Le prix du porc dans l'Union européenne pourrait reculer en 2015, de l'ordre de 10 à 15 %.

Bilan dans le secteur porcin (hors abats)

1 000 tec	UE à 27	UE à 28		
	2012	2013	2014*	%14*/13
Production indigène brute	22 630,7	22 580,5	22 841,4	+1,2
Commerce extérieur anim. vivants				
Exportations	36,6	23,5	36,0	+53,2
Importations	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde	36,6	23,4	36,0	+53,8
Abattages	22 594,2	22 557,1	22 805,4	+1,1
Commerce extérieur viandes				
Exportations	2 375,8	2 217,6	1 949,2	-12,1
Importations	18,9	18,8	14,5	-22,9
Solde	2 356,9	2 198,8	1 934,7	-12,0
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	-
Consommation indigène brute	19 747,6	19 768,8	20 109,4	+1,7
Auto approvisionnement (%)	111,8	110,9	109,4	-1,4

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Prévisions 2015 pour l'Union européenne à 28

1 000 tec	2014*	2015**	%15**/14*
Production	22 841,4	23 298,2	+2,0
Importations	14,5	14,5	=
Exportations	1 985,2	2 143,1	+8,0
Consommation	20 870,7	21 169,6	+1,4

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

Cheptel de truies dans l'Union européenne

- enquêtes de mai -

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Allemagne	2 243	2 194	2 172	2 055	2 080	1,2
Autriche	286	276	268	257	246	-4,2
Belgique-Lux	532	522	500	491	470	-4,2
Danemark	1 323	1 264	1 226	1 228	1 242	1,1
Espagne	2 520	2 425	2 358	2 235	2 353	5,3
France*	1 158	1 144	1 107	1 084	1 066	-1,7
Italie	728	673	585	589	578	-1,7
Irlande	160	155	145	147	150	2,6
Pays-Bas	1 090	1 105	1 066	1 076	1 090	1,3
Royaume-Uni	501	507	507	507	488	-3,7
UE 15	11 307	11 025	10 655	10 361	10 481	1,2
Hongrie	319	303	288	286	289	1,0
Pologne	1 393	1 214	1 097	1 020	1 009	-1,1
Roumanie	360	350	360	355	344	-3,1
NEM 12/13	2 625	2 347	2 209	2 249	2 238	-0,5
UE 27/28	13 932	13 372	12 863	12 610	12 719	0,9

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat (UE à 27 de 2010 à 2012 ; UE à 28 en 2013 et 2014)

Abattages dans l'Union européenne

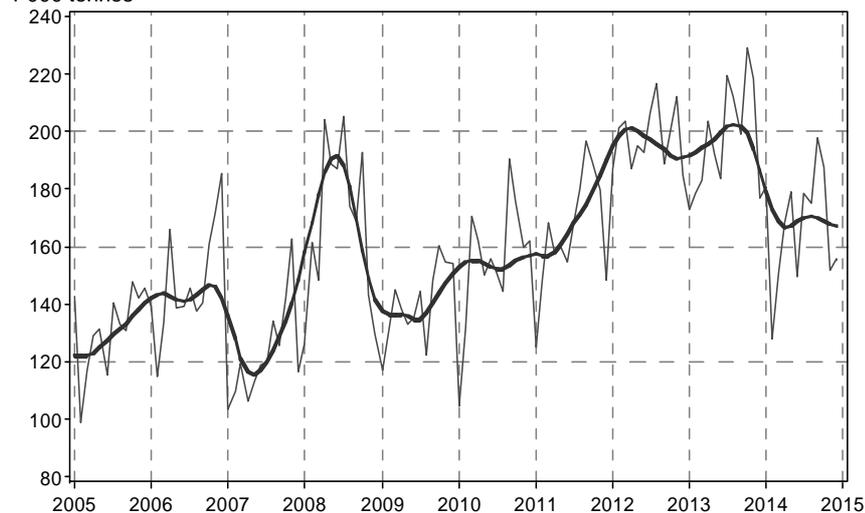
1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Allemagne	5 463	5 615	5 473	5 487	5 464	-0,4
Autriche	542	544	530	528	529	0,2
Belgique-Lux	1 133	1 118	1 120	1 142	1 126	-1,3
Danemark	1 668	1 723	1 606	1 591	1 593	0,1
Espagne	3 369	3 469	3 466	3 431	3 526	2,8
France	2 247	2 229	2 179	2 153	2 149	-0,2
Italie	1 633	1 573	1 624	1 631	1 573	-3,5
Irlande	214	234	241	239	248	3,8
Pays-Bas	1 288	1 347	1 332	1 307	1 363	4,3
Royaume-Uni	774	806	825	833	856	2,8
UE 15	19 328	19 640	19 330	19 253	19 327	0,4
Hongrie	452	433	393	368	401	9,0
Pologne	1 850	1 904	1 815	1 786	1 937	8,5
R. tchèque	291	275	250	243	244	0,6
NEM 12/13	3 417	3 428	3 265	3 304	3 478	5,3
UE 27/28	22 746	23 067	22 594	22 557	22 805	1,1

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat (UE à 27 de 2010 à 2012 ; UE à 28 en 2013 et 2014)

Évolution des exportations de l'Union européenne (hors vifs et abats)

1 000 tonnes

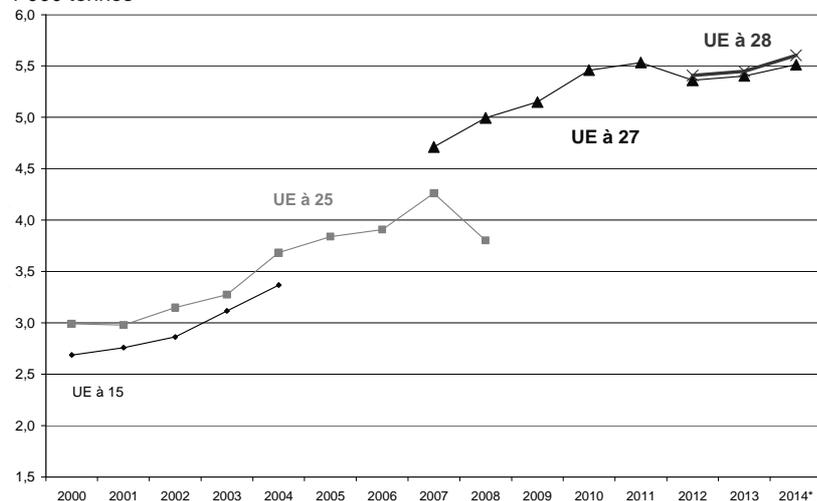


Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

De 2005 à 2006, il s'agit de l'UE à 25 de 2007 à 2012, de l'UE à 27 et à partir de 2013, l'UE à 28.

Échanges intra-communautaires de viandes fraîches et congelées de porc

1 000 tonnes

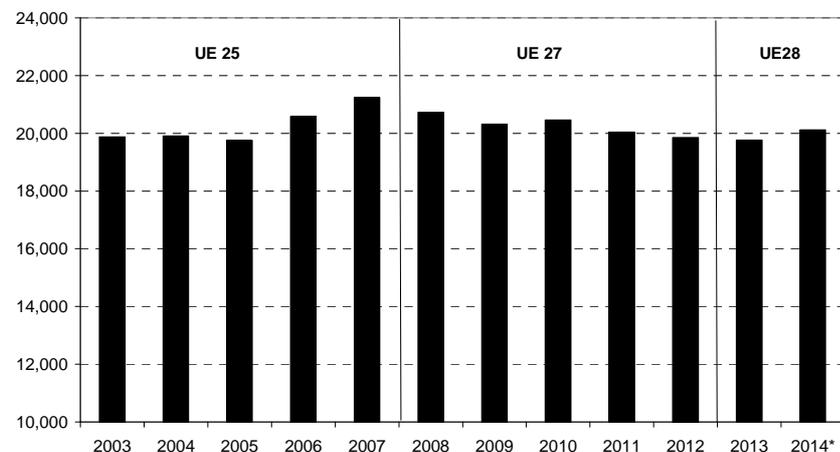


* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Consommation de viandes de porc dans l'Union européenne

1 000 tec



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché de la volaille de chair en France

› Le coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment recule pour la seconde année consécutive malgré une volatilité marquée

L'année 2014 a été marquée par un nouveau recul des indices ITAVI coût des matières premières de l'aliment volaille de 11 % à 17 % par rapport à 2013. Le niveau élevé des récoltes mondiales et européennes de céréales, notamment de maïs, et de soja a entraîné un recul significatif des cours des matières premières malgré une volatilité marquée du fait d'interrogations sur les volumes de la récolte de soja aux États-Unis ainsi que les conditions de semis difficile pour le blé d'hiver aux États-Unis et en Russie.

Ce repli des prix a permis un fléchissement du coût de l'aliment, mais aussi de celui des poussins via les consommations d'aliment des reproducteurs. À titre d'exemple, le recul global du coût de production du poulet vif induit par ces baisses est de l'ordre de 7,5 % sur l'année (après un recul de 4,3 % entre 2012 et 2013).

› Le recul de la production de volaille en 2014 est lié à la baisse de la production de poulets destinés à l'exportation vers les pays du Proche et Moyen-Orient

La production de volaille de chair a reculé de 2,0 % en 2014 (- 37 milliers de tec) par rapport à 2013 pour atteindre 1 824 milliers de tec soit un niveau équivalent à celui de 2010.

La baisse de la production de volailles de chair en France est la conséquence d'un recul de la production de poulet de 46 100 tec en 2014 par rapport à 2013 (- 4,0 %) pour s'établir à 1,1 million de tonnes. Ce repli est lié à la diminution des exportations tant vers les pays tiers (- 46 300 tonnes) que vers les pays de l'Union européenne (- 11 600 tonnes). En revanche, les abattages de volailles destinés à approvisionner le marché français sont en progression de 2,7 % en 2014 par rapport à 2013, et ce pour la seconde année consécutive.

La production de dindes a légèrement progressé de 6 500 tonnes (+ 1,7 %) en 2014 pour atteindre 379 800 tonnes. Cette relative progression fait suite à une année 2013 marquée par un fort recul de la production de dinde. Cette année pourrait marquer une certaine stabilisation de la production en baisse continue depuis 2001. La reprise de la production est liée à une augmentation des abattages destinés au marché français tandis que les expéditions vers les pays de l'Union européenne reculent de 800 tonnes (- 1,2 %).

Les abattages de canards progressent également de 1,3 % en 2014 (+ 2 800 tonnes) résultant d'une stabilité des abattages de canard à rôti atteignant 93 000 tonnes et d'une croissance des abattages de canards gras (+ 2,1 %) atteignant 138 600 tonnes. Comme pour la dinde, cette progression est la résultante d'une augmentation des abattages destinés au marché français (+ 4 500 tonnes ; + 2,5 %) tandis que les expéditions vers les pays de l'Union européenne sont en repli de 1 900 tonnes.

Enfin la production de pintades progresse également de 600 tonnes (+ 1,6 %) en 2014.

› Les exportations françaises de volailles ont reculé en 2014, principalement vers les pays du Proche et Moyen-Orient ainsi que vers l'Union européenne

Après une stabilité des exportations françaises de viandes et préparations de volailles, toutes espèces confondues, entre 2012 et 2013 (636 000 tonnes), les ventes françaises à l'étranger ont reculé de 9,7 % en 2014 pour s'établir à 574 100 tonnes.

Cette baisse est liée à la diminution de la production de poulets destinés à l'exportation entiers et congelés vers les pays du Proche et Moyen-Orient (- 55 200 tonnes) suite à la mise à zéro des restitutions communautaires en 2013. La mise en place de l'embargo russe sur les viandes de volailles en août 2014 a entraîné un arrêt des exportations. De ce fait, elles ont diminué de l'ordre de 8 000 tonnes (- 35 %) vers cette destination entre 2013 et 2014. Enfin les expéditions de toutes les espèces de volailles vers les pays de l'Union européenne sont en recul de 15 300 tonnes en 2014 dont une

diminution pour le poulet de 11 600 tonnes, de 800 tonnes pour la dinde, de 1 900 tonnes pour le canard et 600 tonnes pour la pintade.

En revanche, les exportations vers les pays tiers, hormis vers les pays du Proche et Moyen-Orient et la Russie, sont en légère progression de 300 tonnes pour la dinde, 200 tonnes chacune pour le canard et la pintade et enfin de 16 900 tonnes pour le poulet. La progression des exportations est particulièrement sensible vers les pays d'Afrique subsaharienne et l'Asie. Les produits vendus sur ces destinations sont souvent des pièces (viandes séparées mécaniquement, ailes, cuisses, poule de réforme, etc.) pour lesquelles la demande intérieure (française et européenne) est faible.

Les exportations de viandes et préparations de volailles vers les pays tiers recule davantage en valeur (- 18,3 %) qu'en volume (- 12,5 %). Cette situation est la conséquence d'une perte de volume importante sur les produits les mieux valorisés à l'exportation vers les pays tiers, en l'occurrence les poulets entiers congelés vers le Proche et Moyen-Orient tandis que les volumes des pièces les moins bien valorisées sont stables ou en progression. En effet, la parité euro/dollar est restée stable en moyenne annuelle entre 2013 et 2014 autour de 1,33 dollar pour 1 euro même si l'euro s'est déprécié de 11 % entre mars et décembre 2014 pour atteindre 1,23 dollar.

Les ventes françaises de viandes et préparations de volailles sur le marché intracommunautaire se sont élevées à 251 800 tonnes en 2014, en recul de 5,7 %. Le repli est particulièrement marqué pour les viandes congelées dont les ventes reculent de 6 300 tonnes (- 6,5 %) tandis que les ventes de viandes fraîches et de préparations diminuent respectivement de 1 300 tonnes (- 1,2 %) et 4 000 tonnes (- 6,7 %).

En 2014, les ventes de poulet sur le marché de l'Union européenne se sont élevées à 142 700 tonnes, en recul de 11 600 tonnes par rapport à 2013 (- 7,5 %). Si les expéditions vers l'Espagne ont progressé de 1 300 tonnes (+ 4,2 %), elles sont en repli vers les principaux marchés de l'Union européenne : Royaume-Uni (- 2 400 tonnes), Benelux (- 1 800 tonnes) et Allemagne (- 400 tonnes).

Dans le secteur de la dinde, les expéditions vers le marché intracommunautaire ont continué leur recul entamé depuis 2000 pour s'établir à 66 800 tonnes en 2014, soit une baisse de 800 tonnes par rapport à 2013 (- 1,2 %). La situation par pays est plus contrastée que dans le secteur du poulet. En 2014, les ventes françaises ont diminué vers le marché grec (- 300 tonnes), où une production locale en hausse s'est en partie substituée aux importations, mais également vers l'Allemagne (- 300 tonnes) et la République tchèque (- 1 900 tonnes). Dans le même temps, les ventes progressent vers le marché espagnol (+ 3 000 tonnes).

Les ventes de canard aux pays partenaires de l'Union européenne se sont élevées à 31 800 tonnes en 2014 soit un recul de 1 900 tonnes (- 5,7 %). La moitié de ce repli est due à la baisse des ventes sur le marché allemand (- 1 100 tonnes) et pour une autre moitié aux marchés danois (- 400 tonnes) et tchèque (- 400 tonnes). Enfin, dans le secteur de la pintade, les expéditions ont diminué de 600 tonnes entre 2014 et 2013, principalement sur les marchés allemand (- 400 tonnes) et britannique (- 200 tonnes).

› **L'excédent commercial français en viandes de volaille s'est fortement détérioré en volume et est devenu un déficit commercial en valeur**

De 185 300 tec en 2000, les importations françaises de viandes et préparations de volaille se sont élevées à près de 528 100 tec en 2014 (+ 2,0 % par rapport à 2013, soit + 10 200 tec). En valeur, alors qu'elles représentaient 293 millions d'euros en 2000, elles ont atteint plus de 1,13 milliard d'euros en 2014 (+ 1,5 % par rapport à 2013). En 2014, les importations françaises de viandes et préparations de volailles en provenance de l'Union européenne continuent leur progression (+ 1,3 % en volume). Après une baisse en 2013, les importations en provenance des pays tiers ont fortement progressé en 2014 (+ 13,8 % en volume) et particulièrement les importations en provenance du Brésil.

L'accroissement des importations en 2014 a principalement concerné le poulet (+ 2,6 % en volume soit + 11 600 tec) en provenance de Pologne (+ 13 400 tec) et d'Allemagne (+ 4 100 tonnes) tandis que l'origine Benelux est en recul (- 9 900 tonnes). Les importations de dindes sont en repli modéré (- 0,8 %) avec un recul de l'origine UE (Royaume-Uni notamment) de 2,6 % tandis que les importations en provenance des pays tiers progressent de 2 400 tonnes.

En 2014, les importations de viandes de canard ont fortement progressé de 11 % (+ 1 600 tonnes) principalement en provenance de Hongrie (+ 800 tonnes) et de Bulgarie (+ 600 tonnes) mais également de Pologne (+ 500 tonnes).

Le déficit commercial avec l'Union européenne à 28 est estimé à 361,4 millions d'euros contre 325,2 millions d'euros en 2013 tandis que l'excédent avec les pays tiers qui était de 450 millions d'euros en 2013 s'est réduit à 348,3 millions d'euros en 2014, conséquence directe du recul des exportations vers les pays du Proche et Moyen-Orient suite à l'arrêt des restitutions communautaires en juillet 2013.

› Une progression de la consommation française de volaille en 2014, malgré des achats des ménages pour leur consommation à domicile stables

En 2013, d'après les résultats du panel de consommateurs Kantar Worldpanel, le prix moyen d'achat avait progressé (+ 2,4 % par rapport à 2012), et les achats des ménages étaient restés stables en volume (- 0,1 % par rapport à 2012). Dans le même temps les achats des ménages toutes viandes (fraîches, surgelées, élaborées, charcuterie) étaient également stables en volume (- 0,1 %). Dans un contexte économique difficile, les viandes de volaille et le porc avaient été privilégiées face à la viande bovine plus onéreuse.

En 2014, les achats de volailles des ménages pour leur consommation à domicile ont reculé (- 1,6 %) dans un contexte de nouvelle progression du prix moyen d'achat (+ 2,8 % par rapport à 2013). Cette baisse des achats en volume touche le poulet (- 1,0 %) et la dinde (- 3,7 %) tandis que le canard est stable (+ 0,1 %) et que les produits élaborés à base de volailles (panés, saucisses, etc.) progressent de 2,4 %. Les achats de viandes de porc frais ont concurrencé ceux de volailles en 2014. Les achats des ménages de viande de porc ont progressé de 1,3 % en 2014 avec des prix stables par rapport à 2013 (+ 0,2 %). En moyenne sur l'année, le prix d'achat de la longe de porc fraîche s'est établi à 7,44 €/kg contre 7,57 €/kg pour la découpe de poulet.

La consommation française totale de viandes de volailles, calculée par bilan, est quant à elle estimée en progression de 2,4 % en 2014. La comparaison avec l'évolution des achats des ménages (- 0,1 %) tend à indiquer une forte progression des achats de volailles de la RHD. Entre 2013 et 2014, la consommation française totale de viandes de poulet est évaluée en hausse de 3,3 % soit une progression de 35 000 tonnes. Les deux tiers de cette progression ont été approvisionnés par la production nationale et un tiers par les importations, ces dernières représentant près de 42 % de la consommation française de poulet. La consommation française totale de dinde est stable (- 0,3 %). L'augmentation de la production française de dinde a permis de substituer une partie des importations.

› Prévisions 2015

Hormis pour la filière poulet grand export, le bilan a été globalement positif pour les filières volailles de chair françaises en 2014. Si la filière française perd des parts de marché dans l'Union européenne, notamment face aux productions polonaises, l'accélération de la progression des abattages destinés à approvisionner le marché français depuis 2012 a permis de stabiliser la proportion de viandes de volailles d'origine étrangère consommée en France.

En 2015, la tendance à l'érosion des ventes françaises dans les pays de l'Union européenne face à la concurrence européenne devrait se poursuivre, le marché russe devrait rester fermé pour cause d'embargo consécutif à la crise ukrainienne et enfin les exportations de poulets entiers congelés à destination des pays du Proche et Moyen-Orient pourraient se stabiliser par rapport à 2014 si l'euro reste à un niveau faible par rapport au dollar comme durant les 3 derniers trimestres de 2014.

Enfin la consommation de volaille devrait poursuivre sa croissance au rythme de 1 à 2 % par an tandis que la production devrait être stable avec une progression des abattages destinés à approvisionner le marché français et un recul des ventes sur les marchés étrangers.

Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

1 000 tec	2013	2014*	%14*/13
Production	1 860	1 824	-2,0
Abattages	1 806	1 774	-1,7
Commerce extérieur viandes			
Exportations	636	574	-9,7
Importations	518	528	2,0
Solde	+118	+46	
Variations de stock	-5	-6	
Consommation **	1 693	1 734	2,4
Auto approvisionnement %	109,9	105,2	

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

* Estimations ** Calculée par bilan

Prévisions 2015

1 000 tec	2014*	2015**	%15**/14*
Production	1 824	1 818	-0,3
Importations	528	534	1,1
Exportations	574	543	-5,4
Consommation	1 734	1 762	1,6

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

* Estimations ** Prévisions

Production indigène brute de volaille en France

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
VOLAILLE	1 818	1 864	1 848	1 860	1 824	-2,0
Poulet	1 046	1 095	1 090	1 149	1 103	-4,0
Dinde	409	405	415	373	380	1,7
Canard	240	243	240	224	227	1,4
Pintade	40	39	37	37	38	1,9
Autres espèces avicoles	84	82	66	78	77	-1,3

Source : FranceAgriMer d'après SSP

* Estimations

Consommation indigène brute de viande de volaille en France

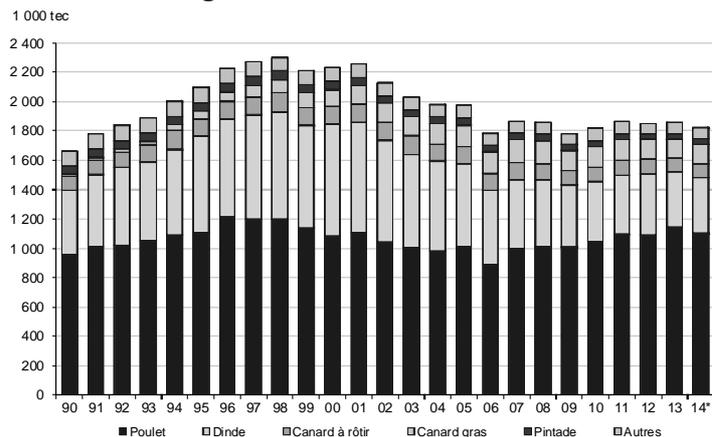
1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
VOLAILLE	1 617	1 646	1 670	1 693	1 734	2,4
Poulet	971	993	1 018	1 059	1 094	3,3
Dinde	325	329	349	333	332	-0,3
Canard	199	200	212	193	199	3,2
Pintade	37	37	30	30	31	3,1

Source : FranceAgriMer d'après SSP

* Estimations

NB : En 2012 ont été créées des nomenclatures douanières spécifiques aux découpes de pintade et de canard. Auparavant, les deux n'étaient pas dissociées et les volumes correspondants étaient tous affectés à la viande de canard. Ainsi les données des échanges de canard et de pintade ne sont pas comparables avant 2012 et après 2012. En revanche il est possible de comparer l'ensemble canard + pintade.

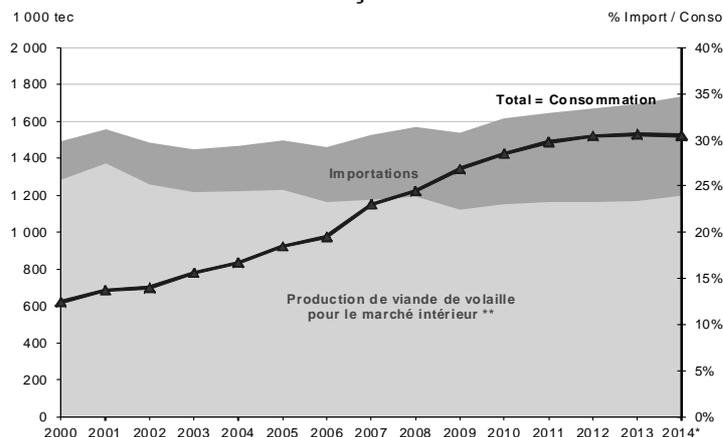
Production indigène brute de volaille en France



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viande de volaille



* Estimations ** Abattages - exportations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Achats de viande de volaille par les ménages français

	Tonnage %14/13	Prix moyen	
		€/kg	%14/13
VOLAILLE + ÉLABORÉS FRAIS	-1,6	7,79	1,9
Poulet	-1,0	6,78	2,8
PAC	-6,6	5,12	1,1
Découpe crue nature	+2,4	7,57	2,7
Dinde	-3,7	8,77	1,5
Canard	+0,1	12,07	3,0
Pintade	-0,4	8,68	0,5
Autres volailles	-17,9	7,48	1,8
Elaborés de volaille (hors charcuterie)	+2,4	8,23	=

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Structure des échanges français de viandes de volailles - En volume

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	622,1	663,2	636,5	635,9	574,1	-9,7
Union européenne	276,9	271,4	260,1	267,1	251,8	-5,7
Viandes fraîches	108,6	110,1	106,1	106,4	105,2	-1,2
Viandes congelées	107,7	104,4	96,9	96,6	90,3	-6,5
Préparations	56,0	52,8	52,4	59,2	55,2	-6,7
Volailles saumurées	2,2	2,2	2,2	1,4	1,2	-15,2
Pays tiers	345,1	391,8	376,4	368,7	322,6	-12,5
Viandes fraîches	13,5	12,5	13,3	12,8	15,3	19,4
Viandes congelées	321,5	368,9	352,7	348,4	300,2	-13,8
Préparations	8,0	10,0	10,1	7,1	5,6	-21,8
Volailles saumurées	2,1	0,4	0,2	0,4	1,6	277,5
Importations	460,9	490,0	508,3	517,9	528,1	2,0
Union européenne	425,0	453,4	472,8	490,2	496,5	1,3
Viandes fraîches	212,5	225,8	216,5	236,2	246,6	4,4
Viandes congelées	177,5	187,4	209,7	199,9	192,1	-3,9
Préparations	32,7	37,4	43,6	51,7	54,2	4,9
Volailles saumurées	2,3	2,8	3,0	2,4	3,8	54,7
Pays tiers	35,8	36,7	35,5	27,7	31,5	13,8
Viandes fraîches	0,4	0,3	0,6	0,8	0,3	-59,1
Viandes congelées	13,8	16,3	14,5	7,9	12,9	64,0
Préparations	18,7	17,2	15,9	14,5	13,5	-7,0
Volailles saumurées	3,0	2,8	4,6	4,5	4,7	5,7

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

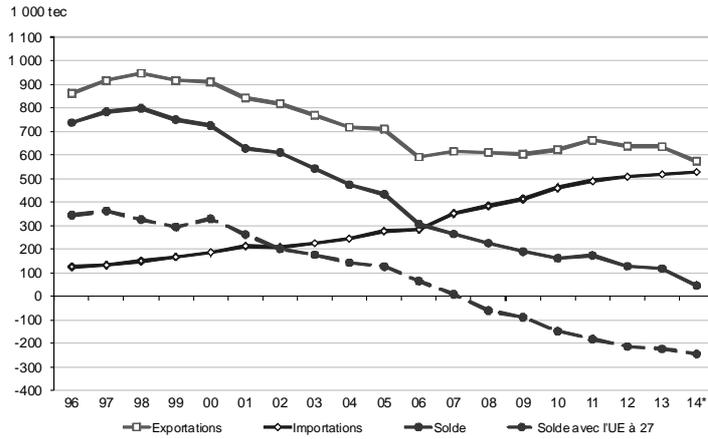
Structure des échanges français de viandes de volailles - En valeur

Millions €	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	1 063,3	1 219,2	1 213,7	1 235,9	1 112,4	-10,0
Union européenne	660,1	711,7	694,2	714,6	688,9	-3,6
Viandes fraîches	312,5	338,4	327,1	325,0	319,9	-1,6
Viandes congelées	169,5	186,9	172,6	174,1	168,6	-3,2
Préparations	170,4	178,4	187,3	209,6	195,1	-6,9
Volailles saumurées	7,7	8,0	7,2	5,9	5,7	-3,5
Pays tiers	403,3	507,4	519,5	521,3	425,7	-18,3
Viandes fraîches	40,2	41,3	43,1	47,7	51,2	7,5
Viandes congelées	334,1	431,9	442,3	451,2	354,4	-21,5
Préparations	27,4	32,9	33,2	21,3	18,7	-12,4
Volailles saumurées	1,6	1,3	0,8	1,1	2,1	92,6
Importations	846,2	994,1	1 061,4	1 111,4	1 127,8	1,5
Union européenne	770,2	908,1	975,6	1 039,8	1 050,3	1,0
Viandes fraîches	388,7	468,5	489,3	533,5	533,7	0,0
Viandes congelées	276,2	312,2	343,1	339,2	335,2	-1,2
Préparations	100,6	121,2	136,9	160,8	172,5	7,3
Volailles saumurées	4,8	6,2	6,4	6,2	8,9	43,6
Pays tiers	76,0	86,0	85,7	71,6	77,5	8,2
Viandes fraîches	1,0	0,9	1,4	1,6	0,8	-51,2
Viandes congelées	27,8	34,4	30,5	17,5	25,7	47,1
Préparations	41,7	44,9	45,1	43,7	40,9	-6,4
Volailles saumurées	5,6	5,8	8,7	8,8	10,0	12,8

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

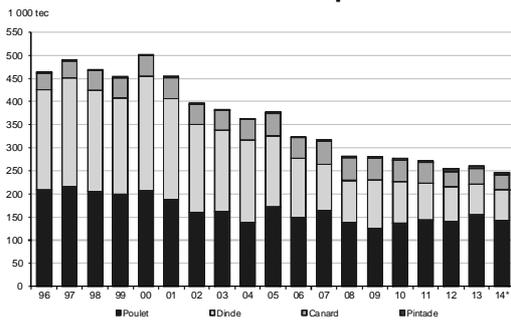
Commerce extérieur français de viandes de volailles



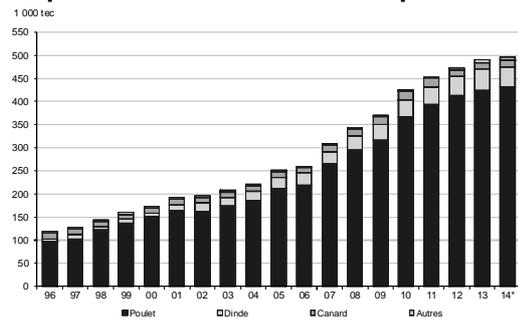
* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

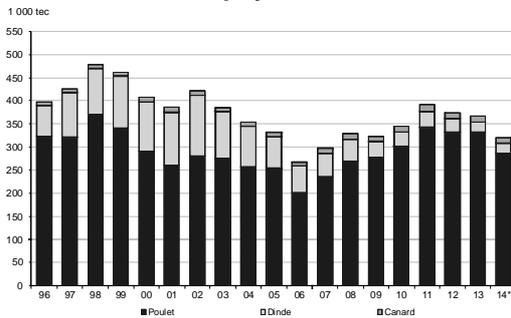
Exportations françaises de viandes de volailles vers l'Union européenne



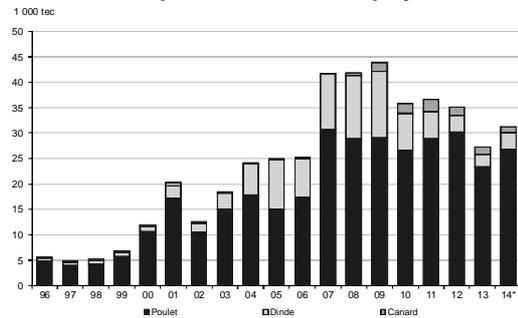
Importations françaises de viandes de volailles en provenance de l'Union européenne



Exportations françaises de viandes de volailles vers les pays tiers



Importations françaises de viandes de volailles en provenance des pays tiers



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

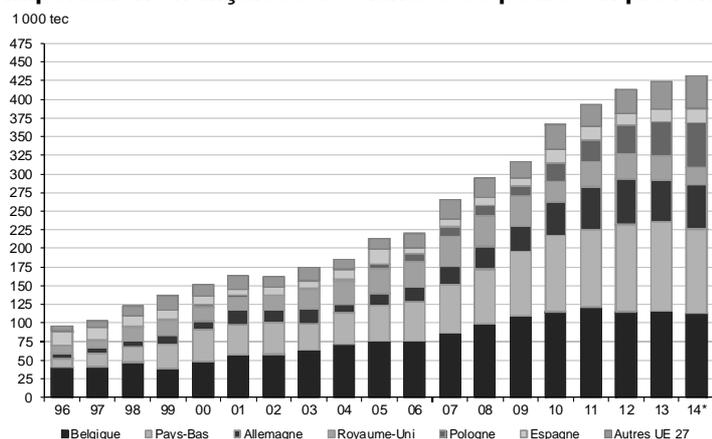
Commerce extérieur français de viandes de poulet avec l'Union européenne

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	136,5	144,0	141,1	154,2	142,7	-7,5
Espagne	26,5	32,4	28,6	30,5	31,8	4,2
Royaume-Uni	22,3	23,7	24,8	26,8	24,4	-9,1
Belgique	17,7	17,5	16,4	21,0	19,1	-9,2
Allemagne	16,1	19,9	19,8	18,5	18,1	-2,3
Pays-Bas	11,6	10,1	8,9	11,8	11,9	0,8
Italie	9,0	9,1	10,1	9,4	8,4	-10,6
Importations	366,4	393,2	413,7	423,5	431,7	1,9
Belgique	115,4	121,4	115,3	115,5	112,4	-2,7
Pays-Bas	102,2	104,4	117,1	120,5	113,8	-5,6
Allemagne	45,3	57,2	61,1	55,7	59,8	7,3
Royaume-Uni	27,8	33,8	33,1	32,1	22,5	-29,9
Pologne	23,8	28,7	38,8	46,7	60,1	28,7
Espagne	19,3	18,3	15,7	16,3	19,4	19,0
SOLDE	-229,9	-249,2	-272,6	-269,3	-289,0	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

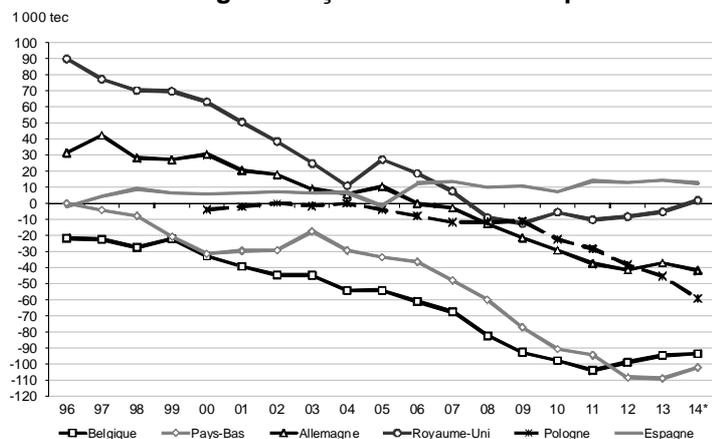
Importations françaises de viandes de poulet en provenance de l'UE à 27



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Solde des échanges français de viandes de poulet avec l'UE à 27



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur français de viande de dinde avec l'Union européenne

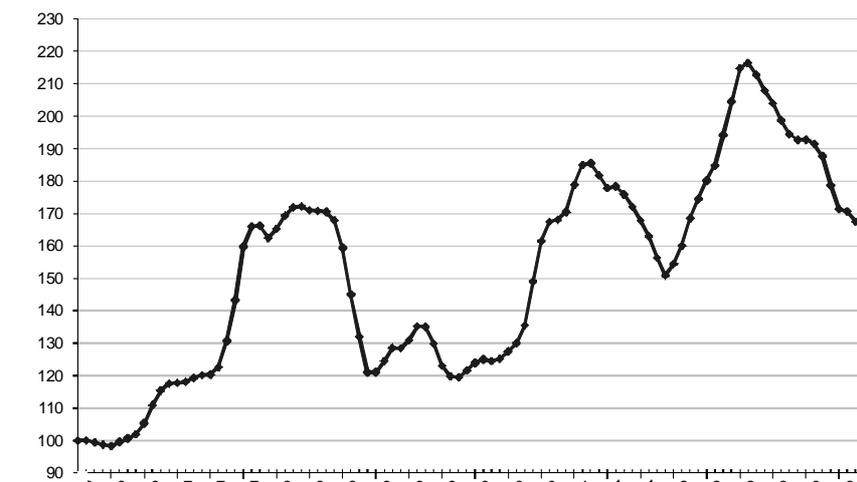
1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Exportations	90,1	78,7	74,7	67,6	66,8	-1,2
Belgique	22,1	21,2	22,2	21,0	20,8	-0,9
Espagne	17,9	14,0	11,8	9,0	12,0	33,0
Allemagne	12,2	12,8	12,8	14,6	14,3	-2,1
Royaume-Uni	7,1	6,0	2,9	2,7	3,0	11,6
Grèce	6,9	3,6	3,8	3,4	3,0	-9,5
Pays-Bas	2,8	3,0	2,6	1,8	2,0	12,0
Italie	2,7	1,2	1,5	1,1	1,6	42,9
Danemark	2,2	1,8	1,9	1,9	1,8	-1,3
Importations	36,9	38,6	41,1	46,7	42,9	-8,3
Allemagne	12,4	14,8	16,0	16,1	14,5	-9,9
Italie	6,9	6,2	6,3	6,9	6,4	-8,0
Pays-Bas	4,7	4,2	3,8	4,3	3,6	-17,0
Espagne	3,5	3,8	4,1	5,1	4,7	-7,3
Belgique	2,3	2,4	2,4	3,9	4,1	6,2
Royaume-Uni	1,8	1,7	1,5	3,4	1,9	-44,8
Pologne	2,6	3,3	4,5	4,6	5,6	21,1
SOLDE	+53,2	+40,1	+33,6	+20,8	+23,9	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Indice ITAVI coût matières premières de l'aliment poulet standard Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2006



Source : FranceAgriMer d'après Itavi

Le marché de la volaille de chair dans l'Union européenne

› Le contexte mondial du marché de la volaille en 2014

Le début de l'année 2014 a été relativement favorable aux filières avicoles mondiales et européennes qui ont bénéficié, d'une part d'un nouveau recul du cours des matières premières destinées à l'alimentation animale et, d'autre part d'une demande soutenue des consommateurs pour une viande dont le prix est moins élevé que ses concurrentes, dans un contexte économique morose tant dans les pays développés que dans les pays émergents (Brésil, Chine notamment). Les épizooties ont eu également un impact sur la substitution porc / volaille par les consommateurs, notamment en Chine où l'influenza aviaire a impacté les filières avicoles tandis que la production de porc semblait reprendre et aux États-Unis où l'épizootie de PED affectant le cheptel porcin a conduit à une forte augmentation du prix du porc entraînant un report de consommation vers la volaille. Le commerce international de la volaille a été fortement impacté à partir d'août 2014 par la mise en place d'un embargo par la Russie sur les viandes de volailles en provenance de l'Union européenne et des États-Unis, provoquant des opportunités pour les pays exportateurs non concernés par l'embargo comme le Brésil, l'Argentine ou encore la Thaïlande. Enfin, la fin de l'année 2014 a été marquée par l'apparition de cas d'influenza aviaire hautement pathogénique en Europe (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni et Italie) mais également dans le nord-ouest des États-Unis après avoir touché la Corée du Sud et le Japon. Si l'impact sur la production semble devoir être limité, de nombreux pays ont déjà pris des mesures de restrictions à l'importation sur les produits avicoles en provenance de l'UE et des autres pays touchés.

Sur les 11 premiers mois de 2014, les abattages de volailles aux États-Unis ont progressé de 0,9 % par rapport à la même période en 2013 pour s'établir à 20,3 millions de tonnes, résultat d'une progression de 1,3 % des abattages de poulets tandis que ceux de dinde ont été en recul de 1,9 %.

Au Brésil, les abattages de poulets devraient progresser de 2 % à 4 % en 2014 pour atteindre 12,8 millions de tonnes, le développement de la production de poulet étant porté principalement par le marché intérieur et, dans une moindre mesure, par les exportations.

Selon l'USDA, la production de poulets en Chine serait stable en 2014 par rapport à 2013, autour de 13 millions de tonnes, du fait d'une stagnation de la consommation intérieure liée à une baisse du prix du porc et une présence d'influenza aviaire endémique impactant les opérateurs et conduisant à des restructurations dans le secteur.

En 2014, la croissance de la production a été modérée en Thaïlande du fait d'une progression des coûts de production et de cas de maladie de Newcastle incitant les opérateurs à la prudence. Cependant, Saha Farms, l'un des principaux intégrateurs thaïlandais a redémarré ses activités au second semestre de 2014 après 8 mois de cessation d'activité et les opérateurs thaïlandais sont de nouveau autorisés à exporter de la viande crue vers le Japon depuis fin 2013.

La croissance de la demande mondiale en produits avicoles, moins chers que les autres viandes, continue néanmoins de soutenir la production de volailles. Dans le monde, la FAO estime la croissance de la production en 2014 à 1,1 %, contre 0,9 % en 2013. Elle reste supérieure à la croissance de la production des viandes bovines et ovines (respectivement + 0,8 % et 0,6 %) mais légèrement inférieure à la croissance de la production de porc (+ 1,4 %).

Selon la FAO, le commerce mondial de volailles a cru de 2,1 % en 2014 par rapport à 2013 à 13,5 millions de tonnes environ.

› Une croissance marquée de la production européenne de volaille dans un contexte de demande intérieure soutenue dans les nouveaux États membres

Dans l'Union européenne à 28 (UE-28), à partir des données de la Commission européenne et de sources nationales, la production de volaille en 2014 est estimée en progression de 3,4 %, nettement plus élevée qu'en 2013 (+ 1,5 %).

En 2014, près de 55 % de l'augmentation de la production provient des nouveaux États membres (NEM) et notamment de Pologne, de Hongrie ou encore de Roumanie dont les productions ont cru respectivement de 9 %, 12 % et 6 %. Avec une production de volailles atteignant 1,76 million de tonnes en 2014, la Pologne, à elle seule, a contribué à plus du tiers de la croissance de la production européenne. En revanche, dans l'Union européenne à 15 (UE-15), la hausse de la production a été plus modérée (+ 1,8 %) et la situation est plus contrastée. La production a augmenté en Belgique, aux Pays-Bas (+ 2,8 %) et en Allemagne (+ 3,1 %) ainsi qu'en Espagne (+ 7,8 %) ou en Grèce (+ 5,7 %) tandis

qu'elle est restée stable dans les îles britanniques (- 0,7 %) et en Italie (- 0,4 %). C'est en France que le recul de la production a été le plus marqué en valeur absolu en 2014 avec 42 600 tonnes produites en moins par rapport à 2013 mais reste le premier producteur européen de volailles.

La production de poulets représente 77 % des volumes de volailles produits dans l'UE-28 et a connu une croissance de 4,1 % entre 2013 et 2014 avec une augmentation significative de la production en Pologne (+ 8,2 %), en Hongrie (+ 13,1 %) et au Benelux (+ 14,8 %). En revanche, la production de dinde de l'UE-28 a connu une croissance plus modérée, de 1,5 %, marquée par une forte progression dans les NEM et notamment en Pologne et en Hongrie tandis que la production dans l'UE-15 est en recul de 1,6 %. Seules la France, l'Allemagne et l'Espagne ont vu leur production de dindes croître entre 2013 et 2014, reflétant davantage une stabilisation de la production après une année 2013 difficile pour les deux premiers pays cités.

Les abattages de canard ont également progressé de 3,4 % en 2014, principalement dans les NEM (Hongrie et Bulgarie en tête) mais également dans l'UE-15, reflétant pour ce dernier groupe de pays une stabilisation de la production après un fort recul en 2013.

› Une amélioration du solde des échanges européens de viande de volaille avec les pays tiers

En 2014, les exportations européennes de viande de volaille à destination des pays tiers sont estimées en hausse de 2,3 % en volume pour atteindre 1,46 million de tec. En revanche, l'évolution en valeur a été négative entre 2013 et 2014 avec un repli de 6,5 % (1,5 milliard d'euros) lié principalement au recul des exportations de poulets entiers congelés (françaises en particulier) vers les pays du Proche et Moyen-Orient. Les principaux contributeurs au développement des volumes exportés ont été les Pays-Bas (+ 38 000 tonnes), la Pologne (+ 24 100 tonnes) et le Royaume-Uni (+ 11 800 tonnes) alors que la France s'inscrit en net recul (- 51 500 tonnes). Par type de produits, on constate ainsi une forte progression des découpes congelées de poulets (+ 10,3 %) tandis que les découpes congelées de dindes sont stables. Les ventes de poulets entiers congelés reculent de 15,1 %, conséquence de la mise à zéro des restitutions à l'exportation en juillet 2013 notamment vers le Proche et Moyen-Orient. Les exportations vers la Russie ont diminué de 5 % en raison, d'une part d'une politique d'autosuffisance en viande de volaille poursuivie en Russie et, d'autre part de la mise en place d'un embargo sur les viandes de volailles en provenance de l'Union européenne en août 2014. En revanche, les exportations à destination de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie ont progressé respectivement de 9,6 % et 11,7 %.

Après avoir reculé entre 2012 et 2013, les importations européennes ont progressé en 2014 pour s'établir à 1,10 million de tec (+ 2,5 % par rapport à 2013) et 2,20 milliards d'euros (+ 4,3 %). Alors que les importations en provenance du Brésil et de Thaïlande sont en légère progression entre 2013 et 2014 (respectivement + 5 100 tonnes et + 1 700 tonnes), l'ouverture de contingents à droits nuls pour la viande de volaille en provenance d'Ukraine a conduit à l'importation de 14 600 tonnes en provenance de ce pays. Ces volumes étaient pratiquement nuls avant 2013. Les achats en provenance du Chili sont en recul (- 3 000 tonnes) et ceux en provenance d'Argentine stables (+ 600 tonnes).

Le recul des exportations européennes en 2014, ainsi que la progression des importations, ont conduit à une dégradation du solde des échanges de volailles de l'UE-28 avec les pays tiers. En 2010, il était redevenu positif en volume après cinq années de déficit et a atteint 349 000 tec en 2014 (contre 357 000 tonnes en 2013). En valeur, le déficit de la balance commerciale européenne s'est accru et a atteint 724 millions d'euros en 2014.

› Une croissance significative de la consommation de volailles dans l'UE à 28

En 2014, la consommation de viandes de volailles dans l'UE-28 a connu une croissance comprise entre 2 % et 3 % dans un contexte économique morose pour les ménages européens qui ont privilégié la viande la moins chère. La croissance de la consommation de volaille a été de l'ordre de 3 % dans les NEM tandis qu'elle a été plus limitée dans l'UE-15 (1,5 %). La quasi-totalité de l'accroissement de la consommation de volailles de l'Union européenne a été réalisée par le poulet. La consommation de dinde est restée stable (+ 0,1 %).

› Prévisions 2015

Dans le secteur de la volaille, compte tenu des cycles de production courts et d'une capacité d'ajustement rapide des mises en place, l'établissement de prévisions est difficile. Néanmoins, la demande intérieure européenne devrait connaître une croissance modeste, du fait notamment d'une concurrence accrue avec la viande porcine en 2015 dans un contexte économique qui devrait s'améliorer de manière très progressive. La production européenne devrait progresser modestement en 2015, essentiellement sur le poulet.

Les exportations devraient fléchir entre 2014 et 2015 du fait du maintien de l'embargo russe, de l'érosion possible des ventes de poulets entiers congelés vers les marchés du Proche et Moyen-Orient mais également d'embargos pour raisons sanitaires (influenza aviaire) qui pourraient être maintenus en 2015. En revanche, la dépréciation de l'euro par rapport au dollar pourrait avoir un effet positif sur la compétitivité des exportations européennes.

Conséquence de cette dépréciation de l'euro, les flux en provenance des pays tiers pourraient se réduire et se déplacer vers des pays plus rémunérateurs (Proche et Moyen-Orient, Japon, etc.).

Bilan de l'UE à 28 dans le secteur de la volaille de chair

1 000 tec	2013	2014*	%14*/13
Production	13 218	13 603	2,9
Commerce extérieur viandes			
Exportations	1 423	1 461	2,7
Importations	1 066	1 107	3,8
Solde	+357	+354	
Consommation UE**	12 860	13 248	3,0
Consommation S 28***	12 216	12 389	1,4
Auto approvisionnement %	102,8	102,7	

* Estimations ** Calculée par bilan *** Cumul des consommations de chaque État membre
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales et Douanes

Prévisions 2015

1 000 tec	2014*	2015**	% 15**/14*
Production	13 664	13 705	0,3
Importations	1 107	1 085	-2,0
Exportations	1 461	1 446	-1,0
Consommation	13 309	13 343	0,3

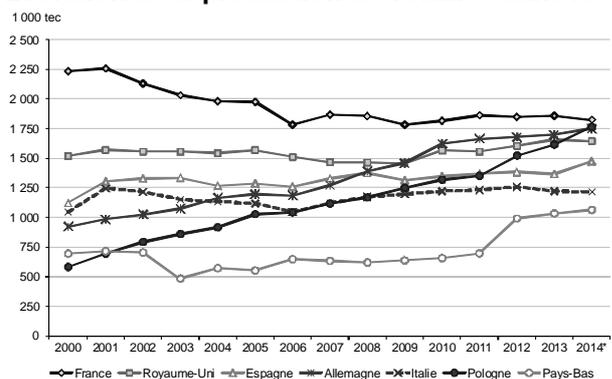
* Estimations ** Prévisions
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales et Douanes

Production indigène brute de volailles dans l'Union européenne

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
France	1 818	1 864	1 848	1 860	1 824	-2,0
Royaume-Uni	1 566	1 556	1 605	1 657	1 645	-0,7
Allemagne	1 623	1 663	1 680	1 697	1 750	3,1
Espagne	1 347	1 371	1 383	1 366	1 474	7,8
Italie	1 222	1 232	1 258	1 222	1 217	-0,4
Pays-Bas	658	699	993	1 036	1 065	2,8
Portugal	297	294	294	295	299	1,5
Belgique-Luxembourg	276	294	303	309	308	-0,3
Danemark	193	189	188	197	188	-4,8
Autriche	125	128	125	121	117	-3,5
Grèce	180	177	183	182	193	5,7
Total UE 15	9 650	9 813	10 205	10 306	10 456	1,5
Pologne	1 320	1 353	1 523	1 617	1 763	9,0
Hongrie	361	381	403	387	434	12,2
Roumanie	287	296	323	337	358	6,4
Total NEM 12/13	2 569	2 614	2 824	2 911	3 147	8,1
TOTAL UE 27/28	12 218	12 428	13 029	13 276	13 665	2,9

* Estimations UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales

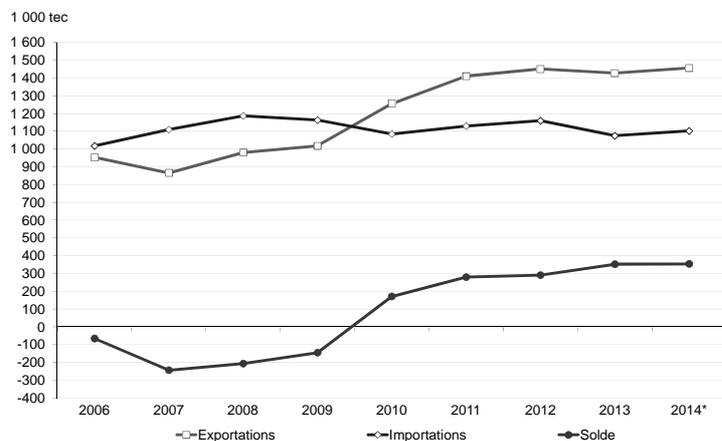
Évolution de la production de volailles dans les principaux pays producteurs de l'UE à 27



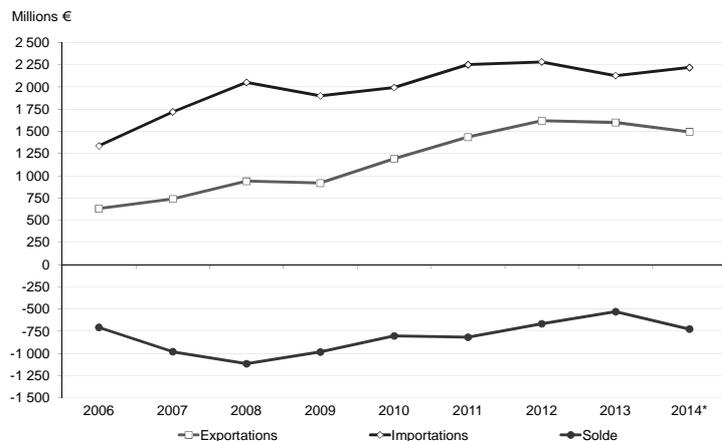
* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales

Commerce extérieur de viandes de volailles de l'UE à 27 avec les pays tiers En volume



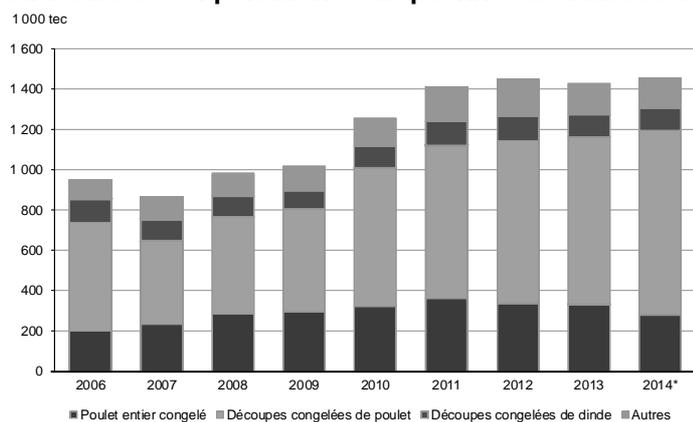
En valeur



* Estimations UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

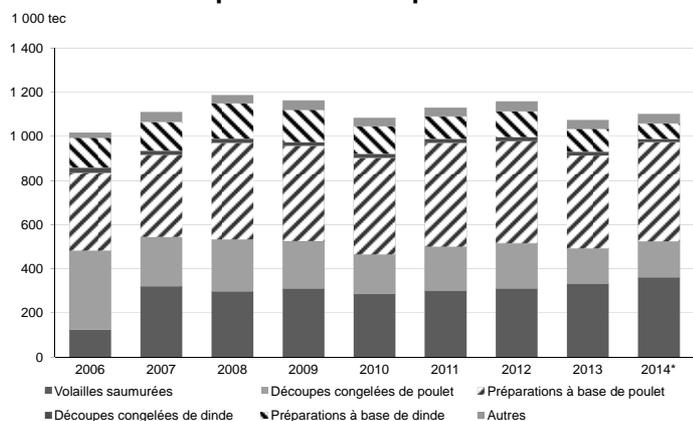
Structure des exportations européennes de viandes de volailles



* Estimations UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Structure des importations européennes de viandes de volailles



* Estimations UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Destinations des exportations européennes de viandes de volailles

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Russie	252	116	122	99	94	-5,0
Proche et Moyen Orient	237	295	283	279	218	-22,1
Afrique Subsaharienne	323	469	530	560	614	9,6
Asie de l'Est	211	265	206	214	240	11,7
Autres	234	266	310	275	291	6,0
TOTAL	1 256	1 411	1 451	1 428	1 457	2,0

* Estimations UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Origines des importations européennes de viandes de volailles

1 000 tec	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
Brésil	699	716	694	611	616	0,8
Thaïlande	278	289	336	353	355	0,5
Autres	108	126	130	110	131	18,5
TOTAL	1 085	1 130	1 160	1 075	1 103	2,5

* Estimations UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 en 2013 et 2014

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

lait



Le marché du lait de vache en France

› Léger repli du cheptel de vaches sur la fin d'année mais des disponibilités en jeunes femelles

L'année 2014 a débuté avec un cheptel de femelles laitières (âgées de plus de 24 mois) en hausse de 1,5 % par rapport au 1^{er} janvier 2013. Cette situation a fait suite à un phénomène de recapitalisation, qui est passé notamment par une réduction du taux de réforme, et donc des abattages de vaches laitières, en 2013. Le cheptel de femelles de plus de 24 mois comptait ainsi environ 62 500 têtes de plus au 1^{er} janvier 2014. Sur les quatre premiers mois de l'année, les abattages de vaches laitières ont à nouveau reculé de 5,1 % par rapport à la même période de 2013 (- 10 400 têtes), ce qui a conduit à une hausse maximale de 1,8 % des effectifs (72 350 têtes de plus) comparativement à l'année précédente au 1^{er} mai 2014.

La tendance s'est ensuite inversée, les abattages passant à des niveaux supérieurs à ceux constatés en 2013 dès le mois de mai. Cette hausse a d'abord été mathématique : avec un taux de réforme constant jusqu'en août, le nombre de vaches abattues a progressé compte tenu de la taille plus étoffée du cheptel. Mais, à partir de la fin de l'été, le dynamisme des abattages a été la conséquence de la dégradation de la situation sur le marché des produits laitiers, liée à une offre en lait trop abondante par rapport à une demande mondiale moins prononcée. Au 1^{er} novembre 2014, le cheptel de femelles laitières s'établissait ainsi en faible hausse de 0,4 % par rapport au 1^{er} novembre 2013 (soit 19 000 têtes supplémentaires).

La croissance du cheptel de femelles de moins de deux ans s'est en revanche intensifiée tout au long de l'année pour atteindre + 2,7 % au 1^{er} novembre 2014. À la veille de la sortie des quotas laitiers, les producteurs français devraient donc pouvoir développer leur cheptel et leur production si des signes du marché les y incitaient.

› Une collecte dynamique dans un contexte favorable, mais un léger ralentissement sur la fin de l'année

Sur le premier semestre 2014, la collecte française a évolué selon la même tendance haussière que celle constatée sur les derniers mois de l'année 2013. Ainsi, la production de la seconde partie de la campagne 2013/14 a compensé le fort repli observé sur les six premiers mois, limitant la sous-réalisation à 6,9 % (1,8 million de tonnes). Il faut toutefois rappeler que l'évolution du niveau des quotas est déconnectée des perspectives de marché depuis 2006. Ce sont maintenant les conditions contractuelles qui définissent souvent les limites individuelles de production.

Toutes les conditions ont été réunies pour encourager la production laitière en 2014, au moins jusqu'à la fin de l'été. Les coûts de production (mesurés via l'Ipampa lait de vache de l'Institut de l'élevage) ont globalement été en repli en 2014, malgré une légère reprise entre février et avril. Les prix des aliments achetés ainsi que du poste « énergie et lubrifiants » en particulier ont reculé. En moyenne sur l'année, l'indice a été inférieur de 1,4 % à sa valeur de 2013 (- 1,5 point). De plus, contrairement à 2013, les récoltes de céréales fourragères et de fourrages, tout comme la pousse de l'herbe, ont été abondantes et de bonne qualité en 2014. Enfin, le prix du lait s'est inscrit sur de hauts niveaux jusqu'au mois de septembre, supérieurs de 68 à 10 € à ceux de l'année précédente selon les mois (de + 21 à + 3 %). Il est resté élevé même lors du creux estival de production, freinant de fait la baisse traditionnelle de la collecte à cette période de l'année. Ainsi, sur les neuf premiers mois de l'année, la collecte française a progressé de 7 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Toutefois, la reprise de la collecte début octobre a été moins rapide qu'en 2013 et les niveaux se sont rapprochés de ceux qui étaient alors constatés. Le ralentissement de la collecte est lié à la dégradation des conditions de marché à partir de l'automne : offre trop abondante par rapport à une demande plus calme sur le marché mondial, repli des cours des produits et baisse du prix du lait payé au producteur, qui a retrouvé au mois d'octobre le même niveau qu'en 2013. Le ralentissement apparent de la collecte à partir d'octobre 2014 est néanmoins à relativiser puisque c'est à partir du mois d'octobre 2013 que la production avait enregistré une nette croissance. Sur octobre – décembre 2014, la hausse s'est ainsi établie à 1,8 %.

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2014/15, la collecte est en hausse de 5,2 %. La France ne devrait pas réaliser son quota mais la sous-réalisation pourrait être bien moins marquée que sur les dernières campagnes.

› Des volumes supplémentaires de lait ont surtout été transformés en produits industriels

Ces volumes de lait supplémentaires collectés ont été d'abord transformés en produits industriels, rapidement et facilement stockables. Dans un contexte de hausse de collecte, non seulement en France, mais également dans l'Union européenne et les autres principaux pays producteurs, les poudres et le beurre représentaient les débouchés les plus judicieux, d'autant plus que la demande mondiale était au rendez-vous. Le phénomène s'est accentué à partir du mois d'août quand l'embargo russe a conduit les opérateurs à substituer les fabrications de beurre et de poudres à celles de fromages, anticipant des difficultés d'écoulement de ces derniers. Ainsi, d'après les données de l'enquête mensuelle laitière réalisée par FranceAgriMer, les fabrications de poudres (toutes catégories confondues) ont augmenté de 19 % en 2014, soit d'environ 90 000 tonnes, quand celles de beurre ont progressé de 7,2 % (+ 9,0 % pour l'ensemble des matières grasses, ce qui représente 36 000 tonnes supplémentaires, exprimées en équivalent beurre). Ces deux produits ont évolué dans le même sens, le beurre étant un coproduit des poudres de lait écrémé pour la valorisation de la partie grasse du lait.

Les fabrications d'emmental semblent marquer un rebond cette année, après la baisse de 2013. C'est en effet une croissance de 3 % qui a été observée. Les fromages à pâtes persillées progressent d'un peu moins de 1 %, alors que leurs volumes s'érodaient légèrement depuis 2010. En revanche, les fabrications de camemberts reculent (- 5 %) ; elles étaient stables depuis 2011.

Après deux années consécutives de hausse, les fabrications de lait UHT se sont repliées en 2014 (- 4,4 %) et repasseraient sous les niveaux enregistrés en 2012. La consommation française est plutôt orientée à la baisse, ce qui explique un moindre besoin de production de lait liquide, malgré des exportations en croissance.

Dans un contexte d'offre importante, les prix des produits industriels, après avoir atteint des niveaux élevés sur les premiers mois de l'année, ont été orientés à la baisse, une baisse qui a été accentuée à partir du mois d'août par l'annonce de l'embargo russe sur les produits laitiers européens. Ils se sont ensuite stabilisés à des niveaux bas sur les dernières semaines de l'année. En moyenne, sur l'année, la poudre de lait écrémé et la poudre grasse ont perdu environ 13 % de leur valeur de 2013, pour finir en semaine 52 à 1 800 et 2 400 €/t respectivement. La poudre de lactosérum a reculé de près de 8 % et le beurre vrac industriel de 3,5 %.

› Une amélioration du solde des échanges de produits laitiers malgré les difficultés rencontrées au second semestre

En 2014, le solde en valeur du commerce extérieur de produits laitiers devrait atteindre près de 3,9 milliards d'euros, son plus haut niveau depuis le début des années 2000. Cette évolution est la conséquence d'une nette croissance des exportations, qui compense largement la hausse également observée sur les importations. Le solde des échanges continue de croître fortement avec les pays tiers. Il est également reparti à la hausse avec les États membres de l'Union européenne à 28.

Le solde du commerce de poudres de lait écrémé, et de poudres grasses dans une moindre mesure, s'est amélioré en 2014, grâce à un net développement des exportations. Après une forte dégradation en 2013, le solde du commerce de beurre¹ s'est stabilisé : les exportations comme les importations ont augmenté. Le solde des échanges de crème, déficitaire, s'est maintenu à son niveau de 2013, malgré un ralentissement des échanges. Le repli le plus prononcé est constaté pour les fromages, dont le solde a perdu environ 73 millions d'euros pour s'établir à un peu moins de 1,7 milliard d'euros.

En volume, le solde du commerce de fromages s'est dégradé d'environ 45 milliers de tonnes. Après le rebond enregistré en 2013, les exportations de fromages ont ralenti en 2014 (- 30 000 tonnes). Tous les pays partenaires, dans et hors Union européenne, ont été concernés par cette baisse, ainsi que la quasi-totalité des fromages, exception faite des pâtes molles. Les États-Unis, premier débouché des fromages français parmi les pays tiers, ont réduit leurs approvisionnements tandis que la Corée du Sud et l'Arabie Saoudite ont importé plus de fromages.

Le repli s'est renforcé à partir du mois d'août suite à l'embargo russe décrété le 7 du mois. Les ventes se sont arrêtées vers la Russie et les volumes non expédiés n'ont pas pu être totalement reportés vers d'autres destinations, la France se retrouvant en concurrence avec l'ensemble des États membres de l'Union européenne, mais également les États-Unis et l'Australie, pour écouler les excédents de produits. Ainsi, sur la période août - octobre, les exportations nettes² de fromages français ont diminué de 8,7 %

¹ Beurre et matière grasse laitière anhydre, exprimés en volume d'équivalent beurre

² Le terme « exportations nettes » désigne le solde positif des échanges (exportations – importations).

par rapport à la même période de l'année précédente. Outre la Russie, les États-Unis et le Japon ont réduit leurs achats de fromages français, tout comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne. C'est vers la Corée du Sud, l'Algérie ainsi que les Pays-Bas et l'Italie que la France a réussi à augmenter ses exportations de fromages au cours de ces trois mois.

Afin d'éviter un déséquilibre trop important du marché, les industriels ont réduit les fabrications de fromages dès la fin de l'été, compensant avec des fabrications de beurre et de poudres de lait écrémé. Ces volumes supplémentaires ont trouvé des débouchés sur le marché mondial. Ainsi, les exportations nettes françaises de poudres de lait écrémé ont augmenté de plus de 70 % en 2014. Le développement des ventes a débuté dès janvier, en réponse à la forte demande des pays d'Asie. La Chine a doublé ses achats de poudres de lait écrémé françaises quand l'Indonésie les a multipliées par cinq. La Malaisie et les Philippines, qui n'avaient rien importé en 2013, ont acheté des volumes non négligeables. Ces quatre pays ont contribué pour un cinquième au solde positif du commerce français de poudres de lait écrémé. Néanmoins, la hausse des importations chinoises s'est principalement concentrée sur le 1^{er} semestre : les autorités chinoises avaient décidé une baisse des droits de douane, favorisant les importations et les opérateurs en avaient profité pour acheter la quasi-totalité de leurs besoins en poudres. Les volumes expédiés vers cette destination ont donc par la suite reculé et la France s'est tournée vers d'autres débouchés : l'Union européenne (Pays-Bas, Belgique, possiblement pour des exportations vers des pays tiers via les ports d'Anvers et Rotterdam) mais également l'Algérie, dont les approvisionnements en poudres de lait écrémé françaises ont progressé de plus de 75 % en 2014, le Maroc et l'Égypte.

Après une forte dégradation en 2013, le solde négatif des échanges français de beurre s'est stabilisé en 2014 à environ - 108 milliers de tonnes. Les importations, avec une augmentation de 9 %, ont atteint leur niveau le plus élevé sur les quatorze dernières années. La France est toujours déficitaire dans ses échanges avec les autres membres de l'Union européenne mais elle est exportatrice nette vers les pays tiers, de façon plus prononcée cette année. L'Afrique du Nord ainsi que les pays du Proche et Moyen Orient ont été ses principaux acheteurs.

Le solde positif des échanges de poudres grasses est resté stable par rapport à 2013, avec une augmentation des importations et des exportations équivalentes en volume. La Nouvelle Zélande, très présente sur le marché mondial de la poudre grasse, a fortement concurrencé les autres exportateurs, dont la France. L'Algérie est devenue le premier débouché pour les poudres grasses françaises, devant l'Union européenne, avec des exportations nettes deux fois plus élevées en 2014 qu'en 2013.

› Les matières grasses et les produits biologiques soutiennent la consommation

Les prix des produits laitiers à la consommation, en particulier les matières grasses (beurre, crème), ont globalement suivi les évolutions des prix pratiqués sur le marché mondial. Ils ont en cela été caractérisés par une croissance sur les premiers mois de l'année, puis par un repli sur la seconde moitié de l'année. Et en moyenne sur l'année, les prix restent légèrement supérieurs à ceux de l'année précédente. En 2014, l'Insee a constaté une augmentation de 1,8 % pour les fromages et de 1,1 % pour le beurre par rapport à 2013, quand l'indice général tous produits alimentaires montre une hausse de 0,5 % sur la même période. Les yaourts et desserts lactés ont en revanche enregistré une baisse de leur prix (- 0,8 %).

Ce repli n'est en revanche pas observé par le panel consommateurs de Kantar Worlpanel, qui indique au contraire une hausse des prix de la quasi totalité des produits laitiers issus de lait de vache conventionnel : + 3,1 % pour les yaourts en moyenne sur l'année, + 2,7 % pour le lait liquide, + 1,9 % pour les fromages, + 1,8 % pour la crème. Les prix du beurre sont en moyenne stables sur l'année et ceux du fromage frais en léger recul (- 0,5 %). Dans ce contexte, l'évolution des achats des ménages a été similaire à celle de 2013. Le beurre et la crème sont les produits les plus attractifs, avec des progressions respectives de 3,1 et 2,0 %. Il semble que la tendance du « fait-maison » perdure et profite à ces produits. C'est également le cas pour certains fromages. En effet, si les volumes de fromages achetés ont légèrement reculé (- 0,5 %), l'emmental, le comté et la mozzarella s'en sortent bien, avec de nettes hausses par rapport à 2013. Ces fromages entrent dans la composition des salades, tartes et autres préparations maison plus facilement que du camembert ou de la raclette, dont les achats ont reculé en 2014. Les achats de produits ultra-frais (yaourts, fromages frais et desserts lactés frais) continuent de s'éroder (- 1,5 %), tout comme le lait liquide (- 3,8 %).

La situation est toutefois différente pour les produits laitiers d'origine biologique, dont les volumes achetés ont tous progressé en 2014. S'ils sont en proportion encore peu significatifs comparativement aux produits conventionnels, la tendance est uniforme et parfois plus prononcée pour des produits qui perdent de l'attractivité en origine conventionnelle. Le lait liquide biologique (6 % du lait liquide total

acheté par les ménages) a progressé de 8,0 %, les yaourts (2,5 % des volumes totaux) de 12,3 % et les fromages (0,4 % des volumes) de 7,3 %.

› Prévisions 2015

Le marché mondial de produits laitiers semble se stabiliser sur la fin de l'année 2014. La collecte, aussi bien en France que dans d'autres États membres, mais également en Océanie, semble ralentir. Les prévisions de collecte ont d'ailleurs été revues à la baisse en Nouvelle-Zélande. Dans l'Union européenne, la menace de pénalités dans un contexte moins favorable que lors de la campagne 2013/14 devrait impacter le niveau de production à la baisse dans certains pays qui s'acheminent vers un dépassement de leur référence. Les premiers signes sont d'ailleurs visibles en Allemagne. Ces perspectives de production devraient permettre un rééquilibrage des marchés. Il ne devrait cependant pas être immédiat : même si la collecte ralentit, les stocks de beurre et de poudre pourraient peser encore sur le marché et repousser de quelques mois une éventuelle hausse des prix.

Dans un contexte de production record de maïs en France et dans l'Union européenne, les prix de cette céréale devraient rester à des niveaux relativement bas, au moins sur les six premiers mois. Les coûts de production pourraient donc poursuivre leur baisse. Mais la production laitière française, à partir du mois d'avril, devrait surtout être influencée par les contrats établis par les entreprises auprès de leurs producteurs, qui devraient eux-mêmes dépendre de la demande sur le marché mondial et sur le marché intérieur.

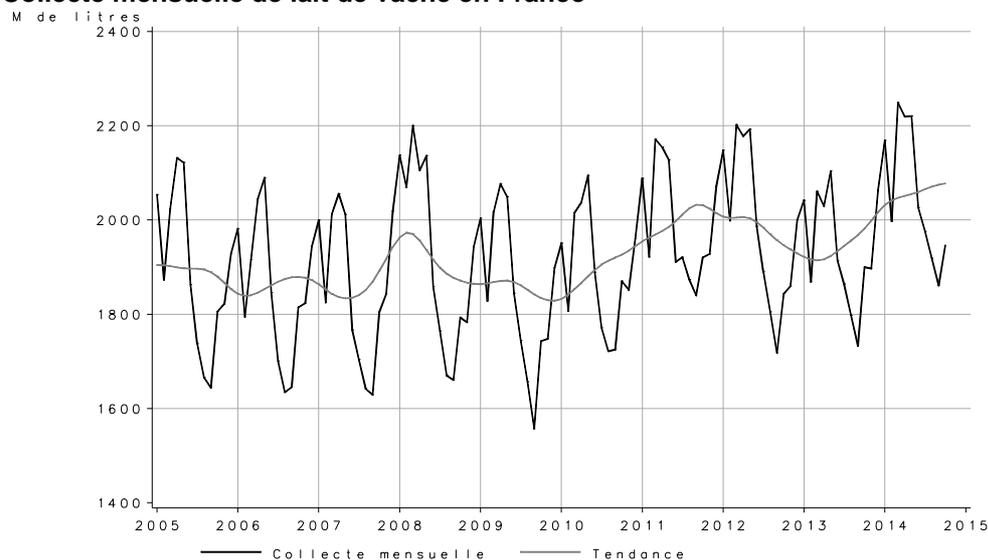
Collecte française de lait de vache

1 000 l	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Janvier	1 950 835	2 088 546	2 147 435	2 046 278	2 169 424	6,0
Février	1 806 812	1 921 506	1 998 515	1 870 656	1 997 660	6,8
Mars	2 015 164	2 171 145	2 201 685	2 061 861	2 249 205	9,1
Avril	2 036 903	2 154 239	2 177 713	2 031 232	2 219 999	9,3
Mai	2 094 020	2 127 462	2 192 678	2 106 841	2 221 155	5,4
Juin	1 889 061	1 910 923	1 986 336	1 914 696	2 026 106	5,8
Juillet	1 771 166	1 921 067	1 889 445	1 855 665	1 975 992	6,5
Août	1 721 656	1 873 554	1 805 171	1 798 002	1 918 989	6,7
Septembre	1 725 124	1 840 227	1 717 947	1 732 120	1 861 619	7,5
Octobre	1 870 084	1 920 555	1 843 239	1 900 090	1 952 459	2,8
Novembre	1 851 469	1 927 776	1 859 619	1 896 848	1 935 955	2,1
Décembre	1 960 886	2 071 259	1 999 972	2 062 561	2 076 998	0,7
Total	22 693 181	23 928 259	23 819 756	23 276 851	24 605 560	5,7

* Estimation pour le mois de décembre

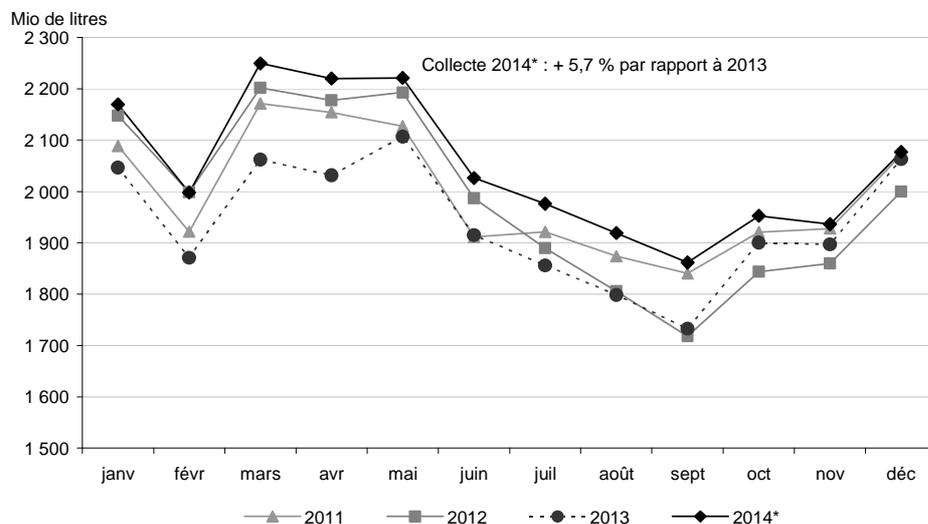
Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP (nouvelle enquête mensuelle à partir de 2013)

Collecte mensuelle de lait de vache en France



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Collecte mensuelle de lait de vache en France



* Estimations pour le mois de décembre

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

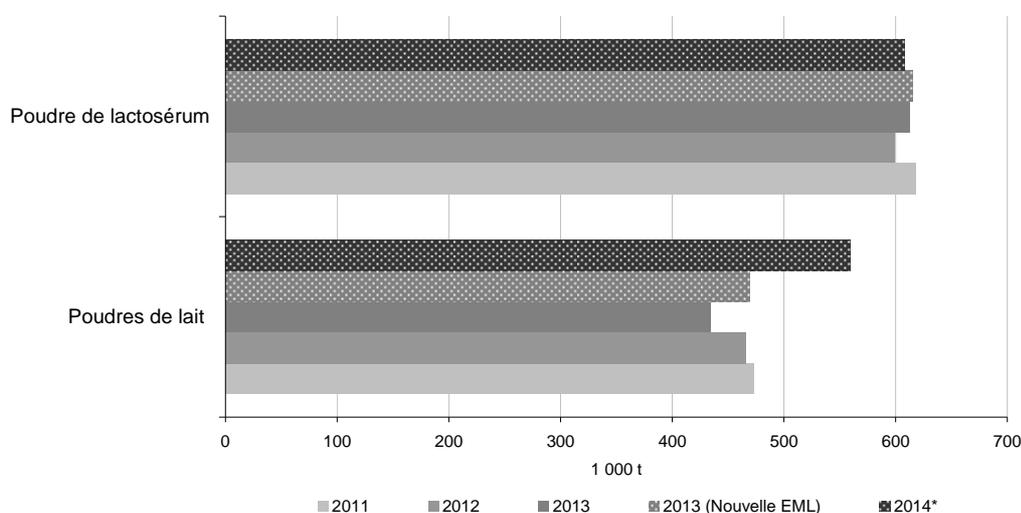
Fabrications de produits laitiers en France

1 000 t ou M l	2010	2011	2012	2013	2013	2014*	% 14*/13
	Ancienne EML				Nouvelle EML		
Laits conditionnés (M l)	3 537	3 460	3 632	3 668	nc	nc	-
Lait UHT (M l)	3 248	3 182	3 380	3 415	3 350	3 202	-4,4
Yaourts et desserts lactés	2 284	2 311	2 301	2 290	2 290	nc	
Yaourts et laits fermentés	1 615	1 635	1 646	1 638	1 660	1 592	-4,1
Desserts lactés frais	620	624	608	607	630	620	-1,5
Desserts lactés de conserve	49	52	47	45	nc	nc	-
Fr. blancs et petits suisses	622	594	593	607	nc	nc	-
Crème conditionnée	375	416	446	439	nc	nc	-
Crème fraîche	152	164	172	173	nc	nc	-
Crème longue conservation	224	252	274	266	nc	nc	-
Matières grasses (éq. beurre)	402	423	410	393	395	431	9,0
Beurre	336	358	353	341	343	368	7,2
Fromages	1 208	1 236	1 254	1 265	nc	nc	-
PPC	334	360	378	367	nc	nc	-
<i>dont Emmental</i>	<i>254</i>	<i>266</i>	<i>277</i>	<i>266</i>	<i>253</i>	<i>261</i>	<i>3,0</i>
PPNC	242	239	238	254	nc	nc	-
Pâtes molles	438	433	431	434	nc	nc	-
<i>dont Camembert</i>	<i>111</i>	<i>106</i>	<i>107</i>	<i>106</i>	<i>103</i>	<i>98</i>	<i>-5,0</i>
Pâtes fraîches	100	102	101	98	nc	nc	-
Pâtes persillées	39	39	38	38	38	38	0,9
Pâtes filées	55	62	68	74	nc	nc	-
Fromages fondus	103	102	96	107	nc	nc	-
Poudres de lait	441	473	466	435	469	559	19,1
Poudre de lait 0% MG	281	320	314	292	nc	nc	-
Poudre réengraissée	38	38	39	36	nc	nc	-
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	14	18	21	24	nc	nc	-
Poudre de lait >26 % MG	108	97	92	83	nc	nc	-
Poudre de lactosérum	607	618	599	613	615	608	-1,2
Poudre de babeurre	28	28	27	nc	nc	nc	-
Caséines	34	37	35	38	36	42	16,8

* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP (nouvelle enquête mensuelle à partir de 2013)

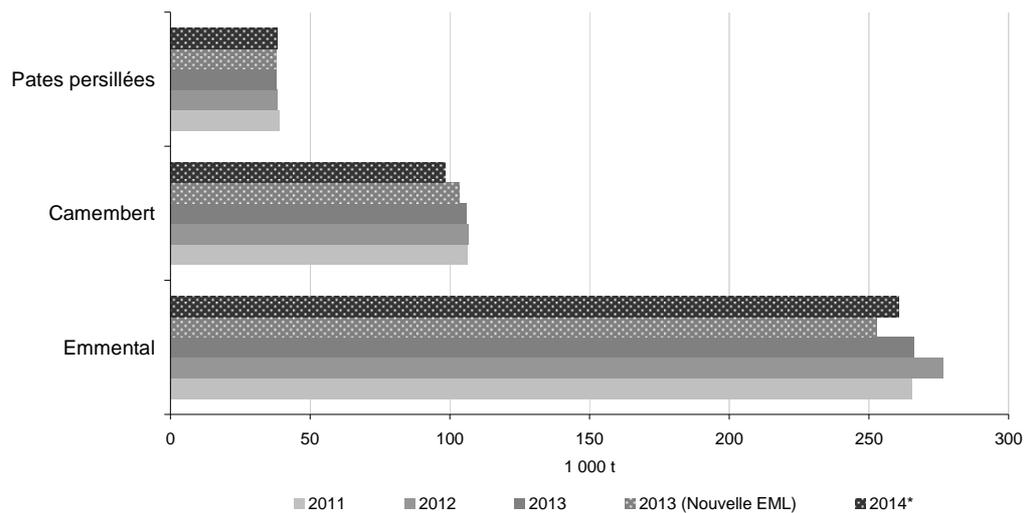
Fabrications françaises de poudres de lait vrac



* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

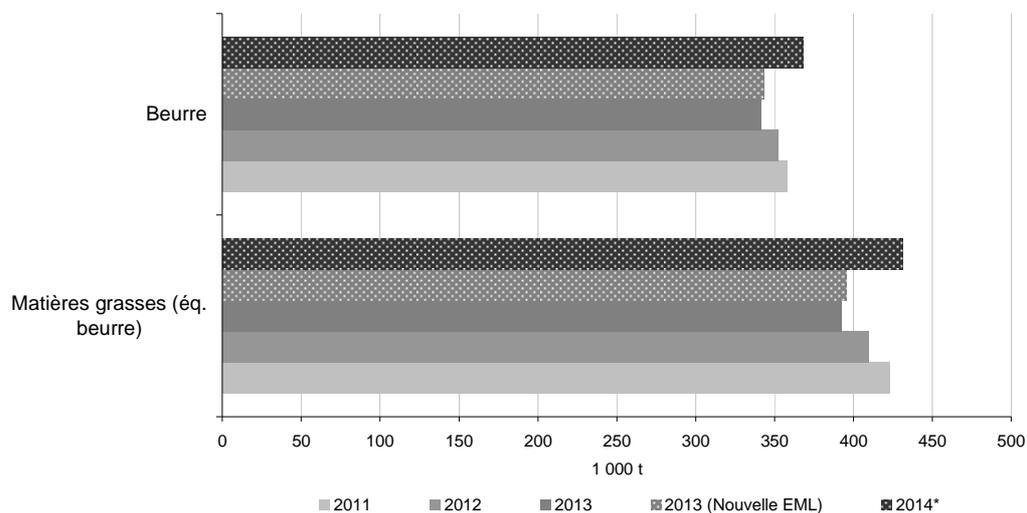
Fabrications françaises de fromages



* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Fabrications françaises de matières grasses



* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Commerce extérieur français de produits laitiers

Exportations (1 000 t)	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Lait Liquide	928	1008	929	903	937	3,8
<i>Conditionné</i>	330	290	358	353	344	-2,6
<i>Vrac</i>	598	718	571	550	593	7,8
Yaourts et laits fermentés	449	464	511	483	453	-6,1
<i>Yaourts</i>	234	263	304	280	258	-7,8
Crème	239	290	290	276	238	-13,8
<i>Conditionnée</i>	47	82	74	73	70	-4,3
<i>Vrac</i>	193	208	216	203	168	-17,2
Fromages	639	669	675	698	667	-4,4
<i>Pates pressées cuites</i>	39	39	41	41	36	-12,3
<i>Pates pressées non cuites</i>	68	67	66	71	67	-5,4
<i>Pates molles</i>	176	174	171	170	173	1,6
<i>Pates fraîches</i>	215	239	250	268	246	-8,3
<i>Fromages fondus</i>	59	65	62	65	66	1,9
Beurre & MGLA	85	83	103	79	95	20,2
Poudre de lait écrémé	188	205	222	165	249	51,1
Poudre de lait entier	86	74	77	78	86	9,4
Poudre de lactosérum	316	361	318	332	329	-0,8

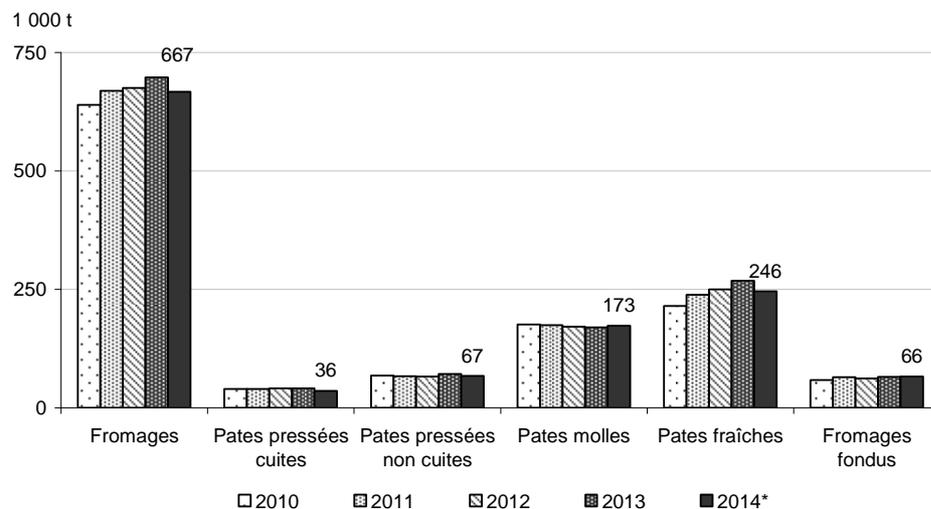
Importations (1 000 t)	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Lait Liquide	385	411	408	385	352	-8,6
<i>Conditionné</i>	272	242	233	213	198	-7,1
<i>Vrac</i>	113	169	175	172	154	-10,5
Yaourts et laits fermentés	109	108	100	88	85	-2,9
<i>Yaourts</i>	46	47	51	46	46	1,5
Crème	198	165	161	153	162	5,8
<i>Conditionnée</i>	77	84	88	80	85	6,7
<i>Vrac</i>	121	80	73	73	77	4,9
Fromages	278	273	282	287	301	4,6
<i>Pates pressées cuites</i>	48	45	46	43	50	15,4
<i>Pates pressées non cuites</i>	69	68	68	74	70	-6,5
<i>Pates molles</i>	14	5	5	5	4	-11,3
<i>Pates fraîches</i>	59	64	71	78	85	8,9
<i>Fromages fondus</i>	31	33	33	34	34	1,1
Beurre & MGLA	163	157	164	187	203	8,7
Poudre de lait écrémé	25	36	39	34	25	-27,8
Poudre de lait entier	25	26	24	29	35	23,9
Poudre de lactosérum	88	92	90	87	84	-4,2

Solde (1 000 t)	2010	2011	2012	2013	2014*
Lait Liquide	543	597	521	518	585
<i>Conditionné</i>	58	47	125	140	146
<i>Vrac</i>	485	549	396	378	439
Yaourts et laits fermentés	340	356	411	395	368
<i>Yaourts</i>	189	216	253	235	212
Crème	42	125	129	123	76
<i>Conditionnée</i>	-31	-2	-14	-7	-16
<i>Vrac</i>	72	127	143	130	92
Fromages	362	397	394	410	366
<i>Pates pressées cuites</i>	-9	-6	-5	-3	-14
<i>Pates pressées non cuites</i>	-1	-2	-2	-4	-3
<i>Pates molles</i>	161	169	165	165	168
<i>Pates fraîches</i>	156	175	179	190	161
<i>Fromages fondus</i>	28	32	29	31	32
Beurre & MGLA	-78	-74	-61	-107	-108
Poudre de lait écrémé	163	169	182	130	224
Poudre de lait entier	61	48	54	50	50
Poudre de lactosérum	228	270	228	244	245

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

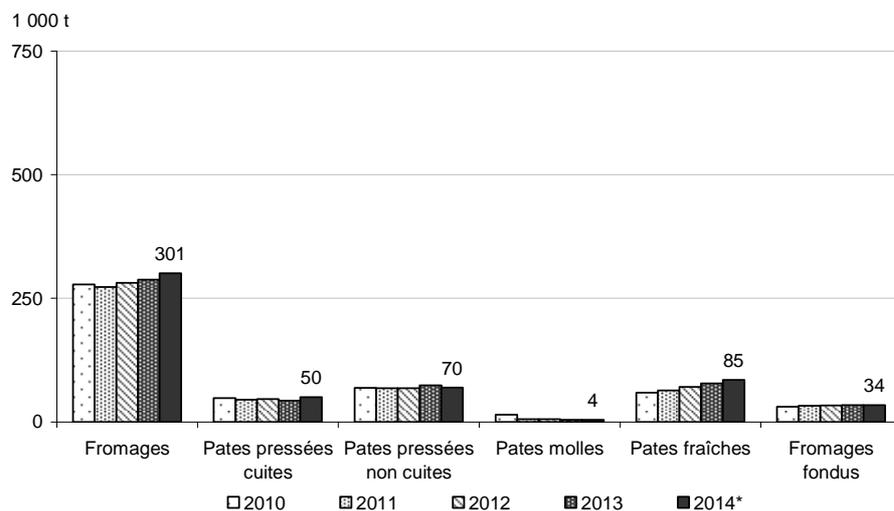
Exportations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

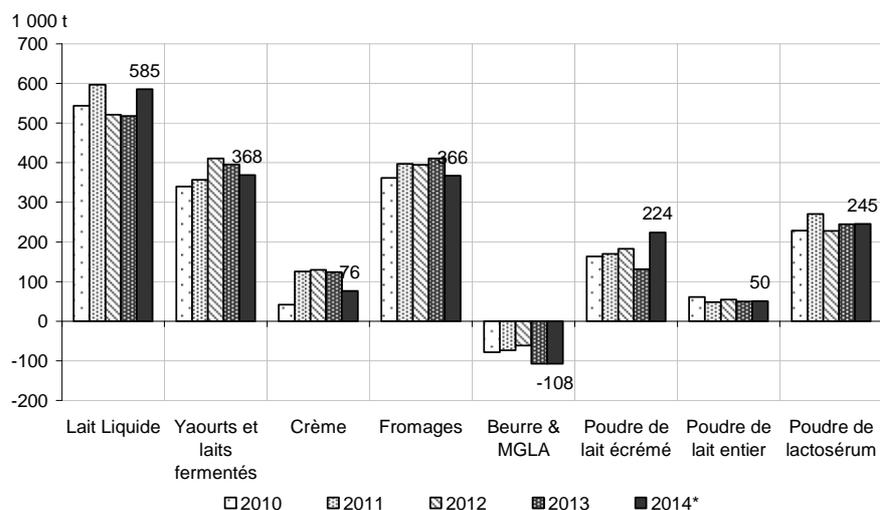
Importations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Solde du commerce extérieur de produits laitiers, en volume



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

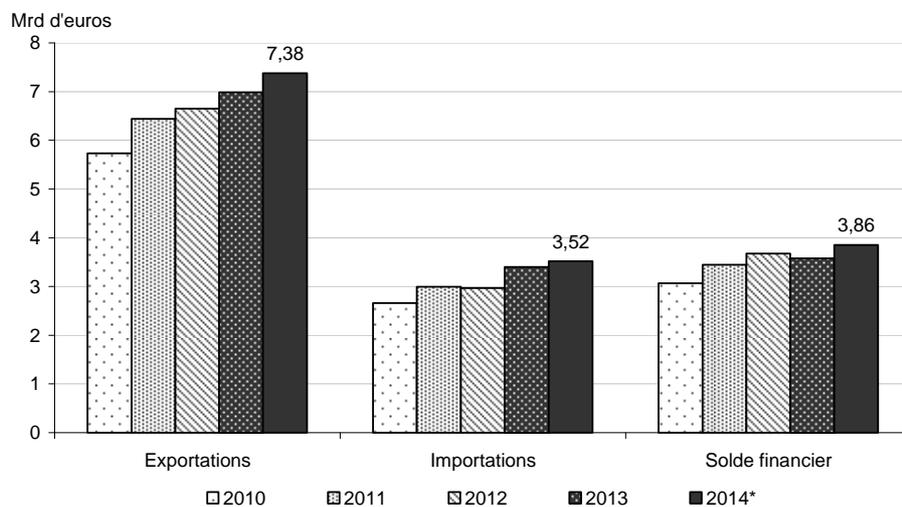
Solde financier du commerce extérieur français de produits laitiers

Millions d'euros	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Exportations						
Lait liquide	375	411	393	421	432	2,8
Yaourts et laits fermentés	531	553	628	615	600	-2,4
Crème	212	284	256	265	263	-0,8
Fromages	2 677	2 814	2 885	3 012	3 039	0,9
Beurre et MGLA	296	333	317	320	389	21,4
Poudre de lait écrémé	407	495	512	477	733	53,7
Poudre de lait entier	233	235	236	280	322	14,9
Poudre de lactosérum	295	381	409	473	453	-4,2
Autres	707	939	1 015	1 121	1 148	2,4
Total produits laitiers	5 732	6 444	6 651	6 984	7 380	5,7
Importations						
Lait liquide	182	196	183	205	202	-1,1
Yaourts et laits fermentés	111	111	110	106	105	-0,9
Crème	256	299	296	331	326	-1,7
Fromages	1 062	1 148	1 167	1 250	1 350	8,0
Beurre et MGLA	520	592	516	681	732	7,5
Poudre de lait écrémé	54	85	90	99	77	-22,2
Poudre de lait entier	59	71	63	82	106	28,3
Poudre de lactosérum	104	127	127	134	137	2,1
Autres	313	367	421	514	488	-5,1
Total produits laitiers	2 660	2 995	2 972	3 403	3 523	3,5
Solde financier						
Lait liquide	193	215	209	216	230	
Yaourts et laits fermentés	420	442	518	509	495	
Crème	-44	-15	-40	-66	-62	
Fromages	1 616	1 667	1 719	1 762	1 689	
Beurre et MGLA	-224	-259	-199	-361	-343	
Poudre de lait écrémé	353	410	423	377	655	
Poudre de lait entier	174	164	173	198	216	
Poudre de lactosérum	191	254	282	338	316	
Autres	394	573	594	607	660	
Total produits laitiers	3 072	3 449	3 679	3 581	3 857	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Solde financier du commerce extérieur des produits laitiers



* Estimations

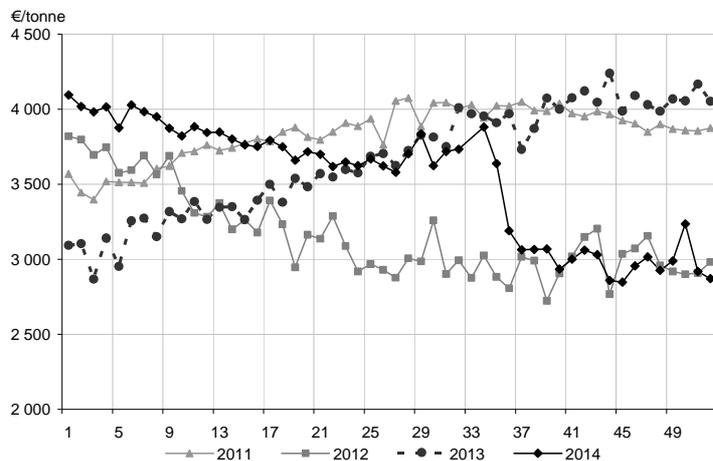
Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2010	2011	2012	2013	2014	% 14/13
Beurre vrac industriel	3 307	3 837	3 165	3 657	3 531	-3,5
Poudre 0 % MG	2 186	2 437	2 368	3 046	2 645	-13,2
Poudre 26 % MG	2 721	3 143	2 753	3 542	3 076	-13,2
Poudre de lactosérum	670	846	909	960	886	-7,7

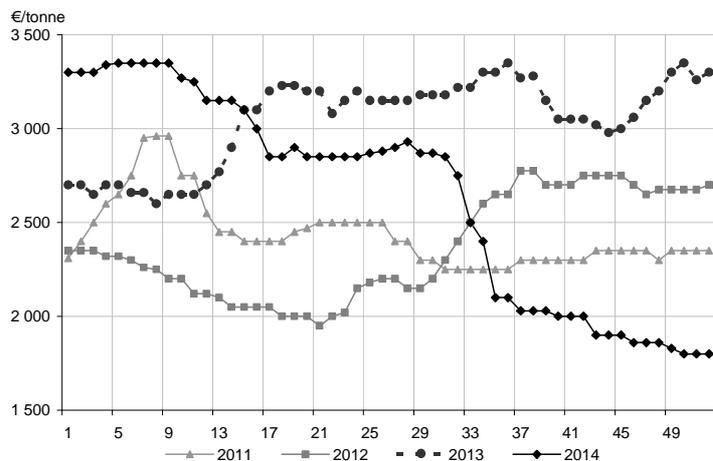
Source : cotations FranceAgriMer et ATLA

Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel en France



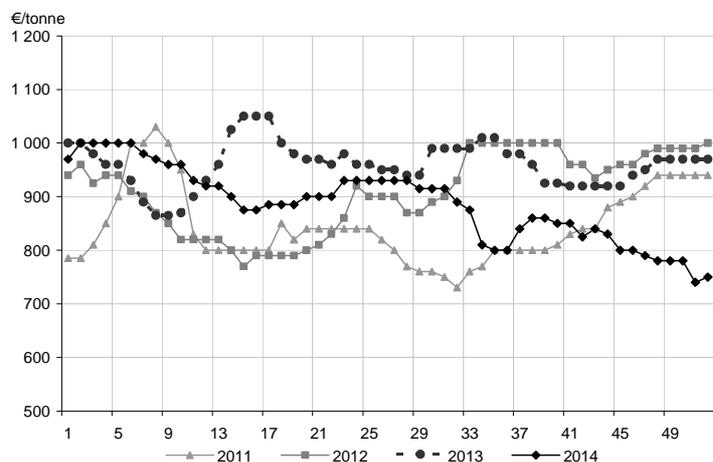
Source : FranceAgriMer

Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

Prix* du lait de vache standard payé aux producteurs

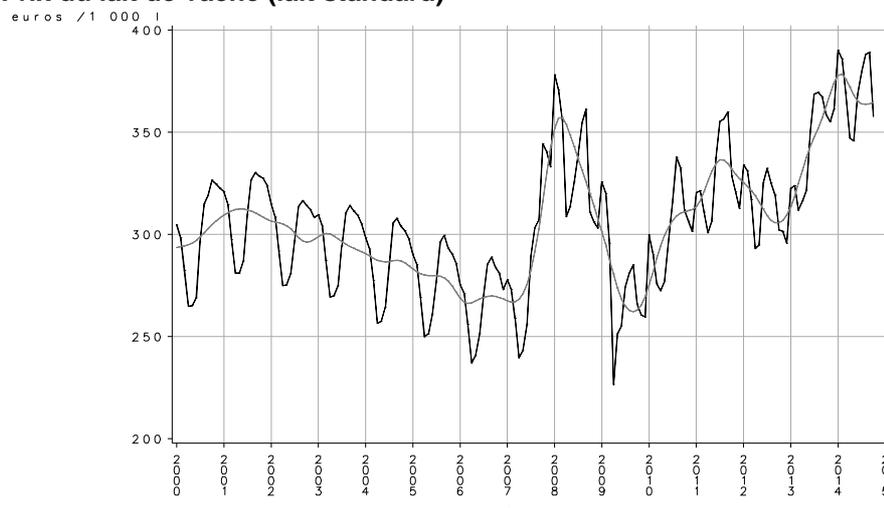
€/1000l	2010	2011	2012	2013	2014	% 14/13
Janvier	299,76	320,43	333,95	322,60	390,05	20,91
Février	289,97	321,36	331,00	323,83	385,84	19,15
Mars	275,80	310,86	317,07	311,88	369,40	18,44
Avril	272,48	300,85	293,13	316,34	347,19	9,75
Mai	276,93	306,47	294,82	321,56	345,77	7,53
Juin	297,36	337,49	325,25	350,18	368,48	5,23
Juillet	315,61	355,23	332,31	368,71	379,13	2,83
Août	337,70	356,52	325,15	369,40	388,12	5,07
Septembre	332,55	359,91	319,29	367,32	389,07	5,92
Octobre	311,96	328,65	302,10	358,61	357,76	-0,24
Novembre	306,43	320,85	301,45	355,09		
Décembre	301,49	312,75	295,65	361,48		
Année	301,50	327,61	314,26	343,92	339,75	9,3**

* Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG / 32g de MP). Ce prix est le prix payé aux producteurs au cours du mois, il peut inclure des avances.

** Comparaison du prix moyen sur 10 mois

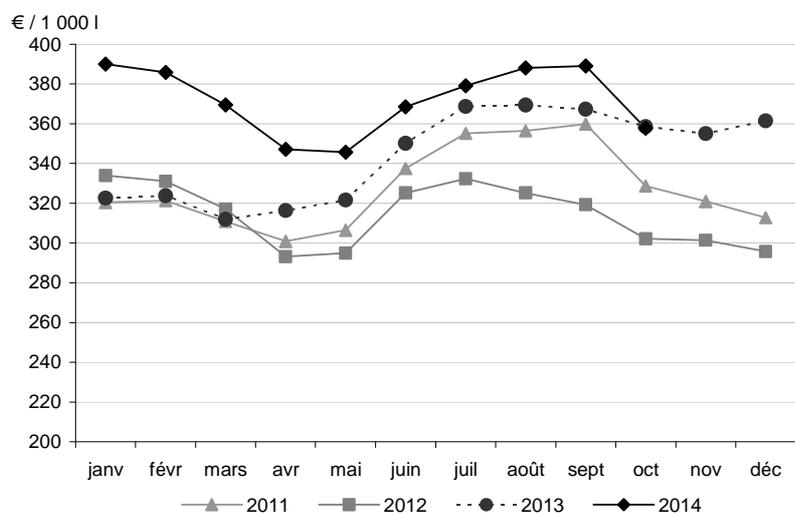
Source : FranceAgriMer

Prix du lait de vache (lait standard)



Source : Sondage mensuel FranceAgriMer

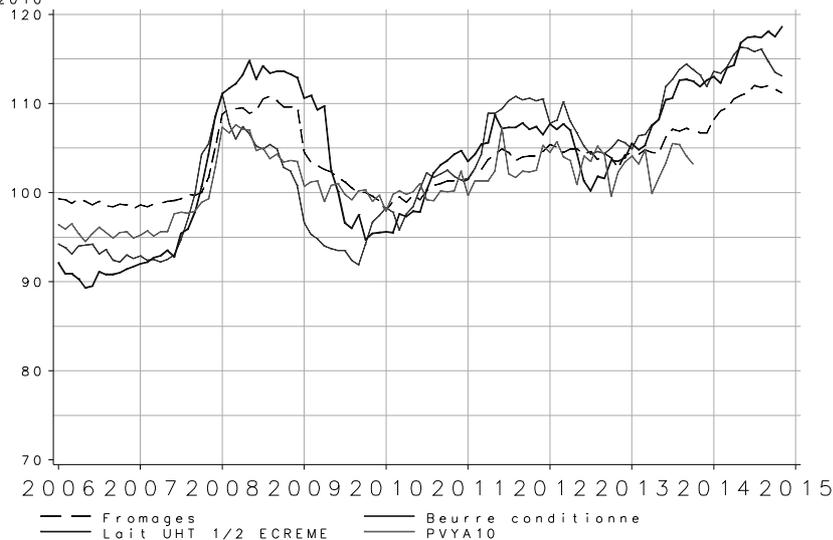
Prix du lait de vache (lait standard)



Source : Sondage mensuel FranceAgriMer

Indices des prix de production de l'industrie française

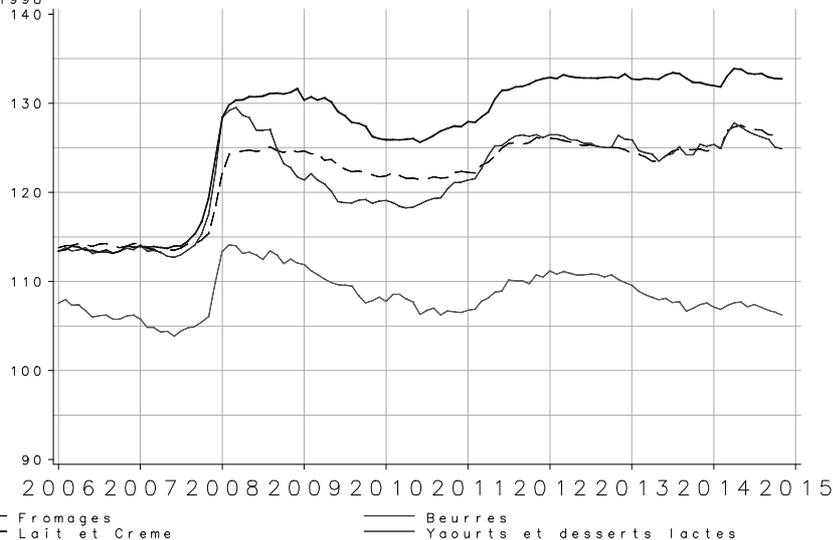
base 100 en 2010



Source : FranceAgriMer d'après Insee

Indices des prix à la consommation des produits laitiers

base 100 en 1998



Source : FranceAgriMer d'après Insee

Prix d'achat de produits laitiers des ménages français

€/kg	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Produits issus de lait de vache conventionnel						
Lait liquide	0,74	0,77	0,76	0,78	0,80	2,7
Yaourt	1,93	1,95	1,97	1,94	2,00	3,1
Fromages	8,43	8,59	8,71	8,77	8,93	1,9
Fromages frais	2,46	2,50	2,59	2,59	2,58	-0,5
Beurre	5,37	5,73	5,75	5,77	5,77	-0,1
Crème	2,96	3,06	3,09	3,11	3,17	1,8
Produits issus de lait de vache biologique						
Lait liquide	1,21	1,20	1,15	1,09	1,06	-2,3
Yaourt	3,15	3,10	3,18	3,19	3,15	-1,4
Fromages	10,94	10,43	10,56	10,03	9,90	-1,3
Fromages frais	4,12	4,01	4,13	4,18	4,21	0,7
Beurre	8,31	8,37	8,42	8,16	8,13	-0,3
Crème	6,49	6,11	5,86	5,71	5,66	-0,8

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

› La capitalisation du cheptel européen de vaches laitières se confirme

En décembre 2013, le cheptel européen de vaches laitières affichait une hausse de 1,2 % par rapport à décembre 2012, ce qui représentait environ 282 000 têtes supplémentaires, atteignant près de 23,5 millions de têtes. Il s'agit de la première hausse constatée sur les cinq dernières années. Les quinze anciens États membres sont responsables de cette croissance (+ 1,9 %) tandis que le cheptel des treize derniers adhérents a plutôt eu tendance à décroître (- 1,0 %). La plupart des grands pays producteurs laitiers sont dans une phase d'augmentation de cheptel de femelles reproductrices dans la perspective de la fin des quotas laitiers. C'est le cas des Pays-Bas (+ 3,6 %), de l'Allemagne (+ 1,8 %), de l'Irlande (+ 2,1 %) et du Royaume-Uni (+ 1,7 %). Ces pays confirment leur capitalisation lors de l'enquête du mois de mai 2014. La Pologne, qui détient le 3^e troupeau laitier de l'Union européenne à 28 en termes d'effectifs de vaches, est plutôt sur une tendance de contraction de son troupeau (- 2,1 % en mai 2014), tout comme le Danemark (- 2,3 %).

› Une hausse de la collecte quasi généralisée en Europe, malgré un ralentissement sensible sur la fin de l'année

Lors de la campagne 2013/14, la collecte communautaire (UE à 28) corrigée a atteint 144 millions de tonnes, enregistrant une sous-réalisation de 6,9 millions de tonnes, soit 4,6 % du quota européen (contre 8,9 millions en 2012/13, 6,0 % du quota). Il faut rappeler que depuis 2006, le niveau des quotas augmente indépendamment des évolutions de marché, afin de préparer leur abandon en 2015. Le quota n'est donc plus un objectif global de production à un niveau correspondant à un marché équilibré. Il peut néanmoins être limitant, les dépassements étant soumis à des pénalités de paiement. Pour autant, en 2013/14, huit États membres ont dépassé leur quota : Danemark (+ 2,1 %), Allemagne (+ 1,9 %), Irlande (+ 0,6 %), Chypre (+ 3,6 %), Luxembourg (+ 1,0 %), Pays-Bas (+ 4,0 %), Autriche (+ 3,2 %), Pologne (+ 1,7 %). Dans un contexte de marché particulièrement porteur sur la seconde moitié de la campagne (demande mondiale dynamique, prix des produits laitiers élevés, prix du lait en augmentation), les montants des pénalités ont été compensés par les revenus réalisés sur les produits vendus. Certains de ces pays ont calé leur production sur les évolutions de quotas depuis déjà de nombreuses campagnes (Danemark, Allemagne), d'autres dépassent régulièrement leur quota de façon marquée (Chypre, Autriche), mais tous ces pays semblent prêts à développer leur production dès la suppression des quotas. La France et le Royaume-Uni sont les deux plus importants sous-réalisateurs en volume (- 1 795 006 tonnes et - 1 676 519 tonnes respectivement). Ils ont toutefois réduit leur sous-réalisation en pourcentage de leur référence par rapport à la campagne 2012/13.

Sur les sept premiers mois de la campagne 2014/15, la collecte de l'Union européenne à 28 enregistre une croissance de 4,5 % par rapport à la même période de la campagne 2013/14. Les hausses sont restées supérieures à 4 % jusqu'en septembre après avoir atteint 7,6 % en avril. Les débouchés à l'exportation ont été importants, alors même que les produits s'échangeaient à des prix élevés. De plus, les niveaux des prix du lait payé aux producteurs, supérieurs à ceux de 2013 de 40 à 6 €/tonne entre avril et juillet (moyenne européenne), étaient propices à encourager la production, tandis que les coûts de production ont été plutôt orientés à la baisse. La collecte a globalement augmenté partout dans l'Union européenne, à quelques exceptions près, comme la Grèce. Les plus fortes hausses ont été constatées au Royaume-Uni (+ 7,6 %) et en France (+ 5,8 %), qui disposent d'une plus large marge de progression que des pays habituellement en dépassement. Pour autant, l'Allemagne (+ 3,6 %), l'Autriche (+ 3,3 %), l'Irlande (+ 5,9 %), les Pays-Bas (+ 1,5 %) et la Pologne (+ 7,0 %) affichent à nouveau des hausses de collecte. Il est probable que ces pays, ayant espéré un temps une suppression des pénalités pour cette dernière campagne, se soient autorisés à produire en excès pour répondre à la forte demande mondiale. Cette requête a finalement été refusée par la Commission européenne et le contexte s'étant dégradé à partir du mois d'août, des signes de ralentissement de cette dynamique de la collecte ont pu être observés dès le mois d'octobre (+ 3,4 %) et confirmés en novembre (+ 2,3 %). En outre, le prix du lait a décliné dans la plupart des États membres au cours des derniers mois de l'année, dans des proportions plus moins importantes, participant à ce ralentissement de la production laitière. Ce phénomène pourrait s'intensifier au cours du premier trimestre 2015, notamment dans les pays qui s'acheminent vers un dépassement de leur quota.

Sur les onze premiers mois de l'année civile, la collecte européenne a progressé de 4,8 % (+ 6,16 millions de tonnes), avec des progressions très prononcées au printemps, en raison notamment

de conditions climatiques favorables, d'une bonne pousse de l'herbe et de récoltes fourragères abondantes et de qualité. La croissance de la collecte se confirme dans les pays du nord de l'Europe (Allemagne, Pays-Bas, Irlande, Danemark) et reprend dans d'autres pays (Royaume-Uni, France, Pologne).

› Un accroissement des fabrications de produits industriels pour faire face à l'abondance de lait collecté

Le lait supplémentaire collecté sur le marché communautaire a été transformé principalement en produits industriels, c'est-à-dire en beurre et en poudres, dont les volumes ont atteint leur plus haut niveau sur les huit dernières années. L'abondance de l'offre a été gérée en stockant le lait collecté sous ces formes ; la saturation des tours de séchage dès les premiers mois de l'année dans la plupart des pays du nord de l'Europe en témoigne d'ailleurs. Les fabrications de fromages ont poursuivi leur progression, tandis que celles de lait conditionné ont connu un léger tassement.

Après celle de 4,4 % constatée en 2013, la hausse des fabrications de poudres grasses s'est intensifiée en 2014, passant à + 7,3 %. Cela représente 42 400 tonnes supplémentaires, dont 13 200 tonnes pour les Pays-Bas, premiers producteurs de poudres grasses de l'Union européenne. L'Allemagne a produit 6 900 tonnes de plus et la France 4 700 tonnes. Le Danemark, 4^e producteur, a au contraire réduit ses fabrications d'environ 3 200 tonnes. Très marquée sur les quatre mois de l'année (de + 30 % en janvier jusqu'à +13 % en avril), la hausse des fabrications de poudres grasses européennes a ensuite ralenti, tombant à 1,4 % en juillet. La tendance s'est même inversée sur les quatre derniers mois de l'année, avec un recul des fabrications. Les producteurs européens ont parfois eu du mal à trouver des débouchés : la Nouvelle-Zélande domine le marché mondial de la poudre grasse et approvisionne la plupart des grands pays importateurs, notamment en Asie. Son offre a également augmenté en 2014 et donc ses exportations, laissant d'autant moins de place à ses concurrents.

La hausse des fabrications enregistrée sur les poudres de lait écrémé a été plus prononcée. Ce sont environ 25 % de volumes supplémentaires qui ont été produits. Comprises entre + 15 % et + 20 % sur le premier trimestre, les croissances se sont ensuite accentuées, dépassant régulièrement 30 %. Les évolutions ont été similaires pour les fabrications de beurre. La progression moyenne annuelle s'est élevée à 3,6 % mais c'est au cours du second semestre que les hausses ont été les plus importantes, jusqu'à + 11,7 % en septembre. Cette situation est la conséquence de l'annonce de l'embargo russe et des craintes de ne pouvoir reporter vers d'autres destinations les volumes de fromages destinés à la Russie et de les voir encombrer le marché communautaire. Les opérateurs européens ont ralenti leurs fabrications de fromages dès le mois d'août, en particulier dans les principaux pays producteurs (Allemagne, France, Pays-Bas), transformant à la place le lait en beurre et poudre de lait écrémé. Ainsi, malgré une hausse moyenne annuelle de 1,4 %, les fabrications de fromages sont restées stables (- 0,1 %) sur la période août-décembre 2014 par rapport à la même période de 2013. L'Allemagne a amélioré ses fabrications de 0,7 % sur cette même période, tandis que la France les a réduites de 3,8 % et les Pays-Bas de 6,9 %.

L'Union européenne a réduit ses fabrications de lait conditionné de 1,5 % en 2014, ce qui représente 535 tonnes de moins qu'en 2013. Ces volumes restent nettement supérieurs à ceux qui pouvaient être observés en 2011 et avant. Mais compte tenu de la faiblesse de la consommation interne, l'offre, en moyenne, ne progresse pas. Toutefois, le Royaume-Uni et l'Allemagne, les deux premiers producteurs européens de lait liquide, ont augmenté leurs fabrications, compensant notamment les replis de la France et de l'Espagne.

› Des exportations de produits industriels vers les pays tiers dynamiques

À la hausse des fabrications a fait suite un accroissement des exportations de produits industriels européens vers les pays tiers. Les ventes de beurre ont progressé de près de 16 %, celles de poudres grasses de 3,6 %, mais ce sont les exportations de poudres de lait écrémé qui ont explosé (+ 58 %), dépassant même le pic de 2012. La demande a été forte de la part de tous les grands pays importateurs ; aussi, malgré les fortes disponibilités dans l'Union européenne, mais également en Océanie ou aux États-Unis, les produits européens ont trouvé des débouchés. Les pays asiatiques ont été des clients significatifs, la Chine mais pas seulement, pour le beurre et la poudre de lait écrémé. L'Afrique du Nord, et notamment l'Algérie, s'est également positionnée comme un importateur important de produits laitiers industriels européens, pour le beurre et tous les types de poudres.

L'Union européenne a dans le même temps largement réduit ses approvisionnements en poudres de lait écrémé (- 58 %) et poudres grasses (- 67 %) en provenance des pays tiers, alors que les volumes étaient déjà très faibles. Par conséquent, le solde de son commerce de poudres s'est nettement amélioré en 2014. En revanche, les importations de beurre de l'Union européenne se sont accrues : le beurre communautaire a été le plus cher sur le marché mondial jusque fin mai, moment où le prix du beurre américain a entamé une forte croissance. Mais il est resté moins compétitif que le beurre océanien qui a donc pu être importé relativement facilement. Le solde positif européen du commerce de beurre s'est donc légèrement dégradé en 2014.

Après le regain de l'année précédente, les exportations de fromages ont enregistré une baisse de 10 % environ en 2014. Dès le début de l'année, l'Allemagne a connu des difficultés pour exporter ses fromages vers la Russie, sans pouvoir reporter les volumes vers d'autres destinations pays tiers. Et à partir du mois d'août et l'embargo russe, ce sont tous les États membres qui ont été privés de ce débouché. Les trois principaux exportateurs européens de fromages (Pays-Bas, France, Allemagne), qui représentent 44 % des volumes en 2014, ont réduit leurs ventes de près de 12 % sur l'année, soit de 38 000 tonnes. Le solde des échanges de fromages s'est donc dégradé, atteignant son niveau le plus bas sur les trois dernières années.

› Des prix des produits globalement orientés à la baisse tout au long de l'année

L'année 2014 a débuté comme s'était terminée l'année 2013, sur des prix des produits laitiers particulièrement élevés. C'est surtout la demande mondiale dynamique qui a permis aux prix de progresser puis de se maintenir à de bons niveaux. Cependant, l'abondance de l'offre en lait, consécutive aux hausses de collecte dans l'Union européenne mais également en Nouvelle Zélande, puis plus tardivement en Australie et aux États-Unis, a conduit à un fléchissement des cours à partir du deuxième trimestre. Il a été renforcé au début de l'été par le retrait du marché (des poudres notamment) de certains pays importateurs, puis en août par l'annonce de l'embargo par la Russie. Le déséquilibre du marché, entre une offre toujours proposée en abondance de la part des exportateurs, et une demande moins prononcée, s'est ainsi confirmé au fil des mois, entraînant les prix à la baisse.

C'est sur les prix du beurre que la première baisse a pu être observée. Très élevés fin 2013, ils ont décliné rapidement, les opérateurs européens ayant anticipé un possible afflux de beurre et l'augmentation des stocks avant l'été. Le repli s'est poursuivi tout au long de l'année avant que les prix ne se stabilisent vers la fin du mois d'octobre, à un peu moins de 3 000 €/tonne. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014, le beurre européen a ainsi perdu 30 % de sa valeur.

La diminution des prix des poudres a été un peu plus tardive que pour le beurre et a été consécutive à celle observée sur les poudres océaniques. Les fabrications ont été importantes dans l'Union européenne comme en Nouvelle Zélande et aux États-Unis. Sur l'année, les prix des poudres de lait écrémé se sont repliés de 44 % et ceux de la poudre grasse de 38 %. La baisse a ralenti sur la fin de l'année. Pour faire face aux conséquences de la fermeture du marché russe, la Commission européenne a réactivé des outils de régulation du marché, d'une part le stockage privé, à partir du mois de septembre et jusque fin février 2015, et d'autre part l'intervention publique, jusqu'en septembre 2015, qui ont permis de réduire l'offre sur le marché communautaire.

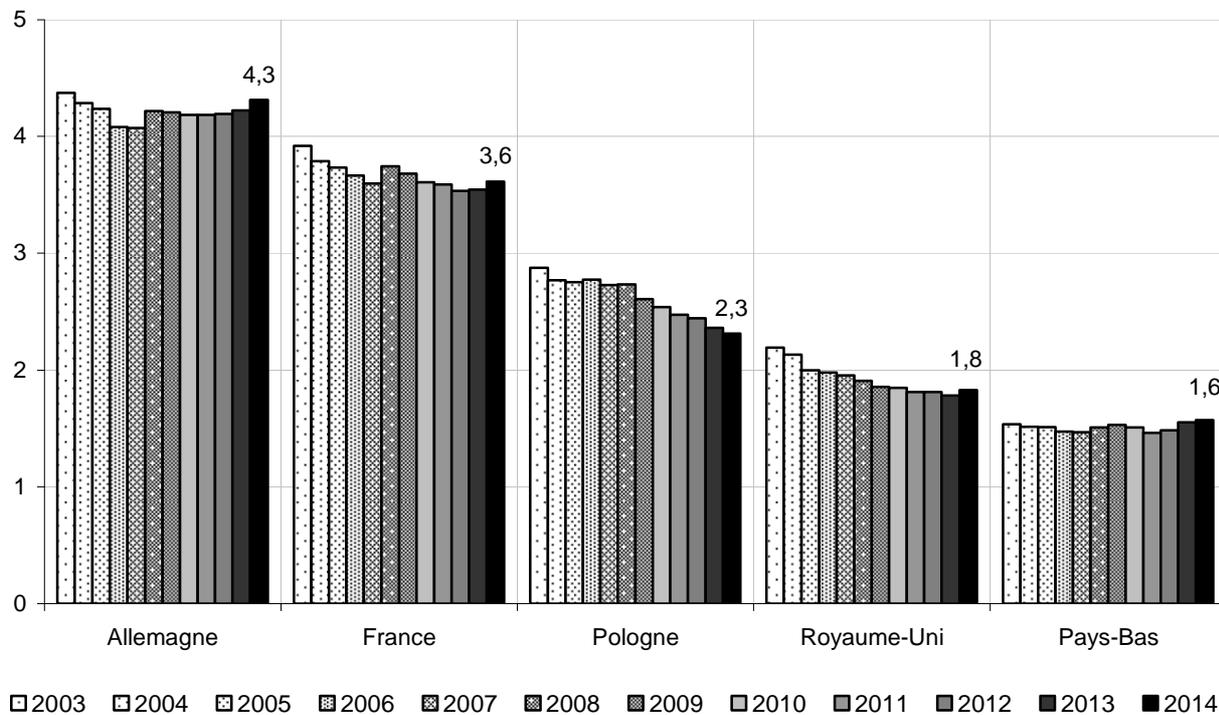
Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne Enquêtes de mai

1 000 têtes	2010	2011	2012	2013	2014	% 14/13
Allemagne	4 183	4 185	4 191	4 223	4 311	2,1
France	3 608	3 589	3 536	3 545	3 615	2,0
Pologne	2 538	2 473	2 441	2 361	2 310	-2,1
Royaume-Uni	1 847	1 814	1 812	1 782	1 828	2,6
Pays-Bas	1 510	1 463	1 484	1 553	1 572	1,2
Irlande	1 093	1 139	1 141	1 163	1 226	5,4
Roumanie	1 431	1 181	1 188	1 208	1 207	-0,1
Espagne	837	851	836	823	876	6,5
Danemark	574	575	582	576	563	-2,3
Autriche	535	532	529	524	534	2,0
Belgique	521	507	509	510	522	2,5

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne Enquêtes de mai

Millions de têtes



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

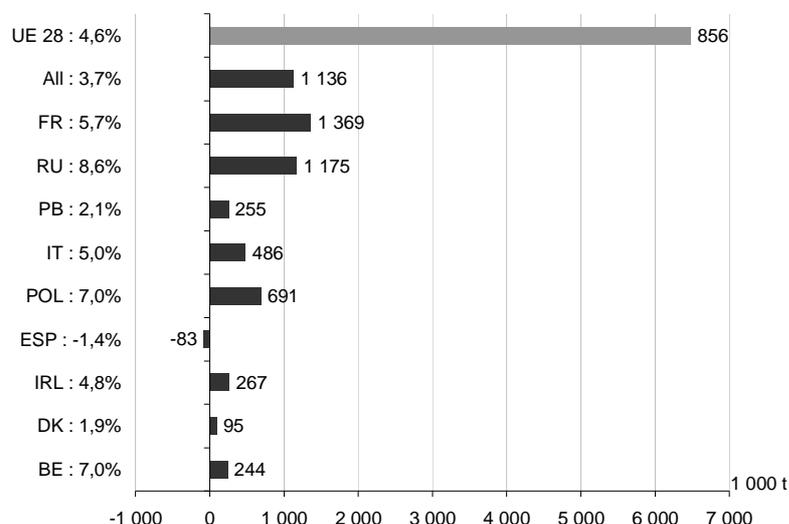
Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Allemagne	28 659	29 339	29 702	30 301	31 437	3,7
Autriche	2 781	2 904	2 964	2 933	3 041	3,7
Belgique	3 067	3 101	3 072	3 474	3 719	7,0
Danemark	4 818	4 787	4 916	5 025	5 120	1,9
Espagne	5 832	5 950	5 997	5 981	5 898	-1,4
Finlande	2 289	2 255	2 254	2 287	2 358	3,1
France	23 374	24 646	24 534	23 975	25 344	5,7
Grèce	688	638	664	652	621	-4,8
Irlande	5 327	5 537	5 380	5 581	5 848	4,8
Italie	10 408	10 260	10 004	9 657	10 143	5,0
Luxembourg	282	281	277	287	306	6,7
Pays-Bas	11 626	11 642	11 676	12 213	12 468	2,1
Portugal	1 824	1 837	1 855	1 777	1 864	4,9
Royaume-Uni	13 584	13 804	13 591	13 687	14 862	8,6
Suède	2 860	2 850	2 861	2 868	2 934	2,3
UE 15	117 416	119 832	119 745	120 699	125 963	4,4
Chypre	151	153	153	157	164	4,5
Estonie	573	624	665	706	751	6,4
Hongrie	1 322	1 308	1 398	1 364	1 452	6,5
Lettonie	625	662	718	736	807	9,7
Lituanie	1 278	1 317	1 360	1 339	1 438	7,3
Malte	41	41	41	41	41	0,0
Pologne	8 990	9 296	9 843	9 921	10 612	7,0
Rép. tchèque	2 317	2 366	2 446	2 382	2 411	1,2
Slovaquie	800	811	851	827	844	2,1
Slovénie	519	526	535	517	532	2,9
NEM 10	16 617	17 104	18 012	17 990	19 053	5,9
Bulgarie	539	499	497	495	510	3,1
Roumanie	901	892	884	879	1 001	13,9
Croatie	0	626	602	504	523	3,9
NEM 2/3	1 440	1 391	1 381	1 878	2 034	8,3
UE 27/28	135 474	138 327	139 139	140 567	147 050	4,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Évolution de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne en 2014* (par rapport à 2013)



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

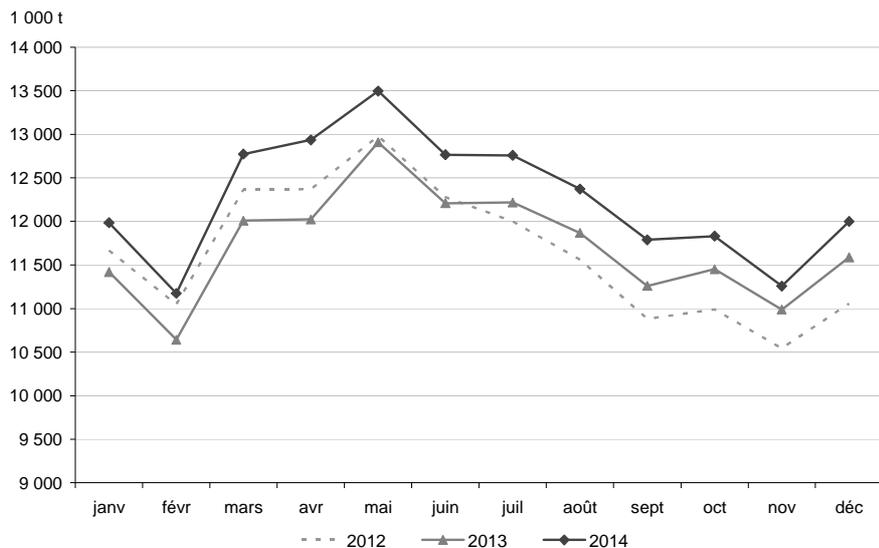
Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne

1000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
<i>Collecte</i>	135 474	138 327	139 139	140 567	147 050	4,6
Beurre	1 852	1 888	1 929	1 918	1 988	3,6
Poudre 0 % MG	930	1 060	1 085	1 062	1 326	24,9
Poudre grasse	600	572	557	582	624	7,3
Fromages	8 284	8 324	8 489	8 613	8 733	1,4
Lait de consommation	31 715	31 770	35 542	35 557	35 022	-1,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

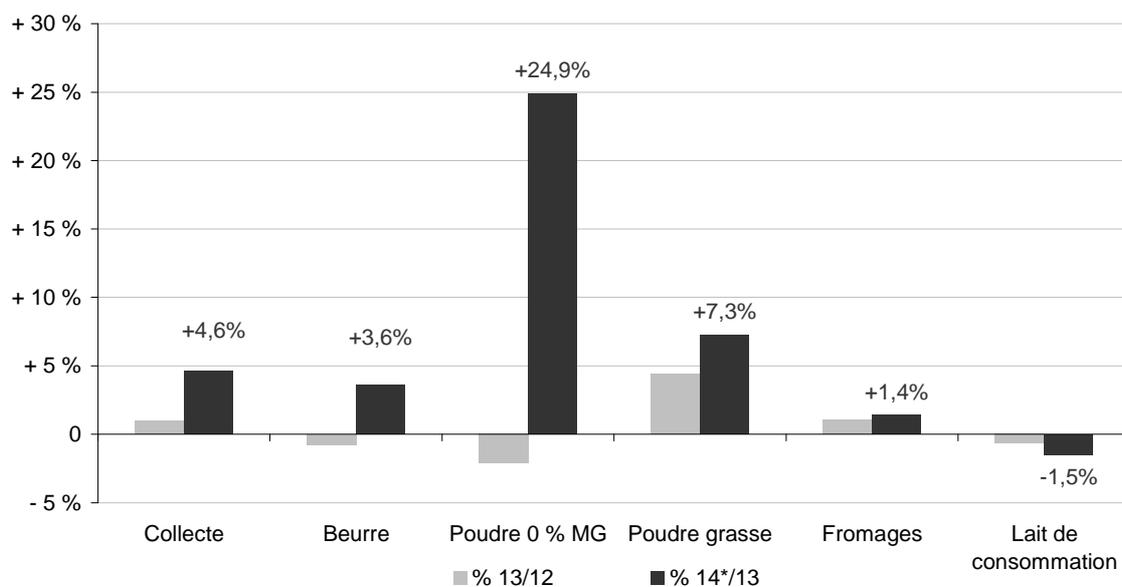
Collecte mensuelle de lait de vache dans l'Union européenne à 28



Novembre et décembre 2014 estimés

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 28) des produits laitiers



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégories

Beurre

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Allemagne	449	474	489	491	488	-0,8
France	402	423	410	393	417	6,1
Pologne	139	141	162	164	171	4,3
Irlande	138	146	145	152	166	9,3
Pays-Bas	133	129	133	133	148	11,4
Royaume-Uni	119	128	140	145	141	-3,2
Italie	95	89	94	95	91	-4,3
UE 27/28	1 852	1 888	1 929	1 918	1 988	3,6

Poudre 0%

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Allemagne	259	301	314	316	361	14,2
France	281	322	314	292	362	24,2
Pologne	79	97	105	98	150	52,7
Belgique	76	100	101	106	138	30,4
Irlande	58	60	45	40	58	42,1
Pays-Bas	64	62	66	65	65	-0,9
Danemark	28	35	39	46	41	-11,1
UE 27/28	930	1 060	1 085	1 062	1 326	24,9

Poudre grasse

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Pays-Bas	135	131	121	128	142	10,3
Allemagne	84	94	88	114	117	3,2
France	108	97	92	83	88	5,6
Danemark	119	114	106	93	90	-3,4
Belgique	69	52	48	51	58	13,5
Suède	23	23	36	43	51	19,4
Pologne	26	27	31	34	39	13,6
UE 27/28	600	572	557	582	624	7,3

Fromages (y.c. fromages blancs)

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Allemagne	2 169	2 196	2 240	2 258	2 299	1,8
France	1 830	1 830	1 860	1 889	1 871	-1,0
Italie	1 022	1 002	985	955	988	3,4
Pays-Bas	753	750	764	793	768	-3,2
Pologne	668	680	719	744	756	1,5
Royaume-Uni	371	386	389	384	407	6,0
Danemark	292	275	303	323	368	14,0
UE 27/28	8 284	8 324	8 489	8 613	8 733	1,4

Lait de consommation

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Royaume-Uni	6 937	7 067	6 883	6 992	7 170	2,5
Allemagne	5 276	5 238	5 254	5 162	5 216	1,0
France	3 537	3 460	3 632	3 668	3 400	-7,3
Espagne	3 540	3 689	3 613	3 594	3 488	-3,0
Italie	2 714	2 657	2 552	2 497	2 498	0,0
Pologne	1 471	1 454	1 511	1 593	1 585	-0,5
Portugal	832	852	857	838	840	0,3
UE 27/28	31 715	31 770	35 542	35 557	35 022	-1,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

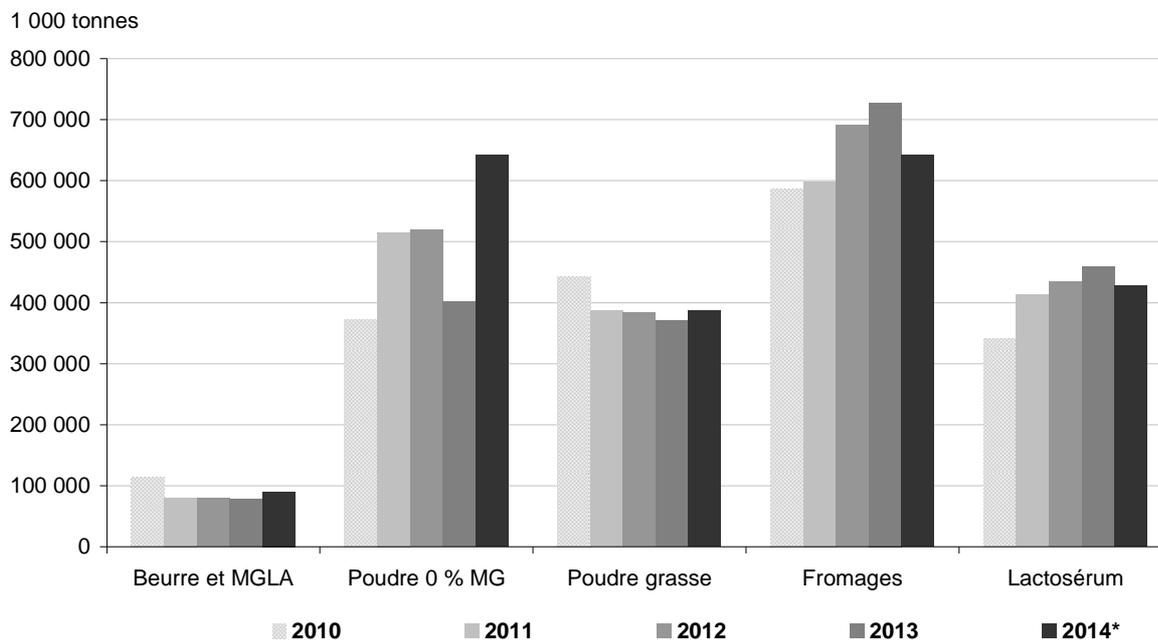
Commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers

1 000 tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	%14*/13
EXPORTATIONS						
Beurre et MGLA	153 088	121 952	120 472	121 666	89 717	-26,3
Poudre 0 % MG	376 510	516 078	521 292	406 799	641 931	57,8
Poudre grasse	445 443	388 361	386 150	374 471	386 991	3,3
Fromages	667 353	673 641	770 651	804 483	641 564	-20,3
Lactosérum	412 612	476 812	506 219	534 931	427 843	-20,0
IMPORTATIONS						
Beurre et MGLA	38 482	41 799	41 032	43 677	51 065	16,9
Poudre 0 % MG	3 826	863	2 030	5 028	2 120	-57,8
Poudre grasse	2 333	1 884	2 738	3 422	1 114	-67,4
Fromages	80 025	75 025	79 485	76 828	77 710	1,1
Lactosérum	70 919	63 442	71 296	76 035	91 898	20,9
SOLDE						
Beurre et MGLA	114 606	80 153	79 440	77 990	38 652	
Poudre 0 % MG	372 684	515 215	519 262	401 771	639 811	
Poudre grasse	443 110	386 477	383 412	371 050	385 877	
Fromages	587 328	598 617	691 166	727 655	563 855	
Lactosérum	341 693	413 370	434 923	458 896	335 944	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Solde du commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers



* Estimations

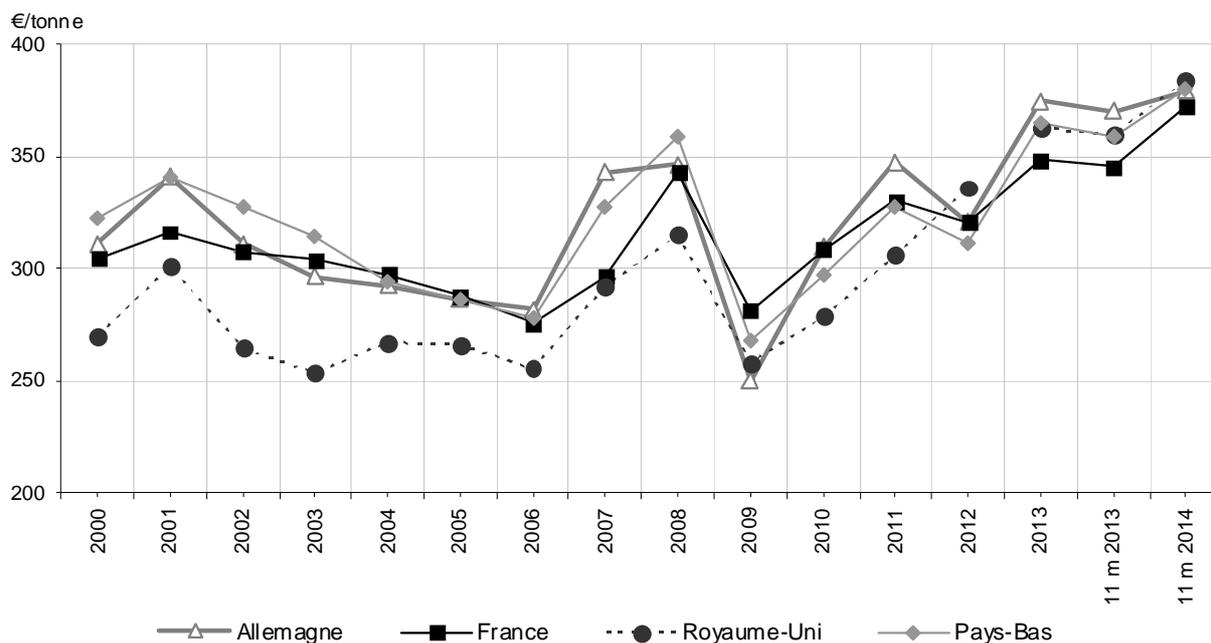
Source : FranceAgriMer d'après douanes (UE à 27 de 2010 à 2012, UE à 28 en 2013 et 2014)

Prix moyen du lait payé aux producteurs
Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

€/tonne	2010	2011	2012	2013	11 m 2014	% 14/13**
Allemagne	309,2	347,6	320,3	374,5	378,9	2,3
Autriche	317,2	353,7	338,7	375,5	396,8	7,0
Belgique	304,2	330,9	301,1	372,0	365,1	-0,7
Danemark	318,8	356,7	340,0	386,2	401,8	5,3
Espagne	293,5	312,7	308,7	342,6	352,9	4,1
France	308,6	330,2	320,8	348,1	372,0	7,8
Irlande	310,9	340,0	312,2	380,6	371,4	-2,0
Italie	337,5	384,2	369,9	388,0	399,9	3,4
Pays-Bas	297,1	327,3	311,7	364,7	379,6	5,8
Royaume-Uni	278,7	305,8	335,8	362,7	383,8	6,8
Hongrie	259,4	308,4	298,1	323,3	336,1	4,9
Pologne	272,7	295,0	286,8	317,1	324,2	3,8
République tchèque	282,7	327,2	297,1	326,6	333,3	2,3
Bulgarie	274,5	326,6	304,2	339,2	347,6	3,2
Roumanie	236,8	281,2	270,9	298,4	303,2	2,8
UE 15*	310,5	345,3	332,0	371,3	387,6	7,6
NEM 10/12*	271,1	305,0	290,3	nc	nc	-
UE 27/28*	305,1	340,2	326,7	364,6	380,1	208,3

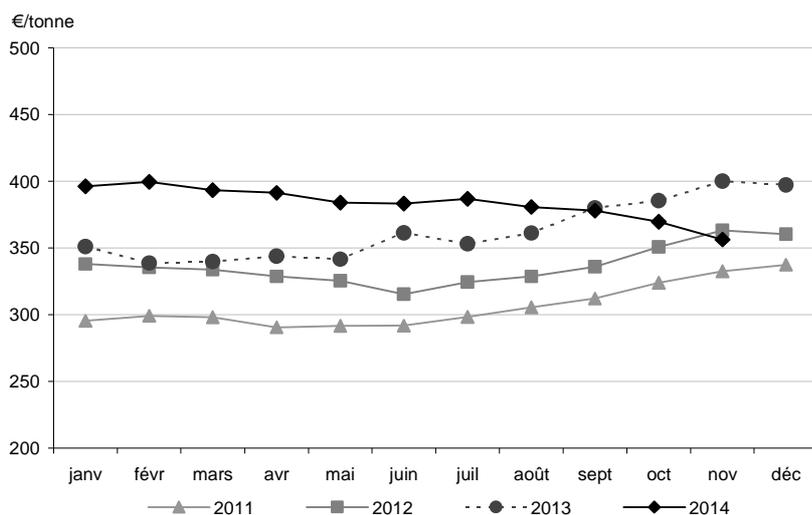
* Comparaison sur les onze premiers mois de l'année
 Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen annuel* du lait payé aux producteurs



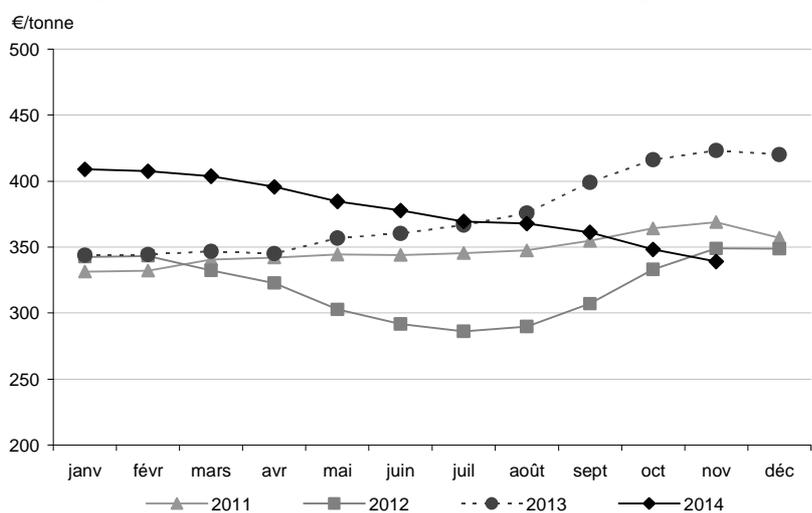
* Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre
 Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) au Royaume-Uni



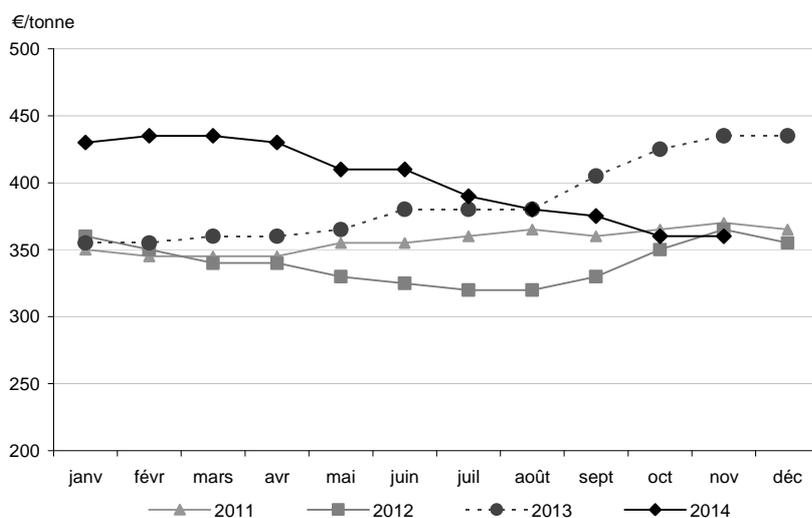
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en Allemagne



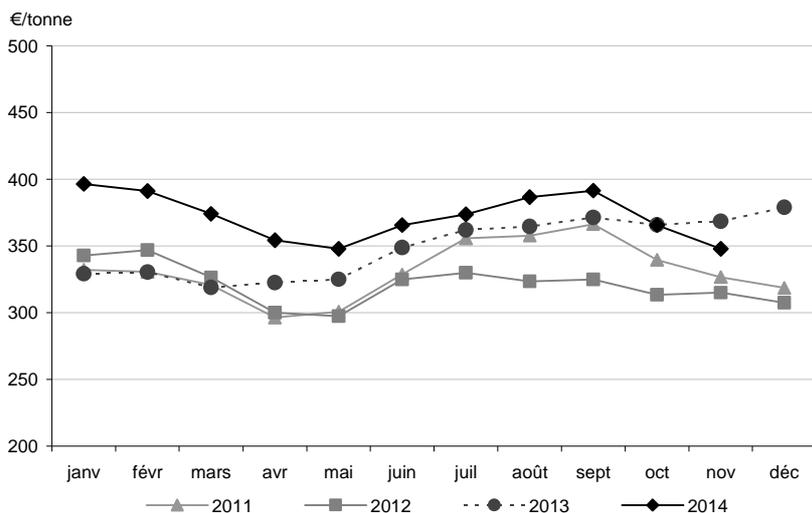
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) au Danemark



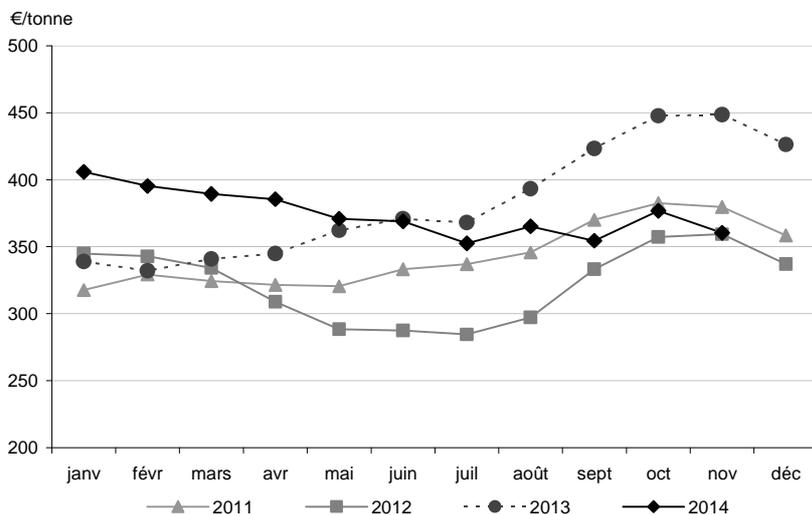
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en France



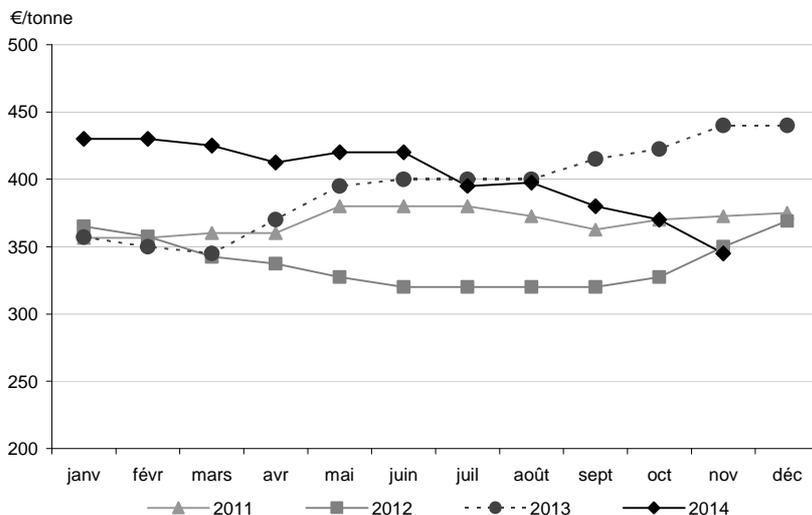
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) aux Pays-Bas



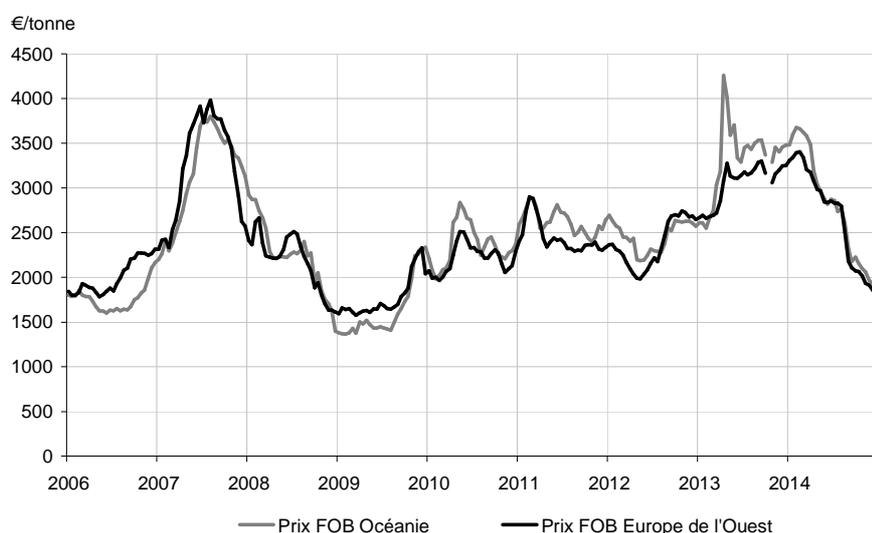
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2010	2011	2012	2013	2014	% 14/13
Poudre 0 %						
FOB Océanie	2 355,8	2 625,3	2 459,9	3 190,9	2 796,6	-12,4
FOB Europe de l'Ouest	2 212,7	2 445,1	2 365,2	2 930,5	2 679,9	-8,6
Beurre						
FOB Océanie	3 054,4	3 215,9	2 577,4	2 912,7	2 804,5	-3,7
FOB Europe de l'Ouest	3 486,7	3 956,9	3 036,9	3 720,8	3 366,7	-9,5
Poudre 26 %						
FOB Océanie	2 614,1	2 782,7	2 512,9	3 408,3	2 807,9	-17,6
FOB Europe de l'Ouest	2 711,9	3 066,8	2 755,7	3 375,1	3 091,5	-8,4
Poudre de lactosérum						
FOB Europe de l'Ouest	730,7	927,9	986,8	996,8	984,1	-1,3
Cheddar						
FOB Océanie	3 022,8	3 099,3	2 972,8	3 177,0	3 350,2	5,5

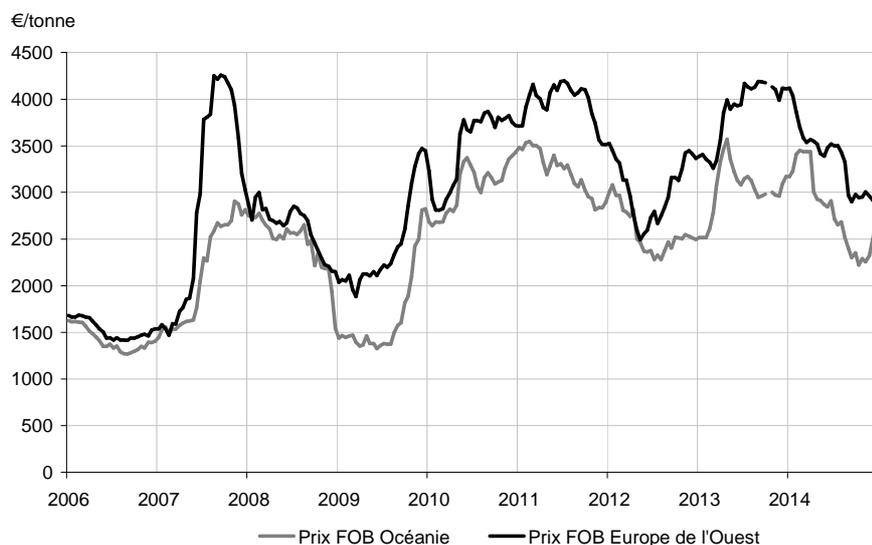
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du beurre sur le marché mondial



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Le marché du lait de brebis en France

Pour la filière laitière ovine, compte tenu de la forte saisonnalité de la production, la période étudiée est la campagne laitière, allant du mois de novembre de l'année n-1 au mois d'octobre de l'année n.

En raison de la dématérialisation de l'enquête mensuelle laitière en 2014 les données par bassin ne sont pas disponibles cette année.

› Hausse du cheptel de brebis et agnelles laitières après deux années de baisse

L'enquête cheptel de décembre 2013 montre une augmentation de 5 % du cheptel de brebis et agnelles laitières saillies en France qui atteint 1,6 million de têtes. C'est notamment le nombre d'agnelles saillies qui progresse cette année. La hausse du cheptel laitier est particulièrement marquée dans les régions Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur bien que cette dernière soit une petite région productrice (+ 1 200 brebis en un an, au total 5 645 brebis en décembre 2013). À l'inverse, le cheptel régresse en Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Corse, touchée par un épisode de FCO en 2013. Plus de 80 % du cheptel de brebis laitières se trouve dans les régions Midi-Pyrénées et Aquitaine (respectivement 646 000 têtes et 393 000 têtes en décembre 2013).

› La hausse du cheptel et la baisse des coûts de production ont encouragé la reprise de la collecte en 2013/2014

Début 2013, l'indice Ipampa modélisant les coûts de production avait atteint un niveau très élevé du fait de la hausse du coût de l'aliment acheté. Sur la campagne 2013/2014, l'Ipampa est en baisse : les conditions climatiques particulièrement douces et pluvieuses au début de l'année 2014 ont permis d'atteindre des niveaux de pousse de l'herbe supérieurs à la normale. Les coûts de l'aliment acheté ont donc diminué cette campagne ainsi que les coûts de l'énergie, des engrais et des amendements.

La hausse du cheptel et les conditions favorables à la production ont permis d'augmenter la collecte nationale de lait de brebis notamment en fin de campagne, de août à octobre 2014. La collecte de lait de brebis lors de la campagne 2013/2014 a atteint 257,4 millions de litres, soit une hausse de 1 % par rapport à la campagne précédente.

› Recul des fabrications de Roquefort mais hausse des exportations

Les fabrications de Roquefort baissent malgré la hausse de la collecte nationale. Les industriels ont fait le choix d'augmenter les fabrications de Roquefort en début de campagne, en novembre et décembre, pour des raisons sanitaires et de maîtrise de qualité du lait. Cette hausse n'a pourtant pas permis de compenser la baisse sur les mois suivants. Les fabrications de Roquefort diminuent de 4 % en cumul sur l'ensemble de la campagne par rapport à la campagne précédente.

Environ 20 % de la production nationale de Roquefort est destinée à l'exportation. Depuis 2012, les exportations de Roquefort progressent mais la hausse est beaucoup plus marquée cette année. Les principales destinations sont l'Espagne, l'Allemagne-Luxembourg¹ et le Royaume-Uni qui a multiplié par deux ses importations de Roquefort en 2014. L'embargo russe a faiblement impacté le commerce de Roquefort. Bien que les exportations vers la Russie soient en hausse depuis 2009, les ventes françaises de Roquefort vers la Russie représentent moins de 2 % des volumes exportés.

La hausse des exportations ajoutée à la baisse des fabrications entraîne de moindres disponibilités en Roquefort sur le marché national.

Face aux faibles disponibilités dans le rayon de Roquefort, le prix du lait de brebis payé aux producteurs a de nouveau augmenté pour la quatrième année consécutive et atteint 922,42 €/1 000 l (+ 0,3 %).

¹ La distinction entre ces deux destinations ne peut pas être faite car il existe ensuite du ré-export du Luxembourg vers l'Allemagne.

› La hausse des achats des ménages observée en 2013 n'est pas confirmée en 2014

D'après le panel Kantar Wordpanel, les achats des ménages en fromages de brebis ont reculé de 2 % en cumul sur l'année 2014. Cette baisse s'explique par un recul des achats de Roquefort de 3 % qui représentent un tiers des volumes de fromages de brebis achetés par les ménages. Contrairement à l'année précédente, les fromages à pâtes pressées non cuites et notamment les fromages pyrénéens reculent de 4 %. Malgré un été favorable, les ventes de fromages à pâtes fraîches ont également diminué de 1 %. Seuls les fromages à pâtes molles ont progressé en 2014 de 4 %.

À noter que cette année encore, les fromages AOP, qui représentent un peu moins de 50 % des achats des ménages, régressent alors que les achats de fromages de brebis non AOP se stabilisent. Cela confirme l'érosion des AOP au profit de marques fortes dans le rayon des fromages de brebis.

À titre de comparaison, l'ensemble des achats des ménages pour les fromages, tous laits confondus, reculent de 0,4 % en cumul sur 2014. La baisse est moindre pour les fromages au lait de vache que pour les fromages de chèvre et de brebis.

Parallèlement, le prix des fromages de brebis est celui qui a le moins progressé en 2014, il est resté quasiment stable à 15 €/kg en moyenne. Dans le même temps, le manque de fromages de chèvre a fait augmenter les prix de 7 % pour atteindre 12,3 €/kg. Les fromages de brebis restent les plus chers du marché mais la baisse de la consommation n'est pas uniquement liée à l'évolution des prix.

› Prévisions 2015

Les bonnes conditions climatiques du printemps et de l'été pourraient jouer positivement sur la collecte en début de campagne 2014/2015. Toutefois, la diminution depuis plusieurs années des volumes achetés par les ménages français, notamment sur les principaux fromages AOP comme le Roquefort et l'Ossau Iraty, risque d'orienter à la baisse l'offre pour ces fromages lors de la prochaine campagne.

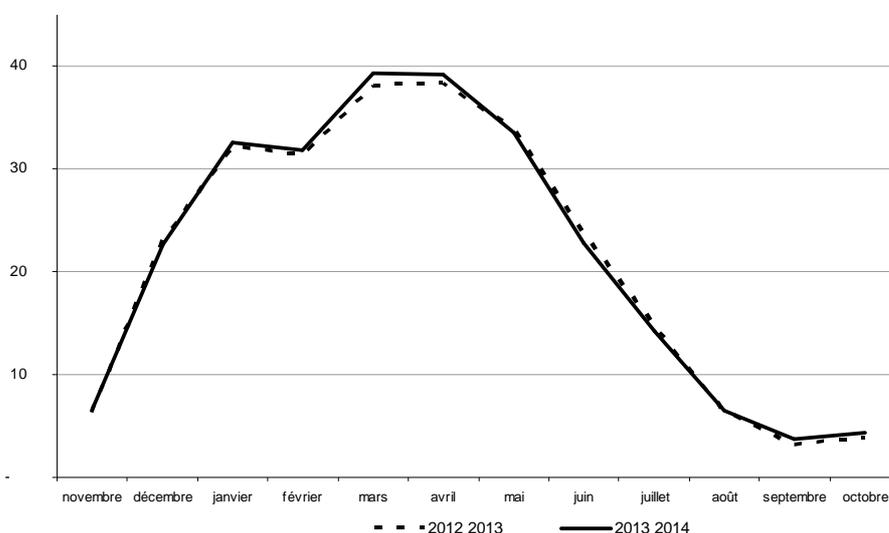
Collecte nationale de lait de brebis, par campagne

1 000 l	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	% 13/14 – 12/13
novembre	4 993	5 246	6 266	6 266	6 669	6,4%
décembre	19 813	20 948	21 884	23 096	22 626	-2,0%
janvier	33 852	35 886	34 290	32 155	32 583	1,3%
février	34 496	36 413	34 248	31 394	31 801	1,3%
mars	40 399	42 003	40 722	38 161	39 345	3,1%
avril	40 732	40 508	39 220	38 370	39 265	2,3%
mai	34 063	33 235	34 126	33 928	33 502	-1,3%
juin	22 617	22 137	22 478	23 625	22 803	-3,5%
juillet	12 938	12 381	13 572	14 696	14 189	-3,4%
août	4 318	3 745	5 833	6 375	6 504	2,0%
septembre	2 345	2 626	2 965	3 185	3 720	16,8%
octobre	2 989	3 133	3 722	3 905	4 400	12,7%
TOTAL	253 555	258 260	259 328	255 155	257 407	0,9%

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

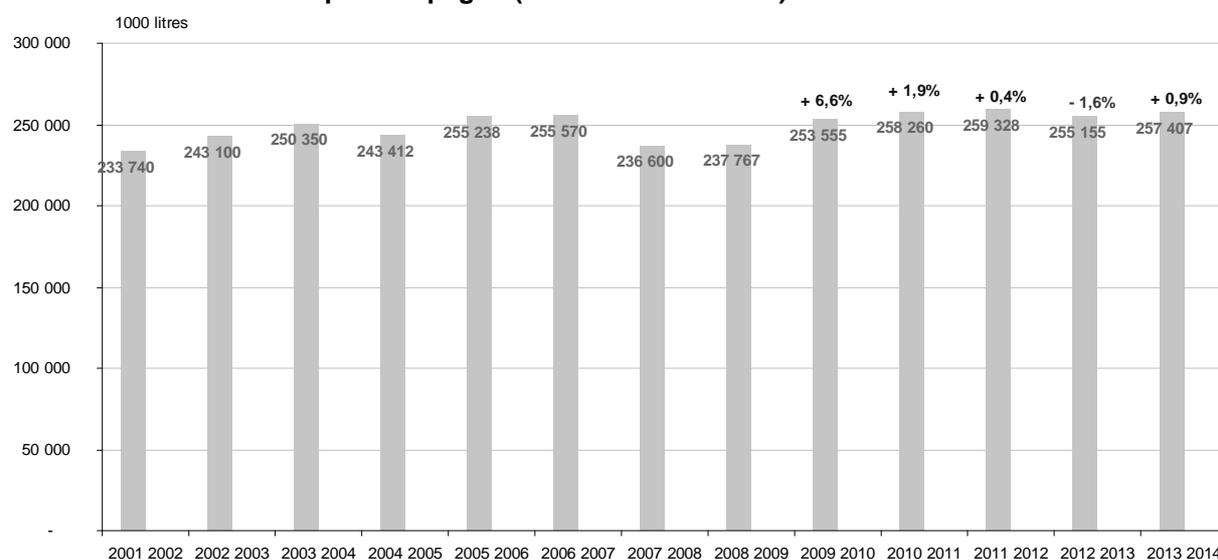
Collecte mensuelle de lait de brebis, total France

Volume collecté (millions de l.)



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Collecte de lait de brebis par campagne (novembre à octobre)



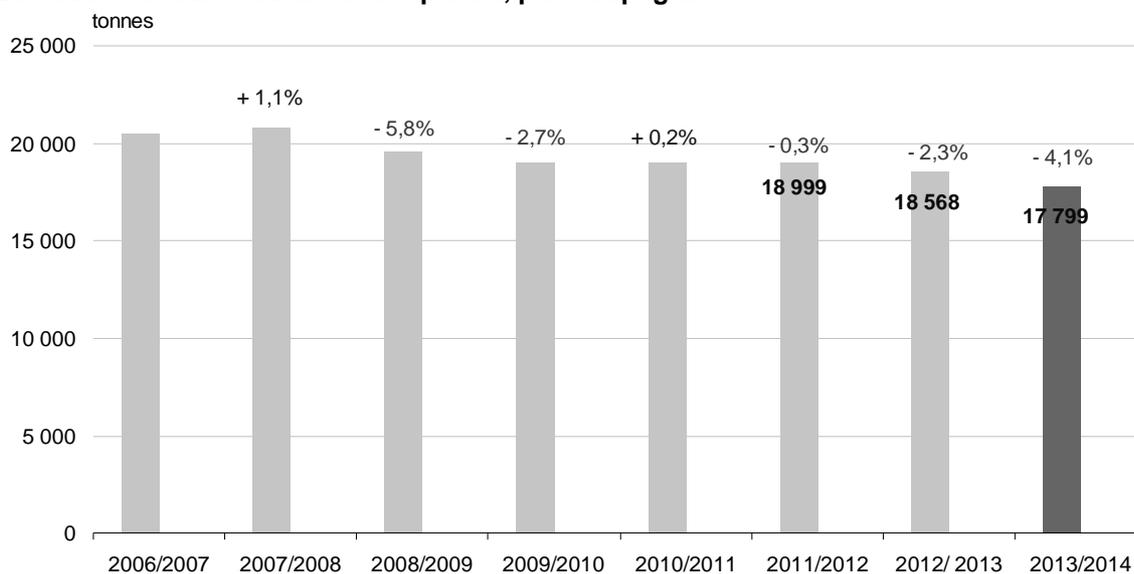
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Fabrications mensuelles de Roquefort

Tonnes	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	% 13/14 – 12/13
novembre	-	-	86	34	51	48%
décembre	1 332	1 580	1 907	1 878	2 118	13%
janvier	2 961	2 928	2 960	2 948	2 914	-1%
février	2 827	2 875	2 978	2 948	2 745	-7%
mars	3 159	3 191	3 199	3 183	2 968	-7%
avril	3 115	3 092	2 952	2 915	2 652	-9%
mai	3 100	2 969	3 033	2 947	2 619	-11%
juin	2 026	1 989	1 777	1 714	1 732	1%
juillet	-	-	-	-	-	
août	-	-	-	-	-	
septembre	-	-	-	-	-	
octobre	-	-	-	-	-	
TOTAL	19 023	19 054	18 999	18 568	17 799	- 4%

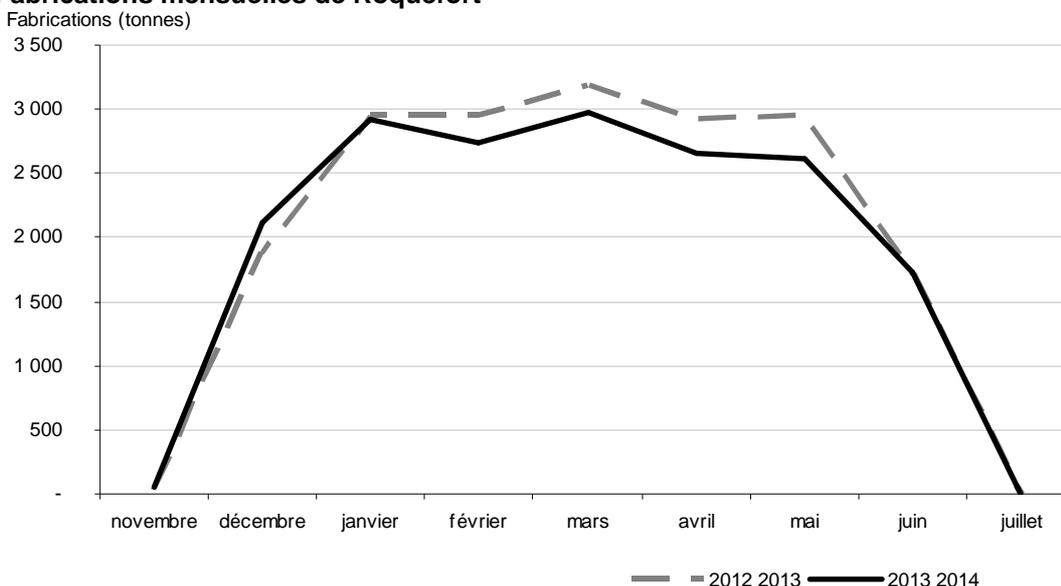
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Évolution des fabrications de Roquefort, par campagne



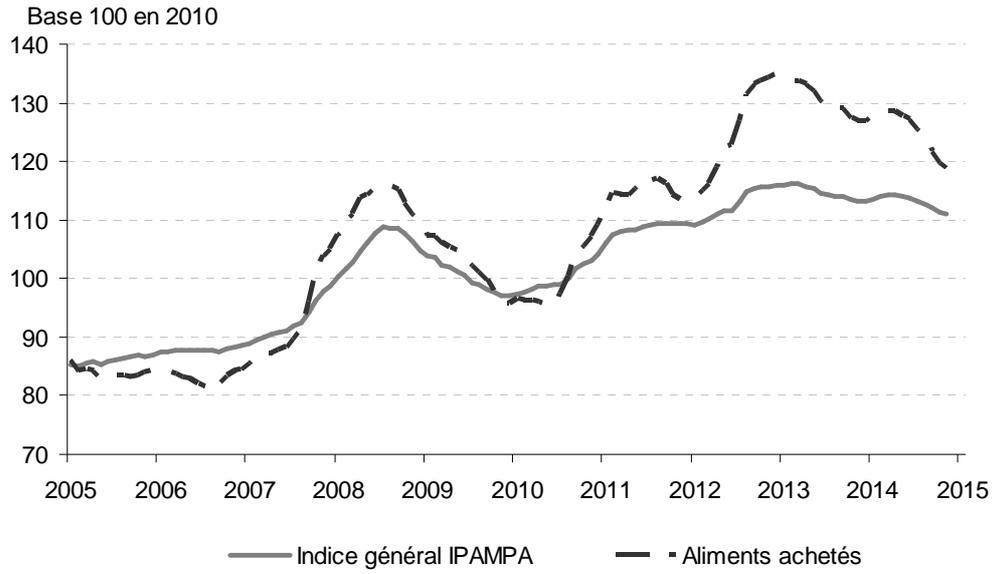
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Fabrications mensuelles de Roquefort



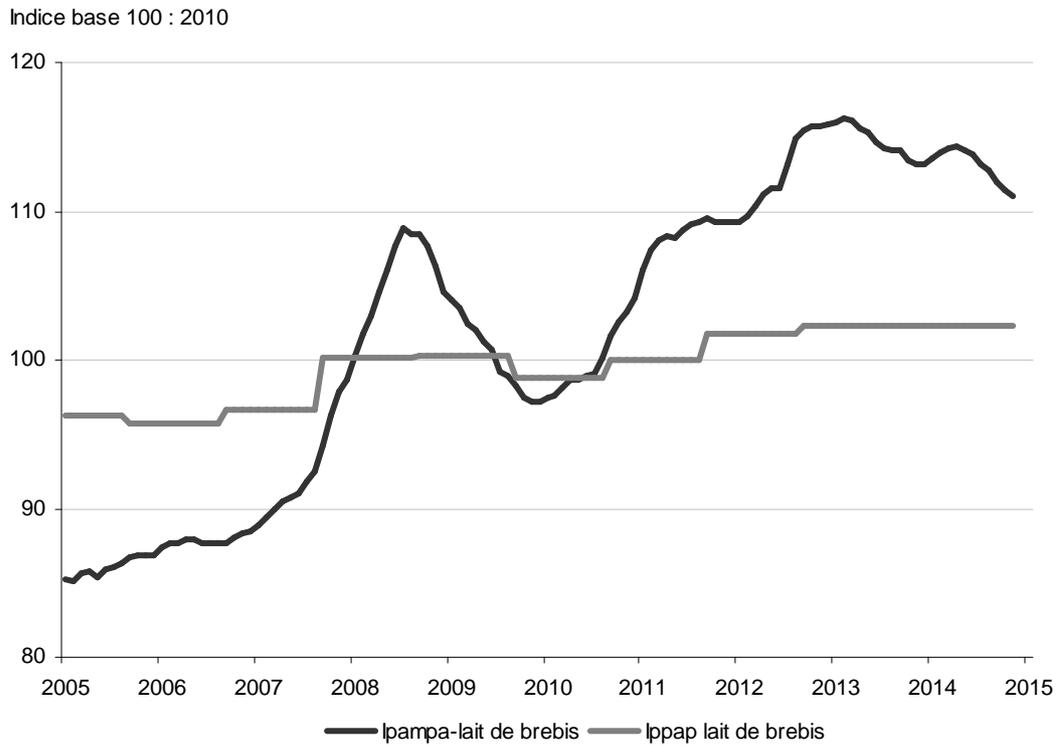
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Évolution des coûts de production, Ipampa



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et l'Insee

Évolution comparée du prix du lait et des coûts de production



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et l'Insee

Le marché du lait de brebis dans l'Union européenne

› Cheptel de brebis laitières : disparité entre l'Europe de l'Est et le pourtour méditerranéen

Le cheptel de brebis laitières est stable dans l'Union européenne en 2013, à environ 24,9 millions de têtes. Les cheptels des pays d'Europe de l'Est comme la Bulgarie et la Roumanie progressent fortement dans un contexte de professionnalisation de l'élevage ovin lait et d'agrandissement de la taille des troupeaux dans les exploitations.

À l'inverse, les effectifs de brebis laitières dans les pays méditerranéens, Espagne, Grèce, Italie, Portugal, régressent en 2013 sous l'effet de la crise économique qui a accéléré la décapitalisation des troupeaux.

› Stabilité de la collecte de lait de brebis en 2013 dans l'UE

La collecte de lait de brebis est stable à 1,6 million de tonnes en 2013. Bien que les cheptels grec et espagnol soient en recul, la production de lait de brebis est en hausse du fait d'une amélioration de la productivité dans des conditions de baisse du coût de l'aliment acheté. En Italie et au Portugal, la collecte chute du fait de la décapitalisation et de l'épidémie de FCO qui a touché l'Italie en 2013, impactant le potentiel de production.

Enfin, la Roumanie est le pays dont les volumes collectés en 2013 ont le plus progressé. Les exploitations de ce pays se restructurent en augmentant la taille des troupeaux et en améliorant le taux de mécanisation et le taux de collecte faisant ainsi diminuer l'autoconsommation et la transformation à la ferme.

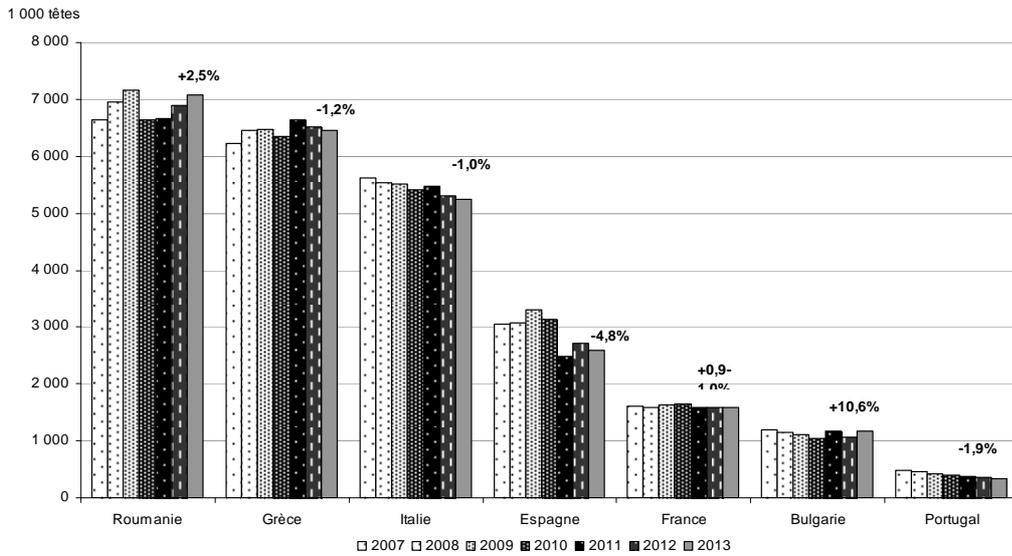
› Hausse du prix du lait de brebis dans un contexte d'offre limitée et de maintien de la demande

Le prix du lait de brebis est en hausse en 2013 et 2014 en Espagne dans la province de Castilla la Mancha. Cela s'explique conjoncturellement par le fait que le prix du lait de chèvre et du lait de brebis soit fortement liés car le pays produit principalement des fromages de mélange. La hausse du prix du lait de chèvre en 2013-2014, due à la chute des disponibilités, a entraîné une hausse du prix du lait de brebis.

En Italie, les prix sont également orientés à la hausse du fait de la demande et des exportations soutenues de Pecorino ces dernières années.

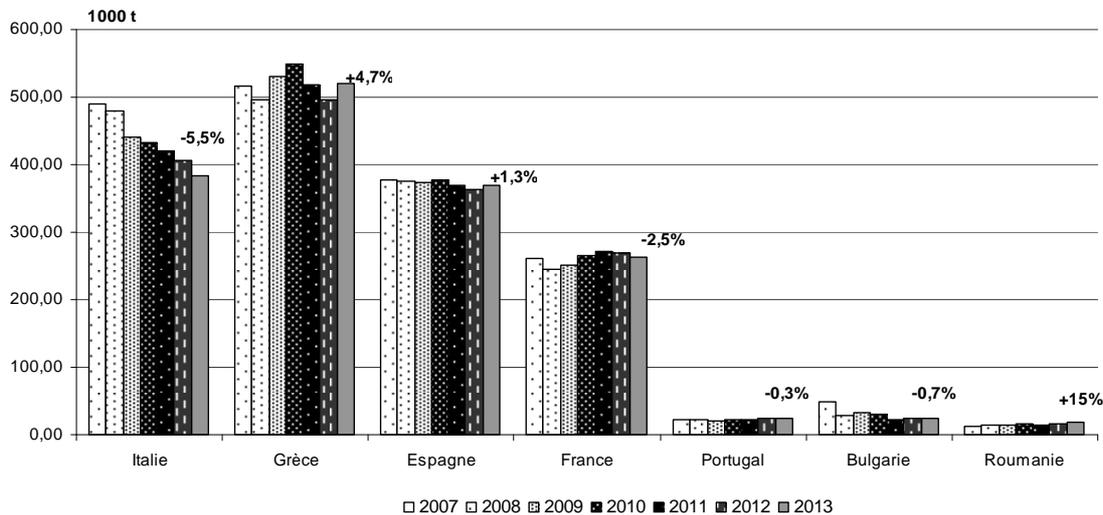
Structurellement, l'offre limitée en lait de brebis en Europe maintient les prix à un niveau élevé notamment pour les pays excédentaires qui exportent du lait vers les pays déficitaires, comme la Bulgarie vers la Grèce.

Évolution des cheptels européens de brebis et agnelles laitières saillies : enquêtes de décembre



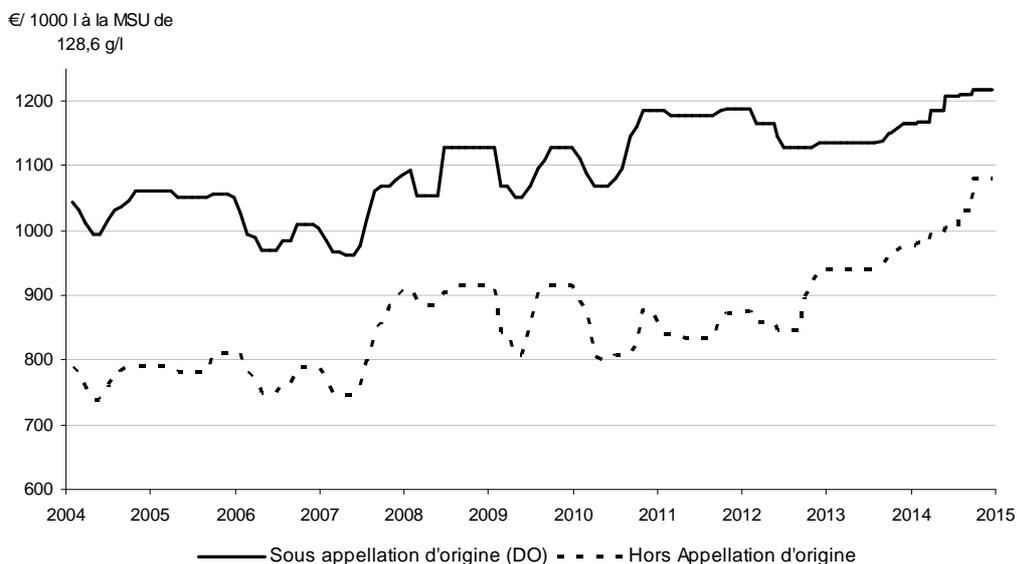
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Collecte de lait de brebis au sein des principaux producteurs européens



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Évolution du prix du lait de brebis en Espagne : cotation de Castilla la Mancha



Source : FranceAgriMer d'après Lonja Agropecuaria para la Mancha

Le marché du lait de chèvre en France

› Une moindre baisse du cheptel en 2013

En 2013, le cheptel français de chèvres et chevrettes a poursuivi son recul amorcé en 2011 : - 1,8 % par rapport à 2012. Cette baisse, certes moins forte que les années précédentes, est la conséquence des mauvaises conditions économiques qu'a connues la filière lait de chèvre ces dernières années. En décembre 2013, 1,173 million de femelles saillies étaient comptabilisées. Le besoin en lait de chèvre des industriels devrait mener à une reconstitution du cheptel ces prochaines années.

› Une reprise de la collecte lors du second semestre 2014

En cumul sur les 11 premiers mois de l'année 2014, la collecte française de lait de chèvre est stable autour de 431 millions de litres (+ 0,2 % par rapport à la même période de 2013). En recul début 2014, du fait de stocks de fourrages de mauvaise qualité et d'un décalage des mises bas dans le temps, les livraisons de lait de chèvre se sont stabilisées en mai, lors du pic de la collecte, puis ont renoué avec la hausse à partir de septembre. Ainsi, en 2014, la collecte nationale de lait de chèvre devrait s'établir autour de 455 millions de litres.

› Des fabrications de bûchettes qui se maintiennent en 2014

Lors du premier semestre 2014, poursuivant sur la tendance de fin 2013, les fabrications de bûchettes au lait de chèvre ont diminué de 3 % (soit - 700 tonnes) en raison d'un manque de lait et des niveaux faibles de stocks de produits de report. Cependant, en lien avec la reprise de la collecte, les fabrications ont recommencé à croître dès juillet 2014 (+ 4,1 % entre juillet et novembre).

Ainsi, 40 700 tonnes de bûchettes de chèvre ont été produites au total entre janvier et novembre 2014 soit - 0,1 % par rapport à la même période en 2013. Sur l'ensemble de l'année 2014, les fabrications de bûchettes devraient rester stables par rapport à 2013, autour de 45 000 tonnes.

› Une tension persistante sur le marché du lait de chèvre

En l'absence d'informations sur le volume des importations et des fabrications totales, il est difficile d'appréhender le niveau des disponibilités en lait de chèvre ainsi que celui des stocks industriels.

Il est certain que le niveau global des fabrications a diminué, les industriels ayant effectué des arbitrages entre produits en début d'année face au manque de lait. Les stocks n'ont pas dû encore retrouver leur niveau optimal malgré des importations en hausse. La persistance des prix élevés en Espagne et aux Pays-Bas ainsi que la progression des indices des prix français soulignent les tensions sur le marché du lait de chèvre français.

› Des prix tournés à la hausse face à des coûts de production en baisse

Selon l'Institut de l'élevage, le prix du lait de chèvre au stade producteur a continué de progresser en 2014. Le prix de base du lait de chèvre s'établit à 612 €/1 000 litres au 3ème trimestre 2014 soit une hausse de 3 % par rapport à la même période en 2013 ; le prix moyen du lait de chèvre à 659 €/1 000 litres soit + 4 %.

Selon l'Insee, l'IPVI (indice des prix de vente industriel – base 100 en 2010) fromages de chèvre se rapproche de l'IPVI tout fromage : depuis janvier 2014, il a augmenté de 6,4 points (contre 4,5 points pour l'indice tout fromage) et atteint 108,8 en novembre.

Les coûts de production mesurés par l'Ipampa Lait de chèvre (Indice des prix d'achats des moyens de production agricole - base 100 en 2010 - source : Institut de l'élevage) continuent leur baisse amorcée en 2013. Avec une baisse de 4,1 points depuis janvier 2014, il est égal à 112,3 en novembre 2014. Cette diminution est le résultat d'une baisse importante des prix des matières premières.

› Une consommation des ménages en repli sous l'effet des baisses des disponibilités en fromage

D'après Kantar Worldpanel, en 2014, les achats des ménages en fromages de chèvre ont diminué de 2,5 % pour un prix moyen à 12,3 €/kg, en augmentation (+ 6,5 %). Cette baisse résulte d'un repli des disponibilités en magasins des fromages de chèvre et, dans les laiteries, de lait de chèvre. Elle est fortement marquée en début d'année. En effet, lors du premier semestre 2014, l'évolution des achats par période, 2014 par rapport à 2013, était comprise entre - 5 % et - 10 % ; lors du second semestre entre - 5 % et + 3,5 %. À partir de la onzième période 2014, les achats de fromages de chèvre par les ménages croissent par rapport aux mêmes périodes 2013, périodes qui ont marqué le début de la baisse des achats.

Ce sont les achats des bûchettes affinées, représentant 52 % des achats totaux de fromages de chèvre, qui ont été les plus pénalisés (- 5,7 % en volume pour un prix en hausse de 8,7 %, égal à 9,4 €/kg). Les achats des autres fromages de chèvre (pyramide, lingot, crottin, palet, boîte ronde), bien que ne représentant que 17 % des volumes achetés, augmentent (+ 5,7 % pour un prix en hausse de 4,8 %), soulignant le repositionnement des industriels vers des produits plus valorisés et à plus forte marge. Les volumes de fromages AOP ont progressé de 14,3 % pour un prix stable autour de 18,3 €/kg. Les fromages frais continuent également leur progression (+ 4,9 %) bien que leur prix soit en hausse (+ 5,3 %, pour un prix de 13,3 €/kg).

› Une filière lait de chèvre à nouveau dynamique en 2015

Après cette année de stabilisation, la filière lait de chèvre devrait renouer avec la croissance en 2015 : la collecte devrait augmenter. La baisse des coûts de production, la bonne production fourragère ainsi que la hausse des prix en 2014 vont favoriser cette reprise. Cependant, de nombreuses exploitations restent fragiles et ressentent encore les conséquences de la crise.

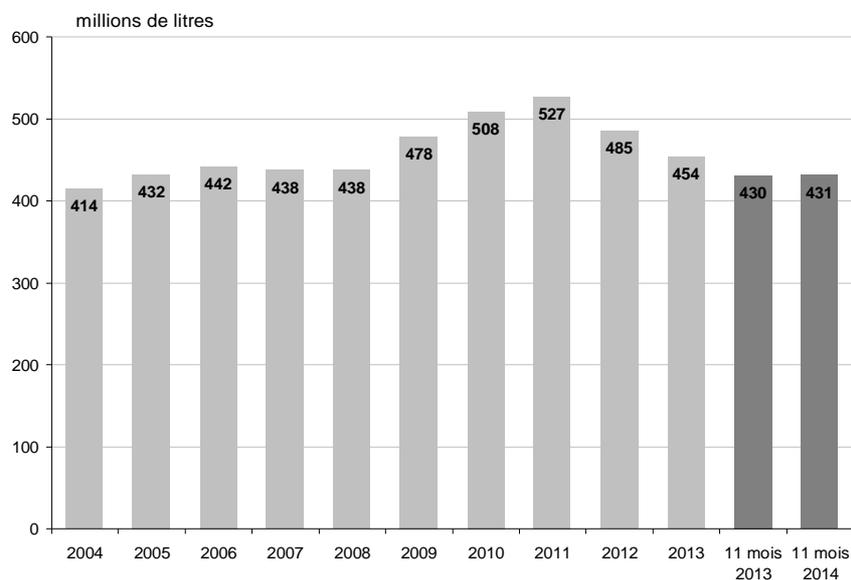
Le niveau des stocks devrait se reconstituer sous l'effet notamment de la hausse des importations et ainsi permettre aux fabrications de croître. Les évolutions futures des prix du lait vont également avoir un impact sur le dynamisme de la filière : de nouvelles hausses de collecte permettraient à la filière de retrouver plus rapidement les niveaux d'avant crise.

Collecte française de lait de chèvre

1 000 litres	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Janvier	24 849	26 605	27 236	23 904	24 292	1,6%
Février	33 832	35 322	36 141	31 217	30 002	-3,9%
Mars	52 244	53 726	52 331	46 791	45 426	-2,9%
Avril	56 398	59 468	55 167	50 951	50 063	-1,7%
Mai	58 738	61 854	56 364	51 716	51 786	0,1%
Juin	55 210	56 139	52 023	47 661	48 040	0,8%
Juillet	51 726	52 840	47 154	44 856	44 612	-0,5%
Août	45 867	46 300	40 399	39 023	38 559	-1,2%
Septembre	38 532	39 978	34 548	33 488	34 362	2,6%
Octobre	36 244	37 387	32 898	32 950	34 434	4,5%
Novembre	30 103	31 072	26 717	27 885	29 892	7,2%
Décembre	24 509	26 781	24 202	23 739	24 925	5,0%
TOTAL	508 251	527 471	485 179	454 182	456 393	0,5%

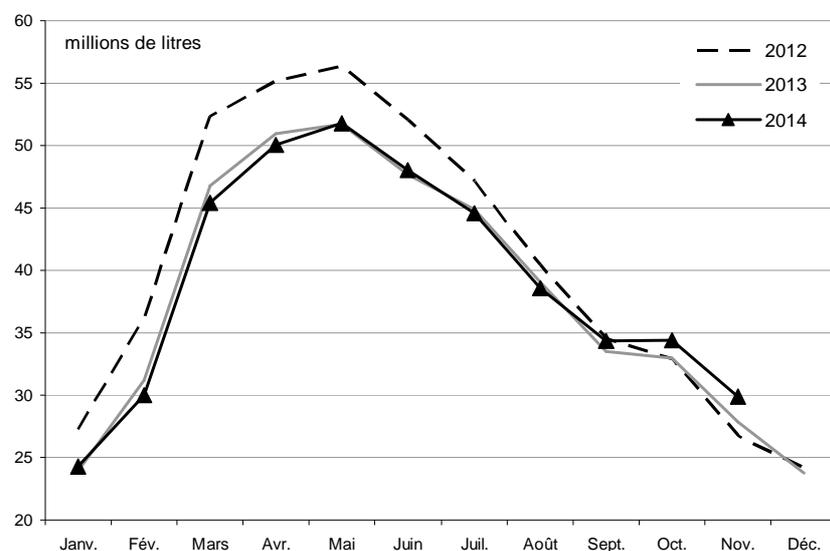
*Estimation pour le mois de décembre sur la base du sondage hebdomadaire
Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Collecte annuelle française de lait de chèvre



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Collecte mensuelle de lait de chèvre, total France



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

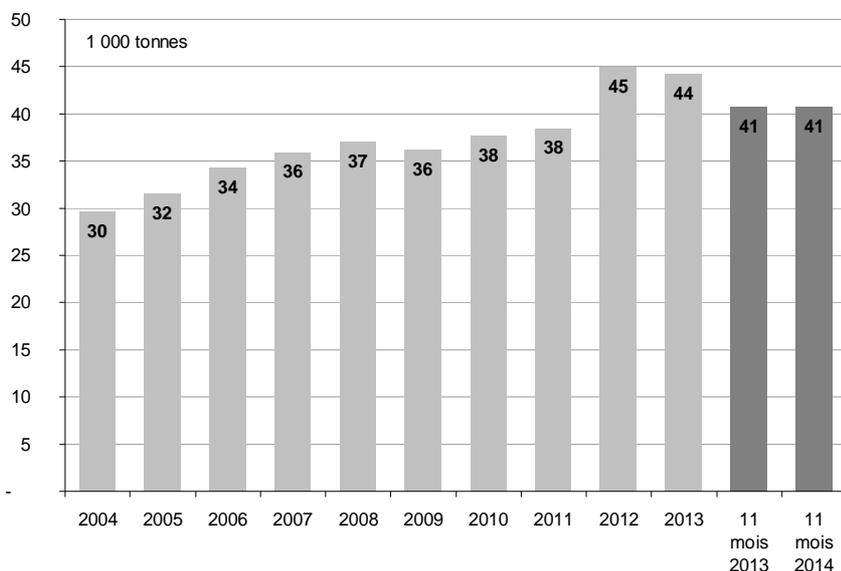
Fabrication française de bâchettes au lait de chèvre

Tonnes	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Janvier	2 887	3 119	3 320	3 430	3 490	1,7%
Février	2 902	3 120	3 589	3 739	3 483	-6,8%
Mars	3 259	3 595	3 730	3 896	3 666	-5,9%
Avril	3 026	3 268	3 827	3 738	3 657	-2,2%
Mai	3 303	3 554	3 837	3 986	3 929	-1,4%
Juin	3 205	3 206	3 858	3 871	3 768	-2,7%
Juillet	3 314	3 139	3 818	4 033	4 072	1,0%
Août	3 368	3 335	4 033	3 935	4 001	1,7%
Septembre	3 177	2 916	3 684	3 290	3 451	4,9%
Octobre	3 015	2 998	3 875	3 550	3 619	1,9%
Novembre	3 174	3 155	3 704	3 253	3 530	8,5%
Décembre	3 088	3 030	3 654	3 559	3 550	-0,2%
TOTAL	37 720	38 435	44 929	44 280	44 215	-0,1%

*Estimation pour le mois de décembre

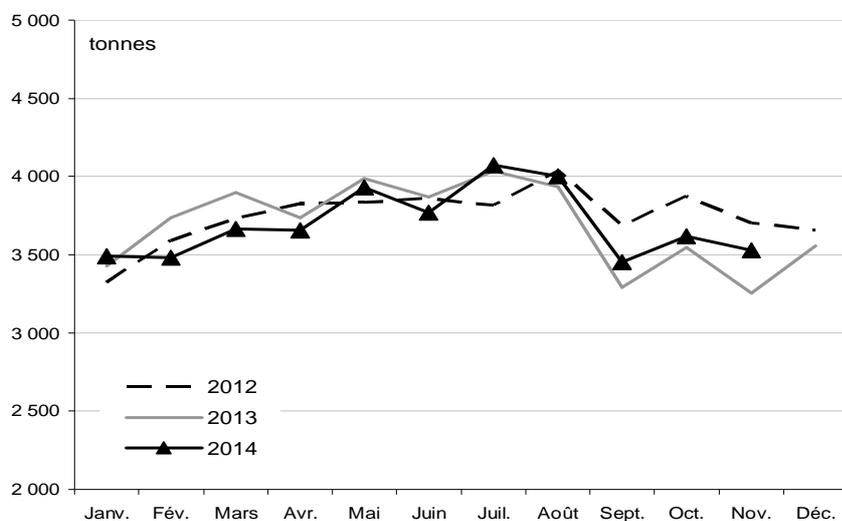
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Fabrication annuelle française de bâchettes au lait de chèvre



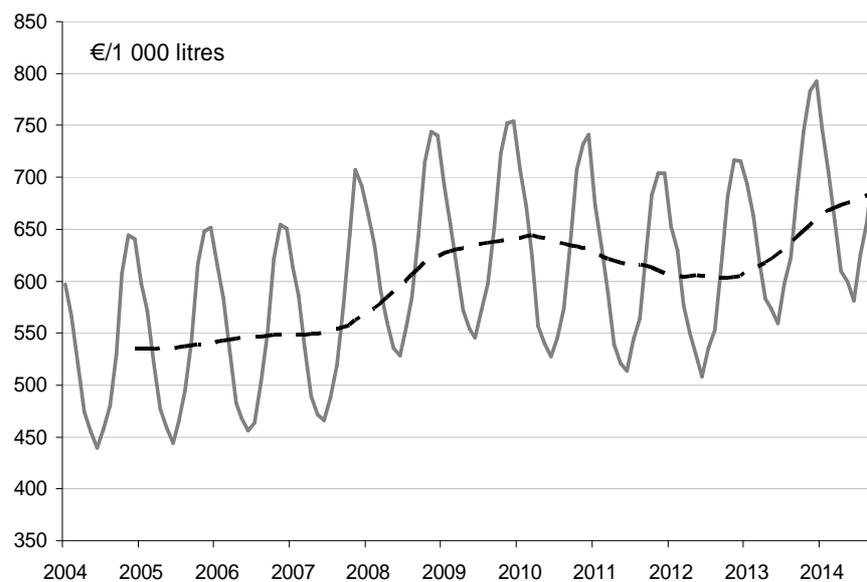
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Fabrication mensuelle de bâchettes au lait de chèvre, total France



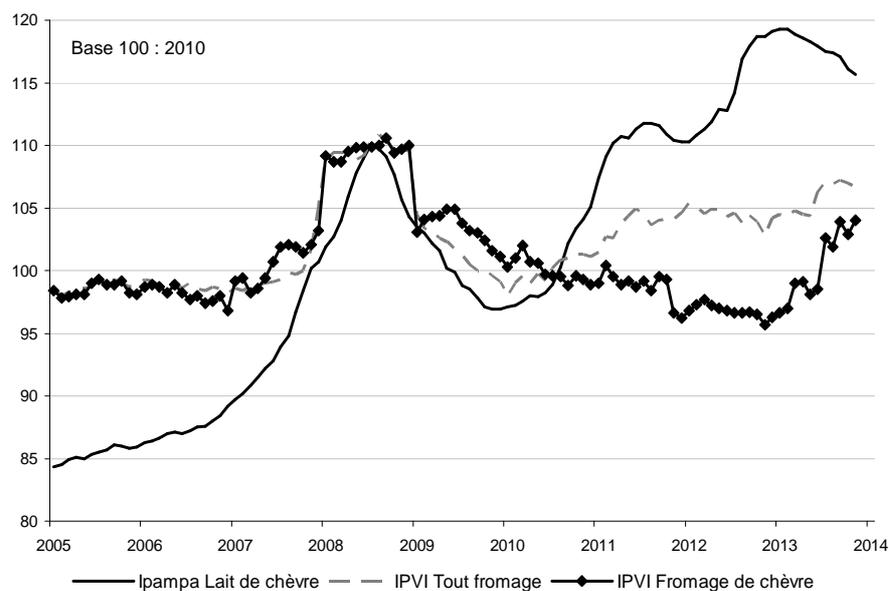
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Prix moyen du lait de chèvre payé au producteur en France



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage

Évolution comparée du prix du lait sortie industrie et des coûts de production depuis 2005



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et Insee

Le marché du lait de chèvre dans l'Union européenne

› 2013 : une stabilisation de la filière lait de chèvre en Europe mais qui cache des disparités par pays

Selon Eurostat, le cheptel européen caprin s'est stabilisé autour de 12,4 millions de têtes en décembre 2013. En Roumanie, le cheptel des femelles (total des chèvres saillies et chèvres ayant déjà mis bas) continue à progresser (+ 2,8 %) ; en Italie, il renoue avec une hausse (+ 8,4 %) pour retrouver son niveau de 2011. En Grèce et aux Pays-Bas, on observe une stabilisation du nombre de chèvres alors qu'en France, en Espagne ou encore au Portugal, la baisse du cheptel continue (respectivement - 2,2 %, - 1,3 % et - 2,7 %).

La production des huit principaux pays producteurs européens de lait de chèvre (France, Espagne, Grèce, Roumanie, Pays-Bas, Bulgarie, Italie, Portugal) a diminué de 1,8 % entre 2012 et 2013 : 2 millions de tonnes de lait de chèvre ont ainsi été produites en 2013. Ce repli est la conséquence d'importantes baisses de la production en Roumanie et en France (respectivement - 9,3 % et - 5,4 %). Quant au Pays-Bas, la production continue sa croissance (+ 6,7 %) pour atteindre 234 000 tonnes de lait.

Les fabrications de fromages au lait de chèvre en Europe ont augmenté en 2013 (+ 1,2 %), notamment sous l'effet du développement de la fabrication industrielle en Roumanie ainsi qu'à Chypre.

› Le dynamisme de la filière lait de chèvre confirmée aux Pays-Bas en 2013

Malgré une stagnation du nombre de chèvres, la production néerlandaise a augmenté en 2013. Soutenu par une demande dynamique des laiteries, le prix moyen du lait de chèvre a continué à progresser en 2014 pour atteindre 714 €/1 000 litres en octobre 2014, soit + 15 % par rapport à la même époque en 2013. À noter que le prix néerlandais est devenu temporairement, lors du second trimestre, plus élevé que le prix français. Depuis, l'écart est revenu à 1 €/kg de MSU.

Ces tensions sur le marché du lait de chèvre s'expliquent, d'une part, par des importations françaises en hausse, et, d'autre part, par le développement de nouveaux débouchés à l'international (notamment la poudre de lait pour l'Asie du sud est).

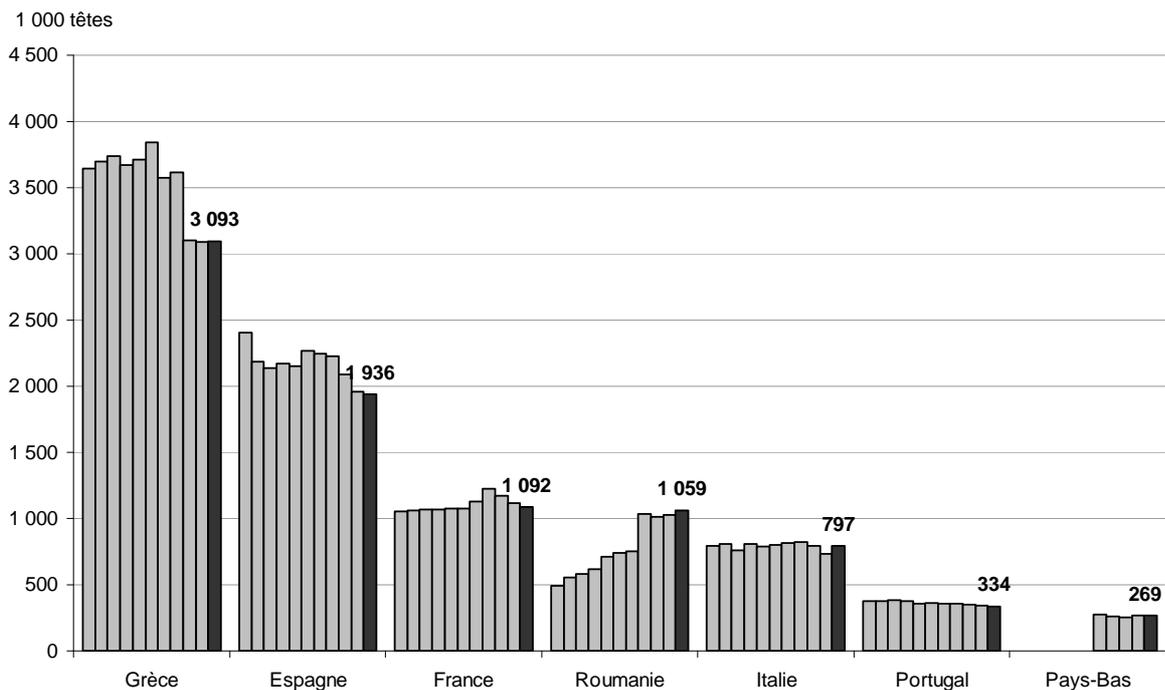
› Depuis 2013, la filière espagnole poursuit son développement

En 2013, l'Espagne renoue avec une hausse de sa production de lait de chèvre (+ 1,6 %) malgré un nouveau repli de son cheptel.

La filière espagnole bénéficie de la demande, de nouveau croissante, de la part des industriels français en lait de chèvre. Par ailleurs, elle développe également de nouveaux débouchés à l'international.

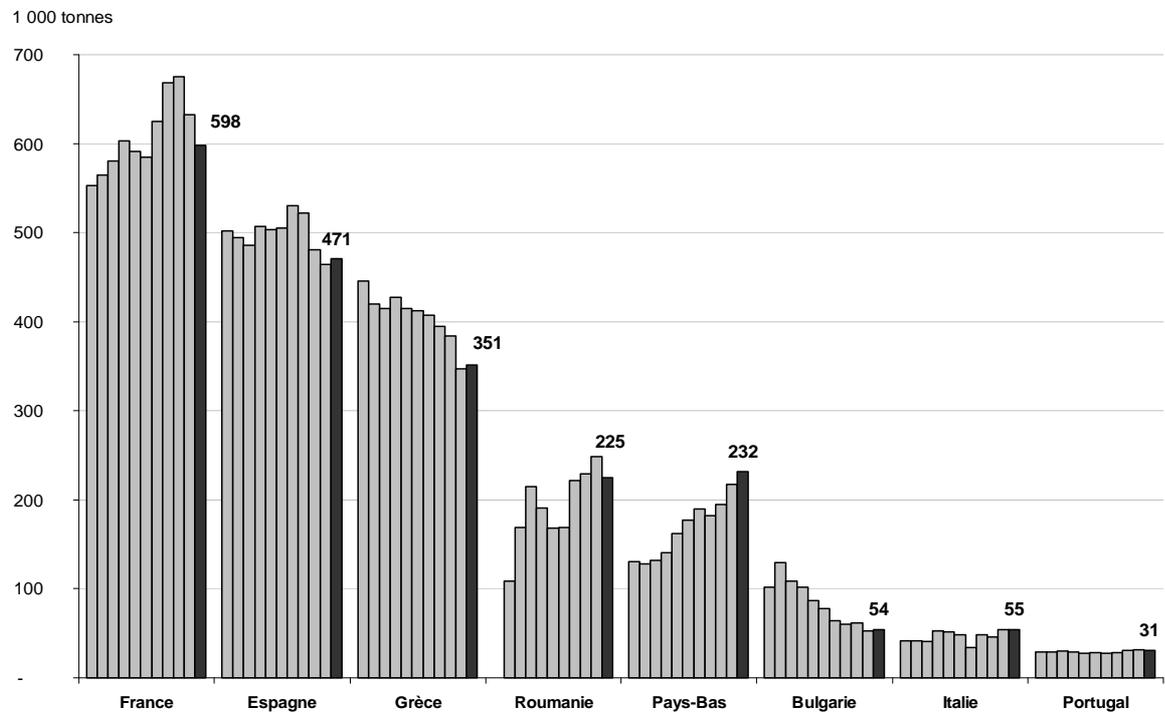
Le manque de lait sur le marché du lait de chèvre continue à maintenir les prix espagnols à de très hauts niveaux. Les prix espagnols du lait de chèvre ont ainsi continué leur progression en 2014. Par exemple, après une hausse de 33 % en 2012, et de 12 % en 2013, la cotation du lait de chèvre en Andalousie (cotation Malaga) a augmenté de 33 % en 2014 pour atteindre 89 €/100 litres en décembre 2014.

Cheptel des femelles caprines (total chèvres saillies et chèvres ayant déjà mis bas) dans les principaux pays européens de 2003 à 2013



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

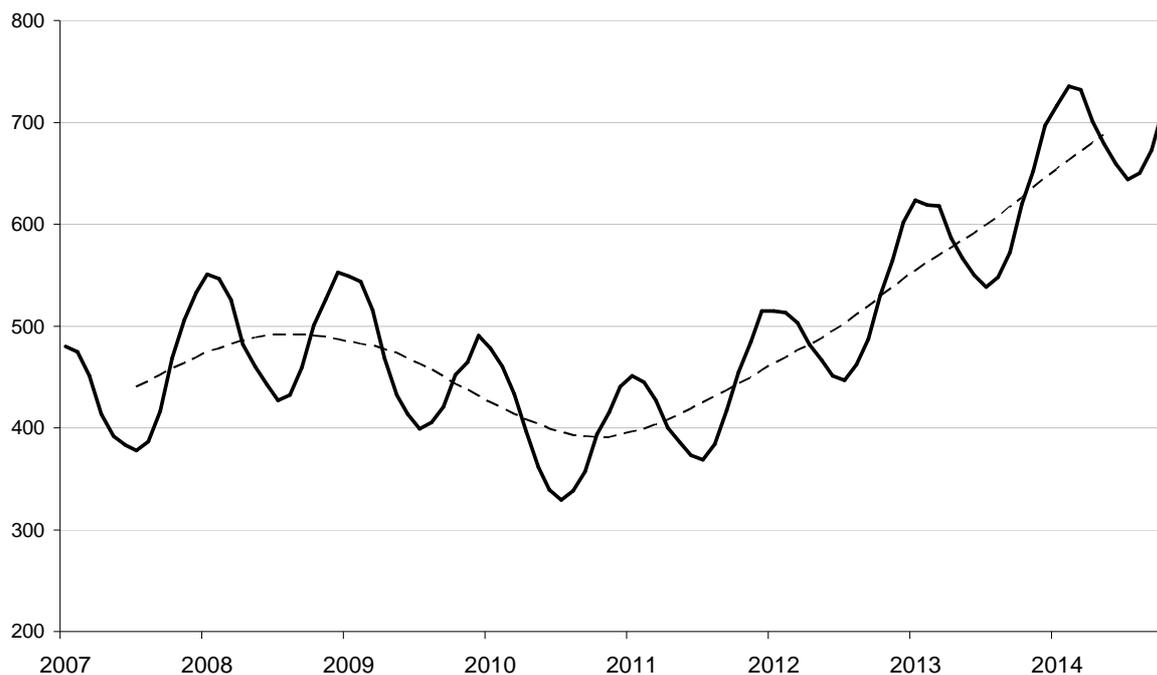
Production de lait de chèvre parmi les principaux producteurs européens de 2003 à 2013



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Prix moyen du lait de chèvre aux Pays-Bas depuis 2007

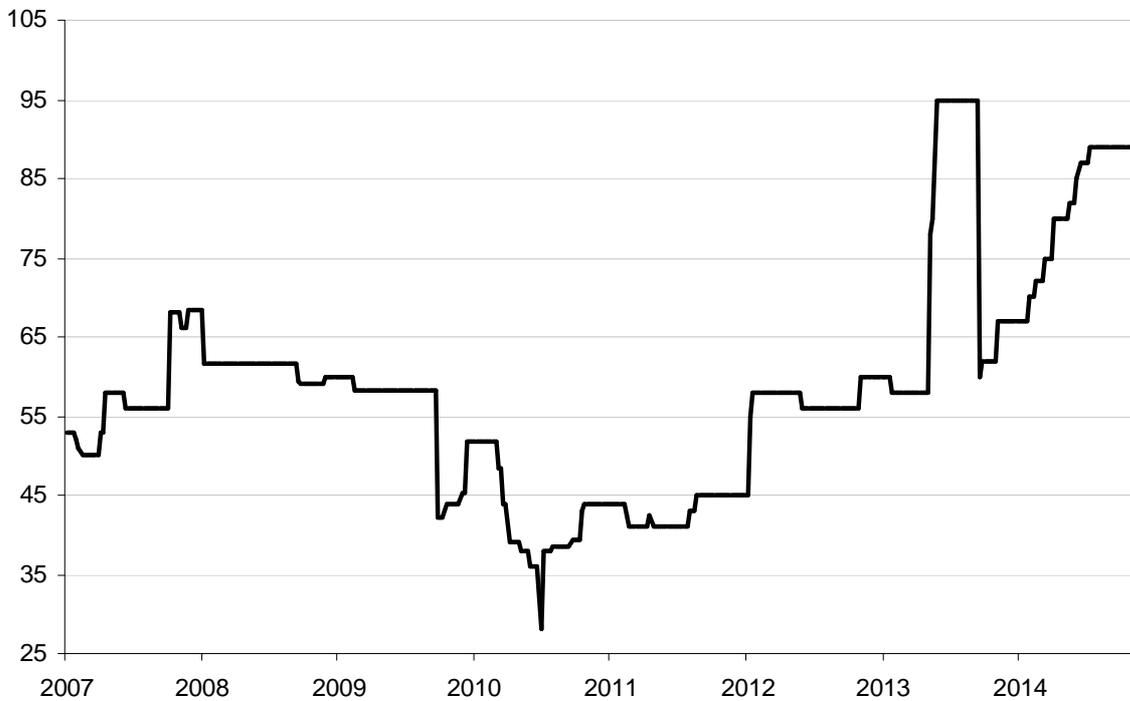
€/1 000 litres



Source : FranceAgriMer d'après Productschap Zuivel

Prix du lait de chèvre en Andalousie (Cotation hebdomadaire Malaga) depuis 2007

€ / 100 litres



Source : FranceAgriMer d'après Junta de Andalucia

annexes



Tableau 1 : Production indigène brute⁽¹⁾

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	1 235	389	117	1 304	45	637	3 727
1971	1 304	393	130	1 417	37	652	3 933
1972	1 200	360	130	1 461	28	716	3 895
1973	1 197	349	128	1 449	23	809	3 955
1974	1 519	368	133	1 453	23	820	4 316
1975	1 502	366	134	1 461	21	823	4 307
1976	1 535	385	150	1 478	21	865	4 434
1977	1 371	379	148	1 491	21	903	4 313
1978	1 379	383	150	1 522	19	963	4 416
1979	1 547	410	162	1 579	19	1 036	4 753
1980	1 560	405	180	1 570	19	1 125	4 859
1981	1 614	370	183	1 600	17	1 238	5 022
1982	1 504	389	195	1 571	17	1 333	5 009
1983	1 540	397	186	1 564	15	1 284	4 986
1984	1 704	418	185	1 576	14	1 250	5 147
1985	1 652	387	187	1 571	15	1 265	5 077
1986	1 675	394	179	1 591	14	1 325	5 178
1987	1 741	389	180	1 646	14	1 408	5 378
1988	1 652	351	175	1 779	15	1 448	5 420
1989	1 530	312	175	1 689	13	1 538	6 946
1990	1 599	313	177	1 727	10	1 665	7 218
1991	1 714	312	170	1 773	10	1 781	5 760
1992	1 763	316	156	1 859	10	1 840	5 944
1993	1 908		155	2 017	9	1 891	5 980
1994	1 821		147	2 116	8	2 004	6 096
1995	1 896		147	2 140	9	2 098	6 290
1996	1 982		152	2 149	10	2 230	6 523
1997	1 986		149	2 228	10	2 275	6 648
1998	1 883		145	2 333	10	2 301	6 672
1999	1 798		140	2 349	9	2 213	6 509
2000	1 764		137	2 311	12	2 233	6 457
2001	1 781		139	2 321	13	2 258	6 511
2002	1 897		137	2 366	11	2 129	6 541
2003	1 889		138	2 349	9	2 034	6 419
2004	1 818		133	2 329	8	1 980	6 269
2005	1 772		134	2 313	8	1 975	6 201
2006	1 731		132	2 310	7	1 785	5 966
2007	1 740		130	2 337	7	1 868	6 082
2008	1 700		119	2 327	5	1 857	6 008
2009	1 706		110	2 301	6	1 783	5 905
2010	1 763		111	2 306	6	1 818	6 005
2011	1 819		115	2 281	7	1 864	6 086
2012	1 731		110	2 233	7	1 848	5 930
2013	1 631		106	2 211	8	1 860	5 816
2014*	1 644		106	2 205	7	1 824	5 786
% 14*/13	0,8		0,0	-0,2	-8,3	-2,0	-0,5

⁽¹⁾ Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 2 : Consommation indigène brute⁽²⁾

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	1 133	387	151	1 551	90	616	3 928
1971	1 140	377	163	1 638	86	616	4 020
1972	1 137	337	173	1 646	86	682	4 061
1973	1 160	319	180	1 622	86	749	4 116
1974	1 200	343	182	1 664	84	748	4 221
1975	1 224	338	192	1 705	88	755	4 302
1976	1 300	350	198	1 718	94	775	4 435
1977	1 301	362	202	1 750	97	801	4 513
1978	1 340	375	205	1 832	97	844	4 693
1979	1 380	384	212	1 864	98	865	4 803
1980	1 408	359	225	1 904	92	860	4 848
1981	1 364	350	232	1 930	84	884	4 844
1982	1 339	358	241	1 916	78	901	4 833
1983	1 356	360	244	1 950	74	942	4 926
1984	1 388	373	248	1 972	71	934	4 986
1985	1 395	357	255	1 949	64	963	4 983
1986	1 397	362	265	1 979	55	1 019	5 077
1987	1 396	361	280	2 032	58	1 031	5 158
1988	1 369	326	287	2 106	60	1 087	5 235
1989	1 401	305	300	2 008	61	1 183	5 258
1990	1 371	314	313	2 010	58	1 244	5 310
1991	1 391	317	321	2 023	53	1 246	5 351
1992	1 390	314	321	2 057	48	1 231	5 361
1993	1 644		317	2 076	42	1 222	5 301
1994	1 582		312	2 089	35	1 287	5 305
1995	1 625		309	2 083	34	1 315	5 366
1996	1 539		309	2 097	39	1 473	5 457
1997	1 568		298	2 071	37	1 457	5 431
1998	1 615		296	2 238	34	1 453	5 642
1999	1 593		299	2 222	31	1 443	5 588
2000	1 561		306	2 191	33	1 491	5 582
2001	1 532		258	2 222	36	1 556	5 605
2002	1 698		273	2 231	30	1 486	5 718
2003	1 672		264	2 232	27	1 452	5 646
2004	1 665		263	2 176	25	1 468	5 597
2005	1 670		262	2 160	24	1 497	5 613
2006	1 643		261	2 191	23	1 458	5 576
2007	1 669		251	2 210	22	1 524	5 676
2008	1 644		243	2 187	21	1 571	5 666
2009	1 643		233	2 163	20	1 539	5 576
2010	1 680		233	2 163	20	1 617	5 693
2011	1 653		214	2 115	18	1 646	5 645
2012	1 625		209	2 116	17	1 670	5 636
2013	1 579		201	2 106	17	1 693	5 596
2014*	1 593		200	2 141	16	1 734	5 683
% 14*/13	0,9		-0,5	1,7	-9,8	2,4	1,6

À partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus

⁽²⁾ Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

kgec/hab	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL	Nb hab. (millions)
1970	22,4	7,6	3,0	30,7	1,8	12,1	77,6	50,5
1971	22,3	7,4	3,2	32,1	1,7	12,0	78,7	51,0
1972	22,0	6,5	3,3	32,0	1,7	13,2	78,7	51,5
1973	22,2	6,1	3,5	31,2	1,6	14,3	78,9	51,9
1974	23,0	6,6	3,5	31,8	1,6	14,3	80,8	52,3
1975	23,3	6,4	3,7	32,5	1,7	14,3	81,9	52,6
1976	24,5	6,6	3,8	32,5	1,8	14,7	83,9	52,8
1977	24,5	6,8	3,8	33,0	1,8	15,1	85,0	53,2
1978	25,2	7,0	3,8	34,4	1,8	15,8	88,0	53,4
1979	25,8	7,2	4,0	34,9	1,8	16,2	89,9	53,6
1980	26,1	6,7	4,1	35,5	1,7	16,0	90,1	53,9
1981	25,2	6,5	4,3	35,6	1,6	16,3	89,5	54,2
1982	24,6	6,6	4,4	35,2	1,4	16,5	88,7	54,5
1983	24,8	6,6	4,4	35,6	1,3	17,2	89,9	54,8
1984	25,3	6,8	4,5	35,9	1,3	17,0	90,8	55,0
1985	25,3	6,5	4,6	35,3	1,2	17,5	90,4	55,3
1986	25,2	6,5	4,8	35,7	1,0	18,4	91,6	55,6
1987	25,1	6,5	5,0	36,5	1,0	18,5	92,6	55,8
1988	24,5	5,8	5,1	37,7	1,1	19,4	93,6	56,1
1989	24,9	5,3	5,3	35,7	1,1	21,0	93,3	56,3
1990	24,3	5,5	5,5	35,4	1,0	22,0	93,7	56,6
1991	24,5	5,5	5,6	35,5	0,9	21,9	94,0	56,9
1992	24,3	5,4	5,6	35,9	0,8	21,5	93,6	57,2
1993	27,9		5,4	36,0	0,7	20,8	90,8	58,9
1994	26,8		5,3	36,1	0,6	21,8	90,5	59,1
1995	27,4		5,2	35,1	0,6	22,2	90,5	59,3
1996	25,9		5,2	35,2	0,7	24,7	91,7	59,5
1997	26,3		5,0	34,7	0,6	24,4	90,9	59,7
1998	26,9		4,9	37,4	0,6	24,2	94,1	59,9
1999	26,5		5,0	36,9	0,5	24,0	92,9	60,2
2000	25,8		5,1	36,2	0,5	24,6	92,2	60,5
2001	25,1		4,2	36,4	0,6	25,5	91,9	61,0
2002	27,6		4,4	36,3	0,5	24,2	93,1	61,4
2003	27,0		4,3	36,1	0,4	23,5	91,3	61,9
2004	26,7		4,2	34,9	0,4	23,6	89,8	62,3
2005	26,6		4,2	34,4	0,4	23,8	89,4	62,8
2006	26,0		4,1	34,7	0,4	23,1	88,2	63,2
2007	26,2		3,9	34,7	0,4	23,9	89,2	63,6
2008	25,7		3,8	34,2	0,3	24,5	88,5	64,0
2009	25,5		3,6	33,3	0,3	23,9	86,7	64,4
2010	26,0		3,4	33,4	0,3	25,0	88,0	64,7
2011	25,4		3,3	32,5	0,3	25,3	86,9	65,0
2012	24,9		3,2	32,4	0,3	25,6	86,3	65,3
2013	24,1		3,1	32,1	0,3	25,8	85,3	65,6
2014*	24,2		3,0	32,5	0,2	26,3	86,3	65,9
% 14*/13	0,5		-1,0	1,2	-10,2	2,0	1,1	0,4

À partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 4 : Taux d'auto-provisionnement
(PIB/CIB x 100)

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	109,0	100,5	77,5	84,1	50,0	103,4	94,9
1971	114,4	104,2	79,8	86,5	43,0	105,8	97,8
1972	105,5	106,8	75,1	88,8	32,6	105,0	95,9
1973	103,2	109,4	71,1	89,3	26,7	108,0	96,1
1974	126,6	107,3	73,1	87,3	27,4	109,6	102,3
1975	122,7	108,3	69,8	85,7	23,9	109,0	100,1
1976	118,1	110,0	75,8	86,0	22,3	111,6	100,0
1977	105,4	104,7	73,3	85,2	21,6	112,7	95,6
1978	102,9	102,1	73,2	83,1	19,6	114,1	94,1
1979	112,1	106,8	76,4	84,7	19,4	119,8	99,0
1980	108,0	110,4	79,8	82,4	20,1	130,8	100,2
1981	118,3	105,7	78,7	83,0	20,3	140,0	103,7
1982	112,3	108,4	80,6	82,0	21,6	147,9	103,6
1983	113,6	110,4	76,1	80,1	19,7	136,3	101,2
1984	122,8	112,3	74,5	80,1	20,3	133,8	103,2
1985	118,4	108,4	73,1	80,6	23,2	131,4	101,9
1986	119,9	108,8	67,7	80,4	25,9	130,0	102,0
1987	124,7	107,6	64,5	81,0	24,4	136,6	104,3
1988	120,7	107,7	61,0	84,5	24,1	133,2	103,5
1989	109,2	102,4	58,3	84,1	21,6	133,3	132,1
1990	116,6	99,7	56,5	85,9	17,2	133,8	135,9
1991	123,2	98,4	53,0	87,6	18,9	143,0	107,6
1992	126,8	100,6	48,6	90,4	20,8	149,5	110,9
1993	116,1		48,9	97,2	21,4	154,7	112,8
1994	115,1		47,1	101,3	22,9	155,8	114,9
1995	116,7		47,6	102,7	26,5	159,5	117,2
1996	128,8		49,2	102,5	25,6	151,4	119,5
1997	126,7		50,0	107,6	27,0	156,2	122,4
1998	116,6		48,8	104,0	29,4	158,3	118,2
1999	112,9		46,8	105,7	29,0	153,4	116,5
2000	113,0		44,8	105,5	35,7	149,8	115,7
2001	116,3		53,9	104,4	36,5	145,1	116,2
2002	111,8		50,2	106,0	37,7	143,2	114,4
2003	113,0		52,4	105,3	33,8	140,1	113,7
2004	109,2		50,6	107,0	33,3	134,9	112,0
2005	106,1		51,0	107,1	32,6	131,9	110,5
2006	105,4		50,6	105,4	32,3	122,4	107,0
2007	104,3		51,8	105,7	30,9	122,6	107,2
2008	103,4		48,9	106,4	26,1	118,2	106,0
2009	103,8		47,2	107,5	29,1	115,9	105,9
2010	104,9		50,7	106,9	32,6	112,5	105,5
2011	110,1		54,0	107,8	37,5	113,3	107,8
2012	106,5		52,9	105,5	42,4	110,7	105,2
2013	103,3		52,5	105,0	46,7	109,9	103,9
2014*	103,2		52,8	103,0	47,5	105,2	101,8

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 5 : Indice des prix à la consommation
base 100 : moyenne 1998

	Indice général des prix	Viandes	Viandes de boeuf	Viandes de veau	Viandes d'ovin et de cheval	Viandes de porc et charcut.	Volailles	Lait, fromage et œufs	Lait et crème	Yaourts et desserts lactés	Fromages	Œufs	Beurre	Poissons et crustacés	Poissons et crustacés frais	Poissons et crustacés préparés, en cons. et surg.
1998	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1999	100,5	99,4	101,2	101,7	100,6	97,6	99,3	100,7	101,1	99,9	100,9	99,8	101,1	103,9	101,6	105,4
2000	102,2	102,3	103,1	104,0	103,5	101,3	102,5	103,0	103,1	102,0	103,5	102,1	104,7	106,9	107,1	106,8
2001	103,9	110,7	107,5	110,1	116,5	111,4	113,1	108,3	108,5	107,4	108,7	107,2	109,8	110,6	111,3	110,2
2002	105,9	112,4	109,0	112,0	121,7	112,7	114,8	110,9	111,4	109,6	111,4	109,8	111,7	113,7	114,7	113,3
2003	108,1	113,6	111,8	113,8	123,2	112,8	115,0	113,0	113,2	111,0	113,9	111,8	114,4	115,6	116,6	115,2
2004	110,4	116,1	116,3	118,8	126,6	113,3	119,3	113,4	113,9	110,4	114,5	112,2	114,4	115,5	118,8	113,8
2005	112,4	117,7	121,2	121,6	129,5	114,4	118,3	112,0	113,2	106,8	113,9	107,9	113,8	115,9	123,3	111,9
2006	114,3	120,2	126,2	128,0	133,2	115,4	119,5	111,9	113,6	106,6	114,0	105,7	113,5	119,0	129,2	113,7
2007	115,9	122,8	129,7	132,1	137,1	116,7	125,0	112,3	115,6	105,3	114,4	107,4	114,6	120,6	130,5	115,2
2008	119,2	128,2	134,6	139,6	143,1	119,7	138,6	123,3	130,6	113,0	124,4	122,2	126,5	124,6	130,9	120,7
2009	119,3	130,0	136,7	140,5	144,6	121,4	140,0	121,5	128,8	109,6	123,1	122,8	119,9	124,4	127,1	122,0
2010	121,1	130,5	138,0	141,5	146,5	121,1	140,6	119,8	126,4	107,2	121,8	122,4	119,3	125,8	133,2	121,5
2011	123,7	133,9	141,5	144,2	151,4	122,8	150,4	122,6	130,6	109,0	124,5	123,7	124,8	129,8	139,1	125,1
2012	126,1	138,0	148,0	148,9	156,5	126,0	154,3	124,1	132,9	110,7	125,4	128,0	125,8	132,7	140,2	129,0
2013	127,2	142,0	154,8	152,7	161,2	128,7	159,9	122,8	132,3	107,9	124,2	127,7	124,3	134,6	143,6	130,4
2014	127,8	143,2	156,8	154,9	164,6	129,5	160,4	123,6	132,4	106,9	126,3	125,4	125,8	135,2	145,9	130,1
% 14/13	0,5	0,9	1,3	1,5	2,1	0,7	0,3	0,6	0,1	-0,9	1,7	-1,8	1,1	0,4	1,7	-0,2

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2014

	1980	1990	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	23 570	21 377	20 216	18 930	18 904	19 125	19 366	19 842	19 599	19 129	19 052	19 617	3,0
dont - vaches laitières	7 452	5 489	4 424	3 896	3 799	3 759	3 794	3 748	3 718	3 664	3 644	3 697	1,5
- vaches nourrices	2 753	3 595	4 071	4 029	4 077	4 163	4 187	4 204	4 220	4 148	4 114	4 106	-0,2
Abattages redressés (1000 têtes)	7 852	6 672	5 476	5 172	5 083	5 064	5 023	5 121	5 216	4 941	4 715	4 710	-0,1
dont veaux	3 219	2 343	1 891	1 746	1 606	1 546	1 516	1 503	1 477	1 415	1 368	1 342	-1,9
Abattages redressés (1000 tec)	1 838	1 679	1 528	1 511	1 532	1 514	1 505	1 558	1 597	1 511	1 441	1 455	1,0
dont veaux	307	277	241	239	219	212	207	207	203	196	190	189	-0,8
Production indigène brute (1000 tec)	1 965	1 912	1 764	1 731	1 740	1 700	1 706	1 763	1 819	1 731	1 631	1 644	0,8
Achats publics (1000 tec)	106	65	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
stock fin d'année (1000 tec)	85	60	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
variation de stock (1000 tec)	16	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1000 tec)	1 775	1 685	1 561	1 643	1 669	1 644	1 643	1 680	1 653	1 625	1 579	1 593	0,9
Exportations (1000 tec)	451	618	549	491	486	474	482	498	545	496	438	420	-4,0
- animaux vivants	141	191	256	237	220	196	211	213	230	229	199	194	-2,4
- viandes fraîches	158	241	225	213	226	231	235	248	276	233	210	190	-9,4
- viandes congelées	139	176	50	31	31	34	26	27	25	18	18	23	26,9
- viandes transformées	13	10	18	10	8	12	9	10	14	16	12	14	16,6
Importations (1000 tec)	277	432	347	402	415	418	419	415	378	391	386	370	-4,3
- animaux vivants	14	32	19	17	12	10	11	8	8	9	9	5	-38,2
- viandes fraîches	242	377	278	311	320	312	302	302	271	269	272	262	-3,7
- viandes congelées	17	18	38	67	74	78	88	86	83	95	89	85	-4,0
- viandes transformées	4	5	12	8	9	18	19	19	17	18	17	17	2,1
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	174	186	202	89	72	56	62	83	166	106	52	51	
- millions ⁽²⁾	2 873	4 490	1 001	902	722	681	772	807	1 075	827	534	557	

⁽¹⁾ Enquêtes de décembre de l'année précédente ; nouvelle série à partir de l'enquête de décembre 2009

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 7 : Prix* à la production dans le secteur bovin 1980-2014

	1980	1990	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	% 14/13
Veaux de 8 jours à 3 semaines													
- engraissement 45-50 kg (euros/tête)	-	1 134	187	207	140	105	117	115	115	116	93	81	-13,9
- élevage mâles croisés légers (euros/tête)	-	2 096	2 147	329	272	261	303	277	271	309	322	334	4,0
Veaux de boucherie													
- prix moyen pondéré (euros/kg vif)	11,24	20,73	5,31	5,74	6,00	5,68	5,51	5,69	6,07	6,21	6,20	6,18	-0,3
- Veau sous la mère : rosé clair U Rég Limousin Aquitaine	-	42,94											
prix moyen pondéré (euros/kg vif)			6,51	7,40	7,64	7,58	7,31	7,36	7,60	7,66	8,54	8,87	3,9
Animaux maigres ⁽¹⁾ (mâles 6-12 mois) (euros/kg vif)													
- Limousin U	12,85	17,65	2,39	2,90	2,57	2,45	2,56	2,57	2,54	2,88	2,83	2,86	1,1
- Charolais U	12,32	15,84	2,36	2,80	2,66	2,31	2,46	2,54	2,50	2,81	2,78	2,73	-2,1
- Croisé R	11,31	13,84	2,14	2,43	2,19	2,08	2,21	2,23	2,23	2,45	2,32	2,39	3,0
- Rustique R	10,36	13,20	1,97	2,25	1,98	1,79	nc	nc	nc	nc	nc	nc	0,0
Animaux finis (euros/kg net)													
- prix moyen pondéré gros bovins			2,80	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,70	-6,3
- cotation													
- boeuf R	16,23	23,50	3,01	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,85	4,21	3,91	-7,0
- boeuf U	17,27	26,21	3,32	3,59	3,43	3,52	3,49	3,51	3,67	4,08	4,52	4,32	-4,4
- génisse U	18,22	27,95	3,72	3,98	3,94	3,98	3,87	3,87	4,00	4,32	4,93	4,79	-2,8
- jeune bovin O	14,46	20,84	2,51	2,84	2,72	2,84	2,72	2,73	3,09	3,44	3,54	3,25	-8,1
- jeune bovin R	15,34	22,06	2,84	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,47	3,85	3,89	3,78	-2,8
- jeune bovin U	16,08	23,33	3,04	3,48	3,21	3,43	3,42	3,40	3,69	4,02	4,06	3,96	-2,3
- vache O	13,47	19,06	2,46	2,77	2,74	2,78	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,33	-8,2
- vache R	15,25	22,21	2,95	3,36	3,21	3,28	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,02	-7,9
- vache U	17,05	25,71	3,39	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	-3,7

⁽¹⁾ Moyenne arithmétique des cotations comprises entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre

* Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2014

	1980	1990	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)													
Ovins	12 969	11 495	9 510	8 760	8 493	8 285	7 715	7 528	7 922	7 618	7 462	7 274	-2,5
dont brebis mères + agnelles saillies	9 157	8 662	7 391	6 649	6 462	6 274	5 888	5 770	6 087	5 835	5 714	5 535	-3,1
Caprins	1 125	1 022	1 075	1 252	1 254	1 250	1 267	1 318	1 438	1 381	1 306	1 283	-1,8
Abattages redressés (1000 têtes)	10 706	11 262	8 457	7 344	7 238	6 813	6 224	6 260	6 428	6 183	5 956	5 916	-0,7
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	17,6	17,2	16,6	17,5	17,5	17,2	17,3	17,4	17,4	17,6	17,5	17,7	1,3
Abattages redressés (1000 tec)	188	194	140	128	127	117	108	109	112	109	104	105	0,7
Production indigène brute (1000 tec)	180	177	137	132	130	119	110	111	115	110	106	106	0,4
Consommation indigène brute (1000 tec)	225	313	307	261	251	243	233	219	214	209	201	201	-0,3
Exportations (1000 tec)	1	17	19	20	19	18	18	19	19	16	15	15	0,9
- animaux vivants	0	10	8	8	8	7	8	8	8	6	6	5	-4,7
- viandes fraîches	1	6	8	8	7	7	7	8	7	8	7	8	10,1
- viandes congelées	0	1	3	4	4	3	3	4	4	3	3	2	-11,2
Importations (1000 tec)	46	153	188	149	140	142	141	127	117	115	111	110	-0,9
- animaux vivants	8	27	10	4	5	6	5	5	4	4	4	4	0,0
- viandes fraîches	34	113	146	115	105	107	105	94	85	88	86	83	-3,3
- viandes congelées	4	13	31	30	30	29	31	28	27	23	21	23	9,1
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-45	-136	-169	-129	-121	-124	-123	-108	-98	-98	-96	-94	-1,2
- millions	-820	-2 466	-520	-477	-436	-484	-492	-471	-478	-466	-446	-474	6,4
Prix à la production ⁽²⁾													
cotation nationale (euros / kg net)	19,94	21,93	4,26	5,43	5,40	5,64	5,82	5,81	6,10	6,18	6,24	6,35	1,8

⁽¹⁾ Enquêtes de décembre de l'année précédente

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 9 : Bilan dans le secteur du cheval 1980-2014

	1980	1990	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	284,3	318,1	347,6	468,3	462,9	459,2	455,6	456,3	455,5	457,4	446,0	439,2	-1,5
Abattages (1000 têtes)	125	46	40	19	18	16	16	17	17	19	21	17	-16,8
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	280	283	279	287	290	287	293	277	293	286	281	286	1,8
Abattages (1000 tec)	35	13	11	5	5	5	5	5	5	5	6	5	-15,3
Production indigène brute (1000 tec)	19	10	12	7	7	5	6	6	7	7	8	7	-8,3
Consommation indigène brute (1000 tec)	92	58	33	23	22	21	20	20	18	17	17	16	-9,8
Exportations (1000 tec)	2	4	10	13	12	nd	///						
- animaux vivants	1	4	4	3	3	nd	///						
- viandes	1	0	6	9	9	9	8	6	6	6	4	4	-7,3
Importations (1000 tec)	75	52	31	28	27	nd	///						
- animaux vivants	18	7	4	2	1	nd	///						
- viandes	57	45	27	27	26	25	24	21	19	17	16	15	-7,2
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-73	-48	-21	-16	-16	nd	///						
- millions de F ou d'€	-877	-929	-83	-65	-55	-71	-51	-31	-33	-33	-21	15	-171,2
Prix à la production ⁽²⁾ cotation du poulain lourd (francs ou euros / kg net)	-	17,79	2,10	2,41	2,43	2,46	2,23	2,20	2,28	2,31	2,21	2,13	-3,8

(1) Résultats de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 10 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2014

	1980	1990	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	11 353	12 276	15 993	14 815	14 835	14 654	14 341	14 142	13 837	13 680	13 594	13 366	-1,7
dont truies	1 222	1 180	1 467	1 273	1 253	1 210	1 184	1 158	1 144	1 107	1 084	1 066	-1,7
Abattages redressés (1000 têtes)	19 599	21 304	26 967	25 490	25 730	25 724	25 283	25 258	25 074	24 123	23 733	23 742	0,0
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	85,9	83,6	85,9	88,7	88,7	88,4	88,7	89,8	89,6	89,5	90,1	0,9	-99,0
Abattages redressés (1000 tec)	1 683	1 780	2 317	2 261	2 281	2 275	2 244	2 247	2 229	2 179	2 153	2 149	-0,2
Production indigène brute (1000 tec)	1 570	1 727	2 309	2 299	2 344	2 312	2 289	2 325	2 299	2 233	2 211	2 206	-0,2
Variation de stock (1000 tec)	0	0	-6	0	8	-8	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1000 tec)	1 905	2 010	2 189	2 165	2 207	2 179	2 162	2 163	2 113	2 115	2 103	2 145	2,0
Exportations (1000 tec)	93	223	653	676	700	740	718	775	778	731	731	687	-6,0
- animaux vivants	16	13	17	47	69	44	53	89	79	63	64	62	-3,2
- viandes fraîches	9	79	216	295	294	314	312	312	306	322	327	323	-1,4
- viandes congelées	16	53	209	160	166	210	173	157	203	174	168	154	-8,3
- viandes transformées	24	55	167	117	122	120	114	113	122	115	114	109	-4,5
- graisses	28	23	45	58	50	52	67	105	69	58	56	38	-32,7
Importations (1000 tec)	430	507	527	542	571	599	591	613	596	614	621	621	0,0
- animaux vivants	129	67	24	8	6	7	7	11	9	9	7	5	-23,4
- viandes fraîches	178	222	266	277	284	284	296	307	294	304	316	316	-0,2
- viandes congelées	71	86	82	85	108	117	105	101	100	98	95	93	-1,6
- viandes transformées	40	91	113	130	134	155	148	150	162	174	177	182	2,9
- graisses	12	41	42	41	39	36	34	44	28	28	29	29	2,4
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-337	-284	126	134	129	142	127	162	182	117	110	66	-40,2
- millions	-3 218	-4 079	136	57	32	27	-82	-82	-46	-78	-176	-314	78,2
Prix à la production(2)													
cotation classe U (euros / kg net)	8,02	10,94											
cotation classe E (euros / kg net)			1,40	1,42	1,28	1,42	1,31	1,30	1,47	1,61	1,64	1,46	-10,8

* Estimations (excepté pour le cheptel)

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente.

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 11 : Bilan dans le secteur des volailles principales⁽¹⁾ 1980-2014

	1980	1990	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	% 14*/13
Animaux finis prêts à l'abattage (millions de têtes)	740	993	1 122	910	973	985	966	1 000	1 053	1 028	1 063	929	-12,6
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	1,515	1,68	1,99	1,96	1,92	1,89	1,85	1,82	1,77	1,80	1,75	1,96	12,2
Animaux finis prêts à l'abattage (1000 tec)	1 122	1 660	2 194	1 755	1 792	1 800	1 725	1 775	1 824	1 802	1 806	1 774	-1,7
Production indigène totale (1000 tec)	1 124	1 665	2 233	1 785	1 868	1 857	1 783	1 818	1 864	1 848	1 860	1 824	-2,0
variation de stock (1000 tec)	1	-35	-22	-10	4	3	-3	-3	5	4	-5	-6	
Consommation indigène brute (1000 tec)	859	1 244	1 491	1 458	1 524	1 571	1 539	1 617	1 646	1 670	1 693	1 734	2,4
Exportations (1000 tec)	290	528	958	630	696	675	672	677	706	686	694	626	-9,8
- animaux vivants	7	13	48	39	81	65	68	54	42	49	58	51	-10,8
- viandes	283	515	910	591	615	610	603	622	663	636	636	574	-9,7
Importations (1000 tec)	22	72	194	293	356	393	424	472	492	511	521	530	1,8
- animaux vivants	3	8	8	8	5	9	10	11	2	3	3	2	-32,7
- viandes	19	64	185	285	351	384	414	461	490	508	518	528	2,0
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	268	456	764	337	340	283	248	204	213	175	173	96	
- millions de francs // d'euros	1 545	4 455	1 196	527	491	443	313	276	281	217	199	53	

⁽¹⁾ Gallus, canards, dindes, oies, pintades

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE



FranceAgriMer

DONNÉES ET BILANS / *Les filières animales terrestres et aquatiques – Bilan 2014 – Perspectives 2015* est une publication de FranceAgriMer.

Directeur de la publication : Éric Allain / Rédaction : Marchés, études et prospective – unité Produits animaux, pêche et aquaculture.

Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation de FranceAgriMer.

Conception et réalisation : service de la Communication / Photo : Pixtal, droits réservés / Impression : Atelier d'impression de l'Arboreal / N° ISSN 2264-3400
février 2015.

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr
www.agriculture.gouv.fr